

CHILLI

le coup divin

ovide bastien



DOSSIER

CHILI : LE COUP DIVIN

Ovide Bastien

Droits d'auteur © 2015 Ovide Bastien
Tous droits réservés

Publié par Ovide Bastien

ISBN : [978-2-925157-14-4](https://www.isbn-international.org/number/978-2-925157-14-4)

TABLE

NOTES POUR L'ÉDITION 2015	1
PRÉFACE	5
AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	15
L'AVANT-COUP	19
I- L'HIVER CHILIEN 1973	21
II- LE PÈRE HASBUN PARLE AU NOM DE LA BOURGEOISIE	29
LE COUP	39
III- LE 11 SEPTEMBRE : DÉTRUIRE LE CORPS POUR SAUVER L'ÂME	41
IV- LE 13 SEPTEMBRE : LA DÉCLARATION DES ÉVÊQUES	53
V- LE 16 SEPTEMBRE : LE CARDINAL APPUIE LES NOBLES INTENTIONS DE LA JUNTE	61
VI- LE 18 SEPTEMBRE : LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE « NOUS AIMERIONS OFFRIR... TOUTE NOTRE DÉSINTÉRESSÉE COLLABORATION »	69
A- SANTIAGO : Homélie du cardinal Raul Silva Henriquez prononcée dans l'église de la Gratitude Nationale.	70
B- CHILLAN : Homélie prononcée par Mgr Elasio Vicuna dans la cathédrale de Chillan.	87
C- VALPARAISO : Homélie prononcée par Mgr Emilio Tagle Covarrubias	93
VII- LA JUNTE EST LÉGITIME	97

L'APRÈS-COUP	103
VIII- LE CAPITALISME REVIENT AU GALOP	105
IX- LE CARDINAL : « L'IMAGE QUE LE SAINT PÈRE S'EST FORMÉ DU CHILI N'EST PAS CELLE QUE NOUS AIMERIONS QU'IL AIT EN CE MOMENT »	111
A - Ses déclarations :	111
B - La vraie couleur de sa soutane :	118
C - Conflit entre le cardinal et la junte :	123
X- LE PÈRE HASBUN AUX JOURNALISTES : « POUR MOI LE COQ A CHANTÉ »	131
A- Ses déclarations :	131
B- Les réactions :	139
C- Le père Hasbun et l'Église :	143
XI- VERS UNE THÉOLOGIE DE LA RÉVOLUTION	149
A- Prêtres révolutionnaires :	149
B- Purification de l'Église et de l'État :	158
XII- UNE COMMUNAUTÉ DE PENSÉE	165
ÉPILOGUE	173
XIII- SIX MOIS PLUS TARD	175
XIV- L'ÉGLISE S'ÉLOIGNE DE LA JUNTE	177
A- Renvoi du père Hasbun	180
B- Homélie de Pâques du cardinal Henriquez	181
C- Menaces de mort contre le cardinal	183
D- Déclaration des évêques	186
E- L'affaire Excelsior	196
XV- CONCLUSION	201
XVI- EN DERNIÈRE HEURE	203
ANNEXES	209

ANNEXE 1- CEUX QUI N'ONT PAS RÉUSSI À DÉTRUIRE L'ALLEMAGNE RÉUSSISSENT À DÉTRUIRE LE CHILI	211
ANNEXE 2- LES COMMUNISTES COMMENCÈRENT LE « PLAN DJAKARTA »	213
ANNEXE 3- DISCOURS TÉLÉVISÉ DU PÈRE RAUL HASBUN	217
ANNEXE 4- HOMÉLIE DU CARDINAL HENRIQUEZ	225
ANNEXE 5 - HOMÉLIE DE PÂQUES DU CARDINAL SILVA HENRIQUEZ	229
ANNEXE 6- DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE CHILIENNE	235
ANNEXE 7- RAPPORT CONFIDENTIEL SUR LA RÉPRESSION PRÉPARÉ PAR LE COMITÉ DE COOPÉRATION POUR LA PAIX AU CHILI	243
ANNEXE 8-RAPPORT DE MA TOURNÉE SUR LE CHILI SOUMIS AU SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER (SUCO) LE 5 NOVEMBRE 1974	257
ANNEXE 9 – MON MESSAGE PRIVÉ AU CARDINAL HENRIQUEZ	275

Ce livre a été rendu possible grâce à la collaboration, souvent anonyme, et parfois même clandestine, d'un grand nombre de personnes, au Chili comme au Québec. Pour des raisons de sécurité, il vaut mieux en taire les noms. Je tiens à les remercier tous ici très sincèrement.

Aux camarades du Chili. Aux vivants et aux morts dont on ne connaîtra jamais les noms mais qui ont lutté et qui continuent même dans les prisons et sous la torture pour l'avènement d'une société qui soit pour l'homme.

NOTES POUR L'ÉDITION 2015

J'ai décidé de republier *Chili : le coup divin*—Éditions du Jour, Montréal septembre 1974—pour deux raisons. Une telle publication, en permettant, grâce à l'Internet, une diffusion mondiale instantanée, d'une part facilitera le travail de ceux et celles qui font de la recherche sur le Chili et, d'autre part, permettra à mes enfants et petits-enfants de prendre connaissance de mon œuvre.

Dans ce livre rédigé au cœur même des évènements brutaux qui mettaient fin à l'expérience socialiste du gouvernement de Salvador Allende, j'accusais alors le cardinal Raul Silva Henríquez et l'Église catholique chilienne qu'il dirigeait de complicité dans le coup d'État. Les militaires voulaient éliminer le cancer marxiste pour restaurer l'âme judéo-chrétienne du Chili et l'Église appuyait ce projet carrément brutal et clairement fasciste.

Pourtant ce même cardinal est largement reconnu aujourd'hui comme un héros et un grand défenseur des droits de la personne sous la dictature de Pinochet. On le présente comme « *un opposant prononcé au général Augusto Pinochet au pouvoir de 1973 à 1990* » qui, pour son travail humanitaire, a « *reçu le [prix des Droits de l'Homme des Nations unies](#) le 11 décembre 1978, et le [prix des Droits de l'Homme Bruno-Kreisky](#) le 19 octobre 1979* ». ¹

¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Raúl_Silva_Henr%C3%ADquez, consulté le 13 mai 2014.

Et Jean-Claude Ravet, lors du quarantième anniversaire du coup d'État chilien, commente ainsi le rôle joué par l'Église catholique chilienne : « *L'horreur aurait pu être pire, comme sous la dictature argentine quelques années plus tard (plus de 30 000 disparus entre 1976 et 1983), n'eût été de la décision de cette institution, jouissant d'un statut social privilégié, d'offrir protection aux persécutés, au nom de l'Évangile, faisant fi du diktat des militaires : « Mêlez-vous de vos affaires, et il ne vous arrivera rien ».*²

Dans son autobiographie fort impressionnante qu'il vient de publier, Claude Lacaille, bibliste et prêtre des Missions-Étrangères, affirme : « *Devant l'intensité de la répression, repenti d'avoir été favorable au coup d'État mené par l'armée, le cardinal Silva prit le parti de défendre les innombrables victimes de la répression. (...) Aussitôt après le coup d'État, il avait fondé avec l'évêque de l'Église luthérienne, Helmut Frenz, le Comité pour la paix pour défendre les droits des citoyens. Cet organisme irritait au plus haut point les militaires (...)* »³

Lorsque Pinochet ordonna la fermeture du Comité pour la paix en décembre 1975, le cardinal Henriquez acquiesça. Cependant, il démontra son courage et sa détermination en fondant, à peine quelques semaines plus tard, le Vicariat de la solidarité. « *Durant toutes les années de la dictature, le Vicariat demeura pour Pinochet un foyer d'agacements perpétuels et un espace où les partis politiques d'opposition prohibés purent peu à peu se réorganiser clandestinement. Ce fut un refuge pour tous les persécutés, qui y trouvaient des services juridiques et une certaine protection. Sous la conduite énergique du cardinal Silva, l'Église joua un rôle de refuge où les organisations syndicales, communautaires, politiques parvinrent à se réarticuler,* » commente Lacaille.⁴

² [L'autre 11 septembre](#), Relations, n° 767, septembre 2013.

³ *En mission dans la tourmente des dictatures 1965-1986. Haïti, Équateur, Chili*, Novalis, Montréal, 2014, p. 84. Voir, au sujet de ce livre, l'article de Louis Cornélius dans *Le Devoir* le 27 avril 2014 : <http://www.ledouvoir.com/culture/livres/407751/portrait-du-pretre-en-rebelle>

⁴ *Idem*, p. 84-5.

Récemment un ami me faisait, avec beaucoup de délicatesse, le reproche suivant : « Mgr Oscar Romero était conservateur mais, en observant au jour le jour la répression impitoyable qui frappait les pauvres du Salvador, il s'est transformé en témoin extraordinaire de la théologie de la libération. Pourquoi as-tu tant de difficulté à reconnaître que le cardinal Henriquez a vécu la même évolution ? »

Je ne savais pas comment répondre à ce reproche qui m'a tracassé pendant plusieurs jours. Cependant, il y a des remarques dans le livre de Claude Lacaille, un homme qui a vécu plusieurs années au Chili sous Pinochet, qui me laissent perplexe :

Durant la messe de funérailles célébrée dans la cathédrale pour le Pape Paul VI en 1978, le cardinal Henriquez « *donne le baiser de paix à Pinochet et aux trois autres tortionnaires qui l'accompagnent* » (les généraux Merino, Matthei et Mendoza). « *Dégoûté par cette accolade de tartufes, je sors précipitamment. Il m'est impossible de communier à de telles mascarades.* »⁵

Suite à l'assassinat de Mgr. Romero au Salvador en mars 1980, la Coordination des communautés populaires voulait organiser un dernier hommage dans la cathédrale de Santiago. « *Le cardinal Silva s'y opposa, maussade, en disant que Romero était un ingénu qui s'était fait manipuler par la gauche. Cet évêque salvadorien courageux qui avait reçu des menaces de mort et qui, chaque dimanche, dans sa cathédrale et sur les ondes de la radio catholique, dénonçait les assassinats, tortures, et horreurs de toutes sortes commises dans son pays (...) cet homme ne méritait pas une messe ?* »⁶

Donc, le même cardinal qui, lors d'une messe dans la cathédrale, accepte de donner le baiser de paix aux quatre tortionnaires en chef du Chili, refuse qu'une messe soit célébrée dans cette même cathédrale pour Mgr Romero, mort parce qu'il dénonçait les tortionnaires.

⁵ *Idem*, p. 100.

⁶ *Idem*, p. 115.

Cette édition de *Chili : le coup divin* est identique à celle de 1974 sauf pour de petits détails. Une nouveauté : suite à la publication de mon livre aux Éditions du Jour, j'ai effectué une tournée de deux mois à travers le Québec et les Maritimes pour parler du Chili et de mon livre, une tournée organisée par le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO). J'inclus en annexe le rapport de cette tournée soumis à SUCO.⁷ Ce rapport reflète le Québec de la Révolution tranquille, un Québec bouillonnant de dynamisme et de remises en question et qui avait connu, lors de la crise d'Octobre 1970, la loi sur les mesures de guerre mise en place par le gouvernement Trudeau pour contrer la menace du Front de libération du Québec.

Les redevances pour cette édition 2015, qui représentent 70% du prix de vente, iront aux 12,500 victimes du feu qui a ravagé un secteur pauvre de Valparaiso au Chili en avril 2014, détruisant 2,900 maisons.

Ovide Bastien
Montréal, le 19 août 2015

⁷ SUCO, dans lequel j'avais participé comme bénévole avant mon séjour au Chili, envoyait des coopérants canadiens dans les pays du Sud mais comprenait aussi un programme d'éducation du public à la solidarité internationale. Ce programme, très innovateur et audacieux sous la direction de Michel Blondin, exerçait une influence remarquable sur le Québec d'alors. Voir Michel Blondin, Yvan Comeau, et Ysabel Provencher, *Innover pour mobiliser : l'actualité de Michel Blondin*, Presses de l'Université du Québec, 2012, pp. 83 à 96.

PRÉFACE

Ce livre a toute une histoire qui mériterait d'être contée un jour.

Écrire l'Histoire à mesure qu'elle se fait, dans des conditions de clandestinité toujours précaires, sans même savoir si ce que l'on écrit se rendra un jour jusqu'au lecteur... Travailler sans arrêt pendant près de cinq mois, cacher le manuscrit, le faire sortir clandestinement du pays, puis s'en remettre, par la force des choses, à des amis ou à des connaissances pour qu'il soit éventuellement publié, voilà qui sort un peu de l'ordinaire...

Et pourtant ce n'est pas là que réside l'intérêt de ce livre !

Parti au Chili avec son épouse en juillet 1973, l'auteur allait étudier, pendant deux ans, la réalité latino-américaine. Philosophe de formation et intéressé à s'intégrer, autant qu'il peut être possible de le faire en deux ans, au milieu dans lequel il avait choisi de vivre, Ovide Bastien avait prévu s'inscrire à l'Université pour y étudier l'économie.

Moins de deux mois après son arrivée, c'était le coup d'État ! Et pendant près d'un an, le cortège de la répression, du fascisme, de l'« état de guerre », etc. Parti pour étudier à l'Université, l'auteur a été parachuté par les événements dans l'école de la vie quotidienne ! Celle où l'on apprend tellement plus, tellement plus vite, et des choses tellement plus vraies et importantes.

C'est à cette école qu'au jour le jour, entre le 12 septembre 1973 et le 1^{er} février 1974, ce livre a été écrit...

Pour moi, ce livre résonne d'abord comme un cri. Cri de révolte, de foi et d'espérance.

Cri de révolte, d'une révolte profonde, sentie au fond des tripes, contre les compromis quasi permanents de la pourpre, de l'épée et de l'argent. Compromis des dignitaires de l'Église avec les dignitaires de l'Armée et les dignitaires de la Finance.

Cri de foi, d'une foi solide dans un Jésus venu annoncer la Bonne Nouvelle de la Libération, mais d'une foi remise en question par le contre-témoignage éhonté de l'Église.

Cri d'espérance, une espérance qui sonne un peu comme la « dernière chance », dans la possibilité que l'Église soit un jour signe de Jésus pour les pauvres et les opprimés.

C'est le cri d'un croyant blessé en découvrant le vrai visage de son Église (car c'est toujours en période de crise que les masques tombent, que les nuances s'effacent pour laisser place à la vérité toute nue), d'un croyant déchiré entre la solidarité avec son Église et la solidarité avec les pauvres, les petits.

Car vivre au jour le jour les horreurs de la répression, les inquiétudes de la chasse à l'homme, l'arbitraire des perquisitions, les incertitudes de la clandestinité pendant que les évêques chiliens rendent publiquement grâce à Dieu d'être intervenu dans l'Histoire pour sauver le Chili du joug marxiste, cela ne peut manquer de poser des questions !

Voir flotter les cadavres, au réveil, sur la rivière qui traverse Santiago, entendre de la bouche même des victimes le récit des horribles tortures qui se pratiquent couramment, voir arriver à sa porte un homme, le front ensanglanté, pourchassé par la police, tout cela pendant qu'en première page (et en couleur) du journal le plus vendu au Chili, le cardinal Henriquez, primate de l'Église chilienne, rend grâce à Dieu avec la Junte militaire, cela oblige à des prises de conscience !

Préface

On prend conscience, existentiellement, presque dans sa peau, de toute l'épaisseur des défroques et du maquillage (qui sont parfois même des déguisements) dont l'Église a habillé l'Évangile au cours de l'Histoire.

On découvre, dans son vécu le plus quotidien, que le Jésus que l'on nous présente, l'Évangile que l'on nous prêche, l'Église dont nous faisons partie sont un Jésus, un Évangile et une Église qui nous parviennent à travers un lourd héritage historique, sociologique, politique et même économique.

Et on en vient à se demander si la théologie actuelle de l'Église-Institution ne nous transmet pas une compréhension de Jésus, de l'Évangile et de l'Église qui est une compréhension de l'Occident, de la Bourgeoisie, du Capital, du Pouvoir...

Ovide Bastien nous fournit, dans ce livre, une analyse critique sérieuse et fouillée de l'Église-Institution chilienne, étudiée au cours d'une phase particulièrement cruciale, et par là particulièrement révélatrice, de son histoire. Les conclusions qu'il en dégage ont assurément une portée qui déborde largement le coup d'État du 11 septembre et l'Église chilienne en général.

En ce sens, je dois avouer que ce livre m'a posé à moi, comme il en posera sûrement à de nombreux lecteurs, des questions qui me restent. Cette idéologie de l'Église chilienne, analysée ici, n'a-t-elle pas des échos dans notre Église québécoise ? La compréhension de l'Évangile qui justifie les attitudes de l'Église chilienne ne se rapproche-t-elle pas de la compréhension de l'Évangile qui a cours dans l'Église du Québec ? L'importance accordée par l'Église du Chili à la diplomatie épiscopale au détriment de l'annonce prophétique de la Parole ne se retrouve-t-elle pas, sous d'autres formes, dans notre Église ?

Il est intéressant de noter à cet égard qu'un travail important d'analyse critique a déjà été fait au Québec sur le rôle que

jouent plusieurs institutions dans la « conservation » de notre société. On a ainsi analysé le rôle de l'École, du Droit, de l'État, des Politiques sociales, etc. Et pourtant, on a jusqu'ici très peu analysé l'Église dans cette perspective.

Chili : le coup divin, à travers son analyse de l'Église du Chili, est une invitation pour nous, chrétiens québécois, à faire de même pour l'Église d'ici.

Dominique Gariépy-Boisvert le 19 aout 1974

AVANT-PROPOS

J'avais souvent entendu dire que l'Église catholique n'était pas enracinée dans la classe ouvrière. J'avais souvent discuté avec des personnes qui ne cessaient d'essayer de me convaincre que cette même Église couchait volontiers avec les riches, les détenteurs du pouvoir politique, économique et juridique.

À 31 ans je n'y croyais guère. Les huit ans que j'avais passés à l'intérieur d'une communauté religieuse missionnaire, les quatre ans de philosophie et les deux ans et demi de théologie, les lectures spirituelles quotidiennes, la prière à la fois individuelle et communautaire, l'idéal de justice et d'amour universel que je percevais dans la personne du Christ historique et vers lequel je tendais de mon mieux, cette joie intense que de façon générale me procurait la vie communautaire : tout cela me rendait une telle accusation si ridicule que ce n'est qu'avec une empathie teintée de pitié que j'y prêtais attention.

Aujourd'hui quelque chose a changé en moi. Ce que j'ai vécu au Chili depuis le coup d'État du 11 septembre m'a réveillé de façon brutale, m'a dégoûté, voire révolté. J'ai vu, depuis les fenêtres de mon appartement, les forces aériennes chiliennes bombarder le palais présidentiel de la Moneda, à l'intérieur duquel se trouvait un homme qui représentait 44% du vote populaire,⁸ et sans l'ombre d'un doute le 44% le plus défavorisé et le plus dépourvu, en tout sens, du Chili. J'ai entendu les paroles de cet homme, ses dernières, affirmant avec un calme et une sérénité que je ne pourrai jamais oublier : « J'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas en vain, j'ai la certitude

⁸ Obtenue lors des élections parlementaires de mars 1973.

que pour le moins il constituera une leçon morale qui punira la félonie, la bassesse et la trahison ».

J'ai entendu des coups de feu pendant quatre jours de suite. J'ai vu des 'jets' partir pour aller bombarder je ne sais où. J'ai vu des personnes pleurer en me racontant comment leur ami fut torturé et puis fusillé. J'ai entendu un prêtre canadien me raconter comment les militaires fusillèrent le président d'un JAP (Groupes populaires pour l'approvisionnement et les prix) en présence de son épouse et de ses huit enfants. J'ai su que des travailleurs avaient été fusillés pour avoir osé répondre qu'ils étaient effectivement communistes. J'ai entendu l'histoire des Brésiliens réfugiés dans la résidence de l'ambassadeur canadien : ils trouvèrent deux de leurs compatriotes fusillés au lit. J'ai appris qu'un Bolivien, dont les papiers étaient complètement en règle, étudiant à FLACSO (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales), avait été détenu et puis quelques jours plus tard torturé et tué (on fit venir le directeur de cette institution des Nations-Unies pour qu'il aille identifier le cadavre : celui-ci était très mutilé). J'ai vu la terreur s'emparer de tout le monde, terreur de se faire passer pour un sympathisant de la gauche. J'ai vu des gens se couper barbe et cheveux, s'habiller comme les gens du 'barrio alto'—les quartiers riches—, par peur des militaires. Je me suis vu dans l'obligation de me débarrasser, à la cachette et au plus vite, comme des milliers de personnes, de toute littérature la moindrement socialisante ou à tendance quelque peu marxiste. J'ai vu des personnes obligées de fuir simplement à cause de leurs idées ou parce qu'elles étaient responsables de projets très incarnés dans les masses défavorisées (par exemple ce médecin, consacré depuis des années à promouvoir une médecine à caractère populaire et préventif).

J'ai vu des gens se faire dénoncer par un voisin souriant de la droite... J'entends encore ce Chilien me raconter comment il vit les militaires couper les oreilles à un méchant communiste. À un autre on arracha les ongles pour le faire parler. A un autre encore on coupa les mains ou les doigts... Je vois encore le visage de cette jeune mère de famille, enceinte de neuf mois et sur le point d'accoucher, auteur de quelques publications de

gauche, maintenant réfugiée dans une ambassade. Pour elle le choc était trop fort : elle avait perdu la raison...

Et devant tout ceci que fait l'Église catholique officielle du Chili ? Que dit le cardinal Raul Silva Henríquez, la plus grande personnalité ecclésiastique du Chili ?

L'Église accorde à la junte militaire sa plus entière et désintéressée collaboration. Le cardinal s'agenouille avec les militaires. Il prie le Seigneur pour que sa grâce les accompagne et les fortifie dans leur très noble et difficile tâche. Il lance un pressant appel à tous les Chiliens pour qu'ils collaborent avec les militaires patriotiques. Il se cache, pour le reste, sous la belle robe blanche des principes pieux. Car le crucifiement pour des principes c'était beau dans le temps du Christ, alors que l'Église était encore jeune, frustre, naïve, primitive et charismatique, alors qu'elle n'avait pas encore appris à parlementer, à composer, à jouer le jeu de la diplomatie. Ce qu'il faut à l'Église-devenue-adulte d'aujourd'hui, ce ne sont pas des principes qui la plongeront à coup sûr dans la persécution, la torture, voire la mort : *ce sont plutôt des principes pour la sauver du crucifiement !*

Voilà pourquoi le cardinal Henríquez ne condamne aucunement le coup militaire et la répression brutale et massive.⁹ Voilà pourquoi il s'en tient aux principes pieux : c'est beaucoup plus général, c'est passablement moins compromettant pour sa peau. C'est assez universel pour être vrai et trop universel pour être pertinent. Ce cardinal parle du sacrifice mais il n'a pas le courage de dénoncer le mal dans sa concrétude. Il n'a pas le courage de convoquer tous ses prêtres et de dénoncer publiquement la répression massive, la véritable haine fasciste qui dévore actuellement le Chili. Il n'a pas le courage de dénoncer les écœurantes innombrables perpétrées par une junte qui dit agir au nom de Dieu. Il n'a pas le courage de rester assemblé avec ses prêtres dans son palais épiscopal et

⁹ Ces lignes de mon journal intime ont été rédigées le 19 septembre 1973. Depuis lors, le cardinal Henríquez et l'Épiscopat chilien ont fait de nombreuses déclarations qui seront analysées plus loin.

de dire à la junte de venir le bombarder si elle en a le courage.

Où se trouve l'amour ? Dans les paroles creuses de ce grand chef des croyants ou dans le cœur de cet athée mort dans son palais présidentiel parce qu'il refusait d'abandonner le mandat que le secteur le plus défavorisé du Chili lui avait confié ? Que signifie cette soi-disant neutralité politique de l'Église ? Que signifie son silence devant cette tragédie humaine que vit actuellement la gauche chilienne ?

Que les gens qui ont une destinée inférieure, une vocation moins noble et moins haute, fassent leur travail ! Qu'ils fassent un sacré bon travail ! Qu'ils débarrassent le Chili de cette idéologie étrangère qui sema la haine dans les cœurs, qui inventa de toutes pièces la lutte des classes, qui inventa la domination et les dominés, qui essaya d'endoctriner les masses dans les taudis afin qu'elles croient qu'elles ne sont pas égales aux gens qui habitent le 'barrio alto' avec leurs grosses voitures, leurs domestiques, leurs grosses maisons ! Comme si tous les Chiliens n'étaient pas égaux ! Devant la loi. Devant la vie. Comme si les Chiliens ne faisaient pas tous partie d'une belle grande famille, étant tous fils de Dieu sous la protection de la Sainte Vierge ! Comme si les Chiliens des bidonvilles n'étaient pas tous égaux aux Chiliens des quartiers riches !... Voyons donc, quelle folie !

Oui, faites votre travail. Utilisez les armes. Nous, avec notre vocation supérieure, on va rester neutre ! Oui, complètement neutre ! On va se rendre à la cathédrale. On va s'agenouiller à côté de la junte militaire libératrice. On va prier pour la paix. Pour l'amour, pour la justice. On va prier pour que la grâce de Dieu soit avec vous lorsque vous fusillez le chef communiste dans sa maison, lorsque vous fusillez le travailleur dans son usine quand il ose dire « oui » à la question : « Es-tu communiste ? », lorsque vous torturez ce Bolivien, ce Mapuche (indien du sud du Chili); lorsque vous brûlez ce tas de livres marxistes dans la rue...

Dans trois ou quatre ans, si ça risque d'être à la mode, si ça risque de faire des chrétiens ou de nous gagner la faveur du

Avant-propos

gouvernement d'alors, on va peut-être réévaluer tous ces faits. A la lumière, bien sûr, de l'Évangile. On va peut-être dénoncer... Mais maintenant— jamais ! La junte militaire n'a-t-elle pas dit dans je ne me rappelle plus lequel de ses communiqués terroristes : si quelqu'un dit quelque chose contre le gouvernement souverain il sera passible de la peine maximale prévue par la justice militaire en temps de guerre ?

Jésus, tu n'as pas d'idée comme je suis content que tu sois mort sur la croix pour moi. C'est vraiment un beau symbole. Je peux m'asseoir là, sur un banc de cathédrale, puis te contempler des heures durant. Après, je me sens mieux. Je suis libéré. Je peux laisser courir dans les rues de Santiago ces petits Chiliens sales et incultes qui tirent avec leurs pistolets sur des soldats armés de mitrailleuses, de blindés et de Hawker-Hunters... Et alors qu'ils saignent, eux, dans leur cœur et dans leur corps, je peux sonner les cloches de mes églises pour célébrer la victoire des riches. Je peux me permettre de faire des déclarations profondes, dans une phraséologie étudiée, nuancée, diplomatisée, et vaticanisée, des déclarations qui au plus insinuent, qui peuvent vouloir dire ceci ou cela ou le contraire de ceci et cela, des déclarations qui affirment sans affirmer, qui disent quelque chose tout en ne disant rien et qui ne disent rien du tout en disant quelque chose...

Santiago, Chili, le 19 septembre 1973

« LA MAIN DE DIEU SE FIT PRÉSENTE POUR
NOUS SAUVER »

Général Augusto Pinochet
Président de la junte militaire

Le 11 octobre 1973

INTRODUCTION

À peine quelques semaines avant le coup d'État du 11 septembre, un député de l'Unité populaire, M. Luis Maira, louait l'attitude ouverte et positive de l'Église catholique chilienne face au socialisme naissant du Chili.¹⁰ De fait, par ses prises de position de moins en moins conservatrices et de plus en plus favorables aux masses populaires opprimées, l'Église chilienne s'était effectivement méritée une réputation progressiste en Amérique latine. Ainsi, non seulement se gardait-elle de condamner en bloc le gouvernement de Salvador Allende, mais elle allait même jusqu'à poser à son égard des gestes qui ne manquaient pas de froisser quelque peu la droite chilienne.

Après la victoire électorale d'Allende le 4 septembre 1970, l'Épiscopat chilien déclarait qu'il accueillait les changements qui favorisent les plus pauvres et la recherche d'un homme nouveau. Le 12 novembre de la même année, le cardinal Raul Silva Henriquez, archevêque de Santiago et président de la Conférence épiscopale, rendait une visite au président socialiste nouvellement élu; il lui faisait cadeau d'une Bible et, selon le quotidien *Ultima Hora*, offrait son appui pour les « réformes de base du programme de l'Unité populaire ». Le 1^{er} mai 1971, il acceptait l'invitation des travailleurs et se rendait à la manifestation de la CUT (Centrale unique des travailleurs). En novembre de la même année certains évêques, y compris le

¹⁰ *La Actitud Abierta de la Iglesia*, in *Chile Hoy*, Año II, no. 59, 27 juillet au 2 août 1973, p. 6.

cardinal, saluaient le révolutionnaire Fidel Castro en visite officielle au Chili. Puis en avril 1972, enfin, l'Épiscopat se félicitait de l'avance sociale « appelée révolutionnaire » que désire « l'immense majorité ».

Que de tels gestes aient causé un certain mécontentement chez la droite chilienne ne surprend guère : ils tranchaient nettement avec le comportement traditionnel de l'Église au Chili. En effet, on était bien loin du jour où un archevêque de Santiago affirmait que « ce qui est bon pour le Parti conservateur est également bon pour l'Église ». ¹¹ Loin aussi des jours où un historien jésuite écrivait : « le Parti conservateur est le bras droit de l'Église chilienne ». ¹²

Ces gestes tranchaient également avec le comportement traditionnel de l'Église dans les pays où on avait tenté de passer du système capitaliste au régime socialiste. On sait que selon un des plus grands historiens de l'Italie contemporaine, M. Luigli Salvatorelli, les accords conclus entre Pie XI et Mussolini servaient indéniablement à consolider la dictature mussolinienne et lui conféraient, aux yeux du peuple, la bénédiction papale. ¹³ Et l'historien S.J. Wolf soutient que l'Église catholique a ouvert la porte tant au fascisme de Mussolini qu'au nazisme de Hitler; généralement partisane des classes conservatrices, elle aurait su intervenir juste au moment crucial pour donner à ces dictatures répressives sa bénédiction idéologique, espérant pouvoir les utiliser comme instrument du conservatisme clérical. ¹⁴ On connaît aussi l'attitude de l'Église en Espagne; elle se rangea carrément du côté de Franco, en 1936, dans sa répression massive de la gauche socialiste de ce pays.

Plus proche de nous, il y a le cas de l'Église cubaine où plus de

¹¹ Jaime Ruiz-Tagle P., *Los Obispos, el Dialogo y la 'Via Chilena'*, in Mensaje, no. 222, Septembre 1973, p. 400.

¹² *Idem*, p. 400.

¹³ Paul Guichonnot, *Mussolini et le fascisme*, P.U.F., « Que sais-je ? », 1971, p. 62 et suiv.

¹⁴ S. J. Wolf, *El Fascismo Europeo*, Coleccion Norte, Editorial Grijalbo, Mexico, 1970, p. 37 et suiv. (Traduit de l'anglais par Amaro Gonzalez Banera)

Introduction

95% du clergé lutta farouchement contre le processus révolutionnaire socialiste dirigé par Fidel Castro, en utilisant pour ce faire nul autre outil que la foi. Puis aussi, celui du Brésil en 1964 : on sait que le 13 mars le président Goulart annonçait aux travailleurs le début de la réforme agraire et la nationalisation d'une raffinerie de pétrole; que le 19 mars, dans une évidente réaction à la politique du Président, les secteurs de la droite organisaient à Sao Paulo une « Marche avec Dieu pour la liberté » dans laquelle environ un million de manifestants, plusieurs parmi eux vêtus en noir et rosaire à la main, invoquaient le Seigneur afin qu'Il les sauve du communisme; que quelques semaines plus tard, les militaires de l'extrême-droite prenaient le pouvoir par la force.¹⁵

Or malgré les nombreux gestes posés par l'Église chilienne et qui laissent entendre qu'elle a bel et bien rompu avec cette longue tradition ecclésiale bourgeoise et conservatrice, je compte démontrer, dans les pages qui suivent, qu'il n'en est pas ainsi. La sympathie et l'ouverture que cette Église manifestait à l'endroit des mouvements populaires montants et face à la coalition politique qui les représentait étaient beaucoup plus une question de surface que de fond; beaucoup plus une affaire d'opportunisme stratégique que de conviction profonde, lucide et engagée. Le moment crucial et décisif étant venu, cette institution réputée progressiste a connu un phénomène de ressac : elle est revenue à ses anciennes amours. Éprouvée par le feu, elle a perdu, du moins pendant quelques semaines, ses apparences diplomatiques : la vraie couleur de sa solidarité s'est promenée toute nue dans la rue.

Au lieu de juger les événements qui secouaient le Chili à travers le prisme de l'Évangile de Celui dont elle prétend s'inspirer, elle les a plutôt jugés à travers le prisme des traditions de la bourgeoisie nationale, traditions qui sont foncièrement féodales et capitalistes. Au lieu de juger les anciennes valeurs et coutumes 'nationales' à partir du critère d'un amour évangélique concret et réaliste, elle s'est collé le nez sur ces valeurs et coutumes et s'est servie de l'Évangile et de la religion

¹⁵ Luis Maïra, *La Actitud Abierta de la Iglesia*, in *Chile Hoy*, Año II, no. 59, 27 juillet au 2 août 1973, p. 6

pour justifier et légitimer la renaissance d'un nationalisme fortement coloré par l'esprit bourgeois et égoïste, la xénophobie et le préjugé

Lorsque je dis Église chilienne, je sais fort bien que ce terme ne recouvre pas une réalité uniforme et monolithique. L'Église que je vise est l'Église-institution, l'Église au niveau où se trouve le véritable pouvoir de décision et d'orientation. Mais il y a une autre Église au Chili présentement. Et dans un sens très réel elle est vouée, cette Église, comme d'ailleurs les partis de l'Unité populaire, à la clandestinité et au silence.

J'espère que cette étude lui sera d'une certaine utilité, comme à tous ceux qui, ici au Chili et ailleurs dans le monde, sont engagés dans la lutte pour libérer l'humain qu'il y a dans toute personne.

L'AVANT-COUP

I- L'HIVER CHILIEN 1973

- **Élections** : Lors des élections du 4 mars, l'Unité populaire passe de 36.3% — obtenu le 4 septembre 1970 — à 43.9% du vote populaire.¹⁶ Ceci constitue une défaite pour les partis de droite formant l'opposition, dont l'objectif principal était l'obtention de deux tiers des sièges au Congrès afin de pouvoir destituer, par la voie légale et constitutionnelle, le président de la République, Salvador Allende.
- **Coup avorté** : À partir de cet échec, la droite change de stratégie. Le 29 juin 1973, un régiment de blindés entoure le palais présidentiel de la Moneda. Le soulèvement ne dure que trois heures, faute de coordination et de mûrissement et grâce à la fidélité impressionnante du chef de l'armée de terre le général Carlos Prats. La nouvelle ligne à suivre est cependant bel et bien décidée, comme en témoignent les événements qui suivent.
- **Patrie et liberté** : Roberto Thieme, décédé dans un accident d'avion en février 1973 et dont les funérailles avaient été célébrées par un prêtre catholique, 'ressuscité' le 16 juillet dans le restaurant Bremen de Santiago, où il donne une conférence de presse. Il annonce qu'il assume la direction de Patrie et liberté, mouvement fasciste de l'extrême-droite qui avait été directement mêlé au coup d'État raté. A partir de maintenant, déclare Thieme, mon groupe passe à la clandestinité afin d'« initier immédiatement les actions ».
- **Assassinat** : Le 27 juillet l'aide de camp naval du président

¹⁶ Un médecin chilien professeur à l'Université du Chili faisait observer que ce 44% du vote populaire prenait racine en fait dans une bonne moitié de la population, étant donné que les familles favorables à l'Unité populaire comptent, règle générale, 7 à 8 personnes alors que la famille moyenne au Chili n'est que de 5.4 personnes.

Allende, le capitaine de vaisseau Arturo Araya Marin est assassiné.

- **Arrêts de travail patronaux** : À partir du 25 juillet, des arrêts de travail patronaux du même style que ceux d'octobre 1972 paralysent peu à peu le pays. Initiés comme en octobre par le directeur de la Corporation des camionneurs — les propriétaires des moyens de transport —, M. Leon Vilarin, ces arrêts visent carrément la distorsion et le sabotage de toute l'économie du pays, objectif qui n'est pas du tout utopique dans un pays comme le Chili qui dépend si lourdement du transport routier. Résultat : la production industrielle connaît une baisse spectaculaire. Des cultivateurs impuissants regardent pourrir leurs récoltes dans le champ alors que d'autres se voient privés de grain et de fertilisant pour la semence. Les queues pour le pain, le lait, la viande, le sucre, la margarine, etc. s'allongent sans cesse alors que bon nombre d'articles disparaissent complètement du marché.

Le 3 août, les propriétaires du transport en commun se joignent à l'arrêt de travail. Les quelques autobus qui fonctionnent toujours sont bondés de gens et leurs chauffeurs deviennent impatientes et agressifs. Se déplacer dans la ville de Santiago devient très problématique et onéreux.

Fin août, d'autres corporations de la droite — les 'gremios' comme on les appelle au Chili — telles la Société nationale de l'agriculture, la Société de l'industrie manufacturière, l'Association des avocats, l'Association des commerçants, l'Association des dentistes, etc. s'intègrent au mouvement par des arrêts de travail d'une durée d'abord temporaire, puis indéfinie...

Entretemps, l'économie saigne profusément des blessures toujours plus profondes qu'on lui inflige : l'inflation grimpe et le marché noir s'accroît à pas de géant. Et bien que le gouvernement multiplie les efforts pour régler les questions supposément en litige, c'est peine perdue puisque M. Vilarin, tout en se montrant de plus en plus rébarbatif à tout accord, laisse clairement entendre que ce qu'il cherche, c'est le renversement pur et simple du gouvernement Allende qu'il qualifie d'ailleurs, lors d'un programme radiodiffusé, de simple

représentant « d'un groupe de délinquants ».

- **Santé publique** : Contrôlé par une droite des plus réactionnaires, le Collège des médecins va même jusqu'à suspendre, à un moment donné, les services d'urgence dans les hôpitaux. Le secrétaire général du Collège, M. Edgardo Cruz Mena, justifie ainsi cette décision : « Ou bien des gens meurent ou bien le pays meurt. C'est comme une guerre : personne ne sort volontiers dans la rue pour tuer, mais dans une guerre il faut tuer ». ¹⁷ On prétend que la grève n'est pas de caractère politique mais, chose étrange, ce n'est qu'une semaine après son déclenchement qu'on finit par remettre au gouvernement une liste de requêtes : on déplore le manque de pansements et d'oxygène dans les hôpitaux, on exige la réinstauration de la médecine curative, on se fait le défenseur de la liberté du patient de choisir son médecin.

Plusieurs médecins « en grève » continuent de recevoir des clients dans leurs bureaux privés, exigeant comme d'habitude pour leurs services des honoraires à la seule portée des Chiliens passablement à l'aise. Intelligente manœuvre, puisqu'ainsi ils gagnent plus d'argent que lorsqu'ils ne sont pas en grève et ils affectent surtout les sympathisants de l'Unité populaire : c'est-à-dire ceux qui dépendent directement de la médecine gratuite de l'État (à laquelle tous les médecins chiliens, de par la loi, sont tenus de consacrer au moins la moitié de leur temps de travail), ceux qui ne peuvent pas payer E° 10,000 ou E° 30,000 pour une seule visite chez le médecin, leur salaire mensuel n'étant que de E° 6,000. ¹⁸

¹⁷ Joaquin Navasal, *Medicos se declaran en estado de Guerra*, in Chile Hoy, Año II, no. 65, 7-13 septembre 1973, p. 8. Cette traduction, ainsi que toutes celles qui suivent (à moins d'indication contraire) sont de moi. En traduisant les textes, j'ai eu le souci de respecter le plus possible le style de l'auteur. Ainsi, j'ai volontairement conservé les phrases extrêmement longues du cardinal Henríquez, etc. Car je crois que les longues phrases compliquées sont un langage par elles-mêmes.

Dans cette édition, les textes originaux (en espagnol) ont été omis pour faciliter la lecture du livre.

¹⁸ E° 6,000 : six mille escudos. L'escudo est la monnaie du Chili dont la valeur a constamment changé en raison des nombreuses dévaluations et de

- **Le peuple s'organise** : Fortes de l'expérience d'octobre 1972, les organisations populaires s'unissent dans un effort pour contrer l'offensive de la droite. Les JAP se lancent de plus belle dans la distribution de la nourriture. Le Mopare (groupe de camionneurs sympathisants de l'Unité populaire et formé à cause de l'arrêt d'octobre 1972) se fortifie et travaille de façon intense. Durant les fins de semaine, des industries contrôlées par les travailleurs consacrent les camions et le personnel dont elles disposent au transport des biens. Environ 30% des médecins refusent d'obéir à la directive de leur Collège et s'efforcent d'assurer un minimum de service au public. Des groupes d'étudiants collaborent comme volontaires au chargement et au déchargement des camions.
- **Terrorisme généralisé** : Pendant tous ces arrêts de travail, les attentats s'intensifient. Du 16 juillet — jour de la conférence de presse de Roberto Thieme — jusqu'au 31 août, plus de 500 attentats terrorisent le pays. Ceux-ci augmentent non seulement en nombre mais aussi en qualité; le degré de planification et de connaissance technique qu'ils présupposent devient toujours plus poussé. Les principaux objets atteints : les camions et autobus non grévistes, les voies ferrées, les routes, les ponts, les postes d'essence, les oléoducs, les tours d'électricité, l'eau, la résidence de certains dirigeants de l'Unité populaire et de certains ambassadeurs de pays socialistes, les stations d'émission de la gauche.¹⁹ Bilan de cette offensive : 9 morts, des dizaines de blessés, des dommages dépassant des millions de dollars.
- **Perquisitions** : Du 29 juin — jour du coup d'État raté — jusqu'au 11 septembre, les perquisitions — on applique la loi sur le contrôle des armes, adoptée le 21 octobre 1972 et présentée par la droite comme le grand triomphe de la démocratie²⁰ — contre les industries, les syndicats et les quartiers populaires, bref, contre les ouvriers, augmentent en nombre et en agressivité. De larges secteurs de l'Unité

l'inflation galopante qu'a connues la monnaie chilienne au cours des dernières années et depuis le coup d'État.

¹⁹ Voir à ce sujet Chile Hoy, Año II, no. 64, 31 août-6 septembre 1973, p. 8.

²⁰ Le Mercurio, le 23 octobre 1972.

populaire s'interrogent et s'inquiètent devant l'étrange comportement des Forces armées : alors que tout le monde sait parfaitement bien que les attentats de plus en plus nombreux et violents proviennent des secteurs de l'extrême-droite, principalement de Patrie et liberté, les militaires intensifient la surveillance des secteurs populaires tout en laissant intacts et libres les premiers.

- **Feu vert du Congrès** : Le 22 août la Chambre des députés, corps législatif dominé par une droite qui tente depuis longtemps de renverser Allende, adopte un projet d'accord — 81 contre 47 — dans lequel elle accuse le gouvernement Allende d'avoir dérogé à la Constitution non seulement à l'occasion mais de façon permanente et habituelle. Même si cette adoption n'a aucun effet proprement légal, elle a comme effet pratique d'enjoindre les militaires à choisir entre le législatif et l'exécutif. De fait, les cartes sont déjà jouées : non seulement le Parlement ne s'intéresse aucunement à mettre fin aux arrêts de travail qui frappent le pays mais il les encourage...
- **Épuration dans la marine** : Durant le mois d'août on détient incommunicado une centaine de marins et d'ouvriers à Valparaiso. Chef d'accusation : participation à un mouvement subversif. Pedro Enriquez, avocat des détenus, affirme que le seul délit commis par ces personnes est celui d'avoir des idées de gauche et, pour les marins, d'avoir en plus refusé d'accomplir tout ordre allant dans le sens d'un coup d'État.²¹ Il précise que le supposé complot subversif n'est que le produit de confessions obtenues sous la pression de tortures prolongées.
- **Un coup se prépare** : Au début de septembre la plus prestigieuse revue de la gauche, Chile Hoy (no. 64, 31 août — 6 septembre; no. 65, 7 — 13 septembre), publie des informations que lui fournit le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) indiquant la préparation d'un coup d'État. On démontre l'existence de liens très étroits, dans la planification du coup, entre le secteur frériste du Parti démocrate chrétien, le

²¹ Faride Zaran et Marta Harnacker, *Torturas en la Armada*, in Chile Hoy, Año II, no. 63.23-30 août 1973. p. 32.

Parti national, les Forces armées, Patrie et liberté et les grands chefs de file des 'gremios' en arrêt de travail. On souligne également la présence, à certaines des réunions secrètes en question, de hauts fonctionnaires de l'ambassade américaine.

- **Presse de droite :** Taisant mystérieusement ces accusations précises rapportées par Chile Hoy, les communications de masse de la droite, le canal 13 de télévision de l'Université catholique en tête, s'affairent plutôt à déformer plus que jamais les évènements. On dénonce le chaos économique du pays et l'incapacité chronique de l'Unité populaire à régler les problèmes. Quant aux attentats, parfois on les relate en insinuant que les « marxistes » seraient en cause, parfois on les relate de telle façon qu'on puisse indifféremment soupçonner un responsable de la gauche comme de la droite. Le plus souvent, cependant, on insiste sur le fait qu'il ne faut absolument pas porter de jugement avant que la justice ordinaire, soit les tribunaux et les juges, ne se soit prononcée sur chaque cas précis. Toute cette violence, laisse-t-on entendre, est spontanée et non-coordonnée. Chose certaine, elle ne saurait être le fait exclusif ni de la droite ni de la gauche, la vérité se situant à quelque part entre les deux dans une proportion encore à établir. De toute façon, ajoute-t-on, la violence la plus grave et la plus criante est celle perpétrée par l'Unité populaire qui fait fi, depuis toujours, de la Constitution chilienne.
- **Incitation à la haine :** Vendredi le 10 août le quotidien la Segunda, propriété du Mercurio, publie une lettre d'un de ses lecteurs.²² La lettre est mise bien en évidence. Son auteur est un Juif authentique qui a vécu en Allemagne jusqu'à trois jours avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, après quoi il est venu s'installer dans le paradis chilien. Son propos est simple et clair. Il accuse une certaine classe de Juifs haut placés d'avoir provoqué la haine chez la classe dominante allemande et chez son chef, Hitler, et d'avoir ainsi occasionné la mort de six millions de Juifs. Plus particulièrement, il l'accuse d'être à l'origine de la destruction totale présentement

²² Le texte intégral de cette lettre, ainsi que les autres textes analysés dans ce livre, se trouvent dans les annexes à la fin de ce livre.

en cours au Chili.

- Confiant que le gouvernement Allende sera éliminé à court terme, il propose, le cas échéant, 1) qu'on pendre aux lampadaires de Santiago toute cette classe de corrompus, vivants ou morts; 2) qu'on rende grâce à Dieu, dans un geste public de ce juste châtement; 3) qu'on prenne bien soin de distinguer entre bons et mauvais Juifs, de façon à éviter le massacre des Juifs qui, comme lui, sont innocents.
- Le quotidien démocrate-chrétien la Prensa publie le 25 août un article exactement dans la même veine et qui se termine en ces termes : « Les vrais Chiliens doivent fixer dans leur mémoire pour le jour du jugement final (...) qu'on mettra la main sur tous ceux dont le nom se termine par VIC, VICH, LEMY, BON²³ et une cinquantaine d'autres, et que ce sera le 'grincement des dents' dont il est question dans la Bible ».
- L'imposant quotidien le Mercurio publie le 18 juillet un article intitulé « Satisfactions anti-communistes » et dans lequel son auteur, Hector Precht Banados, commente en ces termes son récent voyage au Brésil : « Parcourir un pays anti-communiste comme le Brésil procure de profondes satisfactions à des gens comme nous qui supportons les communistes au Chili depuis presque trois ans. En premier lieu, les communistes là-bas on les trouve à leur place : hors la loi ».
- **Modèle indonésien de répression** : Dans la page éditoriale du même jour le Mercurio publie un article intitulé « Les communistes commencèrent le 'Plan Djakarta' »²⁴ dans lequel il préconise, avec une clarté intentionnellement ambiguë, l'adoption au Chili du modèle indonésien de répression des masses. On sait qu'en Indonésie, en 1965, l'oligarchie et les militaires, aidés de la CIA, éliminèrent physiquement toutes les forces populaires organisées et assirent leur pouvoir sur 500,000 cadavres 'communistes'. Certes, de commenter l'éditorialiste, ce n'est pas bien beau de tuer des centaines de

²³ L'auteur de cet article, qui le signe d'ailleurs du pseudonyme 'Historien', se réfère ici aux Chiliens d'origine étrangère, comme Faivovich, Lebon, etc.

²⁴ Voir annexe 2.

milliers de gens de la gauche. Mais il ne faut pas oublier à ce sujet deux choses. Premièrement, le massacre indonésien a été déclenché par les communistes eux-mêmes. Ceux-ci voulaient s'approprier du pouvoir en liquidant la haute officialité militaire qu'ils considéraient comme leur ennemi principal. Et ce plan échouant, la colère du peuple se tourna contre eux dans une répression qui fut « généralisée, spontanée et horrible ». Deuxièmement, grâce à cette opportune répression, l'Indonésie est « maintenant une des principales nations du sud de l'Asie » ; son « économie a retrouvé sa stabilité et l'ordre règne ».

- **Troisième anniversaire de l'Unité populaire :** Environ un million de personnes, paysans, ouvriers, femmes, professionnels et étudiants défilent, le 4 septembre, devant le palais présidentiel de la Moneda pour célébrer avec Salvador Allende et les dirigeants de l'Unité populaire le troisième anniversaire du triomphe du 4 septembre 1970. Paysans sur leurs tracteurs, ouvriers sur des chars allégoriques démontrant avec fierté et simplicité le produit de leur usine, la masse avance sur toute la largeur des rues, trottoirs inclus, aux cris de « Allende, Allende, le peuple te soutient ! », « pouvoir populaire, pouvoir populaire ! » Malgré la tension immense qui règne depuis des semaines dans le pays, malgré les queues de plus en plus longues et parfois infructueuses, malgré les difficultés de transport causées par les arrêts patronaux, l'atmosphère qui règne est celle de l'ordre, la simplicité, la fraternité, la fête. Des milliers d'affiches, la plupart fabriquées par les gens eux-mêmes, inondent les rues : « Non au coup d'État ! », « Non au fascisme ! », « Non à la guerre civile ! ».
- **La voix de Dieu...** : Pendant que le peuple célèbre sa force montante, l'establishment et ses laquais, inquiets et angoissés, se renferment dans leurs maisons pour ne pas entendre ce bruit inculte. De leur téléviseur une voix et une figure apportent le réconfort et l'appui idéologique de la religion à leur plan d'écraser cette force populaire menaçante : le père Hasbun proclame la Parole de Dieu.

II- LE PÈRE HASBUN PARLE AU NOM DE LA BOURGEOISIE

« Parmi les plus durs et implacables ennemis du marxisme, il est là. Parmi les plus humbles et charmants prêtres qui s'agenouillent sur un prie-Dieu, il est là. (...) Physiquement il est débile, il peut s'écraser.., mais avec sa voix, affronter un géant. Commentateur de télévision audacieux et très écouté, ami des chanteurs populaires, des joueurs de soccer les plus célèbres. Obéissant disciple des doctrines traditionnelles de la sainte Église catholique romaine. »

Tel est, selon l'image qu'en trace un reporter du Mercurio (18 novembre 1973), le père Raul Hasbun. Ce prêtre était le secrétaire personnel de l'archevêque de Santiago, le cardinal Raul Silva Henríquez. Présentement, il est le directeur exécutif de la Corporation de télévision de l'Université catholique, une institution pontificale.²⁵ Le 31 mai 1973, le pape Paul VI le nommait membre consultant de la Commission pontificale pour les communications sociales. C'est donc avec confiance et émotion, et très conscient de la gravité du moment, que le père Hasbun s'adresse à la nation à travers son très puissant réseau de télévision.²⁶

Son intention est claire : il veut convaincre les Chiliens que le gouvernement de l'Unité populaire a perdu sa légitimité et qu'Allende doit démissionner. Pour arriver à cette fin il précise d'abord en quoi consiste la légitimité et la fonction du

²⁵ Ces lignes ont été écrites avant le 1^{er} février 1974. Pour la suite des événements, voir l'épilogue.

²⁶ Pour le texte intégral de cet éditorial télévisé, voir annexe 3.

gouvernant, puis il décrit les conditions qui le privent de toute légitimité. Ensuite, il laisse clairement entendre que le chaos indescriptible que connaît présentement le Chili provient de l'orientation marxiste-léniniste de l'Unité populaire que dirige Allende. Conclusion : ou bien ce dernier change radicalement l'orientation de son gouvernement — chose évidemment impossible — ou bien il cède sa place à un autre.

Pour la partie théorique de son argumentation le père Hasbun s'inspire principalement de l'encyclique *Pacem in Terris* du pape Jean XXIII, qu'il cite d'ailleurs largement. La légitimité du gouvernant provient du fait que l'autorité qu'il détient émane de Dieu, de l'ordre divin. Si l'autorité jouit d'une certaine dignité, si elle commande respect et obéissance, si elle comporte des limites, cela est dû à son origine divine. Ce qui ne veut pas dire que cette autorité n'a pas également une origine humaine : « Le peuple, naturellement, a le droit d'élire ses gouvernants, d'établir la forme de gouvernement qu'il désire ainsi que les procédures et cadres déterminant l'exercice de son autorité ».

La fonction du gouvernant découle de sa raison d'être, le bien commun. C'est pourquoi il doit se considérer comme un serviteur, l'autorité n'étant nullement une fin en soi mais un pur moyen de poursuivre le bien de tous. Le gouvernant doit assurer à chaque citoyen les biens matériels et spirituels nécessaires, protéger ses droits, « rendre possible, et supportable, l'accomplissement de ses devoirs ».

Une fois clairement définies la légitimité et la fonction du gouvernant, il est facile de déterminer les conditions rendant illégitime son autorité. Le gouvernant qui ne reconnaît pas « les droits de l'homme ou les viole » manque à son devoir et les citoyens ne sont plus tenus de lui obéir. Car « le droit de commander constitue une exigence d'ordre spirituel et émane de Dieu ». Toute directive qui va à l'encontre de cet ordre spirituel, et donc de la volonté de Dieu, n'oblige aucunement en conscience le citoyen : « avant d'obéir à l'homme il faut obéir à Dieu ».

À ceux qui verraient dans ces paroles de Jean XXIII une

incitation à la désobéissance et l'insubordination, le père Hasbun précise qu'il ne s'agit de rien de la sorte. Les chrétiens ne sont-ils pas des non-violents par excellence ? N'est-ce pas que « les pires despotes de l'Histoire régnaient lorsque le Christ formula sa doctrine de respect et d'obéissance à l'autorité 'parce que toute autorité vient de Dieu' » ? Non, le pape veut tout simplement dire qu'il n'y a pas de paix sans organisation et pas d'organisation sans autorité, et que l'unique raison d'être de l'autorité repose dans la poursuite du bien commun : « C'est-à-dire : la croissance personnelle et communautaire dans la possession du pain et du travail, de la culture et la santé, de la terre et d'une demeure, de la vérité et la beauté, de la connaissance et la foi ».

Le père Hasbun en vient ensuite à l'essence de son propos. Actuellement, le peuple chilien est appauvri, exaspéré, déchiré dans son corps, blessé et malade dans son âme. Saigné à blanc, dépourvu de pain, de respect, de joie et d'espérance et submergé dans l'angoisse, la peur, la démoralisation et la haine, le Chili ressemble à un « navire qui coule ». Il « a perdu ce qu'il avait sans savoir ce qui l'attend ».

Qui est responsable de cet état de choses ? Le pilote du navire, Salvador Allende. Mais le père Hasbun prétend ne point l'accuser : « Qui peut accuser ? Qui peut pénétrer les secrets du cœur ? Qui est capable de discerner le mystère du bien et du mal ? ». Il ne l'accuse pas, il ne fait que l'interroger respectueusement.

« Souffrance et dilemme : que faire ? Accélérer le pas dans la même direction ? Le pilote sait fort bien que ce soit inutile. Et il ne peut faire autrement que le savoir ! Sa sensibilité de patriote et de médecin doit le rendre à l'évidence qu'un peuple entier — présent et futur — n'accepte pas de continuer à être sacrifié à une sacrosainte idéologie, imposée comme dogme irrécusable, étrangère à l'âme nationale et incompatible avec elle; sacrifié à une idéologie violatrice de son plus authentique patrimoine humaniste et chrétien. L'expérience marxiste-léniniste, imprégnée qu'elle est de cette obsession totalitaire, de ce messianisme rédempteur faux et mensonger, de cette logique du mensonge et de la violence qui historiquement l'ont

toujours caractérisée a d'ores et déjà démontré au Chili la véracité de cette loi qu'énonçait un jour le pape Paul : chaque fois que les hommes essaient d'organiser la terre sans Dieu, ils finissent par l'organiser contre l'homme ! »

Le directeur du réseau catholique de télévision supplie enfin Allende d'abandonner ses « schèmes préconçus et adultérés » et ses idées « impraticables et impratiquées » et d'oser regarder la vérité en pleine face. Il prie le Seigneur afin que son Esprit se fasse violent et qu'Allende puisse enfin se rendre compte de la fausseté radicale des idées qu'il défend et tente d'incarner, ou au moins comprendre qu'il doit, pour le bien du Chili, démissionner. De toute façon, conclut-il, quoiqu'il arrive, le Seigneur de l'Histoire saura doter le Chili de gouvernants plus intéressés au peuple qu'à eux-mêmes.

Ce qui étonne dans ce discours on ne peut plus mordant du père Hasbun, c'est que tout en se fondant sur une des premières — sinon la première — encycliques papales à favoriser l'ouverture et le dialogue avec le socialisme et le marxisme, il réussit à faire exactement le contraire; c'est-à-dire, il condamne cette dernière idéologie de façon simpliste et catégorique. Ce faisant, il ne reflète ni l'esprit ni la lettre de Jean XXIII qui dit dans la même encyclique (no. 59) : « ...dans la mesure où ces mouvements sont en accord avec les principes sains de la raison et répondent aux justes aspirations de la personne humaine, qui refuserait de reconnaître en eux des éléments positifs et dignes d'approbation ? ».

Au contraire, les sorties virulentes du père Hasbun contre l'idéologie de l'Unité populaire font beaucoup plus penser aux paroles d'un pape du 19^e siècle. En 1849 le pape Pie IX, qui était aux prises avec des mouvements sociaux menaçant la stabilité de la propriété privée de l'Église — les États papaux — écrivait dans son encyclique *Nostis et Nobiscum* :

« Quant à cette doctrine corrompue, son intention principale est de populariser ces pernicieuses inventions, le communisme et le socialisme, en jouant sur les mots liberté et égalité ! Il est

bien évident que ces maîtres du communisme et du socialisme cherchent, de façon concertée quoique avec des approches différentes, à maintenir les travailleurs et les gens de basse condition dans un état de constante fermentation, les décevant avec leurs sophismes et les séduisant par leur promesse d'une vie meilleure, les incitant peu à peu à des excès toujours plus déchaînés, de sorte qu'ils puissent s'en servir plus tard pour saper avec eux toute autorité, pour piller, détruire et envahir les propriétés, en premier lieu celles de l'Église, puis celles de tous les autres, pour violer enfin chaque loi divine et humaine, pour détruire le culte divin et renverser tout l'ordre des sociétés civiles ».

De toute évidence, le pape Pie IX et le père Hasbun ont beaucoup en commun. Ici et là l'idéologie socialiste est fautive et corrompue. Ici et là elle sème chez les travailleurs et les pauvres un messianisme mensonger. Ici et là elle incite les masses à la violence et au manque complet de respect à l'égard de l'ordre, les droits de l'homme, la loi dans sa dimension civile et divine, le bien commun. Ici et là enfin elle préconise un monde sans Dieu, un monde inhumain, un monde où l'âme et le corps de l'organisation sociale sont blessés et souffrants...

Mais il ne faut pas se méprendre : ce n'est pas le bon Dieu qui préoccupait surtout le pape Pie IX en 1849 et ce n'est pas le bon Dieu qui préoccupe surtout le directeur du canal 13 aujourd'hui. Si le père Hasbun insiste tant — s'appuyant toujours sur le sympathique Jean XXIII — sur l'origine divine de toute autorité, c'est qu'il veut discréditer l'autorité du chef de l'Unité populaire Salvador Allende, qui n'est pas croyant. Ne pouvant discréditer cette autorité par le biais des élections, ce n'est qu'en passant qu'il mentionne ce point. L'emphase, il la met sur Dieu. C'est parce qu'elle vient de Dieu et qu'elle se conforme à la volonté divine exprimée dans l'ordre naturel que l'autorité humaine commande respect et obéissance. C'est pour cela aussi qu'elle comporte des limites, qu'elle n'est pas totalitaire. Or Allende ne croit pas en Dieu. Dès lors, comment peut-il inspirer chez les citoyens chiliens, cependant qu'ils sont plongés dans une très grave crise nationale, respect et obéissance ? Est-ce possible qu'il donne des ordres qui soient

conformes à la volonté de Dieu, c'est-à-dire, à l'ordre divin, s'il ne croit même pas en Dieu ? Et comment fait-il pour distinguer le bien du mal ? Comment peut-il se soumettre à Quelqu'un dont il ne reconnaît même pas l'existence ? Et s'il ne se soumet pas au Tout-puissant, qui va freiner et limiter son pouvoir ? Celui-ci ne frise-t-il pas le totalitarisme ? Doit-on encore obéissance à un président dont l'autorité est si précaire et si peu légitime ?

De même, il ne faut pas se méprendre lorsque le père Hasbun insiste sur les droits de l'homme que représente le bien commun : ce qui l'intéresse d'abord et avant tout ce ne sont pas les masses exploitées et opprimées du Chili et de l'Amérique latine mais la sauvegarde des structures de la société chilienne, de l'ordre établi. Cet ordre qu'il perçoit, à l'instar de l'Église du temps de Pie IX, comme étant le reflet de la volonté divine, une volonté immuable et éternelle. Cet ordre qui reçoit le sceau divin et qui s'entoure du halo d'un vocabulaire pur et noble, mais qui camoufle et justifie, en fait, des injustices institutionnalisées aussi écœurantes que traditionnelles, ainsi que les positions politiques d'une droite qui se sent profondément menacée et inquiète parce qu'elle est sur le point de perdre ses mini-États papaux.

C'est ainsi que lorsque le père Hasbun se réfère au droit de posséder du pain, il faut être bien naïf pour ne pas comprendre que ce qui l'intéresse surtout c'est beaucoup moins la solution au traditionnel problème de la sous-alimentation et de la malnutrition des masses écrasées que le renversement pur et simple du gouvernement socialiste de l'Unité populaire. Car il est vrai que les gens, ces derniers temps, sont obligés de faire la queue des heures durant pour se procurer une foule de biens essentiels. Mais il est non moins vrai que ce problème là ne tombe pas tout simplement du ciel : il a ses causes. Les amis du père Hasbun, Leon Vilarin en tête, font tout leur possible depuis plus d'un mois pour paralyser tout le système du transport du Chili. Et les commerçants, refusant de s'intégrer au système économique socialiste qui commence à poindre, accumulent du stock et ne le vendent qu'en dehors du marché officiel, à des prix exorbitants. Entretemps, le canal catholique de télévision

se met complètement au service, comme toujours, de ces secteurs 'brimés' de la société chilienne. Il se fait constamment leur porte-parole et leur défenseur dans cette lutte à mort pour la 'liberté' et la 'démocratie'. Il se joint aux autres moyens de communications de masse de la droite pour propager l'image d'une famine imminente, pour créer la peur et la panique, pour préparer la venue d'un Sauveur. Et les États-Unis, de leur côté, collaborent pleinement à ce plan pour protéger les plus hautes 'valeurs' chiliennes : le Département de l'agriculture de Washington prétend que tout son excédent de blé est déjà vendu à l'étranger.

Lorsque le père Hasbun parle du droit de posséder une demeure, une terre et un emploi, il faut savoir que ce qu'il veut dire au fond, même s'il se garde bien de l'exprimer ouvertement, c'est le droit à la propriété privée et à l'entreprise privée. Il n'est pas nécessaire d'avoir regardé longtemps le canal de télévision qu'il dirige pour savoir que c'est bien de cela qu'il s'agit. Car l'Amérique du Nord et le canal 13 ne font qu'un : on y retrouve la même publicité tapageuse, envahissante et aliénante, la même dépendance étroite à l'égard de l'entreprise privée.

Lorsqu'il se réfère au droit à la connaissance, à la beauté et à la vérité, il parle sans doute du monde culturel que son réseau de télévision propage tous les jours : Sesame Street, films américains, discussions universitaires sur la nature du droit, sur le problème de la pollution, sur la pénible question de la société de consommation et d'abondance, opéras, palmarès américain, toutes sortes de choses qui reflètent fort bien le monde culturel de la masse ouvrière et paysanne chilienne, qui reflètent leurs aspirations profondes, leurs besoins...

Lorsqu'il manipule des termes comme « ordre divin », « Dieu », « bien commun », il faudrait être aveugle pour ne pas voir à quelles réalités bien concrètes il tente de raccrocher ces paroles de Jean XXIII. C'est le 4 septembre. Dehors, des milliers de Chiliens, provenant surtout des milieux populaires, fêtent le troisième anniversaire de leur victoire électorale.

A l'intérieur, d'autres milliers, provenant surtout des milieux nantis, s'assoient dans leur fauteuil, profondément inquiets,

attendant impatiemment l'intervention tant désirée des Forces armées, l'encourageant, l'organisant... Le bien que ces gens veulent à tout prix sauver n'est ni aussi commun ni aussi suprême qu'essaie de le faire croire le père Hasbun. Il ne s'épèle surtout pas avec un grand B. Ce prêtre a beau répéter religieusement « ordre spirituel », « ordre divin » et « volonté de Dieu ». On sait que l'ordre et la volonté en question ne sont ni tellement divins ni tellement spirituels; il s'agit tout simplement de l'ordre foncièrement féodal et capitaliste de la bonne vieille société chilienne, et de la volonté bien terre à terre d'une droite qui a absolument tout mis en œuvre pour récupérer cet ordre qui est sur le point de craquer...

On a vu Vilarin avec ses propriétaires de camions déclarer corrompu et illégitime le gouvernement Allende. On a vu les dentistes, les ingénieurs, les commerçants, les avocats et les professeurs d'écoles privées abonder dans le même sens. On a vu une accusation semblable provenant des législateurs de l'establishment le 22 août. On a vu, enfin, cette même droite mettre en branle une campagne exigeant la démission d'Allende. Et maintenant c'est à la religion de jouer son rôle, de donner son feu vert. Oui, même le bon pape Jean est d'accord ! Même la volonté de Dieu va dans ce sens ! Ça y est.

Le gouvernement de l'Unité populaire a non seulement perdu sa légitimité juridique, constitutionnelle et légale, mais il a même perdu sa légitimité théologique. Que les Forces armées se soulèvent contre lui dans un acte de violence général ne devra surprendre personne. Cet acte n'aura que l'apparence d'une désobéissance et d'une insubordination.

Car lorsqu'un gouvernant essaie de gouverner sans Dieu il finit par gouverner contre l'homme. Lorsqu'un gouvernant cesse d'être l'interprète fidèle de l'ordre divin et du bien commun (!) ses directives perdent leur caractère de contrainte. Plus encore, par le fait même, il devient dès lors symbole d'iniquité, et alors on n'a pas le choix : il faut l'éliminer. « Avant d'obéir aux hommes, il faut obéir à Dieu... »

Ainsi s'explique la fureur indicible que le père Hasbun entretient à l'égard de ce qu'il appelle « l'idéologie marxiste-

léniniste ». Celle-ci menace le bien commun, l'ordre spirituel.

C'est pourquoi elle blesse l'âme et le corps du Chili, c'est pourquoi elle est foncièrement étrangère à et incompatible avec l'âme nationale. C'est pourquoi elle menace ce qu'il y a de plus authentique dans le patrimoine humaniste et chrétien des Chiliens. C'est la raison pour laquelle elle rend l'esprit aveugle, le plongeant dans un idéalisme impraticable.

Ayant saisi le mal par les cornes, le père Hasbun ne sent aucunement le besoin de perdre son temps dans de longues analyses sociologiques et économiques portant sur les erreurs objectives commises par l'Unité populaire. Non. Son analyse brille par son ampleur et sa précision, et par son absence de dogmatisme et d'esprit totalitaire !

Encore moins ressent-il le besoin d'adresser un seul mot aux patrons qui paralysent littéralement le pays par leurs arrêts de travail. Ni à leurs amis qui le terrorisent en multipliant plus que jamais les actes de sabotage. Ni aux messieurs les députés de droite qui ne cessent d'exercer, depuis le début du mandat d'Allende, une politique carrément obstructionniste.

Ni à M. Eduardo Frei, le grand leader des Démocrates chrétiens, qui lors de ses nombreux voyages aux États-Unis et en Europe durant 1971-72 utilisa son prestige pour encourager « les milieux d'affaires et les banquiers (...) à boycotter l'économie chilienne par tous les moyens »²⁷.

Pas un seul mot non plus à ceux qui torturent, ces jours mêmes, des ouvriers, des marins et des Mapuches...

Ces gens-là ne méritent aucun reproche puisqu'ils défendent, eux aussi, l'ordre divin.

Non. Il s'adresse à Allende. Il l'invite, le supplie, de renoncer à la présidence.

Il prie le Seigneur de l'Histoire...

« *De toute façon (autrement dit, même si Allende ne*

²⁷ Marcel Niedergang, *Pour qui sonne le glas... ?*, in *Le Monde*, 20-26 septembre 1973, p. 2.

démissionne pas), Dieu ne nous laissera pas seul...Il possède la sagesse, la force et l'ingénuité pour transformer notre nuit en aube prometteuse. Il sera capable aussi de nous donner des gouvernants dont l'unique raison d'être consistera à servir et à aimer leur peuple plus qu'eux-mêmes. »

Ce miracle a lieu le 11 septembre.

LE COUP

III- LE 11 SEPTEMBRE : DÉTRUIRE LE CORPS POUR SAUVER L'ÂME

A- Détruire le corps...

Le réveil sonne. Je me lève immédiatement et me rends à la boulangerie. Une soixantaine de personnes y font déjà la queue. On discute peu. On se demande s'il y aura du pain. Hier pour la toute première fois dans notre quartier, il n'y en avait pas.

Un vendeur de journal passe. J'achète le Mercurio. Je l'ouvre à la page éditoriale. Un article sur la rareté internationale du blé. On affirme que l'Unité populaire a tort d'accuser les États-Unis de discrimination. S'ils refusent de vendre du blé au Chili c'est peut-être tout simplement parce qu'ils tentent de freiner leur propre inflation. Et d'ailleurs, selon « le Département de l'agriculture de Washington, tout l'excédent de blé dont disposera la nation est déjà vendu à l'extérieur ».

Tout à coup, j'aperçois deux tanks sur roue filant à toute vitesse vers le palais présidentiel de la Moneda. Inquiet, j'observe les gens autour de moi. Pas de réactions. Je me dis que je suis peut-être le seul à les avoir vus ou bien qu'il s'agit d'une simple opération de routine.

Une heure plus tard, vers 8 :30, je pénètre enfin à l'intérieur de la boulangerie. Quelqu'un m'accroche par le bras. C'est Olga, notre voisine. « Ça va mal, me souffle-t-elle à l'oreille. On dit que la Moneda est entourée de tanks. » Vite j'achète mon pain et je retourne chez moi. Mon épouse m'apprend qu'elle a cru entendre la voix d'Allende à la radio, mais qu'étant donné l'heure matinale elle pense s'être trompée. Nous rouvrons la radio. Effectivement, Allende parle :

« Valparaiso est complètement occupée. Travailleurs, rendez-vous à vos lieux de travail et demeurez alertes. À Santiago tout est calme et je

compte sur les soldats du Chili pour voir à ce que l'ordre soit rétabli ».

Mon épouse me demande d'aller acheter des légumes à un coin de rue d'ici. J'y vais. Rien. Tout est déjà vendu ! Pendant que je reviens, j'entends soudain des coups de mitraillette.

Mon cœur se met à battre à toute vitesse. Je marche rapidement mais n'ose courir. Rendu au coin de la rue où nous habitons je croise deux carabiniers (police paramilitaire) en motocyclette et armés de mitraillettes, se dirigeant vers la Moneda. Un peu plus loin sur la rue j'aperçois une barricade de carabiniers.

De retour dans l'appartement, nous décidons de faire cuire un gros pot de fèves et le peu de poisson qu'il nous reste. Nous remplissons le bain d'eau froide. Nous n'avons pas oublié le soir, pas tellement éloigné, où la ville entière de Santiago a été privée, par un acte de sabotage, d'eau et d'électricité.

Tout en faisant cela nous suivons de très près la radio. À un moment donné le poste que nous écoutons se tait. Silence. Nous retrouvons un autre poste de gauche. Quelques minutes plus tard : silence. En en cherchant un autre nous arrêtons un instant à un poste de droite. La voix est militaire. La musique aussi. On décrète que toutes les stations d'émission de l'« opposition » devront cesser immédiatement de diffuser sans quoi elles seront attaquées par les forces aériennes et l'armée de terre.

Juste de l'autre côté de la rue, à quelque trente pieds de notre appartement, se trouve Radio-Candelaria, un poste de la gauche. Il est un des rares qui émet toujours.

Mon épouse et moi nous nous serrons l'un contre l'autre. Nous le savons mais n'osons le dire : ce sera peut-être pour la dernière fois.

Les bombardiers commencent à nous survoler. Les coups de feu deviennent de plus en plus forts et nourris. L'action se passe principalement à la Moneda à une dizaine de coins de rue de chez-nous. Des rafales lourdes de mitrailleuses, des canonnades de tanks, des coups de pistolets...

En écoutant à la radio la chanson de l'Unité populaire « Venceremos » (Nous vaincrons), celle-là même que des

milliers de gens du peuple chantaient gaiement dans la rue le 4 septembre, les larmes me viennent aux yeux. Je vois ce travailleur fier et digne prendre la parole à la télévision. Je le vois affirmer que les médecins, dans l'ensemble, forment un club plus intéressé à l'argent et à certains privilèges qu'à la santé des masses. Je le vois décrire avec précision et faits à l'appui le comportement dégueulasse de ces messieurs en grève. Je vois cette ouvrière décrire les cliniques médicales de certains quartiers riches de Santiago, modernes et bien équipées, et les comparer avec celles de quartiers pauvres où il n'y a rien ou presque. Je vois cette libération culturelle qui ne cesse de m'étonner. Une libération de la parole de milliers de travailleurs. Qui voient derrière le jeu de la Cour suprême, de la justice des tribunaux 'ordinaires'. Qui comprennent qu'un très grand nombre d'avocats ne travaillent que pour les causes payantes et que, comme les démunis n'ont pas d'argent, ils n'ont jamais d'avocats même s'ils souffrent les plus grandes injustices.

Des rafales de mitrailleuses. La peur. La peur de l'inconnu. La guerre civile? Le massacre de milliers de gens? La répression?

L'annonceur déclare qu'Allende va parler.

« Chiliens, alors qu'on réduit vos radios au silence je viens vous dire au revoir. En ce moment les avions nous survolent. Il est possible qu'ils s'exécutent. Sachez, cependant, que nous sommes ici pour montrer, au moins par notre exemple, qu'il y a encore des hommes au Chili capables de rester fidèles à leur devoir. Je resterai parce que j'ai reçu mon mandat du peuple, et que cette volonté consciente est celle d'un président qui a la dignité de sa charge... (La voix est interrompue par des bruits. L'annonceur remplit de ses commentaires le vide qui s'ensuit mais n'arrive pas à contenir sa tristesse et sa peur...) ...la dernière chose que je peux vous dire c'est que j'espère que vous apprendrez cette leçon : le capital étranger, l'impérialisme uni à la droite, ont créé le climat pour que les Forces armées rompent leur tradition, celle que Schneider leur enseigna et que réaffirma le commandant Araya, victimes des mêmes secteurs sociaux qui demeureront aujourd'hui dans leurs maisons

espérant reconquérir, par personnes interposées, ce pouvoir qui leur permettra de continuer à défendre leurs profits et privilèges. Je m'adresse tout particulièrement à la modeste femme de notre pays, à la paysanne qui a cru en nous, à l'ouvrière qui a travaillé davantage, à la mère qui a su s'occuper de ses enfants. Je m'adresse aux professionnels de la patrie, à ces professionnels patriotiques, à ceux qui travaillaient ces derniers jours contre la sédition patronnée par les Collèges professionnels, ces collèges classistes qui défendent, eux aussi, les avantages que la société capitaliste procure à une poignée de gens. Je m'adresse aux jeunes, à ceux qui ont su chanter et offrir à la cause leur joie et leur esprit de lutte. Je m'adresse à l'homme du Chili, à l'ouvrier, au paysan, à l'intellectuel, à ceux qui seront persécutés; car le fascisme, par les attentats terroristes, agit depuis longtemps dans notre pays, faisant sauter des ponts et des chemins de fer, détruisant des oléoducs et des pipe-lines de gaz... Et tout cela devant le silence de ceux qui auront l'obligation... (bruits)... l'Histoire les jugera...

« Sûrement Radio-Magallanes tombera et l'esprit tranquille de ma voix ne vous parviendra plus. Peu importe : je serai toujours avec vous et le souvenir que vous aurez de moi sera celui d'un homme loyal... Le peuple doit se défendre et non se sacrifier; le peuple ne doit pas se laisser annihiler mais ne pas non plus fuir. Travailleurs de ma patrie, j'ai foi au Chili et en son destin; d'autres hommes vaincront ce moment triste et amer... Sachez que plus tôt que tard s'ouvriront de nouveau les grandes avenues sur lesquelles passeront des hommes libres qui façonneront un avenir plus grand.

Viva Chile !

Vive le peuple !

Vivent les travailleurs !

« Voilà, ce sont mes dernières paroles, mais j'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas en vain, j'ai la certitude que pour le moins il constituera une leçon morale qui punira la félonie, la bassesse et la trahison. »

Quelques minutes plus tard ce dernier poste tombe à son tour.

Le 11 septembre : détruire le corps pour sauver l'âme

Plongés dans ce grand silence qui débute pour la gauche chilienne, nous entendons, saisis d'angoisse et d'horreur, le violent bruit des Hawker-Hunters qui descendent sur la Moneda pour accomplir leur mission...



LE 11 SEPTEMBRE 1973 : LA JUNTE MILITAIRE SE NOMME
GOUVERNEMENT SUPRÊME DU CHILI

B- ...pour sauver l'âme

Parmi les nombreux communiqués terroristes que la junte militaire radiodiffusa dans la journée du 11 septembre, il y en a un qui revêt une importance toute particulière. Il s'agit du décret-loi no. 1 par lequel les militaires se constituèrent légalement (!) le gouvernement suprême du Chili :

« Le commandant en chef de l'armée de terre, le général Augusto Pinochet Ugarte; le commandant en chef de la marine, le général José Toribio Merino Castro ; le commandant en chef de l'aviation, le général Gustavo Leigh Guzman et le directeur général des carabiniers, le général César Mendoza Duran, réunis en ce jour, et étant donné :

1. *Que la force publique, formée constitutionnellement par l'armée de terre, la marine, l'aviation et les carabiniers, représente l'organisation que l'État s'est donnée pour la sauvegarde et la défense de son intégrité physique et morale et de son identité historico-culturelle;*

2. *Que, par conséquent, sa mission suprême est d'assurer par-dessus toute autre considération la survivance des dites réalités et valeurs supérieures et permanentes de la nationalité chilienne, et*
3. *Que le Chili se trouve dans le processus de destruction systématique et totale des éléments constitutifs de son être, en raison de l'introduction dans son sein d'une idéologie dogmatique et totalitaire, inspirée des principes étrangers du marxisme-léninisme ;*

« Se sont mis d'accord, dans l'accomplissement, de l'urgent devoir qu'une telle mission impose aux organismes défenseurs de l'État, pour dicter le présent décret-loi :

1. *En ce jour, nous nous constituons junte de gouvernement et nous assumons le mandat suprême de la nation, nous engageant patriotiquement à restaurer la 'chilenidad', la justice et l'institutionnalité ébranlées, conscients que c'est la seule manière d'être fidèles aux traditions nationales, à l'héritage des pères de la patrie ainsi qu'à l'histoire du Chili, et de permettre que l'évolution et le progrès du pays s'insèrent vigoureusement dans les voies que la dynamique des temps actuels exige du Chili dans le concert de la communauté internationale dont il fait partie.*
2. *Nous désignons le général de l'armée de terre Augusto Pinochet Ugarte président de la junte; il assume cette fonction à partir de ce jour.*
3. *Nous déclarons que dans l'exercice de notre mission, nous garantirons la pleine vigueur des attributions du pouvoir judiciaire et respecterons la Constitution et les lois de la République, dans la mesure où la situation actuelle du pays ainsi que le bon accomplissement des tâches que nous nous proposons le permettent.*

*Junte de gouvernement de la République du Chili. »
(Décret-loi no 1, Santiago du Chili, 11 septembre 1973)*

Ce qui frappe surtout dans ce texte c'est la nette insistance sur l'aspect idéologique et culturel. C'est presque aussi spirituel que les paroles du père Hasbun. On se croirait en présence de

ce médecin de l'âme dont parlait Platon. Ce que les Forces armées protègent avec leurs avions, leurs tanks et leurs mitraillettes ce n'est pas seulement le corps de la nation. Aussi et surtout, c'est son âme. Ses traditions. Ses valeurs nationales. Son identité historico-culturelle. L'être même du Chili : la 'chilenidad'.

Pour la junte militaire, comme pour le père Hasbun, la racine du mal au Chili réside dans cette idéologie étrangère qui a fait naître au Chili le socialisme. Pour elle aussi cette idéologie est incompatible avec l'âme nationale. Pour elle aussi elle est contraire à l'ordre divin que représentent les structures traditionnelles capitalistes du Chili. Et la junte entretient elle aussi une fureur indicible à son égard.

Sauf que cette fureur se fait chair. Elle inspire la junte à perpétrer ce qui sera jugé par l'Histoire comme étant la répression la plus massive et la plus brutale que le Chili et possiblement toute l'Amérique latine du vingtième siècle n'aient jamais connue. Cette junte veut extirper du pays ce diable qu'est le marxisme.²⁸ L'inquisition se déroule devant les tribunaux militaires ou tout simplement sur les lieux mêmes du délit. Au nom de la très pure 'chilenidad' et dans l'intention explicite de restaurer l'âme nationale si gravement empoisonnée, on emprisonne, on torture, on fusille tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à un sympathisant de l'Unité populaire. On brûle des tonnes et des tonnes de livres dont la doctrine menace « l'ordre divin ». Convaincu que cette idéologie violente est contraire au sang non-violent chilien, à son âme nationale foncièrement pacifique et chrétienne, on persécute les étrangers, surtout les Latino-Américains, et aussi les Chiliens-étrangers-parce-qu'adeptes-de-l'Unité populaire. On les déclare hérétiques...

Bien sûr la junte a d'autres bonnes raisons pour accomplir cette « opération nettoyage ». Elle les radiodiffusait, celles-ci, à peine quelques instants après le déclenchement du coup.²⁹

²⁸ Voir à ce sujet le discours que prononçait le général Pinochet le 11 octobre 1973 et que le Mercurio reproduisait le lendemain : « ... c'est la bataille constante pour extirper à sa racine le mal du Chili... »

²⁹ Communiqué no. 5, in Le Mercurio, le 26 septembre 1973.

Le gouvernement Allende serait inconstitutionnel et illégitime d'une part parce qu'il a essayé de passer à côté des pouvoirs législatif et judiciaire, parce qu'il n'a pas respecté le droit de la liberté d'expression (!), de grève (!), de réunion (!), etc., et, d'autre part, parce qu'il n'est tout simplement pas assez représentatif. Plus encore, cette non-représentativité justifierait, à elle seule, l'intervention militaire. Les Forces armées, affirme le communiqué no. 5, « s'appuient sur la volonté de la grande majorité nationale ce qui *en soi* justifie, devant Dieu et devant l'Histoire, à la fois leur intervention militaire et les résolutions, les normes et les instructions qu'elles dictent... »

Cette dernière affirmation, à prime abord, peut sembler inoffensive. Mais il s'agirait d'en appliquer le contenu dès cet instant dans tous les pays du monde où le gouvernement au pouvoir ne détient que la minorité du vote populaire pour en mesurer, dans le concret, toutes les conséquences. Est-ce conforme à l'ordre divin et donc à la volonté de Dieu dont parle le père Hasbun que de permettre, voire d'exiger, qu'une armée attaque son gouvernement démocratiquement élu tout simplement parce qu'il est minoritaire ? A-t-on si vite oublié qu'Eduardo Frei gouvernait le Chili en 1968-69 avec seulement 28% du vote populaire ? Et que dire maintenant lorsqu'il s'agit d'un gouvernement jouissant de 44% du vote populaire, et qui a obtenu cet appui dans de récentes élections ?³⁰

Les paroles sont pourtant là; je ne les invente pas. Le simple fait de s'appuyer sur la volonté de la grande majorité nationale suffit, « de por si », pour rendre juste et légitime, devant Dieu et devant l'Histoire, tous ces milliers d'emprisonnements arbitraires, toutes ces tortures, ces fusillades...

Il est impossible de comprendre comment la junte peut affirmer devant son pays et le monde entier avoir agi au nom de la grande majorité nationale si on ne comprend, en même temps, ce qu'est, pour elle comme pour la droite, un vrai Chilien. Autrement dit, ce en dehors de quoi il n'y a point de salut : la 'chilenidad'. Car le fait est là que ce 44% appuyait fortement Allende et qu'il était constitué des secteurs les plus pauvres du

³⁰ Les pourcentages du vote populaire comparés ici sont ceux des élections parlementaires de 1969 et de 1973.

pays.³¹ « Un peuple, naturellement, a le droit d'élire son gouvernement... » Mais est-ce cela le plus important ? S'il se trompe ? S'il s'éloigne de la bonne voie, ce peuple... ? S'il commence à perdre son « identité historico-culturelle », n'est-ce pas la voix de tous les Chiliens, ceux du passé comme ceux de l'avenir — et à travers eux, bien sûr, la voix de Dieu — dont il faut surtout tenir compte, quitte à ignorer la voix de quelques millions de Chiliens bien vivants en chair et en os qui, de toute façon, ne profèrent que des faussetés, atteints qu'ils sont du virus diabolique qu'est cette idéologie étrangère ?

³¹ Note ajoutée à l'édition 2015 : L'information rendue publique par le gouvernement américain en 2014 est très révélatrice. Dans un mémorandum à Henry Kissinger le 7 mars, 1973 Theodore Eliot, le secrétaire exécutif du Département d'état note : « Alors que l'Unité populaire a perdu de l'appui relativement à son haut point d'avril 1971, elle semble avoir consolidé son appui parmi les pauvres et les paysans. L'échec de l'opposition à obtenir une majorité plus forte représente un désappointement pour ceux qui espéraient que les résultats contribueraient de façon décisive à forcer Allende à modifier et ralentir 'sa révolution'. Et le 13 août, 1973, moins d'un mois avant le coup d'état, David Philips, le responsable des opérations de la CIA pour l'hémisphère occidentale, écrit à l'assistant directeur de la CIA, Karamessines : « Il semble que les classes inférieures au Chili accordent toujours un ferme appui à Allende. Alors que l'inflation galopante, les pénuries de toutes sortes et l'inefficacité gouvernementale ont sérieusement affecté la classe moyenne et supérieure, les besoins des masses inférieures, d'où provient l'appui principal d'Allende, sont, étrangement (« somehow ») comblés. Il faudra que la situation économique se détériore beaucoup plus avant que les classes inférieures considèrent d'abandonner Allende ». Voir (je traduis de l'anglais):

<http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76v21>

C- Merci Seigneur !³²

Mgr Francisco Valdés Subercaseaux,
Évêque d'Osorno³³

Le 11 septembre, 1973.

CHILI : *« Seigneur, où étais-tu ? La nuit obscure me plongeait dans un cauchemar apparemment sans issue. Tout me rappelait davantage l'enfer qu'une copie heureuse du paradis. Aujourd'hui est apparu le jour nouveau. »*

DIEU : *« Je suis toujours avec vous, gens de peu de foi. Chili, je suis avec toi ! Je t'appelle chaque jour à la prière et je t'invite chaque dimanche à mon banquet. (...)*

« De deux races vaillantes, je t'ai fait un peuple indomptable et jamais soumis à un pouvoir étranger.

« Je t'ai donné un nom dans la famille de mes nations choyées, rachetées par le Sang de mon Christ.

« J'ai marqué ta conscience de la vérité métaphysique de ma Parole, de la sainteté de mes commandements, de la vigueur lucide de l'Évangile de mon Fils.

« Je t'ai ouvert par le baptême un avenir sûr, que tu as désigné comme étoile dans le bleu de ta bannière. Parce que j'étais présent dans l'âme des grands qui te donnèrent culture, indépendance, ordre et progrès.

« Je partageais tes joies et souffrais de tes angoisses, je te montrais le chemin et t'alimentais toujours l'âme de ma vérité éternelle et de mon amour créateur.

« Mais toi, ô mon peuple, tu t'es enorgueilli : maintenant tu t'en rends compte.

« Tu t'es laissé séduire par des géants qui, tôt ou tard, comme

³² Cette prière de Mgr Subercaseaux fut publiée le 30 septembre 1973 dans le Mercurio. La revue Que Pasa (no. 137, 7 décembre 1973, p. 8) qualifie ainsi cette prière épiscopale : « ...un appui clair (à la junte), mais sans jugements politiques. »

³³ Province située dans le sud du Chili. On sait qu'en province, et particulièrement dans le sud, la répression à partir du 11 septembre est encore plus dure qu'à Santiago. À Osorno, la persécution des travailleurs était déjà en branle quelques semaines avant le coup.

Goliath, s'effondrent, alors que ton destin était celui d'un David, jeune, agile et fidèle.

« Tu avais oublié la qualité de ta descendance, la force de ton esprit de liberté, le sens historique de ton destin par lequel tu te distinguais parmi tes compagnons continentaux et mondiaux.

« C'est pourquoi j'ai permis que tu éprouves la servitude, la faim, la misère et l'angoisse.

« Je t'avais bien prévenu. Toi, tu t'es laissé séduire, tu as regardé de l'autre côté, tu as écouté d'autres maîtres. Tu as secoué mon joug très doux pour jouir à ton aise, étouffant la voix de ta conscience. Au prix de frères marginalisés, abandonnés sur le bord de la route. L'argent, le vil argent...

« Ensuite ce fut la séduction astucieuse, à la mode parmi les fils des ténèbres, du paradis sans Dieu. Et tu as appris à haïr, à mentir, à détruire et à tuer. (...)

« Moi je veillais toujours sur toi. Chaque soir je me rendais à la prière pour voir si tu t'engageais sur le chemin du retour. Tu sais combien je t'aime. Au point de te donner ma mère, Marie du Carmel, elle que tu nommas, dans les temps où tu m'étais fidèle, reine de ton gouvernement, de ton peuple et de ton armée. Je ne sais pas si tu t'en rappelles. Moi, je ne peux l'oublier... »

CHILI : *« Tu as raison, Seigneur. Dans ce jour glorieux du septembre de ma libération je reconnais, tout à coup, la main avec laquelle tu me guidais. Ton visage me paraissait assombri mais c'était à cause de ma propre obscurité. Aujourd'hui ton sourire me comble de joie. J'ai compris que ton amour peut tout vaincre. C'est avec un enthousiasme indescriptible que mon âme célèbre cette fête.*

« La nuit est passée. Je reconnais tes sentiers. Pardon, Seigneur. (...) Il fallait que j'éprouve la disgrâce de vivre loin de toi, de perdre ton amitié, c'est-à-dire, ta liberté. Il fallait que je passe par la honte de me voir assujéti au mensonge érigé en système, pour avoir oublié ta Parole, ton Christ, ton Évangile.

« Pardon, Seigneur, pour avoir commis ce blasphème odieux. Pour avoir vendu ma lumineuse Histoire, mon destin supérieur, ma personnalité originale, mon âme chrétienne acquise par ta

Passion. Séduit par l'éclat de Lucifer, le théologien de la haine; par la pseudoscience qui te ferme ses portes; par cet inhumain assujettissement à un pouvoir total; par cette conscientisation à base de faussetés.

« Maintenant, Seigneur, tout est clair. Je le reconnais sans détour. Pardon, Seigneur...

Et comment puis-je te rendre grâce, Seigneur, de m'avoir libéré de l'abîme du pire mensonge et de la pire iniquité que n'ait jamais connue la pauvre humanité dans toute son histoire. (...)

« En plus de te remercier, j'aimerais mettre en toi toute mon espérance pour l'avenir, comme le firent les Pères de ma patrie. (...)

« Enrichi maintenant par la souffrance, je pourrai m'embarquer avec toi dans la reconstruction nationale. Dans le rétablissement de l'ordre moral. (...) Je pourrai crier de par le monde entier et avertir mes frères de près ou de loin que la patrie ne se vend pas. Loin de Dieu il n'y a ni justice, ni espérance, ni liberté. Pour Lui et avec Lui nous avons réussi à surmonter la plus grande tromperie du siècle. Nous t'avons écouté, Seigneur, et la VERITÉ NOUS A LIBÉRÉS. « Merci, Seigneur. Demeure avec nous, et nous ne nous éloignerons plus de Toi. Amen »

IV- LE 13 SEPTEMBRE : LA DÉCLARATION DES ÉVÊQUES

C'est couvre-feu jusqu'à jeudi midi le 13 septembre. Entretemps, emprisonnés dans notre appartement, nous assistons, impuissants, à une bataille qui se livre à partir de l'édifice du Ministère de la santé publique, à quelques pas de chez-nous. Des pistolets contre des mitrailleuses. Pour éviter les balles qui revolent un peu partout, nous demeurons dans le corridor situé au milieu de nos trois pièces. Une oreille collée sur les ondes courtes, l'autre sur les messages nombreux provenant des nouveaux législateurs militaires — entrecoupés ça et là par un peu de musique classique, des chansons chiliennes légères, de la musique militaire et, comble de l'ironie, une bonne dose de palmarès américain !

Aux nouvelles télévisées de mardi soir le 11 septembre, une gracieuseté du seul réseau qui fonctionne encore, celui du père Hasbun, nous écoutons pour la centième fois la junte justifier son intervention. Pas un mot d'Allende. Ni des blessés. On essaie de donner l'impression de victoire, de paix, de joie. On fait des blagues. On nous montre, pendant au moins quarante-cinq minutes, des images de la maison d'Allende, bombardée elle aussi. La caméra fouille dans absolument tous les recoins de la maison. On montre les armes qui s'y trouvent. On entre dans la salle de bain. On fixe longuement la caméra sur ses méchants livres socialistes. Cinquante ampoules électriques ici, vingt boîtes de café là... Ah ah ! Pas surprenant qu'il manquait

tant de choses au Chili auparavant ! ³⁴

« Nous extirperons du Chili toute ce cancer marxiste, » déclare solennellement la junte.

Mercredi matin, lecture à la radio d'une longue liste d'étrangers, des Latino-Américains surtout, qui doivent se rendre immédiatement sous peine de mort. Tout de suite après, on fait jouer « Raindrops are falling on my head... »

À la télévision : un opéra. Puis on répète exactement le même scénario que la veille, cette fois plus détaillé. Nos deux annonceurs, pour terminer leur reportage national 'chrétien', font une belle petite prière à Jésus puis à Marie. On sourit. On prie. On est beau. On dit que le pays s'en va vers l'unité. Vers la justice. La paix. L'amour. On cite enfin des textes de l'Évangile...

M. Léon Vilarin, au nom de l'Association des propriétaires de camions, radiodiffuse un message dans lequel il annonce la fin de l'arrêt de travail. « Ce que tout le pays attendait (...) s'est produit, déclare-t-il. Nous avons triomphé. »

Puis c'est le Collège des dentistes. Puis c'est le Collège des médecins.

Puis c'est l'Association des commerçants.

Puis c'est le grand parti de la droite, le Parti national..

Puis c'est le Parti démocrate-chrétien. Celui-ci affirme que les événements qui se produisent sont la responsabilité de l'Unité populaire et que c'est malgré elles que les Forces armées ont été amenées à prendre un pouvoir qu'elles ne désiraient pas. Il

³⁴ Note ajoutée à l'édition 2015 : Il est intéressant de noter que le même bureau capté par la caméra, bureau supposément d'Allende, apparaîtra plusieurs années plus tard. Suite à l'invasion américaine du Panama en décembre 1989, une caméra, d'une station de télévision contrôlée par les envahisseurs américains, a scruté à la loupe la maison du Président Manuel Noriega. Posant un bon moment sur le même bureau—celui montré, en 1973, dans la maison d'Allende !!!—et illustrant le même matériel pornographique. Ce détail, fort révélateur de la stratégie de propagande utilisée par la CIA, fut révélé dans l'excellent documentaire, « Panama Deception », produite par David Kasper, aout 1992 (90 minutes).

appuie les intentions exprimées par les militaires dans le sens de restaurer la normalité institutionnelle, la paix et l'unité. Il exprime le souhait que tout se fasse dans la justice et le respect des droits des travailleurs, « sans haine ni persécution » et sans retour en arrière. Il déplore ce qui est arrivé mais souligne qu'il a tout fait pour l'éviter. Il rappelle qu'il place la pacification et la reconstruction du Chili au-dessus de tout intérêt partisan.³⁵

Puis c'est à l'Église catholique, par la voix du Comité permanent de l'épiscopat de se faire entendre. Dans une déclaration rendue publique jeudi soir le 13 septembre, les évêques établissent clairement qu'ils n'ont aucune responsabilité dans le dénouement violent que connaît la crise institutionnelle chilienne, ayant tout fait pour l'éviter. Ils affirment que la junte elle-même est la première à regretter ce dénouement. Ils demandent le respect pour « ceux qui sont morts dans la lutte, et en premier lieu pour celui qui, jusqu'au mardi 11 septembre, fut président de la République ». Ils demandent qu'on use de modération face aux « vaincus » ; qu'on s'abstienne de représailles inutiles; qu'on tienne compte de « l'idéalisme sincère » qui animait plusieurs de ceux qui furent vaincus; que cesse la haine et que vienne l'heure de la réconciliation; que les progrès obtenus par la classe ouvrière et paysanne sous les gouvernements antérieurs soient non seulement maintenus mais accentués jusqu'à obtenir l'égalité pour tous dans la participation à la vie nationale. Comptant sur le patriotisme et le désintéressement exprimés par ceux qui ont assumé la difficile tâche de restaurer l'ordre institutionnel et la vie économique, ils invitent tous les Chiliens, vu les circonstances, à collaborer dans la mise en pratique de cette tâche et prient le Seigneur de leur venir en aide. Ils concluent en exprimant le souhait que le patriotisme des Chiliens joint à la tradition démocratique et humaniste des Forces armées permettent que le Chili retourne à brève échéance à la normalité institutionnelle comme l'a d'ailleurs promis la junte elle-même.

Possiblement à cause de la réputation relativement progressiste de l'Église chilienne, certains observateurs extérieurs ont

³⁵ Pour toutes ces déclarations, voir le Mercurio des 13 et 14 septembre.

prématurément interprété cette déclaration des évêques comme une condamnation pure et simple du coup d'État.³⁶ Rien ne saurait être plus éloigné de la réalité. Ce n'est pas pour rien que la déclaration des évêques, dans son articulation principale, ressemble drôlement à celle du Parti démocrate-chrétien. Comme ce dernier, les évêques regrettent l'éclatement de la violence. Comme lui, ils s'en lavent les mains, comme Ponce-Pilate, affirmant avoir tout fait pour l'éviter.³⁷ Comme lui, ils laissent clairement entendre que c'est malgré eux et sous le seul impératif du devoir patriotique que les Forces armées ont assumé le pouvoir. Comme lui, ils se montrent préoccupés par les droits des travailleurs et exigent que tout se fasse sans haine ni persécution. Comme lui enfin, ils cachent, dans une habileté et une douceur diplomatique accomplies, leur propre complicité silencieuse face aux interminables arrêts de travail par lesquels les patrons paralysaient le pays, ainsi que le fait, indéniable et honteux, que c'est au nom des secteurs les plus à l'aise de la société chilienne que les militaires sont passés à l'action.

Au lieu d'utiliser leur prestige, considérable au Chili, pour exiger carrément que cesse immédiatement cette répression massive, criminelle et écœurante — détentions massives, tortures et fusillades fondées sur des motifs économiques et idéologiques — les chefs catholiques se contentent de demander, style femmes de sainte Anne, qu'on respecte les

³⁶ *Informations catholiques internationales*, no. 441, le 1^{er} octobre. À la page 7 on affirme qu'il s'agit « d'une déclaration condamnant le coup de force. » Cette interprétation surprend d'autant plus que dans la page éditoriale du même numéro, M. Ernest Milcent soutient qu'il n'est pas encore possible, faute d'information, de se faire « une opinion sur la façon dont elle (l'Église chilienne) a accueilli le putsch. » Pour juger il faudrait être sur place, dit-il. Pourtant M. Milcent semble assez bien renseigné car il affirme carrément qu'il y a eu au Chili « coup de force, recours à l'illégalité, tortures et meurtres ». Et il poursuit : « Au plan international, par contre, l'Église – notre Église – ne devrait pas s'abriter derrière des fausses prudences ». Que signifie ce « par contre » ? M. Milcent aurait-il appris quelque part que l'Église chilienne, qui est pourtant sur place, s'abrite derrière quelque chose ?

³⁷ *Évangile selon saint Matthieu*, Chap. 27, v. 24 : « Pilate, voyant qu'il ne gagnait rien, mais que le tumulte augmentait, prit de l'eau, se lava les mains en présence de la foule, et dit : Je suis innocent du sang de ce juste. Cela vous regarde ».

vaincus, qu'on use de modération à leur égard et qu'on s'abstienne de représailles inutiles. (Autrement dit, des représailles oui, mais seulement là où c'est nécessaire ou utile...) Au lieu de reconnaître que l'Unité populaire avait beaucoup fait pour les masses chiliennes défavorisées et marginalisées en nationalisant les grandes mines de cuivre, en permettant à une foule de personnes d'avoir accès à un peu de viande et de lait pour la toute première fois dans leur vie, en créant chez eux une fierté et une dignité des plus impressionnantes, une conscience politique profonde et militante, ils se contentent d'affirmer, dans leur grande compassion chrétienne, que plusieurs d'entre eux étaient tout de même bien intentionnés, animés « d'un idéalisme sincère ». En bon français, cela revient à dire qu'à part les belles intentions il n'y avait pas grand chose.

En demandant que les conquêtes de la classe ouvrière et paysanne soient respectées ils ne font que reprendre, presque textuellement, les paroles radiodiffusées par la junte le jour même du putsch lorsqu'elle assurait les ouvriers qu'il en serait ainsi.³⁸ Et une pudeur mystérieuse les empêche de reconnaître que ces conquêtes, sous le gouvernement Allende, furent beaucoup plus rapides, nombreuses et substantielles que sous les gouvernements antérieurs. Non, il ne s'agit, dans leur déclaration, que des conquêtes obtenues sous les gouvernements précédents.

Au lieu de reprocher directement à la junte son geste d'insubordination et de désobéissance, ils se contentent de reconnaître qu'elle a « assumé la difficile tâche de restaurer l'ordre institutionnel et la vie économique », s'alliant ainsi aux secteurs de droite qui n'interprètent pas l'intervention militaire comme un désordre institutionnel par excellence mais bel et bien comme le premier grand pas vers la récupération de cet ordre, et de cette vie économique capitaliste.

³⁸ Communiqué no. 1 radiodiffusé vers 8 :00 le 11 septembre 1973 : « Les travailleurs du Chili peuvent avoir l'assurance que les conquêtes économiques et sociales qu'ils ont obtenues jusqu'à date ne souffriront aucune modification pour l'essentiel », in le Mercurio, le 13 septembre 1973.

C'est ainsi que l'Église qui, par la voix du père Hasbun, avait publiquement incité la droite et ses Forces armées à se soulever contre le gouvernement Allende parce que ce dernier était 'illégitime', demande publiquement à tous les Chiliens maintenant, par la voix des évêques, de « coopérer » avec une des dictatures militaires les plus fascistes de toute l'histoire contemporaine de l'Amérique latine, parce que cette dictature est bien intentionnée.

DÉCLARATION

DU COMITÉ PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT

(Le 13 septembre 1973)

1. Qu'il soit clairement établi devant le pays que nous, évêques, avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour que le Chili se maintienne dans le cadre de la Constitution et de la loi et que soit évité tout dénouement violent, comme celui que vient de connaître notre crise institutionnelle. Dénouement que les membres de la junte gouvernementale ont été les premiers à regretter.
2. Nous sommes profondément peïnés et opprésés par le sang qui a rougi nos rues, nos quartiers populaires et nos usines. Sang de civils et sang de soldats, et larmes de tant de femmes et d'enfants. Nous demandons le respect pour ceux qui sont morts dans la lutte, et en premier lieu pour celui qui, jusqu'au mardi 11 septembre, fut président de la République.
3. Nous demandons qu'on use de modération face aux vaincus. Qu'il n'y ait pas de représailles inutiles. Que l'on tienne compte de l'idéalisme sincère qui a inspiré nombre de ceux qui ont été renversés. Que cesse la haine, que vienne l'heure de la réconciliation.
4. Nous sommes confiants que les progrès obtenus par la classe ouvrière et paysanne sous les gouvernements antérieurs ne seront pas mis de côté mais au contraire maintenus et accentués jusqu'à obtenir l'égalité entière et la participation de tous à la vie nationale.
5. Comptant sur le patriotisme et le désintéressement exprimés par ceux qui ont assumé la difficile tâche de restaurer l'ordre institutionnel et la vie économique du pays, si gravement compromis, nous demandons aux Chiliens, vu les circonstances actuelles, de collaborer dans la réalisation de cette tâche. Et par-dessus tout, nous demandons à Dieu, avec humilité et ferveur, de leur venir en aide.
6. Le bon sens et le patriotisme des Chiliens, joints à la tradition

démocratique et humaniste de nos Forces armées, permettront au Chili de revenir bien vite à la normalité institutionnelle, ainsi que l'ont eux-mêmes promis les membres de la junte gouvernementale, et de reprendre son chemin de progrès dans la paix.

SIGNATAIRES : Cardinal Raul Silva Henriquez, président de la Conférence épiscopale du Chili et archevêque de Santiago; José Manuel Santos, vice-président de la Conférence épiscopale et évêque de Valdivia; Bernardino Pinera, évêque de Temuco ; Orozimbo Fuenzalida, évêque de Los Angeles ; Sergio Contreras, évêque de Ancud et secrétaire ad hoc.

Santiago

V- LE 16 SEPTEMBRE : LE CARDINAL APPUIE LES NOBLES INTENTIONS DE LA JUNTE

À partir de jeudi midi le 13, le couvre-feu étant levé quelques heures par jour, il devient possible de communiquer de nouveau avec nos amis. D'un prêtre missionnaire j'apprends que dès jeudi matin le nombre de morts s'élève à plus de 5,000. Cette information, il l'a obtenue d'une source très proche de la junte elle-même. Il m'apprend aussi que des milliers de personnes sont prisonnières dans le Stade national (normalement utilisé pour les parties de soccer) et que la torture y est pratiquée.

D'une femme habitant un quartier populaire j'apprends qu'on a fusillé des gens de son voisinage dans leurs maisons. On coupe les mains de leur jeune président de JAP.

Les nouvelles qui nous parviennent de partout — sauf des communications de masse au Chili où tout est « propre propre propre » — indiquent qu'il s'agit d'un véritable balayage, implacable, rapide et fasciste...

C'est à tout ceci que je songe lorsque j'assiste, dimanche midi le 16, à la messe célébrée par le cardinal Henriquez dans la cathédrale tout près de chez-nous. C'est le cardinal lui-même qui fait l'homélie :

« Bienaimés fils,

Lors d'un moment dramatique pour le Chili, nous les évêques de l'Église catholique avons parlé à notre peuple. Nous l'avons fait comme nous le disions le jour de la fête de Notre-Dame-du-Carmel, 'pour être fidèles au Christ et à notre patrie, puisque nous ne représentons aucune position politique et aucun intérêt de groupe et que seul nous anime le bien-être du Chili'.

« Nous l'avons fait dans un état d'angoisse, puisque les incessants appels à la paix, à la concorde et au dialogue que nous avons fait entendre avant le 10 septembre n'avaient pas été acceptés. Nous l'avons fait craintifs que la rancœur et la haine enveniment l'âme nationale et rendent très difficile la reconstruction de notre patrie, à laquelle nous aspirons tous. Mais en même temps nous voulons déclarer, avec nos frères d'autres crédos chrétiens, que les nobles intentions exprimées par les autorités actuelles de 'rétablissement de la moralité institutionnelle, de paix et d'unité parmi tous les Chiliens; les déclarations qui assurent le respect des conquêtes légitimes des travailleurs, les appels à la coopération patriotique et à la solidarité, les décisions de dépasser le sectarisme et l'affirmation selon laquelle il ne s'agit pas d'écraser des tendances ou courants idéologiques, ni de vengeances personnelles, méritent notre plein appui'. »³⁹

« Dans notre déclaration nous avons demandé que 'comptant sur le patriotisme et le désintéressement exprimés par ceux qui ont assumé la difficile tâche de restaurer l'ordre institutionnel et la vie économique du pays, si gravement compromis, nous demandons à tous les Chiliens, vu les circonstances actuelles, de collaborer dans la réalisation de cette tâche. Et par-dessus tout, nous demandons à Dieu, avec humilité et ferveur, de leur

³⁹ Le cardinal se réfère à la déclaration des Églises évangéliques et orthodoxes. Celles-ci déclaraient que ce qui les amena à appuyer publiquement la junte, c'est le fait qu'elle a pris son engagement devant Dieu — (La Tercera, le 16 septembre, p. 6.). Quelque temps après, le chef de l'Église luthérienne du Chili, Mgr Helmut Frenz, envoyait une lettre au général Oscar Bonilla, ministre de l'intérieur : « Le comité national d'aide aux réfugiés reconnaît la profonde compassion humaine et chrétienne de M. le Ministre, de ses paroles et messages, et de sa noble attitude ». (Between the Lines, Vol. I, no. 7, p. 8)

venir en aide'.

« Chers frères : nous n'avons d'autre désir que d'incarner, au milieu de vous, le Christ, le Seigneur, nous ne désirons être qu'un fidèle écho de celui qui affirma : « Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent, priez pour ceux qui vous maltraitent. Ce que vous voudriez que les hommes vous fassent, faites-le leur vous aussi... Faites le bien et donnez sans attendre rien en retour, et vous serez les fils du Très-Haut car il est bon avec les ingrats et les méchants... »

« L'idéal d'amour que nous aimerions vivre en plénitude et faire vivre autour de nous, exige des sacrifices, des luttes et des dépassements difficiles à accepter et à comprendre. Mais seul cet idéal, réellement assumé et mis en pratique peut construire un monde meilleur, plus humain et plus juste.

« Seul cet idéal, incarné dans notre Chili, lui fera récupérer son vrai visage, et fera renaître parmi nous la chaleur du foyer, les liens de la famille, de la fraternité que nous désirons tant. Nous désirons ardemment détruire la haine pour éviter que la haine ne tue l'âme du Chili.

« Votre Pasteur veut seulement servir tout le monde, et très spécialement les pauvres, les humbles, ceux qui souffrent; s'il parvient à sécher une larme, atténuer une souffrance, même si c'était au prix de grandes incompréhensions, il se sentira heureux. Il veut seulement aimer et servir : humblement il demande, pour cette attitude qui est la sienne, compréhension et respect.

« Que la mère de Jésus-Christ et la Mère du Chili nous obtienne de Lui la justice et la paix. Que le Seigneur illumine de sa grâce nos gouvernants, afin qu'ils obtiennent, comme ils l'ont exprimé, que la normalité institutionnelle se rétablisse et que tous les Chiliens, nous nous sentions véritablement frères. »⁴⁰

Je veux bien croire ces paroles mais je les trouve un peu

⁴⁰ Le texte de cette homélie ainsi qu'un reportage sur cette « messe pour l'unité des Chiliens » ont été publiés le lendemain dans le Mercurio.

beaucoup hypocrites. Affirmer sa parfaite neutralité politique, appuyer de façon voilée et indirecte une junte qui vient de renverser par la force le gouvernement le plus populaire et le plus représentatif des pauvres qu'ait jamais connu le Chili, taire les tortures, les fusillades et la répression massive que cette même junte effectue, puis dans le même souffle, et avec un sens pastoral des plus émouvants et charitables, proclamer son amour des plus pauvres et des plus défavorisés : si cela n'est pas de l'hypocrisie, je n'en ai jamais vue. De la diplomatie ? Si oui, une diplomatie que les fondateurs de l'Église n'ont jamais connue...

On protestera : mais le cardinal ne pouvait pas dire ce qu'il voulait, ses paroles étant toutes strictement censurées par la junte. S'il parlait ouvertement, ce serait peut-être pour la dernière fois. Il risquerait de se faire emprisonner ou expulser du pays. Cela compromettrait sérieusement les relations futures de l'Église avec le nouveau gouvernement. Cela empêcherait probablement l'Église de mettre sur pied des nouvelles œuvres de charité pour répondre aux nouveaux besoins...

De la foutaise ! Le silence pur et simple serait mille fois préférable à cette association vaseuse et honteuse. Et d'ailleurs, le cardinal Henriquez sait parfaitement bien que la junte militaire a grandement besoin de l'appui de l'Église. Il sait fort bien que l'Église catholique au Chili jouit d'un prestige considérable et demeure une puissante force sociale; qu'une forte prise de position de sa part pourrait changer le cours des événements. Il sait fort bien que les jours d'une junte militaire qui oserait mettre la main sur le chef de l'Église chilienne seraient comptés. Et il sait fort bien aussi que l'emprisonnement massif, la torture et l'exécution sommaire, tout ça n'est pas bien beau. Ni très catholique. Ni très évangélique. Ni très humain. Et il sait aussi ce qui se passe...

Tu as tort, me dira-t-on. Tu es trop dur pour le cardinal. Tu ne comprends pas la délicatesse de sa position. Tu as un préjugé à son égard. De fait, le cardinal n'a pas vraiment appuyé la junte. As-tu remarqué avec quel soin il formule ses phrases ? As-tu remarqué qu'il n'a jamais une seule fois dit : « Chère junte, l'Église t'appuie, elle appuie ce que tu fais » ? Analyse le texte.

Lis-le de nouveau. Fais-en une étude sémantique et exégétique. Tu verras que tout au plus il n'a fait qu'appuyer les bonnes intentions de la junte. Pas plus. Il s'en est strictement tenu à cette partie précise des déclarations de la junte qui est parfaitement conforme à la raison droite, à l'esprit chrétien le plus authentique.

Encore de la foutaise ! Cet ouvrier qui n'a jamais eu la chance d'aller à l'école et qui n'a jamais appris à fendre diplomatiquement les cheveux en quatre comprend, lui, où se situe le cardinal. Lui, dont le cadavre de milliers de ses confrères remplit l'air de Santiago de la senteur catholique de cette junte militaire bien décidée de sauver, coûte que coûte, l'ordre spirituel, le bien commun, l'âme chilienne, les valeurs suprêmes et permanentes de la nationalité chilienne. Elle, qui n'a jamais osé aller à la recherche de son mari blessé et couvert de sang que des militaires patriotiques lui enlevèrent, de peur qu'on ne la détienne elle aussi, de peur que ses quatre enfants ne restent seuls.

Mgr Henriquez ! Elle donnerait bien, par esprit chrétien, son autre mari aux militaires mais elle n'en a qu'un. Et celui-là, il est unique au monde. Et celui-là, elle l'aime. Et celui-là, ils sont en train de le torturer. Ils lui arrachent les ongles. Ils lui coupent les doigts. Ils appliquent un courant électrique catholique à ses testicules marxistes. Trois fois de suite, ils font semblant de l'exécuter en tirant à peine quelques pouces par-dessus sa tête.

Mgr Henriquez ! Elle essaie, cette pauvre que vous aimez d'un amour tout à fait spécial, de s'agenouiller comme vous à côté de cette junte catholique. Elle essaie de bénir ces militaires, de leur faire du bien, de dire toutes sortes de bonnes choses à leur sujet, de célébrer des rencontres avec eux en appuyant publiquement toutes leurs nobles intentions. Elle voudrait bien leur donner elle aussi sa bague en or comme font les gens des quartiers riches et comme vient de faire cet évêque.⁴¹ Elle voudrait assister à cette cérémonie religieuse durant laquelle on a béni solennellement, à la télévision par dessus le marché, ces

⁴¹ On rencontre une pratique semblable dans l'Italie de Mussolini et l'Allemagne de Hitler.

cadeaux offerts pour la reconstruction nationale. Mais c'est plus fort qu'elle. Elle n'a ni vos bagues en or ni votre force spirituelle...

Cher écho du Christ sur la terre ! Comment pouvez-vous appuyer, comme un ange, la noble *intention* exprimée par la «junte de ne pas écraser des tendances ou courants idéologiques » alors que vous savez parfaitement bien que c'est précisément dans ce but que les militaires ont pris le pouvoir ? Alors qu'ils le disent et le publient partout. Alors qu'ils font brûler, à cet instant même, des tonnes de livres contenant une idéologie « étrangère » ? Alors que vous savez très bien que des centaines et des centaines, voire des milliers de vos frères subissent à l'instant où vous parlez emprisonnement, persécutions de toutes sortes, tortures et jusqu'à la mort à cause de leurs idées ?

Que voulez-vous dire au juste lorsque vous affirmez que vous désirez « ardemment détruire la haine pour éviter que la haine ne tue l'âme du Chili » ? Cette haine que vous voulez à tout prix détruire n'a-t-elle pas une très forte couleur idéologique que vos « manigances » politico-neurologiques ne parviennent pas à dissimuler ? Que signifie au juste ce « vrai visage » du Chili auquel vous semblez si attaché ? Et cet intérêt transcendant au « Christ et à la patrie » ?

Que visez-vous au juste lorsque vous dites que vos pressants appels au dialogue ont été refusés ? Qui les a refusés ? Pourquoi ce besoin constant de répéter à tous et à chacun que vous ne représentez « aucune position politique et aucun intérêt de groupe » ?

Le cardinal appuie les nobles intentions de la junte

HABRA CUECAS, EMPANADAS Y VINO

ASEGURAN UN "18" COMO DIOS MANDA



370
de
La hora

SANTIAGO DE CHILE
LUNES
17 de septiembre de 1973
N.º 840 PUEBLO E. DE
ARQUEO DESDE
ANTOFAGASTA, IQUIQUE Y
COYHACQUE. P.P.A. ARENAS
FRIGIDA
EL DIARIO DE LA MAÑANA
QUE LLEGA A TODOS LOS
HOGARES
EDICION DE 8 PAGINAS

HOY
TODO
EL MUNDO
VUELVE
AL
TRABAJO

UNA SOLEMNE misa para estar por la paz y la reconstrucción nacional ofició en la Catedral el Cardenal Raúl Silva Henríquez. En las Iglesias de la capital, feligreses de todas las religiones oraron para que "la estrella de Chile vuelva a brillar", como es el lema manifiesto de la Junta de Gobierno.

DE SIETE
A SIETE
ES
ANDRA
EL
TOQUE

EN PAGE COUVERTURE DE LA TERCERA (17 SEPTEMBRE 1973) « ILS ASSURENT UN 18 COMME DIEU LE DEMANDE »

ÉVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (Chap. 23, v. 1-34)

Alors Jésus, parlant à la foule et à ses disciples, dit :

« Les scribes et les pharisiens (l'establishment religieux de son temps) sont assis dans la chaire de Moïse. Faites donc et observez tout ce qu'ils vous disent; mais n'agissez pas selon leurs œuvres. Car ils disent, et ne font pas..., ils portent de larges phylactères, et ils ont de longues franges à leur vêtement; ils aiment la première place dans les festins, et les premiers sièges dans les synagogues. (...)

« Malheur à vous, scribes et pharisiens hypocrites ! parce que vous dévorez les maisons des veuves, et que vous faites pour l'apparence de longues prières; à cause de cela, vous serez jugés plus sévèrement. (...)

« Malheur à vous, scribes et pharisiens hypocrites ! parce que vous ressemblez à des sépulcres blanchis, qui paraissent beaux au dehors, et qui, au dedans, sont pleins d'ossements de morts et de toutes espèces d'impuretés.

« Serpents, race de vipères ! Comment échapperez-vous au châtement de la géhenne ?

« C'est pourquoi, voici, je vous envoie des prophètes, des sages et des scribes. Vous tuerez et crucifierez les uns, vous battrez de verges les autres dans vos synagogues, et vous les persécuterez de ville en ville. »

VI- LE 18 SEPTEMBRE : LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE « NOUS AIMERIONS OFFRIR... TOUTE NOTRE DÉSINTÉRESSÉE COLLABORATION »

« Les Églises chrétiennes sont un élément essentiel pour la sauvegarde de l'âme du peuple allemand ».
Adolf Hitler le 23 mars 1933⁴²

Le jour de la grande fête nationale chilienne—mardi le 18 septembre, jour durant lequel on commémore la première indépendance du pays—, la campagne de répression et de terreur ne donne aucun signe de répit.

Aux ondes courtes j'apprends que le nombre de détenus atteint 10,000 et le nombre de morts autant, sinon plus. Les nouvelles qui circulent ici sur place de bouche à oreille non seulement confirment ces chiffres mais les doublent et parfois les triplent ou les quadruplent.

Le président de la junte, le général Pinochet, publie le « chiffre officiel » de détenus, de morts, et de blessés : 4,700 détenus, 95 morts (72 civils, 14 carabiniers, 9 soldats), 300 blessés., et les blessures, précise-t-on, sont « sans conséquences majeures » !

Dans un communiqué de presse qu'elle envoie au Luxembourg

⁴² Discours prononcé devant le Reichstag, in *El Evangelio de Judas* par Guillermo Blanco, 4e édition, Pineda Libros, 1973, Santiago, Chile, p. 46.

(La Tercera, le 17 septembre), la junte affirme qu'à quatre reprises elle offrit à Allende de se rendre mais qu'à la dernière minute il se suicida. Pas un mot des 17 roquettes lancées par les bombardiers, ni des constantes attaques des tanks, ni du feu... Ni du fait qu'on ne permit jamais à Mme Allende de voir le cadavre de son mari.

J'apprends qu'on transporte des cadavres en avion et qu'on les jette à l'océan. Alors que je me demande encore si cette dernière nouvelle est fondée, je rencontre un jeune Chilien de 18 ans, P , qui travaille sur un bateau de pêcheurs à Valparaiso; il me raconte que maintenant il leur arrive de trouver dans leur filets, au lieu de poissons, des cadavres.

C'est dans ce contexte peu rassurant que le cardinal Henriquez à Santiago, Mgr Vicuna à Chillan et Mgr Tagle à Valparaiso s'adressent au peuple chilien pour donner le point de vue de l'Église sur la fête nationale.⁴³

A- SANTIAGO : Homélie du cardinal Raul Silva Henriquez prononcée dans l'église de la Gratitude Nationale.⁴⁴

Invités d'honneur : Membres de la junte ; Ministres d'État ; Membres du pouvoir judiciaire; Contrôleur général ; Ex-présidents du Chili (Frei, Alessandri)

Le cardinal Henriquez débute son homélie en précisant le sens de la cérémonie civico-religieuse. Comme le veut la tradition, affirme-t-il, il s'agit d'une prière pour la patrie.

Mais aujourd'hui, vu les circonstances spéciales que vit le pays, son sens sera double : « nous venons ici prier pour ceux qui sont

⁴³ De source officieuse mais digne de foi, on sait que l'évêque des Forces armées, Mgr Gillmore, fit des pressions le 17 septembre sur le cardinal Henriquez afin que la cérémonie consiste dans le traditionnel Te Deum et qu'elle ait lieu à la cathédrale ou à l'École militaire. Le cardinal refusa ces deux demandes mais accepta de faire une prière pour les morts et pour le Chili dans l'église de la Gratitude Nationale, église qui fut construite pour rendre grâce au Seigneur de la victoire obtenue par les Forces armées chiliennes contre la Bolivie et le Pérou en 1879.

⁴⁴ Texte intégral in le Mercurio, le 19 septembre 1973. Voir annexe 4.

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

tombés, et nous venons aussi et surtout, prier pour l'avenir du Chili ».

Se faisant le porte-parole de l'assemblée, il implore le Seigneur afin qu'il « pardonne nos fautes ainsi que celles de nos frères tombés pour la patrie »; afin que la « lumière éternelle brille sur nos soldats et nos civils qui ont immolé leur vie dans la noble, difficile et douloureuse tâche de corriger nos erreurs et de faire en sorte que la justice règne souveraine sur notre terre, pour tous les enfants d'une même patrie, nous apportant ainsi le fruit tant désiré de la paix ».

Puis il en vient à ce qui de toute évidence constitue l'objet principal de son propos : l'avenir du Chili. « Ce moment religieux veut aussi nous éveiller à la plus noble des entreprises : celle de reconstruire notre patrie. »

Pour éveiller ses auditeurs à cette tâche par excellence qu'est la reconstruction nationale, il jette son regard vers le passé. Si on veut savoir ce que le Chili doit devenir, ce vers quoi il doit s'orienter et s'acheminer, on doit scruter l'histoire chilienne, cet « héritage sacré ». Plus précisément, on doit savoir y déceler les valeurs et les coutumes véritablement chiliennes. On doit savoir y retrouver l'essence même des Chiliens et du Chili, c'est-à-dire son âme : « Afin d'éclairer notre mission commune, j'aimerais rappeler, avec humilité, quelques-uns des traits dominants de notre personnalité chilienne... »

Selon le cardinal, il y aurait en gros cinq grandes caractéristiques constitutives de l'âme chilienne (chilenidad) : sa divinité, sa propension vers les plus pauvres, son esprit d'amour fraternel et familial, son amour de la liberté puis de la loi.

La première est évidemment la plus spectaculaire et la plus importante, puisque c'est d'elle que découlent toutes les autres. En fait, c'est la présence toujours agissante de Dieu lui-même « qui est venu enrichir notre être national des belles caractéristiques qui constituent avec raison notre orgueil, et qui forment tout ce qu'exprime (...) ce qui est typiquement chilien ». Non seulement le « Seigneur de l'Histoire » crée sans cesse la « chilenidad », c'est aussi à son image et à sa

ressemblance qu'il la crée.

Provenant d'un Dieu qui est amour et harmonie, l'âme chilienne, cimentée aux traditions historiques du Chili, portera elle aussi cette marque distinctive. C'est ainsi que pour empêcher que la haine n'envenime et ne détruise l'âme de leur patrie, « tous les Chiliens » doivent renouer avec le passé sacré, avec l'esprit de famille d'antan : « nous devons créer en ce moment un climat de compréhension, de justice, de simplicité, de pardon et de fraternité, nous devons aussi dépasser nos divisions et nos luttes, oublier nos différences et nos opinions divergentes... »



LE 18 SEPTEMBRE : LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE
CÉLÉBRÉE
DANS L'ÉGLISE DE LA GRATITUDE NATIONALE

Provenant d'un Dieu qui est libre et indépendant, la personnalité chilienne, ce « reflet de la présence agissante du Christ-Libérateur », sera elle aussi libre et indépendante. Certes, cette liberté et cette indépendance, les Chiliens les ont conquises et conservées au prix « d'énormes sacrifices ». Mais elles sont en définitive un « don de Dieu ». D'un Dieu qui veut que le Chili demeure ce qu'il a été. D'un Dieu qui veut que le Chili rayonne son vrai visage à travers le monde entier. Qui veut que ce « peuple petit mais noble, intelligent et dédié au

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

travail et à la poursuite de son propre destin » exprime ce qui le caractérise « dans le concert des nations... »

Pour ce faire, pour « être fidèle à ce don de Dieu », les Chiliens doivent « empêcher que des valeurs, des coutumes et des puissances étrangères nous fassent oublier ce qui est nôtre, nous soumettent à un joug qui nous deviendrait insupportable et qui nous priverait de tout ce qui nous appartient, de ce qui constitue notre héritage le plus précieux, de ce qui s'apparente le plus à ce que nous appelons la « chilenidad ».

Provenant d'un Dieu qui préfère « l'ordre au désordre, l'autorité à l'anarchie, le dialogue à la force, la justice à la violence, l'amour à la haine », la « chilenidad » se caractérisera elle aussi historiquement par ces traits. Le Chilien est attaché à la loi. Il croit que celle-ci constitue « la meilleure sauvegarde de notre liberté et le meilleur stimulant à notre développement ». Mais cet attachement à la loi n'est ni bête ni fanatique : « lorsqu'elle a cessé d'être juste, ou efficace, nous l'avons remplacée par une meilleure ».

Provenant enfin d'un Dieu qui a toujours privilégié les plus pauvres et les plus opprimés, l'âme chilienne elle aussi, comme en témoigne son histoire sacrée, aura une propension instinctive vers les grandes foules opprimées : « Cette tâche fait renaître en nous une immense espérance, que nous ressentons en ce moment religieux, nous tous qui, d'une manière ou d'une autre, à un titre ou à un autre, renouvelons notre engagement envers les foules qui ont faim et soif de justice, et qui tâchons d'être, pour elles, les constructeurs d'un monde plus solidaire, plus juste, plus humain; les artisans de la paix véritable, celle que le cœur de l'homme recherche, la seule capable de nous procurer cette libération tant désirée ». « Et lorsque le Seigneur lui-même inonde notre âme d'élan de rénovation, lorsque l'Esprit de Dieu souffle de façon impétueuse, exigeant qu'on évangélise les pauvres et qu'on libère les opprimés, il n'est certainement pas en train de demander que soit niée ou détruite l'âme du Chili ! »

Bien entendu, le cardinal Henriquez n'a cependant ni la naïveté ni la prétention de croire que l'« âme de la patrie » est parfaite :

« Subsiste en nous le péché, à la fois personnel et collectif ». Mais on ne doit pas oublier que si le Chili est « une terre que Dieu considère avec amour, une famille qu'Il préféra, et à laquelle Il voulut appartenir », c'est précisément « parce qu'Il a vu qu'elle était petite, débile et imparfaite, et qu'elle avait besoin de Lui ».

Pour toutes ces raisons l'âme du Chili, bien qu'imparfaite, demeure digne d'admiration et d'accueil : « Qu'elle est belle, l'âme du Chili, don de Dieu à notre peuple ! ». Qu'elle est belle cette patrie terrestre qui « annonce et prépare » la patrie céleste ! « Admirable mystère de notre foi ! ».

De même, juger et accuser la personnalité chilienne, ne pas l'accueillir comme « un disciple qui apprend », rompre avec les belles traditions chiliennes, tout cela devient, ni plus ni moins, un sacrilège : « Nos véritables valeurs me paraissent comme une émanation toujours présente de l'amour de Dieu pour le Chili, et leur profanation me fait l'effet d'une profanation sacrilège ».

Ainsi, comment ne pas faire tout son possible pour récupérer cette si noble « chilenidad » ? Comment ne pas imiter ce Dieu qui « nous accepta comme nous sommes » et qui « nous respecta dans notre originalité » ? Comment ne pas accepter de collaborer pleinement à cette reconstruction nationale qui est en marche depuis le 11 septembre ?

« Pour reconstruire le Chili, d'affirmer le président de la Conférence épiscopale chilienne, nous aimerions offrir à ceux qui en ces heures difficiles ont pris sur leurs épaules la très lourde responsabilité de diriger nos destins, toute notre désintéressée collaboration. »

Située dans le contexte historique du 18 septembre, l'homélie du cardinal Henriquez constitue incontestablement un appui substantiel à la droite chilienne et, plus immédiatement, à la dictature militaire qui vient de s'installer au pouvoir afin de défendre, sous le couvert d'un nationalisme traditionnel supposément humaniste et chrétien, les intérêts et privilèges

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

économiques des Chiliens aisés. Car elle montre clairement, cette homélie, qu'il existe entre le cardinal et la droite chilienne — c'est-à-dire la junte militaire —, une communauté idéologique fondamentale. Cette communauté s'enracine dans une interprétation commune de l'histoire chilienne et dans une projection commune de son avenir. Plus concrètement, elle pivote autour de deux pôles : d'un côté l'ordre établi, ce qui constitue aux yeux de la droite l'essence même des Chiliens et du Chili : la « chilénidad »; de l'autre ce qui menace cette identité historico-culturelle, ce qui propose un ordre nouveau : l'idéologie étrangère dont s'inspire l'Unité populaire.

Que le cardinal participe au même monde idéologique que la droite chilienne est déjà évident dans la prière pour les morts par laquelle il débute son homélie. Jouissant, comme il se plaît à le répéter, d'une parfaite neutralité politique, on croirait qu'au moins à ce niveau il se garderait scrupuleusement de tout sectarisme. Et c'est d'ailleurs l'impression qu'il essaie de donner en se référant à la fois aux soldats et aux civils qui sont tombés. Mais cette impression ne dure pas longtemps car il précise qu'il prie pour ceux « qui ont immolé leur vie dans la noble, difficile et douloureuse tâche de corriger nos erreurs et de faire en sorte que la justice règne souveraine sur notre terre, pour tous les enfants d'une même patrie... »

On comprend facilement que la droite considère spontanément ceux qui ont perdu la vie en perpétrant le coup d'État comme des héros, des saints, des personnes ayant sacrifiés leur vie « pour la patrie ». On comprend sans difficulté qu'à ses yeux la tâche qu'est le putsch apparaisse « noble, difficile et douloureuse » ; car « corriger les erreurs » de 44% de la population avec autant de rapidité et d'efficacité ce n'est pas chose facile. Et débarrasser le pays de l'idéologie étrangère, surtout lorsque ce cancer est aussi généralisé, lorsqu'il a poussé de longues et solides racines dans les milieux universitaires et populaires, c'est douloureux. Rétablir l'unité d'antan parmi les Chiliens, revenir à ce temps où il y avait des maîtres et des serviteurs, des riches tout-puissants et des pauvres dépendants, — peu des premiers et beaucoup des derniers à vrai dire —, mais où au moins l'esprit fraternel et familial régnait : c'est

noble ! On comprend aussi que pour elle l'action militaire symbolise un nouvel élan vers la justice pour tous, vers la tranquillité et la paix, vers la récupération de l'ordre institutionnel et de la vie économique.

Mais on comprend mal par contre que la gauche chilienne, emprisonnée, torturée et fusillée depuis une semaine puisse entrer facilement dans l'esprit universaliste de cette prière chrétienne. On comprend mal que pour elle le coup d'État ne représente autre chose que le début d'un règne de terreur et de répression, d'injustices et de désordres massifs institutionnalisés. On comprend mal qu'elle perçoive ce coup autrement que comme la renaissance, pour des milliers et des milliers de travailleurs et de paysans, d'une misère économique et sociale tellement traditionnelle et chronique qu'elle leur est devenue pratiquement une seconde nature.

Oui, que la lumière éternelle du Christ brille sur ceux qui ont immolé leur vie dans cette noble, difficile et douloureuse tâche de corriger nos erreurs et de restaurer la justice et l'ordre institutionnel ! Non pas sur Allende ! Ni sur les milliers de gens qui sont morts luttant contre le salut de ces sauveurs ! Ni sur ces extrémistes étrangers et ces Chiliens étranges ! Ni sur ces délinquants, ces éléments suicidaires et subversifs ! Non. Prier pour Allende aujourd'hui, vu les circonstances spéciales, ce serait poser un geste qui ne conviendrait pas en ce jour où on commémore la première indépendance de la patrie. Ce serait manquer de cette combien précieuse diplomatie gélatineuse. Prier ouvertement pour celui que la junte libératrice salit aujourd'hui même, par l'intermédiaire de toutes les communications de masse d'ailleurs sévèrement contrôlées — on contrôle même ce que les gens disent lorsqu'ils font la queue devant les magasins : des centaines de personnes ont déjà été détenues pour y avoir répandu des « rumeurs » — ! Non. Pas tout de suite. Plus tard peut-être. À la cachette. Agenouillé près de son lit de cardinal. Pendant le couvre-feu. Quand les militaires ne l'observent pas à travers la fenêtre. Une prière prudente, quoi !

Cet évident penchant du cardinal vers la droite chilienne se

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

manifeste, mais plus profondément cette fois, au niveau de son interprétation globale de l'histoire chilienne.

Les Chiliens adeptes de l'Unité populaire interprètent l'histoire de leur pays comme celle d'une longue exploitation crasse et éhontée des pauvres, la majorité, par les riches, la minorité. Selon eux, l'oligarchie locale aurait tendu la main aux monopoles capitalistes internationaux pour maintenir les masses chiliennes dans un état de servilité politique, économique et culturelle. La première en aurait retiré l'avantage d'une vie confortable et aisée, très proche par ses habitudes de consommation et de pensée, du mode de vie des gens des monopoles capitalistes, et très loin, par contre, de la situation de vie de la grande majorité des Chiliens. Les seconds en auraient retiré l'avantage d'une main-d'œuvre et de matières premières toutes les deux abondantes et à bon marché et, bien entendu, des profits très alléchants et souvent exorbitants qui en résultaient.⁴⁵ Le tout étant couronné depuis assez longtemps par la prolifération au Chili du palmarès américain, cette langue officielle du capitalisme qui s'avère d'autant plus mystérieuse et attrayante que la grande majorité des Chiliens ne comprennent rien à l'anglais.⁴⁶

Par ailleurs, les Chiliens adeptes de la droite — qu'il s'agisse des membres du Parti national qui préconisent l'ordre établi pur et simple ou encore des membres du Parti démocrate-chrétien qui favorisent un ordre établi légèrement retouché — interprètent leur histoire comme étant noble et glorieuse, admirable et exemplaire, voire sacrée. Pour eux, l'ordre établi c'est l'essence du Chilien; il fait autant partie de sa nature que, disons, la faim et la soif. Plus que la raison et la volonté d'un groupe particulier d'hommes bien concrets, c'est la raison et la volonté divines qu'il reflète. Plus que des valeurs humaines ce

⁴⁵ Dans le discours qu'il prononçait devant les Nations Unies le 4 décembre 1972, feu Salvador Allende affirmait qu'une branche de la compagnie Kennecott Copper avait réalisé un profit annuel moyen de 52.8% au Chili de 1955 à 1970. Cette même compagnie atteignait les taux incroyables de 106% en 1967, 113% en 1968 et plus de 205% en 1969.

⁴⁶ Un visiteur récemment de passage au Chili me faisait remarquer que parmi tous les pays latino-américains qu'il avait visités, soit la plupart, c'est au Chili qu'on entendait le plus de palmarès américain à la radio.

sont des valeurs intrinsèquement surnaturelles qu'il symbolise. Car le Seigneur de l'Histoire a choisi de planter sa tente sur le sol chilien. Il a décidé de doter ce peuple de la grande culture chrétienne occidentale, ouvrant son cœur à la fois aux structures capitalistes et à l'esprit chrétien, marquant son âme de l'amour de la liberté et de la loi, de l'esprit pluraliste, démocratique et fraternel, l'inclinant de façon irrésistible vers les plus pauvres et abandonnés.

Cette interprétation historique de la droite donne naissance à un nationalisme « pur », tranché au couteau et quelque peu original. À ses yeux, tout ce qui menace la « chilenidad » — symbole de l'ordre établi traditionnel — devient automatiquement faux sur le plan intellectuel et mauvais sur le plan moral, et la « chilenidad », elle, devient la source de tout ce qui est beau, bon et vrai. C'est ainsi qu'on aura, d'un côté, l'âme très humaniste et chrétienne du Chili, et de l'autre, ce qui l'empoisonne et l'assassine; d'un côté l'unité et la paix, de l'autre la division et la lutte; d'un côté l'ordre et le pluralisme, de l'autre l'anarchie et le totalitarisme; d'un côté les bonnes vieilles traditions féodales et capitalistes, de l'autre tout ce qui risque de leur briser les reins.

Cependant, comme ce nationalisme se fonde davantage sur des intérêts de classe que sur des intérêts véritablement spirituels et transcendants, et comme néanmoins il s'obstine à croire et à faire croire le contraire, il ressemble beaucoup plus à un mécanisme de défense qu'à une opinion fondée sur la raison éclairée. Au niveau de l'affectivité spontanée, niveau qui trahit les intentions profondes et inavouées, il se cristallise autour de la notion de ce qui est « étranger ». Ainsi, quiconque menace l'ordre établi, qu'il soit ou non de nationalité chilienne, devient un « étranger » ; une valeur ou une idéologie qui le conteste, qu'elles soient ou non en accord avec la raison, se transforment en « sacrilège » et en « idéologie étrangère »; une coutume qui rompt avec cet ordre et qui risque de l'ébranler, peu importe sa valeur intrinsèque, devient une coutume « étrangère »; un pays enfin dont la structure socialiste incarne et reflète l'opposé de cet ordre, peu importe qu'il ait réussi à éliminer en grande partie le problème de la pauvreté inhumaine dans laquelle gisaient

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

depuis des siècles ses masses populaires, se transforme en puissance « étrangère ».

Car le fondement réel de cette étrange logique nationaliste n'est pas le raisonnement mais plutôt la rationalisation. La vertu principale de son essence, la « chilenidad », n'est ni sa bonté ni sa vérité intrinsèques mais sa familiarité; et le péché mortel des personnes, valeurs, coutumes et pays qui la menacent n'est ni leur méchanceté ni leur fausseté intrinsèque mais tout bonnement le fait, aussi irrationnel qu'impardonnable, qu'ils soient « étrangers ».

C'est ainsi que selon cette étrange logique, un Chilien peut être plus étranger qu'un étranger et un étranger plus Chilien qu'un Chilien. L'impressionnant folklore exprimant les grandes aspirations révolutionnaires des masses chiliennes peut être plus étranger que le palmarès américain et le palmarès américain plus chilien que le folklore chilien. Le pouvoir exercé par les organisations populaires chiliennes et leurs coutumes peuvent être plus étrangers que le pouvoir et les coutumes américains et le pouvoir et les coutumes américains peuvent être plus chiliens que le pouvoir et les coutumes populaires chiliens.

Que le cardinal Henriquez participe dans une mesure importante à ce nationalisme embrouillé et peu rassurant ne fait aucun doute. Pourquoi a-t-il centré son homélie sur le thème de la reconstruction nationale ? Ne savait-il pas qu'il s'agissait de l'ex-slogan de la droite chilienne ? N'avait-il pas comme tous les Chiliens entendu la junte déclarer solennellement le 14 septembre : « Travailleur chilien : La reconstruction nationale a commencé... Le Chili est un, le Chili est libre » (Communiqué no. 31) ?

On veut bien croire à sa neutralité, à sa non-partisannerie politique. Mais cela est vraiment difficile lorsque le slogan qui sort de sa bouche est celui-là même que la junte crie sur tous les toits depuis son geste de « libération nationale ». Et lorsque, à l'instar de la junte, il se croit et se dit sans connivence politique aucune et prétend ne représenter aucun secteur

particulier de la société chilienne.⁴⁷

Je ne rêve pourtant pas lorsque j'entends le cardinal proclamer publiquement que pour conserver l'âme chilienne, ce « don de Dieu », il faut « empêcher que des valeurs, des coutumes et des puissances étrangères nous fassent oublier ce qui est nôtre, nous soumettent à un joug qui nous deviendrait insupportable et qui nous priverait de tout ce qui nous appartient, de ce qui constitue notre héritage le plus précieux, de ce qui s'apparente le plus à ce que nous appelons la « chilenidad ». Je ne rêvais pas non plus lorsque j'assistais, avant le 11 septembre, à cette féroce campagne menée contre les étrangers par la presse de droite. Contre ces étrangers venus au Chili parce qu'ils étaient sympathisants de la voie chilienne vers le socialisme et/ou parce qu'ils avaient dû fuir, comme ces nombreux Brésiliens, Boliviens et Uruguayens, d'autres dictatures militaires de la droite. Je ne rêvais pas lorsque ce Chilien me disait un jour alors que nous faisons la queue pour le pain : « Tu sais, la violence est étrangère au sang chilien. S'il y a de la violence dans notre pays, c'est à cause des étrangers ». Je ne rêvais pas tôt le matin du 11 septembre lorsque j'entendais, à travers le bruit des rafales et des bombardiers, le message radiodiffusé de la junte : « Les Forces armées et les Carabiniers sont unis pour initier l'historique et responsable mission de lutter pour la libération de la patrie et pour éviter que notre pays ne tombe sous le joug marxiste... ».⁴⁸

Lorsque j'entendais quelques instants plus tard cet autre message selon lequel le gouvernement Allende aurait « ébranlé

⁴⁷ Voir à ce sujet le très typique discours prononcé par le général Carrasco à des mineurs de charbon (Le Mercurio, le 25 septembre 1973, p. 17) et dans lequel il affirme, entre autres : « *Ce gouvernement ne représente aucun courant politique...* Nous ne sommes pas contre les idées politiques. Nous ne les combattons pas. Il n'y aura de persécution contre personne. Ceux qui se croient marxistes de cœur peuvent continuer de maintenir leur doctrine. Ce que nous voulons c'est qu'on ne fasse pas de la politique au travail. *La politique, il faut la laisser pour les heures de repos ou comme passetemps.* » (Moi qui souligne.)

⁴⁸ Communiqué no. 1, le 11 septembre, in le Mercurio le 13 septembre, p. 3. La liste plus complète des communiqués que le Mercurio publia le 26 septembre ne contient pas cet élément : il faut croire que certains communiqués ont été retravaillés par la suite.

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

l'unité nationale, fomentant artificiellement une lutte de classes., menant à une lutte fratricide et aveugle, sous l'impulsion d'idées étrangères à notre idiosyncrasie, des idées fausses et qui se sont avérées un échec ». ⁴⁹ Puis ce troisième message précisant que « ce mouvement militaire de libération nationale » est contre « les mercenaires étrangers du marxisme qui sont en train d'assassiner notre peuple ». ⁵⁰ Je ne rêvais pas enfin lorsque je lisais le décret-loi no. 1 proclamant que la junte prend le pouvoir afin de sauver les « valeurs supérieures et permanentes de la nationalité chilienne » de cette menaçante idéologie « inspirée des principes étrangers du marxisme-léninisme ».

Non : je ne rêvais pas. Mais le cardinal Henriquez, lui, rêve lorsqu'il laisse habilement entendre que le Chili récupère justice et ordre institutionnel, esprit familial et amour des pauvres, liberté et loi, bref, toutes les composantes de l'âme chrétienne chilienne.

Quelle est-elle au juste cette liberté qui revient au galop ? Et quelle est-elle cette loi ? Et cet esprit d'amour ? Et ce souci des pauvres ?

La liberté que le Chili récupère est celle-là dont me parlait ce bon vieux couple fort catholique d'un quartier riche de Santiago qui me disait le 28 juillet 1973, les larmes aux yeux, qu'il ne pouvait même plus se payer, sous le régime Allende, une domestique dans chacune de ses trois maisons; qui se voyait donc « contraint » de louer une de ses maisons (il la louait à 120 dollars par mois et changeait ses dollars au marché noir, obtenant ainsi, seulement de cette maison, un revenu mensuel quatre fois supérieur au salaire annuel brut du travailleur chilien moyen) ; qui se plaignait en plus de ne pouvoir voyager à sa guise comme auparavant aux États-Unis et en Europe à cause de la politique monétaire mise en vigueur par l'Unité

⁴⁹ Communiqué no. 5, le 11 septembre 1973, in le Mercurio le 26 septembre 1973.

⁵⁰ Communiqué no. 6, le 11 septembre 1973, in le Mercurio le 26 septembre 1973.

populaire,⁵¹ qui se lamentait enfin du fait qu'avec la politique économique d'Allende —il avait augmenté considérablement le pouvoir d'achat des pauvres en rehaussant leur salaire et en fixant le prix de plusieurs biens jugés essentiels — il n'y avait plus moyen de trouver une foule de choses qui jadis étaient abondantes, tels par exemple la viande, ou certains vêtements de haute qualité, ou encore des taxis disponibles... « Nous sommes tous les deux nés entourés de choses belles, grandes et spacieuses, concluait-il sur un ton tragique. Nous avons toujours vécu dans la liberté : nous l'aimons. Que c'est donc triste de la voir disparaître aujourd'hui du Chili ! »

Qu'une foule de Chiliens, avant le gouvernement de l'Unité populaire, n'ait jamais connu le goût de la viande; que des millions n'aient jamais pu prendre un taxi; qu'ils n'aient jamais pu se payer, aujourd'hui comme hier, un voyage à l'étranger, un billet d'avion valant environ vingt ans de salaire brut d'un travailleur moyen; qu'ils dépensent, eux, sur l'alimentation de leur famille l'équivalent de ce que ce couple dépense pour ses chiens; qu'ils habitent une maison qui ne vaut même pas la moitié du prix de la grotte à la Sainte Vierge située à côté d'une des maisons de ce bon couple catholique; qu'ils manquent souvent d'eau pour boire et se laver dans leur quartier alors que les servantes de ce couple noient les gazons tous les jours : tout cela c'est différent. Bien sûr c'est vrai mais eux n'ont jamais connu autre chose. Et d'ailleurs il y a des différences naturelles entre les personnes, ils n'ont pas les mêmes responsabilités que nous...

Quelle ne fût pas la joie de ce couple d'entendre à 7 :00 le 12 septembre au réseau de radio des Forces armées et des Carabiniers du Chili : « Buenos días, Chile libre ! » Quelle ne fût pas leur satisfaction d'apprendre qu'on avait effectivement réussi à écraser, en flagrant délit, cette Unité populaire qui ne respectait pas « les droits fondamentaux de la liberté d'expression, la liberté d'enseignement, le droit de réunion, le droit de grève, le droit de faire pétition, le droit à la propriété,

⁵¹ Le gouvernement obligeait les gens à acheter leurs « dollars de voyageurs » à prix très élevé et dans une quantité rationnée.

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

et le droit en général à une subsistance sûre et digne ! »⁵²

À en croire le cardinal, cette loi que le Chili récupère en ce moment grâce aux militaires serait « la meilleure sauvegarde » de la liberté des pauvres, des masses qui vivent dans les taudis autour de Santiago; elle constituerait le « meilleur stimulant » à leur développement intégral...

Mais combien profonde, combien juste et sociologiquement irréfutable est une telle argumentation ! Y a-t-il quelqu'un de plus engagé à défendre les droits des pauvres que les législateurs traditionnels au Chili, que ceux qui font la loi (provenant tous des milieux défavorisés c'est normal, n'est-ce pas, qu'ils pensent d'abord et avant tout à leur propre bien commun) ? ! Que les juges ? Ces juges qui ont été si cléments avec les terroristes de la droite parce qu'ils cherchaient eux aussi à sauver l'âme chilienne ? ! Que les avocats ? Ces avocats qui ne cessent de parcourir les quartiers populaires pour offrir aux gens leur cœur et leur compétence parce qu'ils savent fort bien que ces gens-là n'ont pas un sou dans leurs poches pour défendre leurs droits mêmes si ce sont eux qui mordent depuis des siècles le plus gros bout de l'injustice et de la misère ? !

Oui, c'est cette loi-là qui stimule le progrès ! Non pas les mouvements populaires ! Non pas les organisations qui partent de la base ! Non pas la maîtrise progressive par les travailleurs des moyens de production et de distribution, ni la prise en main de ses propres moyens de communications, de cette perception qu'on a de soi-même, comme personne et comme peuple, de ses propres besoins ! Non, c'est la loi... Et lorsque cette loi cesse d'être juste nous avons toujours su la mettre de côté, faire un « trade-in » intelligent quoi ! Et lorsqu'elle continue d'être juste mais commence à être inefficace, encore là nous n'y avons pas été attachés outre mesure.

À quoi veut en venir le cardinal Henriquez lorsqu'il fait ces dernières remarques ? Il rappelle évidemment une vieille vérité philosophique selon laquelle la justice humaine dépasse tout

⁵² Communiqué no. 5. le 11 septembre 1973, in le Mercurio le 26 septembre 1973.

code et toute loi; et que, par conséquent, la réduire à un ensemble de directives fixes, et ne jurer que par ces dernières, c'est donner dans un légalisme sec et inhumain. Mais aujourd'hui, en plein milieu du choc foudroyant que constitue le putsch, que signifient pour les gens ces paroles ? Le cardinal veut-il légitimer l'attitude souple et permissive adoptée régulièrement par l'Unité populaire face aux « tomas » — prises de terrains et d'industries — réalisées par les paysans et les ouvriers, parce qu'elle croyait que la justice historique sociale allait dans ce sens, parce qu'elle se rendait graduellement à l'évidence que c'était là la seule façon par laquelle les masses opprimées pouvaient contrecarrer les arrêts de travail massifs des patrons qui cherchaient à jeter l'économie par terre ? Ou veut-il plutôt justifier la grande « Toma » réalisée le 11 septembre par les militaires, geste qui est carrément illégal et inconstitutionnel d'après le texte même de la loi — les militaires devant obéissance et fidélité au président de la République, mais juste et légitime par rapport au plus grand « intérêt » de la patrie, c'est-à-dire la sauvegarde de l'âme chilienne ?

L'ambiguïté de l'affirmation est suffisamment bien calculée pour que ni l'oreille de droite ni l'oreille de gauche ne soient trop froissées et pour que l'une et l'autre puissent croire avoir raison. Mais le nationalisme et le patriotisme du cardinal indiquent clairement dans quel sens incline son attachement « au Christ et à la patrie ».

Quel est-il enfin cet esprit d'amour que le Chili récupère grâce aux militaires ? Et cet amour des plus pauvres ? Serait-ce celui dont témoigne le coup d'État ?

Les « traits dominants » de la personnalité chilienne, de commenter le cardinal Henriquez, s'expriment « de façon souvent impondérable mais toujours valeureuse et aimable ». Or de quelle impondérabilité s'agit-il ? De celle que constituait par excellence l'irruption militaire ? Et qui expliquerait l'apparition soudaine du drapeau chilien dans plusieurs églises fort catholiques et apolitiques de Santiago ? De quelle amabilité s'agit-il ? De celle de la junte militaire qui en est encore à sa toute première apparition publique et qui assiste à la cérémonie

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

les yeux grand ouverts et le cœur assoiffé de félicitations ? La diplomatie cardinalice ne le dit pas en tant que tel mais c'est une des nombreuses interprétations possibles...

Doit-on déceler cet esprit d'amour et cette propension vers les pauvres dans la loi no. 12 que l'Honorable junta décrétait le jour précédent et qui abolissait la personnalité juridique de la grande centrale syndicale des travailleurs (CUT), la centrale sans doute la mieux organisée et la plus puissante de toute l'Amérique latine, parce qu'elle s'était « transformée en organisme de caractère politique », et ce « sous l'influence de tendances étrangères et incompatibles avec le sentiment national » ? Ou encore dans le décret-loi no. 77 mettant fin à l'existence légale à la fois des sept partis politiques composant l'Unité populaire et de toutes les organisations populaires à caractère progressiste, toujours sous le prétexte qu'ils s'inspireraient d'une idéologie étrangère ?

Doit-on féliciter le prélat d'avoir fait preuve d'une grande lucidité spirituelle et d'avoir su centrer son homélie sur les valeurs transcendantes et universelles du Christ historique ? D'avoir su prendre une certaine distance par rapport aux soi-disant valeurs et coutumes chiliennes, par rapport aux grandes traditions supposément si pures et sacrées de la bourgeoisie nationale ? D'avoir eu la force et la lumière nécessaires pour soumettre cette « chilenidad » au jugement critique du Christ au lieu de se servir de ce dernier pour justifier et légitimer des traditions profondément marquées par l'esprit et les structures féodales et capitalistes ?⁵³

Le moment ne semble-t-il pas tout indiqué, alors même que les leaders des masses défavorisées se font emprisonner, torturer et fusiller, alors même qu'on crée une demi-douzaine de camps de concentration pour « héberger » des milliers de Chiliens, qu'on se prépare à mettre sur pied une autre demi-douzaine de camps de réfugiés pour les milliers d'étrangers persécutés, que

⁵³ Évangile selon saint Matthieu, Chap. 15 v. 1-3 : « Alors des pharisiens et des scribes vinrent de Jérusalem auprès de Jésus, et dirent : Pourquoi tes disciples transgressent-ils la tradition des anciens ? Car ils ne se lavent pas les mains, quand ils prennent leurs repas. Il leur répondit : Et vous, pourquoi transgressez-vous le commandement de Dieu au profit de votre tradition ? »

d'autres milliers de Chiliens cherchent désespérément à trouver refuge dans les ambassades, bref, alors même que le massacre des corps et des esprits bat son plein, le moment ne semble-t-il pas tout indiqué pour parler de cette « immense espérance que nous ressentons, nous tous qui, d'une manière ou d'une autre, à un titre ou à un autre, renouvelons notre engagement envers les foules qui ont faim et soif de justice... ? » Et pourquoi cette espérance serait-elle si immense ? À cause de la religiosité du moment ? Parce que l'Esprit dirige de façon impétueuse l'histoire sainte du Chili ? « Et lorsque le Seigneur lui-même inonde notre âme d'un élan de rénovation, s'exclame le cardinal, lorsque l'Esprit de Dieu souffle de façon impétueuse (j'entends encore les bombardiers) exigeant qu'on évangélise les pauvres et qu'on libère les opprimés, il n'est certainement pas en train de demander que soit niée ou détruite l'âme du Chili ! »

Religion mon amour ! Qu'est-ce que je ferais bien sans toi ! Si la junte n'avait reçu l'appui que des principaux hommes d'affaires du Chili, des médecins de droite (environ 70%), des avocats, des juges, de la Cour d'appel, des associations professionnelles, en somme, de tous ceux dont la grande priorité historique a toujours été, comme tout le monde le sait, le bien commun, le bien de l'ensemble du Chili et de façon toute particulière des grandes masses défavorisées, cela n'eût pas suffi pour la légitimer et la justifier aux yeux du public. Non, il fallait plus ! Lorsque le Seigneur lui-même est là qui pousse derrière les tanks. Lorsqu'il nous pousse à évangéliser les pauvres et à les libérer de ce joug qui pèse sur eux, c'est sûr qu'il ne demande pas que soit niée ou détruite l'âme du Chili !

Continuez, chers militaires, à reconstruire la nation ! Continuez à récupérer la « chilenidad » ! Continuez à éliminer la haine en éliminant ceux que vous haïssez parce que fomenteurs de haine ! Continuez à unir le pays en rayant d'un seul trait et sans remords aucun, au contraire avec joie et esprit de conquête, ce 44% du vote populaire ! Car ce 44% était empoisonné. Il n'était pas..., du moins, il n'était plus chilien.

Les Chiliens, les vrais, sont tous d'accord. Et les autres, « los

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

malos chilenos », le seront lorsqu'ils auront récupéré, grâce à nos programmes de déconscientisation et de dépropagandisation, la véritable « chilenidad ». Le véritable visage du Chili resplendira, comme Dieu le veut, dans le concert des nations. Cette grande famille où tous, riches et pauvres, s'embrasseront comme les enfants d'un seul et même Père du ciel, ce même Père auquel vous vous êtes publiquement consacrés, chers militaires, en déclenchant le coup d'État !

B- CHILLAN : Homélie prononcée par Mgr Elasio Vicuna dans la cathédrale de Chillan.⁵⁴

Le beau temple catholique, commente le correspondant du Mercurio à Chillan (Le Mercurio le 19 septembre 1973), était bondé de monde. Cette émouvante cérémonie était « honorée par la présence des plus hautes autorités provinciales — (des militaires évidemment) —, des responsables de département et de distinguées (notons l'adjectif qui trahit une mentalité aristocratique) familles chillaniennes ». Ils répondaient tous « à l'appel de l'évêque afin de prier et d'exprimer leur reconnaissance pour la nouvelle voie de progrès sur la quelle s'engage le pays. »

Dans ses toutes premières paroles, l'évêque de Chillan – ville située dans le sud du Chili et donc où la répression est plus dure – lance un pressant appel à l'amour fraternel :

« Avant tout il faut que nous nous aimions les uns les autres. La haine a été comme un cancer corrompant graduellement l'âme nationale. Ils ne doivent pas se haïr ceux-là qui sont venus au monde sous le même ciel, qui parlent la même langue, vivent la même histoire, partagent le même drapeau. Surtout, ils ne doivent pas se haïr ceux-là qui portent le nom de chrétiens et qui ont comme emblème la croix qui est un symbole d'amour. »

⁵⁴ Le Mercurio ne publia que des extraits de cette homélie accompagnés des commentaires de son correspondant Ricardo Jorquera.

À première vue ces paroles ne paraissent représenter aucun intérêt de groupe et aucune attitude politique partisane. Elles semblent ne faire ressortir que ce qu'il y a de plus pur et noble dans la nature humaine ainsi que dans l'enseignement de Jésus-Christ.

Pour l'ouvrier et le paysan sympathisants de l'Unité populaire qui entendent ces paroles, c'est une tout autre chose. Le soir même du putsch, ils avaient vu le général Gustavo Leigh, reconnu comme le cerveau des quatre membres de la junte militaire, déclarer à la télévision que le nouveau gouvernement avait l'intention de lutter contre le « cancer marxiste » qui ronge le Chili depuis trois ans et de l'extirper « coûte que coûte ». Ils avaient perçu toute la colère, toute la détermination et la haine fasciste, dont chaque ton de sa voix et chaque trait de son visage étaient imbus. Et ils avaient compris, saisis de terreur, que ce cancer, c'était eux-mêmes.

Que le cardinal ne parle que du joug alors que la junte parle du joug marxiste, que l'évêque ne parle que du cancer alors que la junte parle du cancer marxiste, cette petite nuance diplomatique de ces grands chefs spirituels, spécialisés depuis des années en politico-neurologie, ne les porte guère à la confusion. Eux dont les « compañeros » se font conduire comme des troupeaux en prison ou directement dans des fosses communes, eux qui subissent des tortures de toutes sortes et qui assistent impuissants au démantèlement systématique de toutes leurs organisations syndicales et politiques, conquises au prix d'années de luttes et de souffrances, ils savent fort bien de quel bois se chauffent ces nobles prélats...

Cette année, précise Mgr Vicuna, le sens de cette cérémonie, vu les circonstances spéciales que vit la patrie, se veut quelque peu différent. Il ne s'agit pas à proprement parler du protocolaire Te Deum traditionnel qui a un caractère de fête. Il s'agit d'une rencontre davantage spirituelle durant laquelle nous méditerons sur ce que le Chili demande de nous face à l'avenir.

« Élevons nos cœurs vers Dieu, en qui nous devons mettre notre espérance.

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

« Il faut que le terrorisme, la forme la plus cruelle de la violence, disparaisse du Chili. Car il est doublement condamnable : non seulement causa-t-il du tort à des vies innocentes mais il se cache aussi derrière un anonymat lâche.

« Il faut que cessent la lutte des classes, les odieuses différences sociales, les stériles controverses qui ont fait se dresser parents contre fils, frères contre frères, compatriotes contre compatriotes.

« Nous formons une grande chaîne humaine dans laquelle chaque maille est un frère uni à l'autre. Ouvrons les pages sacrées de l'Évangile du divin Maître : « Aimez-vous les uns les autres; pardonnez afin qu'on vous pardonne ».

L'évêque de Chillan dénonce-t-il par ces paroles le terrorisme massif perpétré par la junte militaire depuis le coup ? Se réfère-t-il à celui mis en branle par l'extrême-droite dans l'effort concerté de l'opposition pour créer les conditions économiques et l'atmosphère psychologique nécessaires au déclenchement de ce coup ?

Si une telle interprétation demeure possible elle s'avère, d'après le texte et son contexte, peu probable. Tout indique que c'est plutôt la gauche que l'évêque vise. Car on peut difficilement qualifier le terrorisme des militaires d'anonyme : il se promène tout nu dans les rues du Chili.

Tout se passe plutôt comme si l'évêque, en s'opposant à la haine et la division que crée la lutte des classes, s'en prend surtout à la lutte et non pas à l'existence même des classes et des disparités scandaleuses dont elles témoignent. La lutte irait à l'encontre de l'amour évangélique mais non pas la condition sociale qui engendre forcément, une fois qu'elle entre dans le champ de la conscience, cette lutte. Plus encore, l'existence même des classes sociales ne serait pas interprétée comme une lutte, ce qualificatif étant réservé aux réactions des travailleurs qui viennent déranger l'ordre.

Ainsi, Mgr Vicuna se range, de par sa mentalité et son idéologie, du côté de la droite chilienne. De cette droite pour laquelle l'action des militaires n'est pas le comble du terrorisme

mais ce qui va mettre fin au terrorisme. De cette droite qui jouissait, même avant le coup d'État, d'une incommensurable capacité pour se faire croire que les actes de sabotage terroristes que connaissait le Chili résultaient, directement ou indirectement, de ce mauvais ingrédient idéologique étranger que l'Unité populaire avait introduit au pays. De cette droite qui s'opposait farouchement, conséquente avec elle-même, à la conscientisation des travailleurs et des paysans, conscientisation qui risquait de plus en plus d'infliger une blessure mortelle à l'âme et à l'ordre du Chili. De cette droite qui ne voulait rien savoir du projet conçu par l'Unité populaire et visant la réforme en profondeur du système d'éducation, la création d'une mentalité nouvelle.

C'est ainsi que lorsque l'évêque de Chillan exprime le souhait que cesse « les odieuses différences sociales », ce souhait n'est qu'un vœu pieux. Mgr Vicuna ressemble un peu à ce bon vieux curé qui va dire une messe dans la chapelle privée d'une distinguée famille bourgeoise et qui profite de son homélie pour rappeler à tous, maîtres et domestiques, qu'ils ne font partie que d'une seule grande famille, n'ayant tous qu'un seul et même Père au ciel.

Que le domestique n'ait jamais eu l'opportunité d'aller à l'école; qu'il ne mange pas la même nourriture que les distinguées personnes qu'il sert à la journée longue; qu'il passe ses journées à frotter le plancher de garage de ses maîtres, à tondre leur gazon, à l'arroser; qu'il s'aperçoive que les fils et les filles de ces nobles gens vont tous faire leurs hautes études en Suisse, en France, en Angleterre et aux États-Unis, selon leur choix; qu'il se rende compte que son maître se permet d'aller en vacances aux États-Unis une ou deux fois par année alors que lui n'a jamais pu amasser assez d'argent pour visiter ni le nord ni le sud de son petit pays; qu'il compare son salaire de E° 3,000 par mois au E° 200,000 de son maître; qu'il compare ses deux semaines de vacances par année aux quatre ou cinq mois de son maître; qu'il occupe une toute petite pièce donnant directement sur une rue bruyante alors que son maître jouit d'une ou deux maisons spacieuses et tranquilles en plus d'un chalet à Viña del Mar...

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

Non... Que cessent une fois pour toutes cette haine et cette division semées par le cancer idéologique étranger dans la belle grande famille chilienne, et tendant à créer de toutes pièces une fictive lutte de classes et de stériles controverses. Que chacun retourne au travail et accomplisse le rôle que l'« ordre » lui a assigné : *« Pour qu'une nation progresse, d'affirmer Mgr Vicuna, chaque citoyen doit être convaincu de son obligation de travailler. Les peuples surgissent lorsque leurs fils sont laborieux, sacrifiés, doués de l'esprit d'initiative. Et le travail est la preuve d'un patriotisme sincère. Est patriotique le maître qui enseigne, le prêtre qui moralise, le médecin qui guérit, le semeur qui sème, et l'ouvrier qui construit (...). Sont particulièrement patriotiques les soldats qui défendent les frontières, qui veillent à ce qu'au Chili il y ait la paix. Éminemment patriotique est la mission du carabinier qui surveille l'ordre interne. »*⁵⁵

Bravo ! cher soldat, cher carabinier. Une petite tape sur l'épaule pour ton beau travail du 11 septembre et depuis. Une petite tape discrète, neutre, apolitique, strictement spirituelle et chrétienne.

Et vous très chers frères ouvriers, au lieu de vous tracasser au sujet de la société chilienne dans son ensemble, au lieu de vous consacrer à des réunions de conscientisation politique et sociale, au lieu d'essayer de mettre à nu l'idéologie, le système économique, les structures et les mécanismes de domination de notre âme nationale, au lieu d'essayer comme des idéalistes de changer toute cette affaire-là, occupez-vous donc chacun de vos oignons ! Que le maître maîtrise et l'esclave serve : ainsi nous aurons, comme dans le bon vieux temps, une vraie « chilénidad », une vraie personnalité chilienne, la paix, l'ordre, l'autorité et la tranquillité sociale. Que celui qui contrôle les moyens de production contrôle. Que chacun des travailleurs à la base pose son boulon humblement et dans l'esprit de sacrifice. Qu'il s'occupe de son affaire précise et non

⁵⁵ La mentalité qui se dégage de cette exhortation de l'évêque de Chillan ressemble drôlement à celle qui ressort clairement de l'encyclique *Nostis et Nobiscum* du pape Pie IX en 1849; ici et là on exhorte les travailleurs à accepter l'ordre établi et à remplir la tâche précise que cet ordre leur assigne.

de celle des autres. Que chacun soit rémunéré selon son degré d'éducation scolaire et de valeur sur le marché : s'il arrive que le patron touche l'équivalent de 8,000 dollars par mois et le travailleur 40, que ce dernier se souvienne qu'il est plus grand de servir que d'être servi.

Ceci étant clairement établi, l'évêque lance un appel pour qu'on fasse preuve de moralité dans les mœurs. Il souligne que seule la justice permettra l'obtention d'une paix sociale véritable. Puis il commente en ces termes le coup d'État : « *Un brusque changement de gouvernement a transformé la vie de la nation (...). Des soldats et des civils sont tombés. Les premiers comme victimes de leur obéissance et discipline, les seconds pour cela qu'ils croyaient être un idéal mais qui pour beaucoup n'était qu'une erreur regrettable. Nous respectons la mémoire des morts. Nous prions pour que les uns et les autres rencontrent l'infinie miséricorde de Dieu* ». ⁵⁶

En priant pour « les uns et les autres » l'évêque de Chillan évite le sectarisme spirituel qui ressortait si clairement, par diplomatie ou censure, de l'homélie prononcée le même jour par le cardinal Henriquez. Son attitude non-partisane le pousse cependant à signaler que l'idéal pour lequel sont tombés les sympathisants de l'Unité populaire n'était, pour beaucoup de Chiliens, qu'une erreur regrettable. Certes, sa prudence l'empêche de faire sienne publiquement cette opinion.

Toujours est-il qu'en insérant cette remarque dans son homélie dans les circonstances du moment, il insinue nettement sa préférence. Car il aurait pu tout aussi bien mentionner les visites de M. Frei aux États-Unis et en Europe pour convaincre les milieux d'affaires et les banquiers de boycotter le Chili; il aurait pu faire allusion aux arrêts de travail patronaux qui visaient à paralyser le pays et à favoriser un coup d'État : il s'en abstient scrupuleusement.

Et l'évêque d'inviter lui aussi les Chiliens à coopérer pleinement avec le nouveau gouvernement.

Les inviter à la résistance ? Ce serait promouvoir le désordre.

⁵⁶ Moi qui souligne.

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

Ce serait inviter des gens à la violence et encourager la lutte des classes. Ce serait manquer de respect envers l'autorité légitime. Et l'Église, comme tout le monde le sait, est en faveur de l'ordre, de la non-violence et du respect de l'autorité légitime. De plus, elle ne s'identifie à aucun parti politique.

Non. Je vous invite, conclut Mgr Vicuna, à coopérer pleinement avec les membres de la junte. Leur tâche est immense et leur responsabilité écrasante. Ils doivent faire en sorte « que le Chili emprunte de nouveau le chemin de l'ordre et du progrès ». Sans la collaboration de tous les citoyens ils n'arriveront pas à réaliser « la restauration de la patrie ». Dans ces heures si décisives qu'il nous est donné de vivre nous « devons être prêts à servir le Chili jusqu'à l'héroïsme ».

L'essentiel étant assuré, l'évêque de Chillan prie le Seigneur pour que la répression soit la plus limitée possible, pour que les nouveaux gouvernants « fassent preuve de sentiments humanitaires et évitent que du sang soit versé inutilement ».

C- VALPARAISO : Homélie prononcée par Mgr Emilio Tagle Covarrubias⁵⁷

Commentant sans doute l'évangile du jour, l'ex-archevêque de Santiago et actuel archevêque de Valparaiso (deuxième plus grande ville chilienne), Mgr Emilio Tagle Covarrubias, s'en prend lui aussi à l'idéologie étrangère qui prétendait fournir une réponse aux aspirations des pauvres. « *On posa comme principe de base, souligne-t-il, la lutte entre les hommes et on en arriva à une division en groupes irréconciliables. Cela fit surgir non plus la domination par l'homme mais par l'État. Nous en étions arrivés à une conjoncture très dangereuse.* »

L'idéologie politique de celui qui fut le premier à s'opposer au projet de l'ENU (École nationale unifiée) préconisée par l'Unité populaire est claire.⁵⁸ Pour lui, l'Unité populaire ne

⁵⁷ Le Mercurio — édition Valparaiso — reproduisit des extraits de cette homélie le 19 septembre 1973.

⁵⁸ On sait que ce projet a été paralysé grâce à l'Église catholique et aux Forces armées. La revue Que Pasa (no. 105, le 19 avril, 1973, p. 7) commente ainsi l'évènement : « Cela semblait un anachronisme..., mais nos

représente qu'une simple réincarnation du marxisme historique, lequel est à la fois erroné et immoral. Erroné et immoral parce qu'il se fonde sur le principe de la lutte entre les hommes et sème ainsi la haine et la violence dans la société; parce qu'il réduit la personne humaine à un simple rouage dans un État dictatorial et totalitaire, et la prive de toute liberté; parce qu'il nie l'existence de Dieu et donc prive la société de ce qui constitue le fondement même de toute obligation morale.

Une telle accusation, on pouvait la trouver partout au Chili avant le 11 septembre dans la bouche des gens de la droite et de l'extrême-droite. Que ce soit au sein du Congrès ou dans les communications de masse, le refrain était toujours le même.

Et les membres de l'Unité populaire répondaient que la lutte entre les hommes n'est pas une invention idéologique mais une réalité qu'incarnent et expriment les mécanismes de contrôle et de domination mis en place et perpétués par la société capitaliste. Ils répondaient que l'État n'est pas une entité abstraite en dehors du peuple, mais doit au contraire représenter et défendre les intérêts véritables du peuple dans son ensemble. Ils répondaient enfin qu'une société radicalement socialiste ne s'oppose en rien à l'évangile de Jésus-Christ, mais que bien au contraire, si elle est authentiquement vécue, elle s'en rapproche beaucoup plus que la société capitaliste.

Mais le débat, pour le moment, n'existe plus. Réduits brutalement au silence le plus complet, les ouvriers, les paysans, les professionnels et les intellectuels de la défunte Unité populaire doivent maintenant écouter le Saint-Esprit leur parler à travers ce simple outil de Dieu qu'est l'archevêque : *« Je n'analyserai pas la situation actuelle, mais je me dois de souligner la conscience patriotique de nos*

Forces armées qui les fit intervenir dans un moment décisif pour nous libérer de ce mal. C'est à cause de cela qu'elles

yeux l'ont vu. Deux institutions aussi vieilles que le Chili — puisqu'elles arrivèrent dans notre pays avec Pedro de Valdivia — donnèrent la semaine passée le coup de grâce à l'ENU. Ce furent les institutions militaires et l'Église catholique. »

« Nous aimerions offrir...toute notre désintéressée collaboration »

méritent la reconnaissance de tous les Chiliens. »

Cette libération accomplie, l'archevêque de Valparaiso jette à son tour son regard vers l'avenir et renouève son pieux engagement à l'égard des plus pauvres : « *Nous sentons la mission d'un Chili grand : faire une société plus juste; chercher le bien-être de tous, spécialement des plus nécessiteux; construire une patrie plus propre, plus pure et plus souveraine. »*

**MESSAGE TÉLÉVISÉ DE MGR EMILIO TAGLE
PRONONCÉ LE 13 NOVEMBRE 1973
À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU MOIS DE
MARIE**

Ce mois est consacré à la Vierge, Marie. Le Chili a sa façon à lui de célébrer ce mois et cette année, plus que jamais, nous avons des raisons spéciales pour le fêter.

Fidèles à leur serment et n'agissant que dans le seul intérêt du Chili, nos Forces armées ont entendu sa clameur et ont franchi le pas providentiel pour le sauver et l'empêcher de tomber à jamais sous l'emprise du marxisme, duquel il est impossible, comme le démontre l'Histoire, de se libérer.

Nous nous sentons en sécurité et en confiance devant le gouvernement qui aujourd'hui nous dirige, parce que nous avons devant les yeux sa glorieuse tradition de patriotisme qui ne fait qu'un avec notre histoire. Et nous savons qu'il a juré d'agir au nom de Dieu, de la patrie et de la justice.

Comme un malade condamné à mourir puis libéré par une heureuse intervention chirurgicale, le pays a saigné et souffert quelque peu : ses blessures devront se cicatriser. Mais la vie du Chili comme nation libre et souveraine a été sauvée. Et c'est là l'aspect positif et fondamental. (...)

Nous avons connu le marxisme. Face à l'injustice sociale plusieurs l'accueillirent avec espérance comme une voie de libération. Nous savons qu'il ne peut constituer ni voie ni

solution. Aujourd'hui il n'est plus au pouvoir, mais il est important qu'il disparaisse de l'esprit des Chiliens. Il est erroné et immoral de le poser comme base nécessaire à la vie sociale. Cela mène à l'affrontement, la haine et la violence. L'État marxiste prétend libérer les uns en écrasant les autres mais au fond, il écrase tout le monde. Tous les citoyens seront ses salariés. Son objectif est la dictature, le pouvoir total, dans lequel l'homme perd sa liberté. Pour l'atteindre il sacrifie tout.

Ne croyant pas en l'existence de Dieu, le marxisme ne peut pas établir le fondement de l'obligation morale. N'est bon ou vrai pour lui que ce qui contribue au triomphe de sa révolution. (...)

(Après avoir lu son message à la télévision, Mgr Tagle le remit à la presse. La Tribuna en publiait, le 14 novembre 1973, les extraits qui précèdent en présentant ce texte comme « une prise de position ouverte contre le marxisme. »)

VII- LA JUNTE EST LÉGITIME

Dans une entrevue qu'il accordait à un correspondant du Mercurio le 23 septembre 1973 le père Osvaldo Lira ssc, ⁵⁹ auteur de plusieurs publications et professeur de métaphysique, de théodicée et d'éthique à l'Université catholique de Santiago, reproche ouvertement à la hiérarchie de l'Église catholique chilienne de se montrer beaucoup trop réticente face à la junte militaire. Il lui reproche en plus de ne pas avoir su dénoncer les nombreux accrocs de tous ordres commis par le gouvernement de l'Unité populaire, et plus précisément de ne pas avoir su établir clairement quels sont les fondements de tout pouvoir qui se veut légitime.

« Lorsque l'Église parla contre la violence, précise-t-il, elle mit sur le même pied la violence de celui qui attaque et la violence de celui qui se défend. Pourtant il est évident qu'on ne peut pas comparer ainsi la violence de celui qui attaque illégitimement à celle de celui qui se défend légitimement contre celui qui l'attaque illégitimement. »

Pour le père Lira, la violence de celui qui attaque serait celle de l'Unité populaire qui permet aux ouvriers et aux paysans de saisir par la force, des terres et des industries qui ne leur appartiennent pas légalement. Et la violence de celui qui se défend serait celle de la droite qui se met constamment en grève, exerce une politique obstructionniste au sein du Congrès,

⁵⁹ De sources absolument dignes de foi, le père Osvaldo Lira serait un des principaux penseurs de l'idéologie nationaliste de la junte. De plus, sans être lui-même une figure publique, il exercerait une influence déterminante sur bon nombre de figures publiques actuelles au Chili.

s'accapare des marchandises soit pour ne pas avoir à les vendre aux prix officiels soit pour créer une impression de chaos économique chez un consommateur de plus en plus inquiet; et qui finalement, tente (le 29 juin) et réussit (le 11 septembre) un coup d'État.

L'Église a tort de mettre sur le même pied ces deux catégories de violence car dans le premier cas il s'agit de la violence de celui qui déroge tout simplement à la loi alors que dans le deuxième il s'agit de la violence de celui qui se défend contre celui qui déroge à la loi, ce qui est très différent. Ici c'est la violence morale, là c'est la violence immorale. (Il ne voit, ou ne veut pas voir, cette dimension de la violence que représentent les structures socioéconomiques carrément injustes et oppressives).

Ainsi donc, étant donné que l'Église est apparue, avec ou sans raison, complice de l'Unité populaire, qu'elle a toléré cette vague de désobéissances et d'illégalités qui conduisirent le Chili à cette situation de force strictement nécessaire qu'est le putsch, la responsabilité qui lui incombe dans les circonstances actuelles s'avère d'autant plus grande. Elle doit aider financièrement à la reconstruction nationale en se dépouillant des biens ecclésiastiques qui ne lui sont pas strictement nécessaires. Elle doit reconnaître le caractère légitime de la junte militaire (ce qui laisse entendre qu'à ses yeux ceci n'a pas encore été fait).

Le soulèvement des Forces armées chiliennes et la nouvelle institutionnalité qui en résulte trouvent leur pleine justification morale en cela que le coup était essentiellement juste. Pourquoi juste ? Premièrement, le gouvernement Allende avait cessé de procurer le bien commun (on retrouve ici la thèse du père Hasbun). Deuxièmement, toutes les voies pacifiques pour le redresser ayant été épuisées, il ne restait plus d'autre moyen que la force. Conclusion : la junte militaire jouit d'une parfaite légitimité.

Je me demande si le père Lira est conscient du fait que la thèse qu'il expose au sujet de la violence se rapproche beaucoup de

celle soutenue par les éléments les plus radicaux de la gauche chilienne et latino-américaine. Lorsqu'une injustice est massive et chronique, lorsque les supposées instances démocratiques d'un pays ne font rien pour transformer les habitudes et les structures qui oppriment les masses tout en consacrant les privilèges, les richesses, les terres immenses, les profits exorbitants bien que légaux de ceux qui détiennent le gros bout du pouvoir économique, politique et judiciaire, il se peut que la seule solution soit le soulèvement armé. Que ce soulèvement provienne des Forces armées d'un pays ou des masses exploitées, cela ne change pas un seul mot à la thèse. Car elle dit, cette thèse, essentiellement ceci : dans certaines conditions critiques, toutes les voies pacifiques s'étant avérées un échec flagrant, la violence est moralement justifiable pour se débarrasser d'une autre forme de violence.

Sauf qu'il faut ajouter ceci. Même s'il est théoriquement vrai que les Forces armées trouvent leur raison d'être dans la protection et la promotion du peuple, c'est une vérité historique incontestable que dans plusieurs pays elles ne sont que le bras droit d'une certaine oligarchie peu préoccupée par le bien du peuple et très préoccupée par ses possessions matérielles et son style de vie copié des pays riches et 'civilisés'. Entre un soulèvement armé réalisé en faveur des riches et un autre réalisé en faveur des pauvres, un homme qui a encore un peu de cœur au ventre, et à fortiori un chrétien, ne peut pas hésiter...

Dans ce sens, on peut se demander pourquoi tout le monde au Chili cherchait à s'habiller, après le 11 septembre, comme les riches...

« À en juger par les événements qui se sont déroulés au cours d'une semaine, de poursuivre le prêtre philosophe, on peut maintenant voir que la junte militaire est d'une saine inspiration et qu'elle remédie graduellement aux maux provoqués par l'ancien régime. Et plus que jamais elle s'est lancée contre le marxisme, doctrine condamnée comme intrinsèquement perverse par le pape Pie XI et tous ses successeurs. »

Ce que le cardinal et l'évêque de Chillan exprimaient de façon

voilée et camouflée, le père Hasbun, la junte militaire, Mgr Valdés, Mgr Tagle et maintenant le père Lira l'expriment de façon claire et nette. Bravo junte militaire ! Continuez vos perquisitions massives. Brûlez toute cette littérature perverse. Purifiez le Chili. Que vous en fusilliez quelques-uns ici et là par erreur, eh bien mon Dieu, « rien de plus normal dans un temps de guerre » (paroles exprimées par un religieux que je connais). De la torture ? Cela peut arriver...; l'Unité populaire avait semé tellement de haine au Chili. La guerre c'est la guerre, non ?

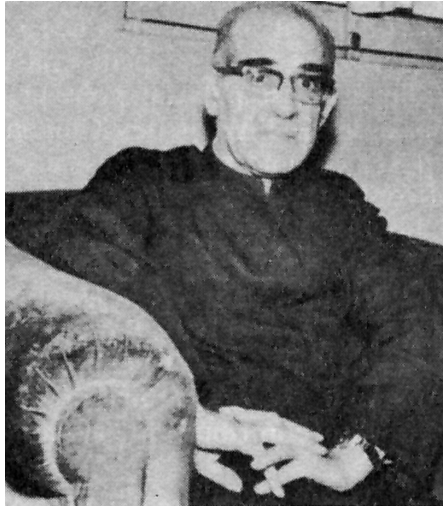
Chrétiens du Chili, votre devoir numéro un c'est de dire un gros merci à la junte militaire, de l'appuyer et de coopérer avec elle jusqu'à l'héroïsme si nécessaire. Car elle détient une double légitimité; une de par son origine, l'autre de par l'exercice de ses fonctions. Non seulement elle a eu le droit de naître, non seulement la situation objective rendait légitime son intervention, mais à la voir agir depuis une semaine, à voir avec quelle détermination et efficacité elle écrase cette perverse idéologie étrangère, on ne peut faire autrement que reconnaître sa légitimité d'exercice. Ainsi donc, nous lui devons tous obéissance et respect. Et d'ailleurs il ne faut pas oublier « la parole de saint Paul qui dit que celui qui résiste à l'autorité résiste à Dieu. »

Devant une telle clarté philosophique et théologique l'ouvrier chilien n'a plus qu'une chose à faire : tomber à genoux devant cet homme, représentant officiel de Dieu parmi nous, et s'écrier « Pardonnez-moi mon père, parce que j'ai péché. J'ai effectivement résisté, en pensée, en parole et en acte à cette junte rédemptrice agissant au nom de Dieu et de la droite chilienne. En y résistant c'est à vous, Père éternel et source de tout amour, que je résistais... »

L'Église une, sainte, et catholique..., au-dessus des contingences politiques, axée sur l'éternel dans le temporel....⁶⁰

⁶⁰ « Les préoccupations de l'Église sont au-dessus des contingences politiques. » — Déclaration du Vatican sur la poursuite de ses relations avec le Chili, in Osservatore Romano, le 4 octobre 1973, citée in La Tercera, le 5 octobre 1973, p. 13.

La junte est légitime



Osvaldo Lira Perez ssc., *Hispanidad y Mestizaje*,
Instituto de Cultura Hispanica, Madrid, Espagne 1952,
p.211

« ...on continue à nier le caractère démocratique de régimes comme le nazisme allemand et le fascisme italien, qui, durant une période qui dura des années, ont compté sur l'appui pratiquement unanime de leurs peuples respectifs, bien que maintenant on dise et on proclame le contraire »

L'APRÈS-COUP



« LE RETOUR DE LA PUBLICITÉ » « ACHETEZ AUJOUR’HUI ET PAYER DEMAIN »

VIII- LE CAPITALISME REVIENT AU GALOP

À peine quelques jours après l'intervention divine dans les affaires intérieures du Chili, d'autres miracles commencent à redonner au pays son vrai visage.

Réapparaissent sur les tablettes des magasins une foule d'articles très difficiles à trouver — dans plusieurs cas disparus — depuis des mois : café, thé, viande, laine, savon, sucre, margarine, huile, beurre, crème, téléviseurs, réfrigérateurs, etc. Les communications de masses de la junte — les seules qui existent — attribuent cette récupération « magique » au nouveau gouvernement. Pour bien faire comprendre aux gens que la misère tire à sa fin, les journaux gonflent leurs pages de pommes, de légumes, de viandes : c'est l'abondance salutaire ! L'inexistant blé américain — pour une valeur de 24 millions de dollars — commence à arriver. ⁶¹ « ACHETEZ

⁶¹ Le 9 octobre 1973 le sénateur Edward Kennedy s'adresse ainsi au Congrès américain concernant cet envoi de blé :

« M. le Président, la junte militaire au Chili n'a pas encore cessé sa campagne de répression, ni acquiescé pleinement aux demandes des Nations Unies pour qu'elle se conforme strictement aux conventions et accords traitant du respect des droits de l'homme. »

Le Sénat exprimait son inquiétude la semaine dernière, en adoptant à l'unanimité mon amendement au bill sur l'aide étrangère. Il exigeait que toute aide économique et militaire, sauf l'humanitaire, soit coupée tant et aussi longtemps que le Président ne pourra certifier que les droits de l'homme au Chili sont protégés.

Malheureusement, plutôt que de se conformer à l'esprit de cette motion, l'administration, par son geste de la fin de la semaine dernière, l'a tout simplement bafoué. Pour la première fois depuis l'élection de Salvador

AUJOURD'HUI ET PAYEZ DEMAIN » annonce triomphalement la Tercera le 18 septembre 1973. Ce slogan, de commenter ce quotidien, commence déjà à réapparaître partout à Santiago « à la grande joie et surprise de la population ».

On devrait supprimer les « prohibitions empêchant la naissance de plusieurs institutions de crédit » argumente le Mercurio dans sa page éditoriale du 6 novembre 1973.

Celles-ci « sont pratiquement inexistantes au Chili bien qu'elles constituent une partie substantielle de la vie civilisée ailleurs dans le monde ».

La Banque interaméricaine du Développement (BID) est maintenant disposée à octroyer un prêt de 65 millions de dollars au Chili, déclare joyeusement le Mercurio le 19 septembre 1973.

Quelques jours plus tard le ministre des affaires extérieures de

Allende comme président du Chili il y a trois ans, les États-Unis approuvèrent en effet une extension de crédit sous le 'Commodity Credit Corporation' pour un achat de blé valant 24 millions de dollars.

Dans le bulletin du département de l'agriculture accompagnant la déclaration, la première raison qu'on donne pour justifier cette extension du crédit au Chili c'est qu'on 'rétablirait ainsi la traditionnelle relation commerciale qui permettait l'entrée de blé américain au Chili'.

Évidemment, la violation prolongée des droits de l'homme décrite dans les récents éditoriaux du Washington Post importe moins que la nécessité d'établir promptement d'étroites relations commerciales avec la junte militaire.

La seconde raison alléguée par l'administration c'est que le problème alimentaire au Chili atteindra peut-être un degré tel qu'une aide humanitaire serait une mesure justifiée. Mais il est dès lors difficile de comprendre une chose : pourquoi, hier le problème alimentaire ne semblait-il pas suffisamment aigu pour justifier l'extension d'un crédit de 24 millions de dollars (sur une période de trois ans) cependant qu'un gouvernement légitimement élu était au pouvoir ? Et pourquoi maintenant, atteint-il soudainement un degré d'acuité justement alors qu'un gouvernement militaire vient de prendre le pouvoir ? » (Congressional Record-Senate, S18840, Washington, U.S.A., le 9 octobre 1973)

Dans les mois qui suivirent, beaucoup d'autres prêts et crédits ont été accordés à la junte militaire, aussi bien par des banques privées que par des institutions internationales (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement) et par des gouvernements (États-Unis, Canada, Brésil, etc.).

la junte effectue un voyage aux États-Unis et au Canada pour y rencontrer les milieux d'affaire : accueil chaleureux et compréhensif. Un mois après cette visite huit banques américaines et deux banques canadiennes offrent un crédit de 150 millions de dollars au Chili; la plus haute offre, commente Que Pasa (no. 136, le 30 novembre 1973) depuis l'accession d'Allende au pouvoir en 1970.⁶²

Puis c'est le miracle de la bourse ! « Comme par magie », précise le Mercurio le 22 septembre 1973, la bourse redevient intéressante et « tout commence à retourner à la normalité ». L'attitude des investisseurs, si négative depuis trois ans, connaît un changement profond : la confiance revient. Le même jour, la Tribuna interprète le coup d'État comme le simple triomphe de « l'inexorable » loi économique de l'offre et de la demande. « *Aucun Chilien ne peut sous-estimer la loi de l'offre et de la demande — parce que c'est la Bourse de Londres qui détermine le sort de notre principal produit, le cuivre — et cette loi donne son verdict de façon anticipée, elle revendique et impose sa majesté : si les actions baissaient, Allende devait tomber !* »

Et le miracle des prix ! Finis les faux prix qui contribuèrent au désastre économique du pays, déclare la junte militaire. Dorénavant, les Chiliens doivent apprendre à suivre la loi de l'offre et de la demande, ils doivent s'habituer à affronter la dure réalité objective; il ne sera plus question de subventionner certains biens de consommation. Les prix réels sont certes moins intéressants que le rêve et l'illusion mais ils sont infiniment plus salutaires.

C'est ainsi que du jour au lendemain le coût de la vie grimpe d'environ 500%.⁶³

⁶² Depuis le moment où ces lignes ont été écrites, beaucoup d'autres prêts et crédits ont été accordés à la junte, aussi bien par des banques privées que par des institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement) et par des gouvernements (États-Unis, Canada, Brésil, etc.). Et cette liste n'est pas exhaustive!

⁶³ Depuis ce temps, le taux d'inflation n'a cessé de grimper. L'Institut National de la Statistique, organisme officiel pourtant contrôlé par la junte militaire, annonçait en juin que l'inflation avait atteint 103.3% pour les cinq

Par esprit 'humanitaire' on accorde peu après des bonifications aux travailleurs. Ceci double leur salaire antérieur mais leur pouvoir d'achat se trouve ainsi réduit en pratique de 200 à 300%... Assez d'argent pour permettre à une famille moyenne de manger du pain et de l'eau.

Entretemps, les commerçants retrouvent leur sourire et leur bonne humeur. Le client redevient pour eux un petit dieu « aimable » qu'ils sont toujours « heureux de servir ». Et la frénésie des « ventes extraordinaires » et des « prix miracle » envahit le centre-ville de Santiago : 20%, 30%, 50% d'escompte !

Le RETOUR de la PUBLICITE ! annonce triomphalement la revue Que Pasa (no. 137, le 7 décembre 1973) sur sa page couverture.

« Laisser les prix libres, opine le Mercurio le 22 septembre 1973, constitue le meilleur mécanisme de contrôle pour assurer, d'une part, que les biens et les services soient vendus à un prix qui reflète vraiment leur coût de production, et, d'autre part, que ces biens soient effectivement produits et disponibles sur le marché. En plus, c'est le meilleur outil dont dispose l'autorité pour veiller à ce que les ressources s'orientent vers les activités les plus productives. »

Il est possible, laisse entendre la revue américaine Times le 22 octobre 1973, que les compagnies Anaconda et Kennecott reprennent au nom du gouvernement Chilien la conduite des mines et qu'elles récupèrent à même les profits qu'elles réalisent pour le Chili les indemnisations qu'Allende leur avait refusées lors des nationalisations. Pour sa part le général Pinochet, président de la junte, déclare (Times, le 29 octobre 1973) que « plus de 300 compagnies étrangères et chiliennes nationalisées sans compensation seront probablement dévolues à leurs propriétaires. De ces compagnies, environ 40 sont

premiers mois de l'année 1974 ! Si l'on se rappelle que le salaire minimum mensuel était, en juin 1974, de E° 18,000 et que plusieurs économistes estiment qu'avec les prix ayant cours à cette époque, une famille de quatre personnes avait besoin d'au moins E° 100,000 par mois pour survivre, il est facile d'imaginer ce que signifie pareille inflation (Cf. aussi *Le Monde Diplomatique*, juillet 1974, pp 9-10).

américaines... » (cf. aussi le Mercurio, le 6 décembre 1973).⁶⁴

Si grande est l'euphorie des milieux putschistes qu'on en vient même à déceler dans le couvre-feu en vigueur tous les soirs à partir de 10 :00 p.m. une belle occasion pour les Chiliens d'adopter des habitudes culturelles un peu plus civilisées. Il est à souhaiter, affirme un éditorialiste du Mercurio le 1^{er} novembre 1973, que le couvre-feu permette aux Chiliens d'adopter le rythme de vie de « *la grande majorité des pays les plus avancés. A New York, à Londres et à Francfort on mange à 6 :30 p.m. ou à 7 :00 p.m. (et non pas à 9 :00 p.m. ou 9 :30 p.m. comme ici), on va au cinéma ou au théâtre à 7 :30 p.m., on regagne son foyer à 10 :00 p.m. et, passé cette heure, les rues on les abandonne aux gens louches et aux policiers chargés de les surveiller* ». En plus d'être plus conforme à l'ordre biologique inscrit dans la nature humaine, ajoute-t-il, cet horaire favorise énormément la production industrielle.

Par ailleurs, l'opération-nettoyage se radicalise dans l'effort pour débarrasser le Chili de l'idéologie étrangère : toutes les universités et institutions scolaires tombent sous le contrôle direct des militaires (dans le cas de l'Université catholique avec l'acquiescement du cardinal Henriquez). Cœur de cette réorganisation massive : la récupération de l'âme chilienne (la 'chilenidad').

Un administrateur de l'Université du Chili me souffle à l'oreille que sur soixante professeurs de sociologie — dont vingt sept à temps plein — il leur en reste huit. On en aurait fait prisonniers. D'autres auraient été fusillés. Certains auraient été fusillés. La plupart se seraient enfuis.⁶⁵

⁶⁴ Ce désir du général Pinochet a effectivement été mis à exécution depuis lors. Le 11 juin 1974, par exemple, la CORFO, (Corporación de Fomento de la Producción), organisme d'État, rendait à l'entreprise privée les actions qu'elle détenait dans 40 entreprises qui étaient jusque là incorporées au « Secteur social de l'économie » (étatique). Le 13 juin 1974, la CORFO rendait au secteur privé 107 autres entreprises qu'elle possédait, dans un effort pour attirer la confiance des investisseurs américains.

⁶⁵ Cet exode des cerveaux n'a pas cessé depuis. Il s'est même considérablement accru. D'après une lettre ouverte d'Oswaldo Cori,

Un jeune prêtre-étudiant de la Faculté de philosophie de l'Université catholique m'apprend que le seul enseignement philosophique qui est maintenant permis est celui du thomisme.

L'image extérieure du Chili se noircit toujours...

Malgré la restauration des valeurs nationales chiliennes les plus authentiquement humanistes et chrétiennes, la presse internationale poursuit, voire intensifie sa campagne contre le Chili. On dit que la junte est fasciste. On dit qu'elle a causé des milliers de morts. On dit qu'elle a créé des camps de concentration. On dit qu'elle a écrasé les mouvements populaires. On dit qu'elle est illégitime.

Prise de panique, la junte multiplie ses efforts pour exposer au public toute la cochonnerie que représentait l'Unité populaire. Elle 'découvre' un plan que cette dernière aurait élaboré en vue de 'massacrer' les gens de la droite. Elle 'découvre' de la pornographie dans la résidence d'Allende. Elle 'découvre' que l'ex-Président aurait peut-être eu des « aventures » avec sa secrétaire. Elle 'découvre' que l'ex-gouvernement participait au trafic de la drogue.

Puis elle envoie les « gremialistas », Leon Vilarin en tête, en tournée dans le monde 'civilisé' et 'démocratique' pour dire la vérité sur les récents événements au Chili.

Puis elle envoie du personnel plus éclairé dans ses ambassades à travers le monde.

Puis elle envoie une équipe de juristes...

Puis c'est le cardinal Henriquez et le père Hasbun qui font leurs valises...

Chacun à son niveau, chacun à sa manière...

président de l'Académie des Sciences, 73% des biologistes ont quitté le pays depuis le coup d'État.

IX- LE CARDINAL : « L'IMAGE QUE LE SAINT PÈRE S'EST FORMÉ DU CHILI N'EST PAS CELLE QUE NOUS AIMERIONS QU'IL AIT EN CE MOMENT »

A - Ses déclarations :

Suite à une visite que le Comité permanent de l'épiscopat rend à la junte le 28 septembre 1973, le secrétaire de ce comité, Mgr Carlos Oviedo⁶⁶ livre à la presse le communiqué suivant : « *Le Comité permanent de l'épiscopat — représentant les évêques du Chili — a visité l'Honorable junte gouvernementale pour exprimer ses sentiments de respect et d'estime à l'égard des Forces armées et des Carabiniers du Chili et ses remerciements pour les marques de déférence que les nouvelles autorités ont manifestées aux évêques dans tout le pays.* »

A l'issue de cette visite, le cardinal Henriquez déclare au Mercurio que la junte a accepté de donner au Comité la liste des détenus. Ceci permettra aux fidèles de savoir où se trouvent les membres disparus de leur famille et aussi de leur faire parvenir,

⁶⁶ Relativement à l'attitude adoptée par l'Église face à la junte, Mgr Carlos Oviedo déclarait lors d'une longue entrevue qu'il accordait à Que Pasa (no. 137, le 7 décembre 1973, p. 10) : « ...le 13 septembre l'Église, par l'intermédiaire de ses principaux représentants, a manifesté sa gratitude à la junte. Lors d'une réunion tenue peu de temps après et à laquelle assistèrent 23 des 30 évêques, ceux-ci ont réitéré, de façon plus ample, leur gratitude. Ils ont offert une collaboration noble, loyale et patriotique pour le bien commun... »

par l'intermédiaire des représentants catholiques, vêtements et nourriture. Et il ajoute : « *D'autre part, les évêques chiliens feront connaître la réalité chilienne aux membres de l'Église catholique des pays étrangers. Ainsi, ils contribueront à améliorer l'image déformée qu'on a présentement du Chili à l'extérieur.* »

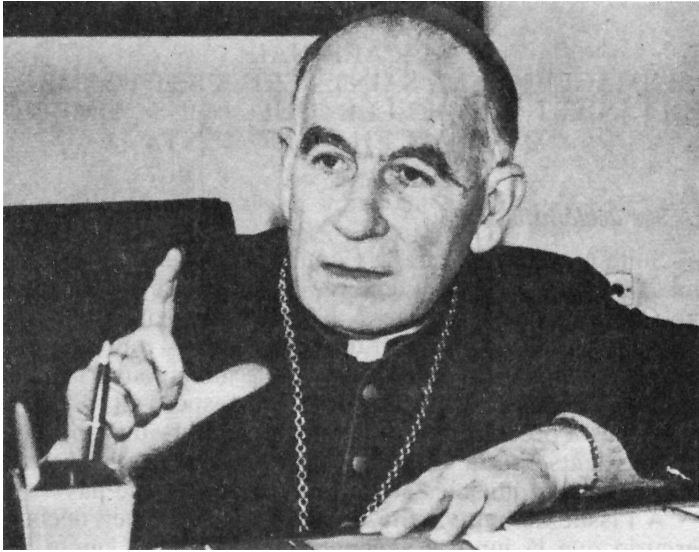
Lors de sa traditionnelle récitation dominicale de l'Angélus, Paul VI déclare le 7 octobre 1973 : « La nouvelle du conflit israélo-arabe et des répressions violentes au Chili nous peine profondément. »

Évidemment vexé par cette allusion du saint Père, un animateur interroge à ce sujet le nonce apostolique du Chili, Mgr Sans de Villaba, lundi le 8 octobre à la radio chilienne. Le nonce tient des propos évasifs, prétend ne pas encore avoir lu le texte complet du discours, et conclut qu'il se trouve donc dans l'incapacité de saisir la teneur exacte des paroles du pape.

L'intervieweur lui demande alors son avis personnel sur les récents événements au Chili. Il répond : « *Vous savez, c'est comme une intervention chirurgicale. Et une intervention chirurgicale fait toujours mal, tant à celui qui l'effectue qu'à celui sur lequel elle est effectuée.* »

Mardi le 9 octobre, la junte rend visite au cardinal. La rencontre dure 35 minutes. En sortant le général Pinochet, président de la junte, déclare aux journalistes : « *Nous lui avons dit que nous sommes tous catholiques et que nous voulons toujours compter sur son appui et sur celui de l'Église. Le cardinal, de son côté, nous a manifesté sa préoccupation pour la mauvaise image que notre pays avait à l'extérieur.* » Un autre membre de la junte, le général Leigh, affirme qu'ils ont eu un échange d'idées très positif sur la collaboration entre l'Église et la junte. Au sujet des paroles du pape il dit : « *Le Saint Père a été mal informé.* »

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »



CARDINAL RAUL SILVA HENRIQUEZ « NOUS ACCEPTONS LE GOUVERNEMENT QUE LE PEUPLE VEUT SE DONNER »

Quant au cardinal, il déclare que la junte n'a fait que lui rendre, en sa qualité de président de la Conférence épiscopale, la courtoisie que les évêques lui avaient manifestée lors de leur visite du 24 septembre. L'Église a toujours eu des « relations cordiales » avec tous les gouvernements chiliens, dit-il. « *Nous voulons servir. L'Église n'est appelée ni à mettre en place des gouvernements, ni à les renverser ni à les reconnaître, ni à ne pas les reconnaître. Nous, nous acceptons le gouvernement que le peuple veut se donner et nous le servons. Nous voulons réellement servir le peuple du Chili et donc nous reconnaissons le gouvernement qu'il désire.* »

« *Nous nous entendons très bien avec la junte dans la tâche de reconstruire le Chili. La tâche de guérir les blessures causées par les récents événements. Celle de permettre au pays de surmonter les grandes difficultés auxquelles il se bute. Nous pouvons être utiles dans plusieurs de ces domaines.*

« *Nous avons deux ou trois organisations pour l'aide aux réfugiés, pour l'aide aux prisonniers. Et la junte a bien voulu*

nous accorder à ce niveau la collaboration dont nous avons besoin.

« Voilà de quoi nous avons conversé. L'accord auquel nous sommes arrivés c'est que la junte nous a promis qu'elle faciliterait notre tâche, qui est celle du bon samaritain désireux de panser les blessures et de soulager les souffrances.

« À part cela, nous nous sommes préoccupés de l'image du Chili à l'extérieur. Nous voulons faire tout notre possible pour améliorer cette image. Je crois que nous pouvons également collaborer avec la junte à ce niveau et faire connaître la vérité sur le Chili à l'extérieur. »

Le cardinal ajoute ensuite qu'il a été question de la déclaration du pape et que « précisément en cela » on est arrivé à un accord : « ...nous pouvons nous entraider mutuellement pour informer le Saint Père ainsi que toutes les autorités ecclésiastiques du monde de la réalité chilienne. »⁶⁷

Puis, commentant la déclaration du pape, il affirme : « ...cela montre qu'il y a des informations que le Saint Père reçoit non par les canaux, disons, 'réguliers', mais par mille autres canaux et spécialement à travers les religieux et les religieuses qui ont dû quitter le Chili.⁶⁸ (...) A cause de cela, puis à cause des informations de presse qui en Europe sont si mauvaises et si défavorables au Chili (...) l'image que le pape s'est formée n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait en ce moment. »

⁶⁷ Il faut sans doute voir ici l'origine du document secret envoyé par le Comité permanent de la Conférence épiscopale chilienne à toutes les Conférences épiscopales à travers le monde, à Noël 1973, document secret que j'ai pu obtenir en dernière heure et dont le lecteur trouvera des extraits à la fin de ce livre.

⁶⁸ Pourtant, trois jours plus tard, le 12 octobre, une centaine de prêtres, religieux et religieuses (dont le tiers de nationalité chilienne) envoyaient de Santiago une lettre au pape dans laquelle ils écrivaient : « Votre allocution du 7 octobre, qui représente en cette heure 'la voix des hommes sans voix', signifie pour nous que vous êtes bien informé sur la douloureuse situation que vivent les opprimés et les réprimés du Chili, les plus pauvres et les étrangers maltraités, situation dont nous sommes nous-mêmes les témoins. (...) Votre réprobation des 'répressions violentes' qu'endure notre peuple reflète bien notre sentiment, nous pasteurs et de religieuses qui vivons dans des secteurs populaires à Santiago » (DIAL, D 127, le 25 octobre 1973).

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

On lui demande ensuite s'il est possible qu'une délégation de l'Église chilienne soit envoyée à l'extérieur pour faire connaître la vérité.

Il répond qu'il n'en sait rien et que, de toute façon il faudrait que l'initiative dans ce domaine vienne d'ailleurs, et non de lui.

« *L'Église a-t-elle foi en l'avenir du Chili ? Croit-elle que des jours meilleurs viendront ?* », lui demande-t-on.

« *Certainement, répond-il. Nous avons toujours cru au Chili. Nous pouvons souffrir, puisque les peuples passent également par des temps de souffrance, mais ceux-ci sont nécessaires pour pouvoir renaître avec plus de vigueur.* »

Et le cardinal de conclure l'entrevue en insistant sur le fait qu'il visite, sans discrimination aucune, les blessés et les victimes des deux côtés de la clôture...

En Italie...

Une semaine plus tard on retrouve le cardinal en Italie. Certaines des déclarations qu'il a faites le 17 octobre lors d'une entrevue qu'il accorde au quotidien catholique de Milan, *Avvenire*, causent un certain remous dans la presse chilienne. On laisse entendre que les paroles du cardinal semblent défavorables à la junte.

Dans l'intention expresse de trancher la question en informant le public chilien du contenu intégral de l'entrevue, le Département d'opinion publique de l'archevêché à Santiago envoie le texte même de cette entrevue au *Mercurio*, qui le publie le 25 octobre.

L'intervieweur ne pose que deux questions au cardinal. D'abord, il lui demande comment l'Église chilienne entend retrouver son rôle de pacificateur face à la division encore plus accentuée du peuple chilien causée par le coup militaire qui a pris l'allure d'une « dure répression antimarxiste ».

Le cardinal répond qu'à son avis les nouvelles de la presse internationale ne correspondent pas totalement à la réalité, et qu'on ne peut pas qualifier l'attitude de la junte militaire de « dure répression antimarxiste ». Non, c'est à reculons que la

junte s'est vue contrainte d'intervenir. Certes, « *il s'est produit quelques événements qui pour nous sont regrettables* »; mais il ne faut pas oublier qu'une réalité s'explique par ses causes. D'une part on assistait à une division toujours plus profonde entre les Chiliens. D'autre part l'Unité populaire cherchait à imposer un « *sectarisme idéologique* ». C'est à cause de cela qu'elle n'a pas réussi à établir un accord si minime soit-il dans son dialogue avec le Parti démocrate-chrétien : elle prétendait « *que sa vérité était l'unique vérité sociale* ».

Puisque le rôle de l'Église ne consiste ni à renverser les gouvernements ni à les mettre en place, poursuit le cardinal Henriquez, l'Église chilienne s'en est tenue à sa mission propre : elle a tâché « d'être la conscience vive du peuple »; elle a essayé de témoigner des « valeurs permanentes de l'Évangile » et « de veiller pour que les droits de toute personne humaine soient respectés ». En privilégiant toujours, bien entendu, les plus pauvres.

Ce travail que nous faisons n'est pas facile, ajoute-t-il. « Il y a des moments dans la vie de l'Église où les actes valent plus que les paroles ». C'est pourquoi, dans le souci d'assurer le respect des droits de tous, nous avons créé un Comité pour les réfugiés politiques et un Comité pour la paix civile. Le premier, pour les étrangers désireux de se réfugier; le second, pour veiller au respect des droits des Chiliens.

La deuxième question de l'intervieweur est un peu plus embêtante. « Les jeunes générations semblent discerner — au Chili aussi — dans les propositions des mouvements marxiste et socialiste, une voie de solution pour les problèmes de la société humaine. Cette tendance peut s'expliquer en partie par l'injustice de nos systèmes socioéconomiques qui, de fait, semblent être acceptés par l'Église chilienne. Jusqu'à quel point l'Église chilienne est-elle consciente de ce problème et comment entend-elle renouveler son témoignage et son message ? »

Le cardinal répond que le chrétien doit, à l'instar du Christ, travailler pour la justice. On ne peut pas vider la foi de son contenu en l'utilisant comme prétexte pour se tourner le dos à

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

la misère « de ceux qui sont notre chair ». Le Christ s'est « identifié aux pauvres et aux opprimés et nous jugera selon notre fidélité à ce mandat ».

Mais il précise que le « marxisme n'est pas l'unique solution pour libérer l'homme ». À son avis, plusieurs chrétiens bien intentionnés font fausse route parce qu'ils sont amenés à abandonner, de fait, le christianisme. Un tel abandon « ne peut rien apporter à la libération espérée ».

L'attitude des chrétiens qui savent demeurer fidèles aux exigences de leur foi et aux enseignements sociaux de l'Église, conclut-il, et qui cherchent à construire sur cette base une société plus juste et plus humaine « mérite non seulement notre respect mais aussi notre appui ».

Dans une autre déclaration qu'il fait devant un groupe de salésiens (il est lui-même salésien) le 1^{er} novembre, le cardinal Henriquez se plaint d'être incompris : « *Avant, on me reprochait d'être l'allié des marxistes, maintenant on exagère en sens inverse...; je puis affirmer que je n'ai jamais eu de connivence avec le régime Allende et que je n'en ai pas avec la junte... Je n'ai rencontré le président Allende que deux fois et je n'ai parlé avec lui au téléphone que rarement. À la veille du coup d'État, je suis intervenu pour essayer d'empêcher des confiscations de biens qui touchaient des gens appartenant aux classes moyennes* ».⁶⁹

Enfin, le cardinal déclare dans l'Osservatore Romano du 5 novembre 1973 : « *Comme cardinal, au nom de l'Église, j'ai offert au nouveau gouvernement du Chili la même collaboration que l'Église avait donnée, dans toutes les œuvres du bien commun, au gouvernement marxiste de M. Allende. En même temps, chose que les autorités ont acceptée, j'ai exigé la même liberté d'action dont l'Église jouissait sous le gouvernement précédent.*

« *L'Église chilienne ne se sent pas appelée à donner de brevet*

⁶⁹ Le cardinal Silva Henriquez explique à l'Europe la situation de l'Église du Chili, in Informations catholiques internationales, le 15 novembre 1973. p. 9.

de légitimité aux autorités civiles, à établir des gouvernements ou à les renverser. Son action ne veut pas être politique, mais religieuse.

*« Mon voyage se situe dans cette même perspective. Ce n'est pas un voyage politique et il n'a pas un caractère de représentation ».*⁷⁰

B - La vraie couleur de sa soutane :

Lorsqu'on situe les déclarations précédentes dans le contexte général des affirmations et attitudes antérieures du cardinal (les 13, 16, et 18 septembre), on peut se demander si ce dernier est vraiment sincère.

Une chose paraît cependant incontestable : ce qu'il dit ne résiste pas à l'analyse sérieuse.

On a l'impression que plus le cardinal Henriquez sent le besoin de multiplier les affirmations à l'effet qu'il n'est pas mêlé à la politique partisane plus il devient évident que le contraire est vrai.

Il dit qu'il n'a aucune connivence avec la junte militaire. Il dit que son voyage à Rome, en Europe puis en Amérique du Nord est motivé par des intentions purement spirituelles, et n'a aucunement le caractère d'une représentation politique. Il dit qu'il n'a pas comme fonction de renverser ni de reconnaître les gouvernements et que son unique désir est celui de servir et de reconnaître ceux que le peuple veut se donner. Il dit qu'on ne doit pas utiliser la foi pour esquiver la misère des pauvres et des opprimés.

Et pourtant...

Nous avons vu comment la droite chilienne attribuait tous les maux des trois dernières années à l'introduction au Chili d'une idéologie étrangère, carrément incompatible avec les traditions et valeurs nationales qui configurent la très pure 'chilenidad'. Nous avons vu comment ce vernis nationaliste ne servait que

⁷⁰ Cité in *Informations catholiques internationales*, le 15 novembre 1973 p. 9.

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

de façade, en fait, pour défendre une société à structures féodale et capitaliste.

Cette attitude idéologique nous l'avons retrouvée dans le discours historique du père Hasbun le 4 septembre. Nous l'avons retrouvée dans l'acte par lequel la junte s'est auto élue comme gouvernement suprême du Chili. Nous l'avons retrouvée aussi dans la prière que l'évêque d'Osorno rédigeait le jour même du coup. Nous l'avons reconnue enfin dans la déclaration du Comité permanent de l'épiscopat le 13 septembre, puis dans les homélies que le cardinal prononçait les 16 et 18 du même mois.

Et nous avons assisté à ce coup d'État qui a permis aux structures capitalistes, lesquelles n'avaient d'ailleurs pas disparu mais avaient plutôt été ébranlées, de se réinstaller au Chili dans l'espace de quelques heures. Nous avons entendu et vu les jubilations d'une droite littéralement comblée de voir ce retour rapide et spectaculaire de la 'chilenidad'.

Le 8 octobre nous avons entendu la voix radiodiffusée du nonce apostolique comparant l'intervention militaire à une « intervention chirurgicale » qui « fait toujours mal, tant à celui qui l'effectue qu'à celui sur lequel elle est effectuée ».

Le 9 octobre nous avons vu le cardinal, suite à sa rencontre avec la junte, comparer, de façon subtile et voilée mais non équivoque, cette intervention militaire « aux temps de souffrance » qui « sont nécessaires » pour que les peuples puissent « renaitre avec plus de vigueur ».

Le 13 novembre nous avons reconnu la même image dans les paroles pleines de reconnaissance à la junte que l'archevêque de Valparaiso, Mgr Tagle, prononçait lors de l'ouverture du mois de Marie : « Comme un malade condamné à mourir, puis libéré par une heureuse intervention chirurgicale, le pays a saigné et souffert quelque peu : ses blessures devront se cicatriser. Mais la vie du Chili comme nation libre et souveraine a été sauvée. Et c'est là l'aspect positif et fondamental ».⁷¹

⁷¹ Il est intéressant de comparer la mentalité qui se dégage de ces textes à celle qui ressort de l'allocation patriotique-religieuse que Mgr Carlos Gerike

Comme si cela ne suffisait pas pour nous convaincre de l'innocence politique de l'Église face à la junte, nous avons vu le cardinal accepter de collaborer étroitement avec les militaires pour dissiper toute la mauvaise information qui circulait sur le Chili à l'étranger.

Lors de la visite que le Comité permanent de l'épiscopat rendait à la junte le 29 septembre, celle-ci acceptait de permettre à l'Église de faire des œuvres de charité à l'endroit de ceux que leur intervention chirurgicale faisait saigner, souffrir et mourir, celle-là acceptait en retour de faire connaître la 'vraie réalité' chilienne aux membres de l'Église à l'étranger.

Cette collaboration fraternelle entre l'Église et la junte se concrétisait de nouveau lors de leur rencontre du 9 octobre. Encore une fois la junte s'engageait à faciliter le travail de bon samaritain de l'Église et encore une fois celle-ci se montrait préoccupée par l'image du pays à l'étranger. « Le Saint Père a été mal informé » commente le général Leigh; « ...l'image que le pape s'est formée n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait en ce moment. (...) ...nous pouvons nous entraider mutuellement pour informer le Saint Père, ainsi que toutes les autorités ecclésiastiques du monde, de la réalité chilienne », d'ajouter le cardinal.

À peine une semaine plus tard, et après qu'un reporter du Mercurio eut laissé entendre qu'il en savait plus long sur le voyage du cardinal que ce dernier lui-même n'avouait en savoir, on retrouve le premier représentant de l'Église chilienne à Rome en train d'affirmer au quotidien *Avvenire* qu'à son avis

prononçait dans la cathédrale de Santa Cruz quelques jours après le coup d'État bolivien des militaires de droite en 1971 : « *Comme dans la parabole de l'Évangile, vous reconnaîtrez l'arbre à ses fruits. C'est ainsi qu'il revient aux gouvernants de les distinguer maintenant : les uns, constructifs, pour les envoyer de l'avant; les autres, négatifs et pernicioeux, pour les réprimer ou les éliminer. Toute guérison d'un mal profond, toute extirpation d'une tumeur maligne est douloureuse. Quand on veut mettre de l'ordre dans les choses et redresser ce qui est tordu, on doit forcément toucher des personnes. (...) Les victimes apparaîtront aussitôt accusant le régime d'injustice, de manque de sensibilité et autres péchés, soutenus en cela par leur cortège de sympathisants.* » (le 24 septembre 1971) (Ce texte a été traduit par Jacques Gagnon o.m.i.).

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

les nouvelles fournies par la presse internationale sur le pronunciamiento militaire (comme la junte il évite de se référer aux événements du 11 en termes de 'coup d'État') ne collent pas totalement à la réalité.

Pourquoi ?

Même s'il est exact, précise-t-il, qu'il y a eu « quelques événements qui pour nous sont regrettables », il serait faux, à mon avis, de qualifier l'attitude de la junte comme étant une « dure répression antimarxiste ». Puis il ne faut pas oublier que le présent s'explique par le passé. Ce qui est arrivé au Chili s'explique par le fait que le gouvernement (l'Unité populaire) imposait un « sectarisme idéologique » en prétendant posséder l'unique vérité sociale. C'est ce qui causa l'échec du dialogue que nous avons encouragé entre le Parti démocrate chrétien et l'Unité populaire, et le dénouement violent qu'on connaît.

Le cardinal rappelle ensuite, comme il le fait dans sa déclaration du 13 septembre, que la junte s'est simplement vue contrainte de passer à l'action.

Puis il souligne de nouveau la fonction de bon samaritain jouée par l'Église dans toute l'affaire. Elle qui est l'essence même de la conscience vive du peuple, la protectrice des droits de tous et spécialement de ceux des plus pauvres...

En faut-il vraiment davantage pour nous démontrer que l'Église chilienne n'est d'aucune connivence avec la junte et qu'elle ne fait que lui offrir, comme elle l'a fait sans discrimination aucune avec tous les gouvernements antérieurs, sa collaboration « dans toutes les œuvres du bien commun » ? Est-ce vraiment convaincant d'entendre le cardinal jouer au bon vieux sage qui a su se taire afin de mieux pouvoir agir ? Qui a su ne pas trop parler afin de pouvoir organiser des comités pour venir en aide à des milliers de Chiliens et d'étrangers, aide que seule la brutale persécution de la junte catholique rendait nécessaire ?

Ne sait-il pas que dans certaines circonstances parler constitue la plus compromettante et la plus efficace des formes d'action, surtout lorsque celui qui parle occupe une des plus prestigieuses

fonctions de son pays et que sa parole pourrait influencer substantiellement sur le cours des événements ? Que faire devant cette attitude du prélat ? Le féliciter de son impartialité ? De son objectivité ? De son sang-froid ? De son habileté diplomatique ?

Comment peut-il avoir l'audace de réduire ce que vit le Chili depuis le 11 septembre à « quelques événements qui pour nous sont regrettables » ? De prétendre qu'il ne s'agit pas d'une « dure répression antimarxiste » ?

Combien de milliers de torturés, d'emprisonnés, de déportés et de fusillés faudrait-il encore pour qu'on puisse qualifier la répression de « dure » ? Et combien de bibliothèques faudrait-il encore brûler, combien de partis politiques faudrait-il encore déclarer hors-la-loi avant qu'on puisse qualifier cette répression « d'antimarxiste » ?

Faut-il vraiment applaudir lorsqu'il affirme que l'Église sert et reconnaît le gouvernement que le peuple veut se donner ? Qu'elle est la conscience vive du peuple ? Surtout des plus pauvres ? Alors même qu'on voit tous les jours la terreur, indescriptible et impitoyablement cultivée par les militaires, dans laquelle doit vivre un bon 40% de la population, le 40% qui est majoritairement formé des gens les plus pauvres et les plus opprimés du pays ?

Non. Le cardinal sait fort bien ce qu'il fait. Il sait fort bien que la junte a terriblement besoin d'avoir l'opinion publique mondiale avec elle. Il sait fort bien qu'elle a grandement besoin d'avoir l'Église chilienne et internationale de son côté. « Nous sommes tous catholiques et nous voulons toujours pouvoir compter sur votre appui et celui de l'Église » lui disait le 9 octobre le général Pinochet.

Mais au lieu de dissocier carrément l'Église des activités de la junte la plus fasciste que n'ait jamais connue l'Amérique latine au 20e siècle, il accepte de s'agenouiller à côté d'elle. Au lieu de se dissocier totalement d'une junte qui a le front de laisser dans la seule région de Santiago des milliers de personnes sans travail aucun (ceux-ci ayant perdu leur emploi à cause de leur affiliation à l'Unité populaire) et sans source de revenu aucune,

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

il lui rend grâce de tout cœur des marques de déférence qu'elle a témoignées à l'endroit des évêques dans tout le pays; il lui est reconnaissant du fait qu'elle permet à l'Église de jouer le rôle du bon samaritain qui secourt les blessés et les affamés. Au lieu d'utiliser le prestige de l'Église, considérable au Chili, pour dénoncer publiquement les atrocités en cours et pour exiger que cesse immédiatement toute torture, tout emprisonnement et toute fusillade, il offre à la junte toute sa désintéressée collaboration idéologique et pratique, d'un côté appuyant religieusement et naïvement toutes ses bonnes intentions, de l'autre couvrant toutes ses cochonneries par des œuvres de miséricorde.

Ainsi, il a beau jouer les innocents, il a beau essayer de nous faire croire que s'il s'est abstenu de parler c'est afin de pouvoir mieux agir : sa soutane de cardinal est rouge du sang de milliers d'ouvriers.

C - Conflit entre le cardinal et la junte :

Malgré le caractère foncièrement pro-junte des rares déclarations publiques faites par le cardinal Henriquez lors de son séjour en Italie, deux choses, dans celles-ci, ont royalement déplu à la junte : le fait que le prélat, en critiquant l'Unité populaire, ait osé insinuer que le marxisme représente une certaine vérité sociale et une voie possible de libération; et le fait qu'il ait déclaré avoir exigé et obtenu de la junte la même liberté dont il jouissait sous le gouvernement précédent.

On trouve la réaction au premier point à la page éditoriale du prestigieux quotidien le Mercurio le 26 octobre. Pour ce porte-parole du Parti national et maintenant aussi de la junte militaire, les déclarations de l'archevêque de Santiago sont d'une imprécision inquiétante et frisent l'hérésie. Comment est-il possible, commente l'éditorialiste, qu'une si haute autorité ecclésiastique ait pu affirmer que le marxisme ne constitue ni l'unique vérité sociale ni l'unique voie de libération, laissant donc clairement entendre qu'il comporte une *certaine* vérité sociale et une *certaine* alternative de libération ?

« *Nous sommes certains que le cardinal Henriquez n'a pu*

affirmer que le marxisme soit une doctrine libératrice de l'homme. Comme pasteur chrétien, son Éminence n'est pas sans savoir que, en accord avec la doctrine dont il est le dépositaire et prédicateur, seule la vérité rend les hommes libres. Et il est également évident pour le cardinal que, conformément à de nombreux textes officiels de l'Église catholique, le marxisme est une erreur, une erreur catégoriquement opposée aux dogmes et aux enseignements du crédo catholique. Par conséquent, un journaliste audacieux et un Département de l'opinion publique trop peu attentif ont fait dire au cardinal catholique que l'erreur peut rendre les hommes libres, ce qui contredit un texte biblique bien connu. »

L'éditorialiste ne s'arrête pas là. Il reproche au cardinal, poliment mais fermement, d'avoir non seulement abrité une contradiction flagrante au niveau des principes, mais de paraître en plus insensible à toutes les atrocités innommables commises par le marxisme au Chili et partout ailleurs dans le monde où il a réussi à percer.

Non, de conclure l'éditorialiste, il n'est pas possible que le cardinal ait tenu de tels propos : le caractère journalistique de l'entrevue ne lui a certainement pas permis d'exprimer le fond de sa pensée.

On trouve la réaction au second point dans les commentaires du secrétaire de presse de la junte, M. Frederico Willoughby. Celui-ci s'exprimait dans les termes suivants au Mercurio le 8 novembre :

« Comme chrétiens nous sommes surpris par certaines déclarations qu'on attribue à son Éminence et selon lesquelles il aurait sollicité la même liberté d'action dont il jouissait sous le gouvernement antérieur. (...)

« La junte gouvernementale a publiquement déclaré qu'elle désire reconstruire le Chili dans un esprit humaniste et chrétien. C'est pourquoi nous ne pouvons pas concevoir que nos relations avec l'Église ne soient pas plus intenses que celles qu'elle maintenait avec le régime marxiste qui, de par sa propre définition, allait à l'encontre des objectifs et des méthodes qui sont l'essence du christianisme. »

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

Il est impossible, de conclure M. Willoughby, que notre cardinal ait formulé de telles déclarations. Lui-même a été témoin des profonds dégâts causés par le régime marxiste au Chili. Lui-même a souffert, comme tant d'autres, des « manœuvres destinées à détruire, par la conscientisation, la spiritualité des Chiliens ». Et il existe chez lui toute une trajectoire de patriotisme.

Non, cela ne se peut pas : il s'agit de « transcriptions évidemment erronées des paroles du cardinal ».

Ces deux réactions aux paroles du cardinal semblent indiquer une divergence d'opinion entre celui-ci et la junte. Les tentatives plutôt gauches et très évidemment hypocrites de la part du Mercurio et de M. Willoughby pour réduire cette divergence à de simples erreurs de transcription, à l'audace d'un journaliste imaginatif ou encore au fait que le caractère journalistique de l'entrevue n'ait pas permis au cardinal d'exprimer le fond de sa pensée, ne sauraient tromper personne.

Car c'est le Département d'opinion publique de l'archevêché de Santiago lui-même qui envoyait le texte intégral de l'entrevue du cardinal en Italie au Mercurio, et ce dans le but exprès de mettre fin aux rumeurs qui couraient à son sujet. En outre, c'est l'organe de presse officiel du Vatican, l'Osservatore Romano, qui publiait le deuxième texte en question. Donc, leur authenticité ne pourrait que difficilement être remise en question.

Cette divergence d'opinion qu'on voit poindre entre le cardinal et la junte s'enracine non pas dans un accident d'expression ou de texte mais dans une position politique. Depuis longtemps, le cardinal multiplie les efforts pour convaincre les Chiliens de la parfaite neutralité politique de l'Église. Et depuis le 11 septembre, la junte elle aussi prêche sa parfaite neutralité politique.

Le problème, c'est que la neutralité ne penche pas du même bord ici et là. Chez la junte elle penche clairement depuis le 11 septembre du côté du Parti national; chez le cardinal elle penche nettement, et depuis longtemps, du côté du Parti démocrate chrétien...

Par essence, le démocrate-chrétien est celui qui s'assoit quelque part entre le capitalisme du Parti national et le marxisme de l'Unité populaire. C'est pourquoi, selon le vent électoral ou selon l'opportunité du moment historique, il peut tirer sa chaise d'un côté comme de l'autre. C'est aussi la raison pour laquelle il se sent à la fois à l'aise et mal à l'aise avec l'un et l'autre.

En bon démocrate-chrétien inavoué, le cardinal Henriquez se sent à l'aise avec le marxisme dans la mesure où celui-ci incarne mieux que le capitalisme la dimension sociale et collective de l'amour évangélique. Il est cependant mal à l'aise avec le marxisme dans la mesure où celui-ci semble conduire à l'athéisme et au totalitarisme idéologique. Ce malaise s'exprime clairement chez le cardinal dans son homélie du 18 septembre où il s'en prend aux « valeurs, aux coutumes et aux puissances étrangères » qui risquent de faire perdre aux Chiliens le sens de leur identité nationale et de les soumettre à un joug qui leur deviendrait insupportable. Il apparaît aussi dans l'entrevue qu'il, accordait au quotidien *Avvenire* à Rome. A cette occasion, il déclare que l'échec du dialogue tenté entre le Parti démocrate chrétien et l'Unité populaire est imputable à l'attitude de « sectarisme idéologique » de cette dernière; certes, il se garde de l'accuser carrément de totalitarisme mais sa déclaration va clairement dans ce sens. Il soutient aussi que le mouvement marxiste entraîne les chrétiens bien intentionnés qui s'y engagent à abandonner, en fait, leur foi religieuse. Ce qui, à son avis, ne saurait constituer un pas vers la libération.

Plus que tout cependant, ce malaise provient du fait que la doctrine marxiste menace de changer le visage capitaliste et féodal de la bonne vieille société chilienne, de le priver « de tout ce qui nous appartient, qui constitue notre héritage le plus précieux, et qui s'apparente le plus à ce que nous appelons la 'chilenidad' ». Elle est étrangère, cette doctrine, parce qu'elle va à l'encontre de ce qui est familier, de l'establishment, de l'ordre établi. Elle est dogmatique et totalitaire pour la même raison. Car le pluralisme idéologique 'démocratique' a lui aussi ses limites : il ne peut tolérer une idée qui détruit le système unidimensionnel qu'il représente. Ou, plus précisément, il peut la tolérer, cette idée, tant et aussi longtemps qu'elle n'a aucune

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

chance réelle de se faire chair. Passé ce point névralgique, on peut même s'agenouiller catholiquement à côté des armes qui détruisent et torturent cette chair...

Avec le capitalisme le cardinal Henriquez est mal à l'aise dans la mesure où celui-ci, dans sa pratique historique, a trop souvent fait preuve d'individualisme et d'égoïsme. Ce malaise n'est cependant pas très profond. À ses yeux, les excès du capitalisme ne trahissent aucunement un vice fondamental de sa structure. Ils reflètent seulement le caractère de péché qui affecte la condition humaine : « Nous ne sommes pas toutefois une société parfaite. Subsiste en nous le péché, à la fois personnel et collectif » (homélie du 18 septembre).

Et, pour autant, ce sont des excès corrigibles par des réformes, lesquelles laissent parfaitement intacte la structure, « l'héritage sacré ».

Car ce legs qu'ont laissé au Chili ses Pères, il est aussi fondamental, aussi universel et aussi permanent que celui que le Christ laissa à la patrie religieuse qu'est l'Église. Profaner dès lors ces valeurs nationales traditionnelles devient « une profanation sacrilège ». Proclamer son attachement inébranlable et inconditionnel à ces valeurs et coutumes devient un acte patriotique dépourvu de toute partisanerie politique et de tout intérêt de groupe. « Nous, évêques de l'Église catholique, avons parlé à notre peuple pour être fidèles au Christ et à la patrie, puisque nous ne représentons aucune position politique et aucun intérêt de groupe ; seul nous anime le bien-être du Chili » (homélie du 16 septembre).

Ainsi, cela ne surprend pas outre mesure de voir surgir entre le cardinal et la junte, comme d'ailleurs entre celle-ci et la Démocratie chrétienne, une tension d'ailleurs inévitable. À l'aise avec le Parti national pour renverser un gouvernement dont l'idéologie étrangère risquait très bientôt de porter un coup mortel au 'bien commun', à 'l'ordre spirituel' et à 'l'âme chilienne', on devient vite mal à l'aise avec lui une fois écarté l'ennemi commun. La 'chilenidad' étant spectaculairement sauvée par une heureuse 'intervention chirurgicale', c'est le problème du lendemain qui retient dorénavant l'attention. Par

quoi va-t-on remplacer ce qu'on a rejeté ? Quel modèle va présider aux décisions politiques futures : celui du capitalisme authentique du Parti national ou celui du capitalisme mitigé et réformiste du Parti démocrate chrétien ?

La question est de taille. De sa réponse dépend la profondeur de la répression qu'on va exercer sur les Chiliens qui sont affectés par le virus et le cancer marxistes. D'elle dépend aussi la sorte de capitalisme qu'on va mettre en branle. Par exemple, doit-on déclarer hors-la-loi tous les partis de gauche ? Doit-on nommer des militaires en charge de toutes les institutions universitaires et collégiales afin d'épurer jusqu'à la racine la peste idéologique ? Doit-on bannir l'enseignement à tendance socialiste et marxiste de toutes les facultés de philosophie, de sociologie, d'économie et de sciences politiques ? Doit-on exposer ce cancer seulement dans les cours de biologie ?

Pour le Mercurio comme pour les principaux chefs de la junte militaire (parmi les quatre membres de la junte, un seul, le général Mendoza, est de tendance démocrate-chrétienne), la réponse s'est déjà traduite, en grande partie, en réalité : les morts sont morts, les torturés sont torturés, les réfugiés sont réfugiés, les déportés sont déportés et les emprisonnés sont emprisonnés. On débarrasse le pays de cette idéologie marxiste intrinsèquement mauvaise. On cite le pape Pie XI. On confond le marxisme avec tout ce qui ressemble, de près ou de loin, au socialisme. On ne voit en lui que mensonge, corruption et esclavage. On cite l'Évangile qui dit que seule la vérité libère. On se choque de voir un homme d'Église, dont l'attitude à leur égard n'a tout de même pas été si défavorable, insinuer que le marxisme contient un peu de vérité et libère un peu...

Mais le cardinal lui, comme bon nombre de ses amis démocrates-chrétiens, n'est pas nécessairement d'accord avec tout cela. Pour lui, c'est une bonne chose, fondamentalement, que l'âme chilienne soit maintenant sauvée. C'est également une bonne affaire que les « valeurs, les coutumes et les puissances étrangères » aient été suffisamment mises en échec pour empêcher qu'elles ne privent les Chiliens de leur 'chilenidad'. Cependant, il y a quand même des limites; cette démocratie qu'on vient de sauver ne doit pas perdre son visage de

« L'image que le Saint Père s'est formé du Chili n'est pas celle que nous aimerions qu'il ait »

respectabilité et de pluralisme. On doit continuer à accepter les idées des autres. On doit les accueillir dans la mesure où elles contiennent du vrai et du bon. On doit éviter de mettre fin à cette traditionnelle liberté de pensée.

Qu'une répression soit nécessaire : d'accord. Que des représailles soient nécessaires : encore d'accord. Mais il faut les limiter au maximum.

Quant aux tortures, aux fusillades et aux camps de concentration, il est certain qu'ils rendent le cardinal quelque peu mal à l'aise. Cependant, ou bien sa neutralité politique ou bien une puissance spirituelle mystérieuse l'empêche de les dénoncer. Et c'est ainsi que celui qui n'a pas hésité de dénoncer publiquement l'intransigeance idéologique et politique de l'Unité populaire, s'abstient, par neutralité politique ou par sens pastoral, de faire une seule claire dénonciation publique⁷² des méthodes barbares d'une junte suffisamment bien intentionnée pour mériter sa collaboration la plus entière et la plus désintéressée.

⁷² Ces lignes ont été écrites en janvier 1974. Ce n'est qu'à la fin d'avril que le cardinal Henriquez a rendu publique, au nom de la Conférence épiscopale, une déclaration qui est analysée dans l'épilogue de ce livre.

X- LE PÈRE HASBUN AUX JOURNALISTES : « POUR MOI LE COQ A CHANTÉ »

« Évidemment un cardinal, à cause de sa fonction, ne pouvait pas entrer dans la bagarre. Il devait donner l'impression de veiller sur tout le monde. Moi, par contre, je suis un franc-tireur. »

A- Ses déclarations :

Début octobre, le père Hasbun lui aussi fait ses valises et part pour l'Europe. Le jour de son départ il accorde une longue entrevue à la revue *Que Pasa* (no. 128, 4 octobre 1973). Il annonce qu'il se rend à Rome en vue d'assister à une réunion de la Commission pontificale des communications sociales dont il est membre-consulteur («...le caractère pompeux du titre, note-t-il, me fait honte. »).

Reconnaissant avec fierté l'important rôle joué par son canal de télévision dans le renversement du « gouvernement corrompu » d'Allende, rôle qui a consisté à « dénoncer tout ce qu'il y avait d'anti-chilien et d'antihumain dans l'idéologie du pouvoir », il déclare : « Je veux raconter en détail cette expérience au Vatican et profiter de mon contact avec les autres experts en communications pour propager la vérité. »

De retour de son séjour d'un mois en Europe — il passa aussi par l'Allemagne et l'Angleterre — le père Hasbun sollicite une entrevue avec les quatre membres de la junte militaire.

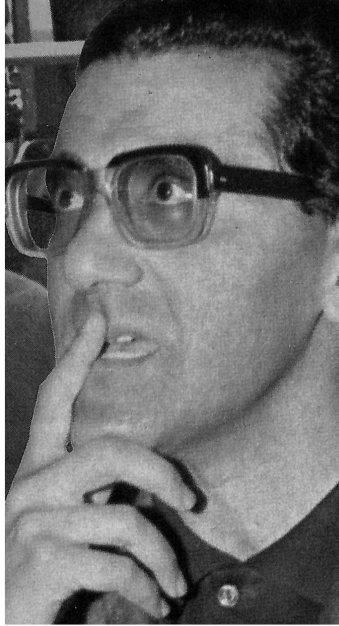
POUR MOI LE COQ A CHANTÉ

L'entrevue a lieu début novembre. « J'ai sollicité cette entrevue parce que j'ai considéré que c'était mon devoir comme citoyen chilien de partager avec mes gouvernants l'expérience que j'ai recueillie dans ce milieu », annonce-t-il aux journalistes à l'issue de la rencontre avec la junte.

Pendant les quatre jours suivant cette rencontre, le père Hasbun n'accorde pas moins de trois entrevues aux journaux. La première porte sur son échange avec la junte et paraît, mercredi le 14 novembre, en première page du Mercurio sous la manchette : « LE VATICAN NE PARTAGE PAS LA VISION JOURNALISTIQUE SUR LE CHILI. » La seconde porte sur son voyage en Europe mais aussi sur divers sujets d'actualité; elle couvre deux pages complètes de la Segunda du 16 novembre et est intitulée : « IL FAUT ETRE VIGILANT CAR INFINI EST LE NOMBRE DE FOUS ». La dernière traite également de son voyage et paraît dans l'édition dominicale du Mercurio le 18 novembre : « DÉTRUIRE LA JUSTICE : L'ÉTERNEL JEU MARXISTE ».

Selon le directeur du canal 13 de l'Université catholique, l'image qu'on a du Chili à l'étranger est complètement fautive et déformée. On croit que le Chili vit « une répression brutale ». On pense que la junte militaire est foncièrement fasciste. À peine prononce-t-on le nom d'Allende que tout de suite on le prend pour un saint, pour quelqu'un qui est déjà « canonisé ». Pour eux, Allende apparaît comme « un leader révolutionnaire » que le peuple chilien aimait et que des « militaires fascistes » ont assassiné. Personne ne croit à son suicide. On le prend en pitié, on vient à sa défense. Bref, on ne croit rien car on voit tout « à travers le prisme fasciste, appliquant à notre réalité le moule brésilien ou espagnol ».

Le Père Hasbun aux journalistes : « Pour moi le coq a chanté »



LE PÈRE RAUL HASBUN « MOI, PAR CONTRE, JE SUIS UN FRANC-TIREUR »

« Dans les trois pays que j'ai visités, commente le père Hasbun, on ne sait pas si on devrait admirer davantage l'incroyable capacité de mensonge de la presse marxiste ou l'ingénuité, voire la stupidité, de certains éléments démocratiques qui flirtent avec le marxisme ».

Un peu plus loin : « Pendant mon séjour à l'étranger j'en suis venu à la conclusion qu'on ne veut tout simplement pas connaître la réalité chilienne. Le Chili s'est converti en laboratoire expérimental duquel les politiciens tirent les arguments qui leur conviennent; personne ne s'intéresse à savoir si oui ou non le Chili s'est réellement libéré ».

Ces fabricateurs de la fausse image du Chili — la presse marxiste et certains éléments démocratiques qui frisent le marxisme — représentent « les cercles les plus influents dans l'opinion publique européenne ». Tout ce qui compte pour ces gens qui contrôlent les « moyens de communication » c'est ce

qui est arrivé le 11 septembre; ils ne voient « qu'un aspect du problème ». L'immaturation de cette presse européenne — il cite Le Monde — est telle qu'il qualifie ses auteurs de niais. « Il y a tellement de gens niais. Il y a tellement de gens à qui on voudrait demander s'ils savent où ils vont. Et ce sont eux qui créent et fomentent la campagne contre le Chili ».

Puis il poursuit : « *Ce groupe de gens, moi je dis qu'ils souffrent de ce que j'appellerais le complexe de la citroneta.*⁷³ Tu sais, la citroneta est une voiture construite pour rouler lentement, pour aller du côté droit de la route. Certains de ses chauffeurs n'acceptent cependant pas cette réalité et ils insistent pour la conduire du côté gauche. Ainsi ils provoquent des accidents, des freinages brusques et des pertes de contrôle. Ces chauffeurs sont identiques à ceux qui naissent dans un milieu bourgeois et qui prétendent se déguiser en pauvres. A ceux qui naissent dans un milieu doté de tendances déterminées et qui prétendent les changer pour le plaisir de changer ».

Si le Chili est actuellement « isolé, ignoré, incompris et blessé » soutient le père Hasbun, c'est à cause de ces intellectuels qui, souffrant du complexe de la citroneta, font subir à ce pays « une agression idéologique ». Ils l'utilisent pour « développer des thèses qu'on croit correctes de façon préconçue » mais qui en fait sont fausses et « avec des conséquences imprévisibles et irréversibles ».

Fixés dans leurs préjugés, ces intellectuels complexés sont incapables de se rendre à l'évidence.

« Tu leur dis : maintenant le peuple travaille.

—Du pur fascisme, te répondent-ils.

« Tu leur dis : Les gens donnent de l'argent et des bijoux pour la reconstruction.

—Du pur fascisme, te répondent-ils.

« Tu leur dis : l'Unité populaire avait un plan pour exterminer

⁷³ La citroneta est la plus petite des voitures citroën, et sans doute la plus "humble" des voitures au Chili.

Le Père Hasbun aux journalistes : « Pour moi le coq a chanté »

toute l'opposition.

—Du pur fascisme... »

Heureusement, note le père Hasbun, il y a des secteurs de la population européenne qui ne se laissent pas prendre au piège de cette presse ignorante et dogmatique. Heureusement aussi, « la vérité sur le Chili » est d'ores et déjà connue par « les niveaux décisifs comme les Chancelleries et le Vatican ».

« L'accueil que j'ai reçu au Vatican fut excellent. Les autorités ecclésiastiques ont une vision des plus claires sur ce qui s'est passé au Chili ».

En plus de cette très dure critique qu'il adresse à la presse européenne, le directeur de télévision s'en prend aussi au défunt président Allende et à l'ex-Unité populaire. Celui qui prêchait si éloquemment dans son historique discours télévisé du 4 septembre que seul Dieu peut juger les secrets infinis du cœur de l'homme; celui qui répétait à plusieurs reprises qu'il n'accusait aucunement mais ne faisait que respecter, change aujourd'hui son fusil d'épaule et décide de discerner les esprits : « *Indubitablement, il (Allende) n'était pas sous l'action du Saint-Esprit. L'orgueil, depuis Lucifer, est l'abîme qui emporte toutes les bonnes intentions des hommes et rend impossible l'action de Dieu* ».

Ailleurs il compare l'ex-président du Chili à une espèce de maniaque qui cause, partout où il va, ravages sur ravages : « *Une clameur générale s'élève contre lui jusqu'à ce qu'on le détienne. Puis le processus se met en branle : on veut le lyncher. Face à tout ceci, on peut avoir deux réactions : une de soulagement parce que cet élément a été neutralisé : enfin ils l'ont pris ! Ou bien on peut penser : pauvre lui, pourquoi le frappent-ils ?* »

La deuxième réaction, commente le prêtre catholique, est celle des « cercles qui pèsent le plus dans l'opinion publique » européenne. La première est évidemment la sienne...⁷⁴

⁷⁴ *Évangile selon saint Luc*, Chap. 22, v. 66; Chap. 23, v. 2, 5, 23 : « Quand le jour fut venu, le collège des anciens du peuple, les principaux

Toujours avec le même dynamisme, le Père Hasbun s'en prend longuement à l'ex-Unité populaire. Sa critique ressemble en gros à celle qu'il lui adressait le 4 septembre. « *Le nouveau gouvernement a d'excellentes relations avec l'Église, contrairement à celles que maintenait le régime passé; ces dernières étaient hypocrites et intéressées.* » L'idéologie dont s'inspirait le gouvernement Allende était « antihumaine et oppressive ». Elle était en outre antichrétienne : « Tout processus humaniste qui n'est pas imprégné de christianisme finit par se tourner contre l'homme ». Pas surprenant dès lors que la stratégie de l'Unité populaire ait consisté précisément à cultiver « la misère et la dégradation ». Car c'est dans ce terrain-là que le marxisme pousse le mieux et a des chances de réussir. « *Ils encouragent les hippies, la drogue et la promiscuité sexuelle. Ils travaillent à détruire les liens traditionnels.* »

À la question : « Vous dites que vous n'êtes pas un prêtre politique. Comment dès lors avez-vous osé parler contre le régime établi ? », le père Hasbun répond : « *Une chose est la politique et une autre la morale. Le marxisme chilien amenait, par la voie de la corruption, la transformation de tout le patrimoine de valeurs humaines et chrétiennes qui configurent notre 'chilenidad'. Il voulait faire de nous ce que Yhlya Ehrenburg appelle 'un homme nouveau, tellement nouveau, qu'il ne se reconnaît plus lui-même'. Déjà il était rendu difficile de reconnaître le Chili; jamais personne ne nous avait enseigné à nous haïr. Nous n'étions pas dans le domaine politique mais en plein dans la morale.* »

Exprimant son inquiétude face à l'emprise que l'idéologie marxiste pourrait fort bien continuer à exercer sur les masses chiliennes, le père Hasbun cite la Bible : « Infini est le nombre de fous ».

Puis il se réfère à la nécessaire épuration des milieux

sacrificateurs et les scribes, s'assemblèrent et firent amener Jésus dans leur sanhédrin. (...) Nous avons trouvé cet homme excitant notre nation à la révolte... Il soulève le peuple, en enseignant par toute la Judée, depuis la Galilée, où il a commencé, jusqu'ici... Ils insistèrent à grands cris, demandant qu'il fût crucifié. Et leurs cris l'emportèrent. »

Le Père Hasbun aux journalistes : « Pour moi le coq a chanté »

universitaires. *« S'il y a un groupe responsable de ce qui est arrivé au Chili, ce sont les intellectuels dont la défection fut surprenante, spécialement chez les intellectuels chrétiens. Il est alarmant de constater la débilité de nos penseurs. »*

Pour combattre ce fléau que représente l'idéologie de l'Unité populaire, il ne suffit pas, selon le père Hasbun, de l'attaquer sur le plan doctrinal ou comme mouvement social. Car le marxisme est beaucoup plus qu'une doctrine et beaucoup plus qu'un mouvement social; *« ...il est pratiquement une religion, voire une mystique. La seule façon de le renverser est donc de l'affronter avec une vision du monde, une religion, une mystique et une dose d'énergie morale et spirituelle plus forte que lui.*

C'est ce qui est arrivé au Chili : les réserves morales de la femme chilienne, du paysan, du mineur, du citoyen et du camionneur se sont unies à la force spirituelle des Forces armées, de l'Université et de l'Église ».

Ce combat spirituel victorieux explique la fierté et la joie profonde que ressent maintenant le directeur du canal 13. *« Jamais ne me suis-je senti aussi prêtre que pendant ces trois années. Et jamais n'ai-je senti la foi avec autant de vitalité et de réalisme. Du point de vue strictement humain, ce qu'a fait le canal 13 est inexplicable. (...) Où avons-nous puisé la réserve spirituelle pour affronter ce géant et pour parvenir, comme David, à renverser Goliath ? Il n'y a qu'une seule réponse : la foi. »*

Et les choses que lui, en raison de sa fonction, ne pouvait dire, moi je les disais.

À part l'image du Chili à l'étranger et l'Unité populaire, un troisième sujet retient l'attention du père Hasbun dans ses entrevues avec les journalistes : le cardinal Henriquez.

A plusieurs reprises, il insiste sur le fait que celui-ci « n'est pas marxiste ni rien de semblable » : *« Je connais de près la pensée du cardinal. Je vis avec lui (dans la même maison) depuis quatre ans et je sais pertinemment que plusieurs des choses qu'on lui attribue ne sont pas fondées. Il n'est pas rouge, il*

n'est pas un cardinal marxiste. C'est un trop bon évêque pour compromettre l'intégrité de la foi qu'il a juré de respecter et de faire respecter lorsqu'il a été consacré. Il y a des gens qui ne se rendent pas compte de la délicatesse de sa position comme pasteur et chef de la Conférence épiscopale.

En lui plus qu'en toute autre personne doit apparaître la condition de pasteur pour tous. Il doit harmoniser la fermeté de la vérité avec la grande compréhension de la charité. » À deux occasions différentes, soit les 16 et 18 novembre, le père Hasbun essaie de faire comprendre à son intervieweur et au public chilien que le cardinal est bien mal placé pour prendre position contre l'idéologie de l'Unité populaire même si, de fait, il est contre : *« Il faut réfléchir un peu : ma liberté de parler, de faire ce que j'ai fait, n'a pas été remise en question, ni restreinte... C'est facile de déduire que nous situant, lui et moi, à des niveaux ou instances différents, chacun parlait son propre langage. Et les choses que lui, en raison de sa fonction, ne pouvait dire, moi je les disais. »*

« Donc vous étiez d'accord », reprend un de ses intervieweurs.

« Évidemment un cardinal, à cause de sa fonction, ne pouvait pas entrer dans la bagarre. Il devait donner l'impression de veiller sur tout le monde. Moi, par contre, je suis un franc-tireur », répond le père Hasbun.

Au sujet des déclarations du cardinal en Europe, le père Hasbun précise que l'archevêque de Santiago a probablement tout simplement « remis certains documents aux journalistes et que ceux-ci les ont rédigés à leur guise et les ont présentés comme déclarations ». Il soutient qu'à « Rome et en Europe en général, les moyens d'information ont été des plus fermés avec le cardinal parce qu'ils ne le trouvaient pas suffisamment dur avec la junte ». De toute façon, poursuit-il, si le cardinal avait fait de telles déclarations (il se réfère à la déclaration du cardinal à l'effet qu'il aurait demandé et obtenu de la junte la même liberté pour l'Église que sous le régime Allende), je ne serais pas de son avis. « Mon opinion sur le gouvernement antérieur est connue de tous : il n'y a aucun point de comparaison possible entre le gouvernement Allende et le gouvernement actuel ». De

Le Père Hasbun aux journalistes : « Pour moi le coq a chanté »

plus, cette divergence éventuelle ne serait pas grave étant donné que le « jugement qu'on porte sur un fait ou la comparaison qu'on établit entre deux gouvernements n'ont rien à voir avec la foi et le dogme... »

L'intervieweur demande enfin au père Hasbun quelle est son opinion sur le nouveau gouvernement militaire.

« Croyez-moi, ce n'est pas un thème sur lequel j'ai réfléchi », répond-il (nous en sommes pourtant au 18 novembre). « *Je suis un combattant qui sort à peine de la tranchée, encore enveloppé dans la fumée de la bataille. Je crois qu'aucun de nous qui luttons ne voyons clair sur ce point.* »

Il se permet tout de même de dire que la junte lui paraît bien inspirée; qu'on sort graduellement de « l'hypertrophie politique »; qu'on s'éloigne des « idéologies et étiquettes salvatrices »; qu'il y a « une prédisposition au travail, comme source de toute rédemption »; que « plus que jamais existent les conditions pour faire des renoncements volontaires et remettre à plus tard des aspirations »; que tout cela ne s'explique que par la présence des militaires; que grâce à ces derniers on retrouve confiance et espérance.

B- Les réactions :

Étonné et mal à l'aise devant les nombreuses déclarations du père Hasbun aux journalistes, l'évêque auxiliaire de Santiago, Mgr Fernando Ariztia, adresse une lettre ouverte au directeur du canal 13 (voir cette lettre à la page suivante). Dans cette lettre — datée du 20 novembre mais publiée dans le Mercurio seulement le 4 décembre — il lui reproche d'avoir manqué de sobriété et de mesure dans ses affirmations et d'avoir porté des jugements excessifs sur les personnes de la gauche.

À son avis, ce fait est particulièrement grave pour deux raisons : les personnes que le père Hasbun attaque viennent d'être vaincues et écrasées; ils n'ont plus, eux, la possibilité d'exprimer leurs opinions politiques. Surtout, il s'inquiète de l'absence totale de compassion, dans les paroles du père Hasbun, à l'égard des plus pauvres et humbles qui sont toujours les plus durement touchés dans de tels événements quelle que

soit leur allégeance politique.

Les contre-réactions de la droite chilienne ne tardent pas; et elles pleuvent. On s'indigne de ce qu'un des plus grands apôtres du Chili, certainement un des plus populaires, soit réprimandé de façon aussi arbitraire et injuste. On caricature et ridiculise Mgr Ariztia.⁷⁵

Le 17 décembre un professeur de philosophie à l'Université catholique, Manuel Andeade Alvarado, écrit dans le Mercurio :

« ...le père Raul Hasbun est un des prêtres chiliens qui par l'exercice exemplaire de son ministère, a toujours donné le témoignage de ce que ses évêques ont déclaré... (...) Les véritables apôtres n'ont jamais craint de contredire le pouvoir public quand celui-ci s'opposait à la sainte volonté de Dieu ». Il opine qu'au lieu d'une réprimande, ce sont plutôt des félicitations que le père Hasbun mériterait. Il rappelle que le cardinal et le père Hasbun vivent dans la même maison; qu'ainsi,

le cardinal connaît de très près ce que le père Hasbun dit et fait, et que d'ailleurs il possède la capacité pour juger chacun de ses actes; que si tel n'était pas le cas, il n'occuperait pas un poste aussi élevé.

« En outre, poursuit-il, il appert que le cardinal Henriquez n'a jamais manifesté à l'opinion publique son désaccord avec le dit prêtre, soit parce que celui-ci ne se conformerait pas aux vérités établies par la Sainte Écriture, soit parce qu'il falsifierait les déclarations formulées par la Conférence épiscopale chilienne, soit encore parce que ses paroles ne correspondraient pas à la réalité des événements qui se sont produits dans notre communauté nationale. »

« Bien au contraire, le père Hasbun a reçu du Vatican des marques de distinction : on lui confia une fonction qui justement est en relation directe avec la diffusion de la doctrine évangélique. Par conséquent, on peut en déduire que tant notre

⁷⁵ Un exemple de caricature : l'article de Jaime Celedon, *Carta Abierta al Padre Hasbun*, in *Que Pasa*, no. 139, le 21 décembre 1973, p. 64.

Le Père Hasbun aux journalistes : « Pour moi le coq a chanté »

cardinal que le Vatican lui-même ont de fait approuvé le comportement du père Hasbun et que, malheureusement, Mgr Ariztia n'a pas voulu se plier à cette ligne de conduite. »

Interrogé au sujet de l'affaire Hasbun-Ariztia dans-la revue Ercilla (no. 2,002, semaine du 12-18 décembre 1973), le cardinal Henriquez affirme : « *Ma réponse sera très brève : je crois que le linge sale devrait se laver en famille. Je regrette que les divergences qui peuvent exister entre prêtres sortent sur la place publique et attirent ainsi les commentaires de bon nombre de personnes, de sorte que certains secteurs laïques, plusieurs d'entre eux immatures, se croient appelés à corriger, à donner des leçons aux prêtres et aux évêques* ».

Serait-il exagéré d'affirmer que l'attitude du cardinal à l'égard des laïcs frise le paternalisme.

LETTRE DE MGR ARIZTIA AU PÈRE HASBUN

Santiago, le 20 novembre 1973.

Cher Raul,

J'ai lu tes longues déclarations aux journalistes du Mercurio et de la Segunda parues ces derniers jours.

Je dois te dire qu'elles causèrent chez moi une sensation de malaise et d'étonnement, et j'aimerais t'exprimer les raisons de ce malaise dans une lettre ouverte, parce que je crois que l'opinion publique a le droit de connaître une autre perspective que celle que tu donnes.

Deux points dans tes déclarations m'ont fait difficulté. D'abord, tu as la possibilité d'exprimer publiquement une opinion qui, que tu le veuilles ou non, a une grande répercussion politique. Tu sais que d'autres personnes, qui voient les choses de façon différente, n'ont pas la même possibilité.

Ce seul fait aurait dû te rendre plus sobre et mesuré dans tes propos. Le thème est trop délicat pour que tu t'ériges en juge d'autres personnes : le fait même de vivre dans la même maison

que le cardinal, ce qui ne te donne pas une plus grande autorité, aurait dû t'amener à être extrêmement prudent.

L'autre point est le suivant : tu es une personnalité sacerdotale suffisamment connue. Ta parole est la parole d'un prêtre. Tu définis ta position et attaques les hommes de gauche. Tu as le droit de le faire. Mais comment est-ce possible que tes paroles soient aussi dépourvues de la souffrance de ceux qui ont été vaincus dans ces événements ?

Il y a plus encore : comment se fait-il qu'on ne retrouve aucunement dans tes propos le peuple des pauvres qui sont toujours les plus durement touchés ? Je ne me réfère à aucun camp politique particulier. Je me réfère à l'ouvrier, au citoyen des quartiers populaires, au soldat, à cette catégorie de personnes les plus humbles qui ont le droit à ce que l'Église leur offre d'une certaine façon sa voix.

Il ne me semble pas que ce style de déclarations contribue à la réconciliation des Chiliens et à construire un peuple de frères.

J'aurais davantage à te dire : pour le moment cela suffit. Ce que je dis, je le dis sans esprit de polémique, avec le seul désir de servir le pays et l'Église, et de te communiquer franchement et fraternellement ma pensée.

Je te salue cordialement,

Fernando Ariztia Ruiz, Évêque auxiliaire de Santiago.
(Le Mercurio, le 4 décembre 1973)

C- Le père Hasbun et l'Église :

Les entrevues du père Hasbun avec les journalistes et les réactions qu'elles suscitèrent chez l'évêque auxiliaire de Santiago, chez les secteurs pro-junte de la société chilienne, puis chez le chef suprême de l'Épiscopat chilien ne nous permettent pas de conclure sans plus que l'attitude du père Hasbun constitue le reflet parfait de celle de l'Église.

D'une part, comme en témoigne éloquemment la lettre de Mgr Ariztia, il est évident que l'Église chilienne ne constitue d'aucune façon un bloc monolithique. Et, d'autre part, il est également évident que le père Hasbun se laisse un peu trop emporter et dit des choses que ni le Vatican, ni le cardinal et ni la Conférence épiscopale chilienne (du moins dans sa majorité) ne voudraient, ou n'oseraient dire en public.

Même s'il paraît plus gras et reposé que dans les temps où il combattait quotidiennement l'Unité populaire, comme le note un de ses intervieweurs, le père Hasbun ne s'est évidemment pas complètement remis du choc de l'affrontement définitif. Car il y a encore pas mal de fumée dans ses idées : les unes entrent en conflit avec la vérité la plus élémentaire, les autres avec elles-mêmes. Par exemple, le 4 septembre il déclare à la télévision devant toute la nation que seul le Tout-puissant peut juger les secrets du cœur, « ce sanctuaire inviolable où seul Dieu peut pénétrer »; et, le 16 novembre, il déclare devant cette même nation qu'Allende « n'était pas sous l'action du Saint-Esprit ». Il ajoute que tant les membres de l'Unité populaire que les fabricateurs de la fausse image du Chili à l'étranger ne sont que des chauffeurs de citroneta qui conduisent leur petite voiture trop vite et du mauvais côté du chemin (la gauche), ne respectant pas ainsi les « déterminismes » naturels, et ne désirant le changement que pour le changement.

Fidèle à la tradition établie par le Mercurio et les autres porte-parole de la junte, il tente lui aussi de mitiger l'impact de certaines déclarations du cardinal en prétextant que celles-ci découleraient possiblement de la pure imagination journalistique. Or un tel procédé va à l'encontre de la probité intellectuelle la plus élémentaire. Comme nous le faisons déjà

remarquer, l'authenticité du texte de l'entrevue du cardinal avec le quotidien *Avvenire* a été confirmée par le Département d'opinion publique de l'Archevêché de Santiago; et le second texte en question est apparu dans l'organe de presse officiel du Vatican, *l'Osservatore Romano*.

Malgré ces quelques bévues du père Hasbun, tout semble indiquer cependant que pour l'essentiel, sa position reflète l'attitude adoptée dans cette affaire par le Vatican, ainsi que par les secteurs les plus décisifs de l'Église-Institution chilienne. Ici les idées sont habillées avec des gants blancs et toutes sortes de politesses et de diplomaties; là elles sont crues, directes et peu diplomatiques. Mais dans les deux cas elles sont fondamentalement identiques.

En effet, si le père Hasbun ne jouit pas, idéologiquement parlant, des bonnes grâces du Vatican, certains faits deviennent très difficiles à comprendre. Pourquoi a-t-on confié à ce prêtre ce qui est, sans l'ombre d'un doute, un des postes les plus influents de l'Église chilienne ? Diriger le plus puissant réseau de télévision d'une nation, et ce dans une époque où les communications de masse jouent un rôle toujours plus décisif au niveau des attitudes et des mentalités, ce n'est pas peu dire... Comme on sait, le canal 13 relève de l'Université catholique qui, elle, est une institution pontificale. Pourquoi a-t-on nommé le père Hasbun membre-consulteur de la Commission pontificale pour les communications sociales à peine quelques mois avant le coup d'État et alors que celui-ci était au beau milieu de sa lutte ouverte contre l'Unité populaire ? Pourquoi le père Hasbun dit-il avoir reçu un excellent accueil dans le milieu du Vatican et pourquoi est-il satisfait de ce que cette fraction si décisive de la hiérarchie catholique semble avoir été une des rares à « comprendre » la réalité chilienne ? Pourquoi, enfin et surtout, a-t-on jugé sage de nommer le canal 13, à peine quelques semaines après le coup d'État, correspondant officiel de Radio-Vatican au Chili (le père Hasbun déclare lui-même que cette décision résulte de ses efforts personnels pour faire connaître la « vraie » réalité chilienne) ?

De même, si le père Hasbun ne jouissait pas d'un solide appui idéologique du côté des secteurs clés de l'Église chilienne,

comment expliquer dès lors que la Conférence épiscopale et surtout le cardinal Henriquez, qui en sa qualité de chancelier de l'Université catholique a certainement le plus gros mot à dire dans le choix de celui qui dirige les destinées du canal 13, lui aient confié une telle responsabilité ? Comment expliquer que le cardinal, comme le note M. Alvarado, n'ait jamais désapprouvé publiquement les dires et agissements on ne peut plus publics du directeur de télévision ?

Plus encore, comment se fait-il que le père Hasbun lui-même avoue jouir de la plus entière liberté d'action et de parole dans ses constantes attaques contre l'Unité populaire ?⁷⁶ Lui qui se compare, après le 11 septembre, à un « combattant qui sort à peine de la tranchée » ou encore à un « franc-tireur » ? Lui qui déclare candidement que le cardinal « n'est pas un marxiste ni rien qui lui ressemble », qu'il connaît de très près sa pensée puisqu'il vit avec lui depuis quatre ans, et que les choses que son patron ne pouvait pas dire en raison de la délicatesse de sa fonction, lui les disait à sa place ?

Que cette dernière affirmation ait particulièrement plu au cardinal Henriquez est peu probable; mais sortant de la bouche un peu naïve et très impulsive du père Hasbun, elle est grosse de signification. D'autant plus qu'il existe, comme l'analyse des textes l'a démontré, une structure idéologique commune entre le père Hasbun et son patron. Structure qui est tellement commune qu'il arrive même qu'elle s'articule, à l'occasion, dans un vocabulaire identique : dans son homélie du 18 septembre le cardinal parle des valeurs qui configurent la « chilenidad » et le père Hasbun, dans son entrevue du 18 novembre, parle du « patrimoine des valeurs chrétiennes et humaines qui configurent notre « chilenidad ».

Lorsqu'on voit tout cela, on trouve normal et logique que le même archevêque ainsi que la même Conférence épiscopale qui laissent beaucoup de corde au père Hasbun dans ses activités « sacerdotales », retenaient, par contre, celle des Chrétiens pour

⁷⁶ Ironie du sort, c'est la junte militaire qui mettra fin à cette liberté d'action du père Hasbun quelques mois plus tard en le congédiant. Pour plus de détails, voir l'épilogue.

le socialisme.⁷⁷ En effet, plusieurs prêtres à tendance socialiste furent délogés de leur poste influent dans le but évident de les neutraliser. Et dans une lettre qu'il adressait aux Chrétiens pour le socialisme le 3 mars 1972, le cardinal Henriquez leur rappelait qu'un chrétien, et à fortiori un prêtre, aurait tort de voir dans le marxisme « l'unique solution pour libérer l'homme ». Précisant qu'une telle orientation ne serait pas dans « la ligne de l'Église », il leur rappelait que « la valorisation marxiste de la classe ouvrière comme la seule porteuse du futur de l'humanité ne coïncide aucunement avec la béatitude évangélique des pauvres.⁷⁸

Le 11 avril 1972 l'Épiscopat chilien déclarait : « *Nous réprouvons l'attitude politique partisane que certains prêtres ont assumée, ouvertement contraire aux orientations de l'Église... et si quelqu'un croit que sa vocation est politique, nous lui demandons de reconsidérer sa vocation sacerdotale...*

⁷⁷ Groupe — formé initialement de 80 prêtres mais qui s'est vite élargi — qui voit dans le socialisme la voie vers la libération des masses latino-américaines pauvres et opprimées. Ce groupe organisait une rencontre au Chili en avril 1972 qui fit beaucoup parler d'elle. A cette occasion, la hiérarchie chilienne adoptait une attitude de « neutralité » bienveillante.

⁷⁸ Comme on pouvait s'y attendre, la junte militaire a su faire un bon usage de cette dernière affirmation du cardinal. On la citait (avec d'autres extraits provenant de l'entrevue du cardinal avec le quotidien italien *Avvenire*) dans le *Bulletin de nouvelles*, no. 260, émis par l'ambassade chilienne à Washington D.C., U.S.A., durant le mois de décembre 1973.

Cette valorisation de l'état de pauvreté absolument inhumain dans lequel gisent des millions de personnes (de sources dignes de foi j'apprenais récemment que des milliers de gens à Santiago ne mangent que deux repas par semaine), on la retrouve dans l'encyclique *Nostis et Nobiscum* du pape Pie IX en 1849. Celui-ci, après avoir rappelé qu'il est normal et nécessaire que dans une société les uns dominent les autres, ce en raison de différences soit de talent et d'intelligence soit de fortune matérielle, affirme que sous aucun prétexte il n'est licite d'empiéter sur les propriétés et les droits d'autrui : « À cause de cela, et aussi en raison des très sévères remontrances de notre Seigneur Jésus-Christ sur l'emploi des richesses et ses dangers, la condition du pauvre et du nécessiteux est plus supportable parmi les peuples catholiques qu'ailleurs... Que les pauvres se souviennent donc que, comme le Christ lui-même nous le dit, ils n'ont aucune raison de regretter leur statut : parfois la pauvreté constitue le plus facile chemin vers le salut, à la condition, bien entendu, qu'on la supporte patiemment et qu'on ne soit pas seulement pauvre de corps, mais aussi d'esprit... Dieu, qui créa les petits comme les grands..., se soucie de tous également et n'oublie personne... »

Le Père Hasbun aux journalistes : « Pour moi le coq a chanté »

*et après un dialogue avec son évêque... de solliciter d'être relevé de son ministère sacerdotal ».*⁷⁹

De toute évidence, on ne vise pas dans ces paroles le père Hasbun. Il n'a pas, lui, à demander de dispense car son action est purement sacerdotale. Elle est dans « la ligne de l'Église ». Elle n'a absolument rien à voir avec la politique partisane. Elle ne valorise pas de façon démesurée la classe prolétaire et coïncide avec l'Évangile qui dit que tu es heureux si tu es pauvre. Elle est carrément dans le domaine de la « morale ». Protéger les valeurs qui configurent la « chilenidad » en attaquant de front et en extirpant l'idéologie étrangère qui en compromet la survie, c'est transcender la politique partisane. C'est ne parler et n'agir que dans le seul amour du Christ et de la patrie. C'est se laisser mouvoir par le seul « bien commun ».

Doit-on se scandaliser dès lors de ce que le cardinal Henriquez face à l'affaire Hasbun-Ariztia ne trouve pas mieux à dire que « ...je crois que le linge sale devrait se laver en famille » ? Faut-il s'étonner de son essai, fort habile et astucieux, de jeter le tort non sur le contenu des déclarations du père Hasbun mais plutôt sur celui qui osa contester publiquement ces déclarations ? N'est-ce pas Mgr Ariztia qui est responsable d'avoir lancé le linge sale de la famille ecclésiastique sur la place publique ? Ce même évêque qui osa s'étonner de ce que certains commerçants de son quartier qui n'avaient rien à vendre avant le 11 septembre avaient de tout dès le 13 septembre.⁸⁰

⁷⁹ Cité dans Ercilla no. 2,002, 12-18 décembre 1973, p. 15. Par la suite, les évêques chiliens ont condamné formellement « les prêtres, religieux et religieuses qui faisaient partie des Chrétiens pour le socialisme » dans un long document rendu public le 16 octobre 1973 (Fe Cristiana y Actuacion Política, document de la Conférence épiscopale chilienne). (Note de l'édition 2014 : pour consulter ce document voir http://www.archivochile.com/Poder_Dominante/iglesia/PDiglesia0011.pdf).

L'histoire de ce document est particulièrement révélatrice. Étudié en avril 1973 par la Conférence épiscopale, il était remis à une commission qui devait en assurer la rédaction finale. Celle-ci était terminée à la mi-août. Par une curieuse coïncidence, c'est le 13 septembre 1973, deux jours après le coup d'État, que la Conférence épiscopale approuvait le document qui était par la suite diffusé au Chili en octobre 1973.

⁸⁰ *Boletín informativo oficial*, Arzobispado de Santiago, no. 73, p. 15.

Et qui n'a pas craint depuis le coup d'État de risquer maintes fois sa propre vie pour sauver celle d'un ouvrier ou d'une ouvrière, pour empêcher une torture, un emprisonnement ? Celui qui vient de recevoir une nouvelle promotion du Vatican n'a-t-il pas parfaitement raison de proclamer triomphalement le 16 novembre : « Pour moi, le coq a chanté, le soleil s'est levé sur le Chili et le cauchemar de la nuit s'évanouit. » ?

XI- VERS UNE THÉOLOGIE DE LA RÉVOLUTION

« À quoi est dû le renversement du marxisme au Chili ? Que signifie cet évènement pour le monde ? Laissant de côté le rôle de la miséricorde de Dieu et l'évidente intervention de la très Sainte Vierge, Reine du Chili, laquelle s'est servie de l'armée dont elle est le général, l'échec de la révolution marxiste au Chili est dû à plusieurs facteurs dont deux surtout, en raison de leur importance spéciale, sont à retenir : la résistance effective de toute la nation dans toutes ses couches sociales d'une part, et la très évidente incapacité du marxisme de conformer son agir à l'idiosyncrasie du peuple chilien d'autre part. »⁸¹

A- Prêtres révolutionnaires :

Si la vocation sacerdotale du père Raul Hasbun atteignait lors du combat final du 11 septembre son point culminant, ce même jour signifiait pour bon nombre de prêtres chiliens et étrangers⁸² le commencement d'un cauchemar de souffrance, de terreur et de persécution.

Le 20 septembre on trouve le cadavre du père Joan Alsina⁸³ dans le rio Mapocho (rivière qui serpente Santiago). Son dos

⁸¹ Miguel Poradowski, *El Significado de la Derrota Marxista en Chile*, in Tizona, Santiago, no. 46, septembre-octobre 1973, p. 24.

⁸² Seulement parmi les prêtres étrangers, plus d'une centaine durent fuir le Chili dans les premiers mois suivant le coup d'État.

⁸³ Au moins deux autres prêtres ont été assassinés par la junte. Ce sont Miguel Wuodderd, curé et professeur à l'Université de Valparaiso, qui fut interrogé et torturé jusqu'à la mort, et Bernardo Poblete, prêtre de 31 ans du Collège Don Bosco, qui est aussi mort sous la torture.

est troué de balles. Les militaires l'avaient détenu le jour précédent.

Directeur du personnel à l'hôpital Saint Jean de Dieu de Santiago, le père Alsina était très exigeant pour lui-même et très estimé dans son milieu de travail. Sa solidarité avec les plus défavorisés l'avait amené à vivre parmi eux dans un quartier populaire.

Dénoncé comme étant un franc-tireur, le père Alsina, conscient de son innocence et malgré les nombreuses pressions exercées sur lui par des amis pour qu'il se réfugie dans une ambassade, décidait de « faire face à la musique ». Le soir même du jour où le cardinal Henriquez offrait publiquement à la junta militaire « toute sa désintéressée collaboration » et à peine quelques heures avant sa mort, le père Alsina écrivait sa dernière méditation :

« Pourquoi ?

« Nous voulions mettre du vin nouveau dans des outres anciennes, et nous voilà sans outre ni vin...

« Nous sommes arrivés au bout du chemin. Nous avons commencé à marcher sur un sentier, et maintenant nous nous trouvons sur des pierres. Ceux parmi nous qui sont toujours vivants, nous poursuivrons notre marche. Jusqu'à quand ? J'espère que nous trouverons des arbres pour nous protéger des balles.

« Il n'y a plus de prophètes parmi nous, seulement le veau d'or. Depuis deux jours il y a de tout. Et comme nous ne pouvons parler, nous mâchons.⁸⁴ Et nous nous ennuyons du pain durement gagné; mais partagé dans le rire et la joie.

« Nous n'avions pas compris saint Paul : 'Il faut que nous soyons purifiés par le feu'. Où sont-ils, ceux-là qui voulaient aller jusqu'au bout ?

« Les États-Unis nous avait permis de jouer un jeu tellement

⁸⁴ Le père Alsina fait ici allusion au retour subit et « miraculeux » des aliments et des articles dans les magasins. Et pour se consoler de la suppression de la liberté (de parole), les gens consomment (mâchent).

pénible et tellement cousu de limitations que nous-mêmes nous en étions fatigués. Sainte Démocratie, pray for us (en anglais dans l'original).

« Même si c'est facile de prêcher la résignation, c'est très difficile de se résigner à perdre. Car perdre signifie cesser de posséder et commencer à être. Et il arrive que ce fût justement ceux qui possédaient, et qui continuent de posséder, qui étaient le moins. Ils étaient moins; mais ils avaient le pouvoir et la force.

« Et la parole se faisait chair... Cela, nous ne pouvions le supporter. C'est le scandale de la croix. Celui que nous n'avons jamais supporté. 'Nous respecterons toutes les idéologies', tant et aussi longtemps qu'elles n'osent se faire chair et devenir réalité; si elles l'osent, nous les réduirons au sang et nous en écraserons la chair.

« Et maintenant ?

« Ils sont nombreux ceux qui ont été mis à part, purifiés. Soixante-douze disent les 'chiffres' (officiels). Ils étaient quarante mille dans l'Exode. Et ici aussi. D'un côté ou de l'autre, qu'est-ce que ça change ? Soldats ou civils, ce sont des gens du peuple... 'Nous ferons un pays neuf, libre, indépendant'. D'autres voix, d'autres situations. Non, les voix sont les mêmes. Et la dialectique aussi.

« Déchirement intérieur... Ne pas savoir qui je suis, d'où je viens, ni où je vais. J'arriverai à la maison. Celui-là me regarde... Cet autre peut m'arrêter..., cache-toi !

« Dépendre d'un code, d'une volonté, d'une intuition, d'une 'confession' arrachée. Sueur froide., chaude. Une pièce solitaire, petite, froide. Qui m'appelle au téléphone ? Qui frappe à la porte ? Ne pas savoir que faire tout en sachant ce qu'on va me faire. Et le plus pénible : pourquoi ? Ça, c'est l'incertitude. Et la conscience de l'incertitude c'est là peur...

« Et les coups de feu continuent. Surtout la nuit. Qui contre qui ? Le peuple, le peuple, le peuple..., d'un côté comme de l'autre... Des stratégies, des communiqués, des déclarations. Et le peuple, lui, est couché..., dans le sommeil ou la mort.

« Et l'impuissance. Le sang qui bouillonne... Les paroles qui ne sortent pas... Et savoir que paroles et faits sont condamnés au silence d'une chair qui devient poussière.

« Et notre SAINTE MÈRE ?

« On ne peut improviser. L'équilibre n'est utile que pour les temps de « paix ».

« Un espoir. Si le grain de blé ne meurt, il ne poussera pas...

« Nous rôdons comme des brebis qu'on conduit à l'abattoir ».

« En tes mains je remets mon âme... Comprends-tu maintenant ce que le Corps du Christ signifie ? Si nous tombons, c'est un peu de ton espoir qui tombe. Si des cendres nous pouvons reconquérir la vie, quelque chose renaîtra en toi.

« ADIOS. Il est avec nous toujours, où que nous soyons. »

Quatre jours après la mort du père Alsina, le Mercurio publie un article intitulé « Qui sont les prêtres révolutionnaires ? ». L'article est composé d'extraits que ce quotidien a tiré d'une publication du père Ulpiano Lopez s.j., missionnaire chez les lépreux de l'île Cerrito en Argentine.⁸⁵ On publie ces extraits en raison de leur « brûlante actualité ».

« Lue et étudiée en profondeur, écrit le jésuite, l'histoire de l'Église nous enseigne avec des exemples d'hier et d'aujourd'hui que Jésus s'installa dans les structures de son époque; il ne les a ni justifiées ni contestées. Le 'Mon royaume n'est pas de ce monde' vaut aujourd'hui comme hier. L'Église s'installa dans les structures persécutrices. »⁸⁶

Pour le père Lopez, le véritable prêtre est celui qui s'adonne à la prière et au ministère des sacrements. Celui qui célèbre la messe, fait des baptêmes, écoute des confessions, etc. Il reconnaît que dans le passé on a souvent trop mis l'accent, pour des raisons financières, sur le ministère des sacrements. Mais aujourd'hui, avertit-il, le danger est dans le sens inverse. On passe des excès du 'verticalisme cultuel' aux excès de

⁸⁵ Le Mercurio n'indique ni l'année de publication ni le titre de l'ouvrage. Il se contente de préciser qu'il a été publié chez Esquiú.

⁸⁶ Moi qui souligne.

‘l’horizontalisme anthropocentrique’. On se lance, comme prêtres, dans des activités qui reviennent en propre aux laïcs, et souvent, on va même jusqu’à oublier Dieu au profit de préoccupations séculaires.

Agir ainsi, argumente le père Lopez, c’est s’éloigner de ce qui constitue l’essence même de la vie sacerdotale. En effet, mettre l’accent sur l’homme dans sa vie concrète tout en oubliant Dieu et les sacrements, ou mettre l’accent sur Dieu et les sacrements tout en oubliant l’homme dans sa concrétude sont deux attitudes qui se valent. Le véritable prêtre évite ces deux excès. Il s’engage à l’égard de l’homme concret mais sans jamais détourner son regard de Dieu, le sens ultime de cet engagement.

Si le prêtre doit savoir se compromettre par rapport à l’homme, cela ne veut absolument pas dire qu’il doive s’engager dans une lutte terrestre contre les structures, même oppressives et persécutrices. Lorsque le prêtre s’engage dans la lutte terrestre contre les structures oppressives il erre et abandonne de fait la mission ‘christificatrice’.

Ceci pour deux raisons. D’abord, il ne faut pas s’imaginer que le problème crucial de notre société en soit un de structures; changer ou réformer les structures ne résout absolument rien en soi. Ce qu’il faut plutôt, c’est changer le cœur des hommes, changer l’âme..., créer des hommes nouveaux. Ensuite, il ne faut pas oublier que le prêtre ne doit pas s’immiscer dans les affaires des laïcs : « L’engagement temporel dans la construction d’une société terrestre dans la justice et la paix constitue la tâche propre des laïcs. » « *Prêtres pour la révolution du Christ : voilà ce dont l’Église et le monde ont surtout besoin, de conclure le père Lopez. Mais cette révolution est totalement surnaturelle... Nous sommes les animateurs spirituels de nos frères... L’Église n’a pas de place pour les prêtres qui ne veulent plus prier, vivre la vie surnaturelle et la communiquer par les sacrements. L’Église (...) ne peut retenir dans ses rangs de tels hommes : ils doivent partir.* »

Fin septembre, la revue chilienne Tizona publie un numéro spécial (no. 46, septembre-octobre 1973) sur le coup d’État. Dans la section éditoriale (pp. 2-3), Juan Antonio Widow affirme que les Chiliens ont pu voir, depuis trois ans, quel est

le vrai visage du marxisme. Ce système idéologique qui s'empare des hommes et « les transforme en pièces de machine », les possédant non seulement de l'extérieur mais aussi « de l'intérieur même de l'âme ». Le marxisme est beaucoup plus qu'une simple conviction idéologique, poursuit l'éditorialiste non-partisan, c'est un virus capable de conduire les hommes « à une corruption morale complète » et de les priver de toute humanité. Cette idéologie « a la capacité de fomenter dans l'âme humaine une dévotion pour tout ce qui respire le mal, et une haine profonde pour toute cette dimension de l'être qui, de par sa bonté, reflète d'une certaine façon la Gloire de Dieu. »

« Peu ont compris la raison pour laquelle le pape Pie XI déclara le communisme — le marxisme-léninisme — intrinsèquement pervers. Et peu comprennent tout ce que cela veut dire. Le communisme n'est pas mauvais à cause de la mauvaise interprétation qu'on en fait, parce qu'on ne sait pas s'en servir ou encore en raison de la malice des personnes qui le professent et tentent de l'imposer. Non, il est mauvais en soi. Pas même un saint ni le mieux intentionné des politiciens ne peuvent collaborer avec cette doctrine sans se faire directement complices de cette iniquité intrinsèque et immuable... »

Puis M. Widow conclut : *« Notre joie actuelle, cette liberté dont nous jouissons chacun de nous dans notre for intérieur, nous révèle la grandeur de tout ce que nous avons perdu et qui commence maintenant à nous revenir (...). Dans les jours qui viennent, le mieux que nous puissions faire, c'est de lui rendre grâces du plus profond de notre existence. »*



TIZONA est une publication destinée à exposer les raisons sur lesquelles doivent se fonder la restauration de l'ordre naturel de la société humaine et l'ordre surnaturel de l'Église. Il a comme unique norme la vérité objective, et comme présupposé la capacité de l'entendement humain pour connaître ce qui est vrai en soi-même.

TIZONA n'appartient ni ne s'identifie à aucun parti ou mouvement particulier, religieux ou politique. Il n'essaie pas d'appartenir à un tel mouvement, ni de le fonder. Son but unique consiste à connaître et exposer les raisons universelles, valides pour tout groupe ou personne, qui expliquent la nature des principes qui doivent être appliqués pour rétablir l'ordre authentique des sociétés auxquelles nous appartenons par la naissance et par le baptême.

Dans le second article de la section éditoriale (p. 3 et 4), Gonzalo Ibañez précise que cet héritage sacré que le Chili a récupéré grâce à l'intervention miraculeuse des Forces armées chiliennes, c'est la culture occidentale chrétienne. La philosophie dont s'inspire la junte militaire, commente-t-il, est celle-là même adoptée par « tous les grands gouvernements qui jalonnent l'histoire du monde occidental chrétien à travers les siècles ». Son mot d'ordre « DIEU, PATRIE et JUSTICE » est l'envers de ce que le Chili était sous le gouvernement Allende : « sans Dieu, sans patrie, sans loi ». Lorsqu'on dit DIEU, on se reconnaît créature, libre de faire le bien et d'éviter le mal, mais obligé aussi de se soumettre à la loi exprimée dans les déterminismes de l'ordre naturel. On reconnaît aussi qu'un gouvernant est gouvernant seulement dans la mesure où il se considère comme le délégué de « Celui qui gouverne tout l'univers et qui est Maître et Seigneur de l'Histoire ».

Lorsqu'on dit PATRIE, poursuit-il, on affirme « que les hommes à gouverner ne sont pas des êtres abstraits » mais des êtres en chair et en os, c'est-à-dire, dotés d'une « idiosyncrasie et de coutumes propres » et surtout, d'une « histoire propre ». Enfin lorsqu'on dit JUSTICE, on reconnaît que le pouvoir d'un gouvernant n'est pas absolu et que sa raison d'être « n'est pas le bien de quelques-uns mais le bien commun »; que les citoyens « ont le droit d'être bien gouvernés, d'exiger d'être bien gouvernés ou, *dans un cas extrême, de se procurer un bon gouvernement* ». ⁸⁷

Un peu plus loin dans cette même revue, dans un article intitulé *Le sens de l'action militaire* (p. 19), M. Ibañez éclaire le sens du mystérieux bout de phrase que je viens de souligner. Selon lui, la cause immédiate du coup d'État est l'application au Chili depuis trois ans d'une doctrine intrinsèquement pourrie; mais sa cause éloignée et plus fondamentale réside dans la législation parlementaire chilienne qui accordait à une telle doctrine droit de cité.

Les vrais responsables de ce drame national sont donc ceux qui en 1958 adoptèrent au Congrès la Loi sur la défense de la

⁸⁷ Moi qui souligne.

démocratie. Cette loi permettait aux marxistes et aux socialistes de se présenter aux élections. Ainsi, elle permettait au mal idéologique de s'enraciner dans le sol chilien, puis de se traduire éventuellement dans le concret. Par conséquent, les auteurs de cette loi ne peuvent pas esquiver leur culpabilité en prétendant ne point connaître le futur : le mal ne saurait engendrer que le mal. Encore moins, ajoute-t-il, « peuvent-ils s'excuser d'avoir rendu nécessaire l'usage massif et écrasant de la force, car personne ne peut ignorer que c'est là le seul moyen dont dispose un pays pour se sauver du marxisme. »⁸⁸

Dans un des six ou sept livres publiés par la droite depuis le 11 septembre pour justifier le coup d'État, M. Ibañez explique pourquoi il est si heureux que les gouvernants soient militaires : « *...la vocation militaire est d'un contenu social très élevé... la carrière militaire convient aux groupes sélects de patriotes. En somme, aux aristocrates; non pas dans le sens vulgaire que ce terme revêt actuellement, avec la connotation d'une absurde lutte de classes. Ce qu'on entend ici par aristocratie, c'est ce que ce terme a toujours signifié dans l'Histoire : le groupe de personnes qui de par leurs conditions naturelles d'intelligence, de préparation et de tradition, viennent directement en aide à l'autorité dans sa tâche et duquel provient, normalement, cette autorité. C'est le gouvernement par les meilleurs. Et c'est précisément parce qu'on trouve ce qu'il y a de meilleur dans les Forces armées que, à un moment déterminé, on peut connaître à travers elles la qualité d'un pays.* »⁸⁹

« *L'aristocratie est le groupe social qui a pour objet la direction de la vie nationale (...); plus la place qu'on occupe dans la hiérarchie sociale est élevée, plus elle exige le sacrifice et le dévouement, car elle a comme but immédiat le bien commun...* ».⁹⁰

⁸⁸ *Tizona*, numéro spécial (no. 46, septembre-octobre 1973).

⁸⁹ *Fuerzas Armadas y Seguridad Nacional*, œuvre collective, Ediciones Portada.

1973. Santiago, Chile. p. 29.

⁹⁰ *Idem*, p. 29.

B- Purification de l'Église et de l'État :

Le père Joan Alsina est mort. Si on l'a poursuivi, couronné d'épines puis fusillé c'est parce que quelqu'un a soufflé dans l'oreille militaire la rumeur selon laquelle il était un franc-tireur. Plus profondément, c'est parce que, dans ses idées comme dans sa vie quotidienne, il se solidarisait avec la gauche, avec les masses chiliennes pauvres et opprimées.

Le père Raul Hasbun, lui, est plus vivant que jamais. Il dit avoir vécu la plus riche expérience sacerdotale de sa vie. Si on l'entoure d'attention, si on le couronne de gloire et de promotions c'est parce qu'il se solidarise avec la droite, avec les secteurs les plus puissants et les plus conservateurs, les plus riches en catholicisme et en argent de la société chilienne. Fier d'avoir été un soldat du Christ et de sa patrie, il sort aujourd'hui de la tranchée et se déclare publiquement franc-tireur.

L'Église chilienne, qui se prétend neutre vis-à-vis des partis politiques et qui aime faire des cérémonies où elle proclame tout haut son amour très particulier des plus pauvres et abandonnés, semble reconnaître chez le père Alsina un prêtre infidèle à sa vocation sacerdotale. Chez le père Hasbun par contre, elle voit un prêtre digne de promotion.

Telle est l'étrange logique d'une Église qui se dit pour la paix et la justice et contre la violence et l'injustice sous toutes ses formes, mais qui, dans le même souffle, fait très bon ménage avec les classes dominantes. Avec ces classes qui veulent à tout prix sauvegarder un establishment qui leur permet de récolter richesse, confort et liberté sur le dos des masses exploitées. Ces masses de gens qu'on utilise comme esclaves bon marché, soit dans les maisons privées comme domestiques, soit sur les terres et dans les usines comme travailleurs manuels.

Telle est la logique spirituelle d'une Église qui s'effraie comme un ange lorsque certains de ses prêtres et laïcs osent parler ouvertement de la lutte des classes et de l'affrontement possiblement armé qu'elle pourrait occasionner, mais qui en même temps n'hésite pas à s'agenouiller respectueusement à côté d'une junte militaire qui écrase impitoyablement les pauvres. D'une Église qui ne veut rien savoir d'une révolution

armée lorsque celle-ci est de provenance prolétaire mais qui ne tarde pas à bénir les bonnes intentions d'une junte qui prend les armes nettement en faveur des plus riches.

Ce n'est pas le hasard qui a voulu que le Mercurio publie les extraits de la pensée du père Lopez dans le contexte qu'on sait. Ni que MM. Widow et Ibañez publient ce qu'ils ont publié. Le principal porte-parole de la junte catholique et les deux éditorialistes de la revue Tizona représentent des courants de pensée qui sont solidement enracinés dans la bourgeoisie chilienne comme dans de larges secteurs de l'Église-Institution chilienne. Pour ces gens, les grandes traditions chiliennes et les structures féodales et capitalistes qu'elles incarnent et perpétuent constituent un héritage sacré. Ils y voient un ordre et des habitudes de vie de provenance divine. Et donc naturels, stables et inaltérables pour les siècles des siècles...

Ce n'est pas pour rien que le cardinal Henriquez reconnaissait, le 18 septembre, que les valeurs et les coutumes qui forment la « chilénidad » sont le reflet de l'amour toujours présent de Dieu pour le Chili. Ce n'est pas pour rien que le cardinal, selon une déclaration du père Hasbun (son entrevue du 18 novembre), ratifiait lui-même, comme l'exige sa fonction de chancelier, la nomination du recteur-délégué militaire de l'Université catholique, nomination dont l'unique motif était l'épuration idéologique de ce milieu. Ce n'est pas pour rien, enfin, que M. Ibañez affirmait à la revue Que Pasa (no. 139, le 21 décembre, 1973, p. 59) que pour refaire la Constitution — les militaires ont effectivement jugé opportun de la refaire — « nous avons besoin de principes qui, une fois formulés, resteraient hors de discussion..., pour toujours; des principes qui seraient irréformables et non sujets à la votation. »

Ou bien un héritage est sacré ou bien il ne l'est pas. Ou bien il transcende toute partisanerie politique ou bien il peut être sujet à discussion et soumis à votation... Le temps est propice pour fermer la porte à la fausse route, et ce une fois pour toutes. Oui, il faut écarter de façon définitive cette tentation que semblent ressentir des millions de Chiliens, surtout les plus pauvres et les plus ignorants, pour une idéologie étrangère et antinationale...

Les structures, Jésus « ne les a ni justifiées ni contestées ». Grâce à la junte, on a récupéré la philosophie « du monde occidental chrétien ». Tout le monde sait que la seule façon pour un pays de se sauver de l'idéologie qui empoisonne l'âme des travailleurs chiliens c'est par « l'usage massif et écrasant de la force ». L'Église n'a pas à désapprouver la junte : car elle accepte et sert le gouvernement que le peuple veut bien se donner. Le prêtre n'a pas à faire de politique : car sa mission est spirituelle, sa révolution complètement surnaturelle.

En définitive, tout se passe comme si le Mercurio, les éditorialistes de Tizona et de larges secteurs de l'Église catholique chilienne décelaient dans le coup d'État non seulement l'occasion par excellence pour retrouver la véritable « chilenidad » mais aussi une occasion rêvée pour récupérer la véritable « sacerdotad ». Cela même qui permet aux uns de distinguer entre un vrai Chilien et un Chilien manqué, permet aux autres de faire la part entre un vrai prêtre et un prêtre infidèle...

Chers Chiliens, si on vous torture, vous emprisonne et vous fusille après ou avant un jugement rapide devant le Conseil de guerre, ce n'est pas parce qu'on en retire des jouissances quelconques. C'est pour votre plus grand bien ! C'est au nom du Christ et de la patrie ! C'est afin que vous-mêmes ainsi que le Chili entier, vous retrouviez votre identité nationale si profondément compromise par l'idéologie étrangère !

Si on fait de même avec vous, chers prêtres chiliens et étrangers, c'est pour la même raison mais en plus c'est parce que, contrairement au Christ, vous n'avez pas su vous mêlez de vos affaires spécifiquement spirituelles. Vous avez abandonné vos presbytères pour aller vivre avec les pauvres des quartiers populaires et des bidonvilles.

Faisant preuve d'une débilité intellectuelle alarmante, vous avez mis en veilleuse le ministère des sacrements, puis vous avez concentré le gros de vos efforts du côté de l'aliénante conscientisation. C'est ainsi que vous avez enseigné, en collaboration avec des militants de gauche, à vos brebis pauvres

et ignorantes à envier les conditions sociales et mêmes les fonctions directrices des gens dont c'est la vocation — « de par leurs conditions naturelles d'intelligence, de préparation et de tradition » — de diriger la vie nationale et de s'occuper du bien commun. Vous leur avez enseigné la haine, la lutte des classes : des choses qui ne s'étaient jamais vues au Chili et qui d'ailleurs contredisent l'essence même de notre tradition nationale et de l'Évangile de Jésus-Christ. Vous leur avez inculqué toutes sortes de faux espoirs..., comme par exemple, cette stupide et irréalisable idée d'une université pour tous. Comme s'il n'y avait pas de différences naturelles entre les hommes ! Comme si tout le monde était appelé par Dieu à la vocation universitaire ! Comme si la hiérarchie de l'organisation sociale traditionnelle n'était pas, comme son auteur Dieu le Père, permanente, nécessaire et éternelle.

Vous voyez maintenant ce qui peut arriver à un curé lorsqu'il s'égaré, ne respecte pas sa vocation divine et s'éloigne de la voie tracée par le Christ... Si seulement vous vous étiez comportés comme de vrais prêtres, si seulement vous étiez demeurés fidèles aux valeurs strictement spirituelles qui transcendent les contingences politiques historiques... Comme ces pères missionnaires qui continuaient à pleine vapeur le ministère des sacrements; qui savaient profiter bien comme il faut du marché noir; qui se payaient à l'occasion un voyage d'avion gratuit à l'étranger sur le dos de l'incompétence de l'Unité populaire et grâce à l'étroite collaboration d'un agent de voyage très catholique et compréhensif; qui savaient se servir de leur gros bon sens en échangeant des dollars sur le marché noir pas longtemps après avoir célébré leur messe; qui refusaient systématiquement de faire la queue parce qu'ils n'avaient pas de temps à perdre mais qui continuaient à manger très bien grâce à la Providence divine (c'est-à-dire à leurs amis bien stockés des quartiers riches); qui se branchaient carrément du côté de la droite chilienne dans leur très pure non-interventionnisme politique...

Si seulement vous vous étiez comportés comme ces vrais révolutionnaires du Christ, seriez-vous en prison aujourd'hui ?

Vous accuserait-on, dans le Stade national, d'avoir été prêtre-

ouvrier (je connais personnellement un père américain nationalisé chilien dont le chef d'accusation officiel stipulait, entre autres, « prêtre-ouvrier »).

Est-ce qu'on vous torturerait jusqu'à la mort comme on l'a fait avec ce jeune prêtre salésien, Bernardo Poblete, à Iquique ? Est-ce qu'on vous persécuterait ?

Ne pourriez-vous pas dormir en paix le soir au lieu de vous inquiéter sans cesse de peur que les militaires ne viennent vous chercher ?

Mais non : vous avez manqué le bateau ! Vous avez oublié que ce qui compte vraiment, ce ne sont pas les structures, mais l'âme et l'esprit ! La vraie révolution ne s'opère pas au niveau des structures mais au niveau du cœur ! Ce qui importe plus que tout, c'est l'âme, l'âme de chaque Chilien et l'âme du Chili entier ! La nationalité chilienne. Les traditions. L'identité historico-culturelle. L'idiosyncrasie chilienne. La « chilenidad »...

Ce que vous n'avez pas compris, même le président américain Richard Nixon a eu assez d'empathie internationale pour le comprendre. Comment expliquer autrement que, dans les jours suivant le coup d'État, seule la Voice of America pour l'Amérique latine — parmi les postes de radio à l'étranger — rapportait la version officielle de la junte militaire, une version tellement faussée et ridicule que même la droite chilienne n'y prêtait pas foi ? Comment expliquer autrement que même si Washington, depuis l'accession au pouvoir d'Allende, avait coupé complètement toute aide économique et humanitaire au Chili, il maintenait cependant son aide militaire, puis en 1972 allait même jusqu'à la doubler ?⁹¹

Ce que vous n'avez pas compris, chers Chiliens et prêtres de la gauche, la droite elle l'a très bien compris. C'est pourquoi elle

⁹¹ James Nelson Goodsell, *Playing with Fire in Chile*, in *The Progressive*, United States of America, March 1973. « Au moment même où les États-Unis coupent toute aide économique et humanitaire aux Chiliens, Washington s'empresse d'intensifier ses relations avec les Forces armées chiliennes en leur octroyant une aide militaire accrue. En fait, l'aide militaire a été doublée en 1972. »

a toujours pratiqué une politique carrément obstructionniste au sein du Congrès face aux projets de loi patronnés par l'Unité populaire. C'est pourquoi le grand démocrate d'inspiration chrétienne, Eduardo Frei, a tant voyagé pour encourager les États-Unis et l'Europe occidentale à boycotter l'économie chilienne. C'est pourquoi les patrons ont fait la grève d'octobre 1972 puis celle d'août 1973. C'est pourquoi les militaires ont tenté le coup du 29 juin puis ont réussi l'intervention providentielle du 11 septembre. C'est pourquoi le père Hasbun parlait le 4 septembre... C'est pourquoi le cardinal Henriquez offrait au nouveau gouvernement « toute notre désintéressée collaboration ».

XII- UNE COMMUNAUTÉ DE PENSÉE

Au moment où j'écrivais mes toutes premières réflexions sur l'attitude révoltante de l'Église-Institution chilienne face aux événements qui secouaient le Chili depuis le 11 septembre — avant-propos, le 19 septembre —, j'étais sous l'impression qu'elle faisait preuve d'une naïveté inouïe et qu'elle manquait tout simplement de courage. Depuis lors, mon étude m'a amené à conclure qu'il y a beaucoup plus que cela, et que cette attitude se fonde en fait sur la complicité idéologique de l'Église avec la junte. A travers la multiplicité des documents et des personnes j'ai découvert une unité de pensée et de mentalité.

Le Chili se débattait entre deux positions radicalement opposées : une dont la grande majorité des adeptes était pauvre et exploitée, l'autre dont la grande majorité était relativement à l'aise ou très riche; une qui préconisait, par une profonde conversion de mentalité et de structures, la mise sur pied d'une vie sociale et économique où la liberté et la dignité de la classe paysanne et ouvrière — la grande majorité des Chiliens — cesseraient d'être des vœux pieux pour devenir réalité, l'autre qui s'évertuait, par tous les moyens possibles et impossibles, à empêcher qu'un tel changement se produise, qui s'agrippait au passé si noble et sacré, et qui, voyant venir le point de non retour, ne se fit aucun scrupule pour utiliser la violence et la répression massives afin d'imposer son point de vue « traditionnel » et de clore ainsi le débat.

Et qu'a fait l'Église chilienne devant tout ceci ? Elle a laissé tomber l'air progressiste et ouvert qu'elle affichait depuis quelques années pour renouer avec une vieille tradition

ecclésiastique : elle s'est branchée, ou, plus exactement, elle a laissé transparaître le fait qu'elle était encore branchée sur les nantis, sur les classes dominantes.

Bien entendu, elle continue toujours à soutenir, de façon quasi-obsessionnelle, qu'elle n'a absolument rien à voir avec la politique partisane, qu'elle transcende toutes les contingences politiques, que son seul intérêt c'est le Christ, la patrie, le bien commun...

Mais l'analyse de ses propres déclarations révèle qu'il n'en est pas ainsi et que, bien au contraire, elle a les deux pieds — sauf quelques orteils — solidement implantés dans le monde idéologique de la droite. Cette collusion idéologique se cristallise autour de deux concepts fondamentaux : d'un côté il y a la planche du salut, la « chilénidad »; de l'autre, ce qui la menace, l'idéologie étrangère.

Le concept « idéologie étrangère » se réfère en gros aux pays et aux personnes à tendance socialiste : c'est pourquoi Cuba, la Russie et le Vietnam du Nord deviennent des « puissances étrangères », et les Chiliens membres de l'Unité populaire ainsi que les étrangers résidant au Chili et sympathisants de la gauche, des « étrangers ». Plus précisément, ce concept renvoie à une idéologie proprement dite, et à une idéologie stigmatisée du défaut impardonnable d'être étrangère. Cette idéologie est perçue comme étant intrinsèquement perverse et immorale; la propager constitue donc un acte d'endoctrinement, de propagande subversive et de conscientisation. Dogmatique et pseudo-scientifique, impraticable et impraticable, cette doctrine n'apporte partout où elle s'implante, que servitude et oppression, pauvreté et persécution, violence et dictature. C'est normal puisqu'elle est d'origine non seulement païenne mais aussi diabolique, son auteur, Karl Marx, s'apparentant à Lucifer, le théologien de la haine (Mgr Valdés). Ainsi, elle empoisonne même le plus saint et le mieux intentionné des politiciens (Widow). C'est probablement ce qui est arrivé à Salvador Allende car indubitablement, il était sous l'action de Lucifer (Hasbun). Pas surprenant qu'elle éloigne les prêtres de ce qui constitue l'essence même de leur sacerdoce, soit le ministère des sacrements (Lopez); qu'elle éloigne les hommes

de ce qui constitue l'essence même de la vie chrétienne, la foi (cardinal Henriquez); qu'elle les éloigne même de ce qui constitue l'essence de l'homme, l'humanité (Widow). Pas surprenant non plus qu'elle éloigne les Chiliens et le Chili de leur être constitutionnel (junte, cardinal Henriquez, Hasbun, etc.).

Pour corriger cette regrettable erreur (Mgr Vicuna, cardinal Henriquez), il est légitime d'employer la force et les armes une fois tous les autres moyens « démocratiques » épuisés (Lira). Qui plus est, « l'usage massif et écrasant de la force » constitue, comme tout le monde le sait, le seul moyen de l'extirper du pays (Ibañez). L'Église reconnaît et sert ce gouvernement militaire que le peuple a bien voulu se donner (le cardinal dit ne collaborer qu'avec de tels gouvernements et il collabore de fait avec la junte...).

Le premier coup étant porté, il est important de ne pas s'arrêter là; il faut extirper ce virus de l'esprit même des Chiliens (Mgr Tagle, Hasbun, junte). Ce nettoyage devra s'effectuer surtout chez les personnes les plus infectées par ce cancer et ce joug : soit chez les ouvriers et les secteurs pauvres et ignorants de la société chilienne, ainsi que chez leurs leaders, ces intellectuels qui font preuve d'une débilité alarmante. En effet, « Infini est le nombre de fous » (Hasbun). On doit mettre hors la loi tous les partis politiques socialistes. Quant aux élections, naturellement c'est important, mais il ne faut pas oublier « que l'ordre social est fondé sur une réalité qui ne dépend pas de ce que veulent les majorités ou les minorités ». ⁹² Et d'ailleurs, elles ne sont licites que dans la mesure où est sauve « l'intégrité physique et morale et l'identité historico-culturelle » de la nation. ⁹³

Grâce à « la main de Dieu (qui) se fit présente pour nous sauver » (général Pinochet⁹⁴), seront restaurées « nos vraies valeurs, qui me paraissent comme une émanation toujours présente de l'amour de Dieu pour le Chili, et leur profanation

⁹² Gonzalo Ibañez, *El Sentido de la Acción Militar*, in Tizona, no. 46 p. 23.

⁹³ Idem, p. 23. M. Ibañez cite ici le décret-loi no. 1 de la junte.

⁹⁴ Discours prononcé à Santiago le 11 octobre 1973 et reproduit dans le Mercurio le lendemain.

me fait l'effet d'une profanation sacrilège » (cardinal Henriquez).

Quant au concept « chilénidad », il se réfère de façon globale aux pays et aux Chiliens à tendance capitaliste. C'est ainsi, par exemple, que les États-Unis ne sont pas perçus comme une puissance étrangère, et les citoyens de l'Amérique du Nord ne sont pas en général considérés comme des étrangers dans le sens fort du terme. Ce concept ne représente aucune idéologie particulière si ce n'est le réalisme et la science bien objective et factuelle. Il est perçu comme le fondement et le point d'origine de tout ce qu'il y a de beau, de bon et d'original chez le Chilien. Ainsi, le propager et le restaurer n'est pas considéré comme un acte de propagande ou de conscientisation mais tout bonnement comme un acte éducatif par excellence. Démocratique et pluraliste, pratiquée et praticable, cette idée non-idéologique n'apporte, partout où elle s'implante, que liberté et bonheur, respect et ordre, paix et prospérité. Elle est d'origine divine, son auteur, Dieu le Père, le grand théologien de l'amour, la soutenant à chaque instant de sa présence agissante, lui procurant ainsi une assurance-vie contre tout ce qui s'appelle violence et persécution, pauvreté et oppression, dictature et sang... L'ordre social qu'elle incarne et symbolise participe à la permanence et à la stabilité éternelles de son auteur. Cet héritage que les Pères du Chili ont laissé à leur patrie terrestre est comme l'héritage que le Seigneur a laissé à l'Église, sa patrie céleste (cardinal Henriquez). Entre les deux se communique comme par osmose le même instinct de conservation, le même attachement au passé sacré, au Christ et à la patrie. C'est ainsi que les grands-prêtres de la « chilénidad », c'est-à-dire qui proviennent de l'aristocratie (« de par leur condition naturelle d'intelligence, de préparation et de tradition »), s'encouragent et s'entraident mutuellement à rester fidèles à la vocation que Dieu leur a confiée, les uns dirigeant la vie nationale, les autres s'en tenant d'une part au ministère des sacrements, et, d'autre part, aux œuvres de miséricorde.

Ceux qui protègent et défendent cet héritage sacré en effectuant

un soulèvement armé deviennent des héros, des martyrs,⁹⁵ des soldats et des civils qui sont « tombés pour la patrie » (cardinal Henriquez); ceux qui la menaçaient et qui se défendent maintenant contre l'attaque violente, des délinquants et des extrémistes, des groupes suicidaires et subversifs, des criminels et des fauteurs de troubles.⁹⁶ Ces derniers constituent une menace au fondement même de la « démocratie » car ils osent résister à l'ordre, ils osent poser des actes illégitimes...

Cette communauté de pensée et de sentiment que l'analyse des textes révèle n'est cependant pas parfaite. Maintenant que l'idéologie étrangère si menaçante a été mise en échec, il est normal que s'accroissent, chez les deux grands courants politiques qui se rassemblent autour de l'ordre établi, soit le Parti national et le Parti démocrate chrétien, les divergences et les tensions qui étaient déjà présentes chez eux avant le 11 septembre. Et puisque, depuis ce jour, c'est la tendance de l'extrême-droite du Parti national qui domine nettement au sein de la junte militaire, il ne faut pas trop s'étonner de voir le cardinal Henriquez, qui malgré lui laisse clairement entrevoir sa seconde nature démocrate chrétienne, s'attirer des ennuis.

« Les secteurs qui me critiquent, affirme ce dernier, ne sont pas très variés. Je les cataloguerai en deux : au Chili, ce sont des gens de l'extrême-droite; en Europe, de l'extrême-gauche. Ici on m'accuse de pencher vers le marxisme; là on m'accuse de pencher vers le nazisme. Devant des jugements aussi disparates, moi je tire une seule conclusion : il y a quelque chose en moi et en mon comportement qui ne satisfait pas les secteurs extrêmes de la société. Je crois que ce comportement coïncide avec le comportement de Jésus-Christ, qui à son tour fut jugé, critiqué et condamné par les extrêmes les plus violents et radicalisés de la société d'alors. Ce sont les mêmes que maintenant. Je ne sais pas si c'est une vanité de ma part de l'affirmer, mais je crois que Jésus-Christ encore aujourd'hui

⁹⁵ *Rinden homenaje a los mártires de Carabineros*, in la Tercera, le 29 septembre 1973.

⁹⁶ Noms avec lesquels les putschistes baptisent la résistance depuis le coup d'État.

serait critiqué par ces mêmes secteurs ». ⁹⁷

Que le Parti démocrate chrétien s'abstienne de critiquer le cardinal et au contraire fasse tout pour le défendre et le mettre en avant : rien de plus normal. Que la junte de l'extrême-droite et les secteurs qu'elle représente le critiquent parce qu'ils trouvent que l'Église n'est pas assez ouvertement de leur côté : rien de plus normal. Que ce soient les gens de gauche à l'étranger, et non au Chili, qui lui reprochent de pencher vers le nazisme : là encore, rien de plus normal : au Chili ces gens-là sont morts et persécutés, poursuivis et torturés, enfermés dans les six ou sept camps de concentration et dans les prisons surpeuplées; bref, ils sont réduits au silence le plus total.

Effectivement, le cardinal commet peut-être une vanité en se comparant à Jésus-Christ. Car celui-ci n'a jamais fait preuve de diplomatie vaseuse et hypocrite : les déclarations du cardinal en sont pleines à craquer. Jésus-Christ n'a pas hésité à remplir sa mission en faveur des pauvres et des opprimés; et l'establishment d'alors l'a détenu, a inventé de faux témoignages à son égard, l'a torturé, l'a ridiculisé puis crucifié : le cardinal, lui, est encore bien vivant; et il s'agenouille à côté des bourreaux, il collabore avec eux dans toutes leurs œuvres pour le bien commun...

Non. Bien qu'imparfaite, l'unité entre l'Église et la droite chilienne est là, claire, indéniable et substantielle : le président de la Conférence épiscopale est un bon catholique; la junte aussi. Le cardinal affirme ne représenter, lui et les évêques, aucun courant politique et aucun intérêt de groupe; la junte également. ⁹⁸ Il se dit motivé par le seul bien-être du Chili; la junte aussi. Il se dit amoureux des plus pauvres; la junte aussi. Il s'inquiète beaucoup de la profanation sacrilège de la « chilénidad » par une idéologie étrangère; la junte la brûle par centaines de tonnes

⁹⁷ *La Posición del Cardenal*, in *Ercilla*, no, 2,002, 12-18 décembre 1973, p. 12.

⁹⁸ La preuve : pratiquement tous les postes clés du Chili depuis le coup sont détenus par des membres du Parti National.

Une communauté de pensée

Il invite tous les Chiliens à collaborer, comme lui-même et les évêques, avec le nouveau gouvernement; la junte ne demande pas mieux... L'Église se lance plus que jamais dans les œuvres de charité, le soin des réfugiés et des asilés, des pauvres et des opprimés, des veuves et des orphelins, de ceux qui ont faim et soif, de ceux qui sont persécutés et torturés; la junte lui offre toute sa désintéressée collaboration dans ce rôle de bon Samaritain en assurant tous les jours qu'elle ne manque pas de boulot...

Santiago, Chili, janvier 1974



LE CARDINAL ET LA JUNTE SORTENT DE
L'ÉGLISE 18 SEPTEMBRE 1973

ÉPILOGUE

XIII- SIX MOIS PLUS TARD

Plusieurs mois ont passé depuis que j'ai terminé le document qui précède. Conscient du très grand poids sociopolitique de l'Église catholique chilienne et révolté de la voir si complice d'une dictature militaire carrément réactionnaire et répressive, j'avais travaillé de façon intense afin de pouvoir publier ce livre le plus rapidement possible et alors que les événements gardaient encore toute leur actualité.

Une publication rapide n'a cependant pas été possible.⁹⁹ On comprendra facilement que faire sortir du Chili un tel document dans les conditions actuelles de censure et de répression généralisées comporte des risques, des difficultés et des lenteurs, sans compter les impondérables propres à la clandestinité¹⁰⁰. Le manuscrit une fois au Québec, les vacances

⁹⁹ Note ajoutée dans l'édition 2014 : J'ai reçu un télégramme de Dominique Boisvert fin juillet 1974 m'annonçant que je devais revenir immédiatement à Montréal. Mon manuscrit serait publié par les Éditions du jour en septembre 1974, m'expliquait-il, mais on considérait qu'il serait trop dangereux pour moi d'utiliser un pseudonyme tout en demeurant au Chili, et, de toutes façons, il me faudrait aussi rédiger une mise à jour.

Mais comment sortir rapidement du Chili alors que la procédure normale exigeait un minimum de trois semaines ?

Prétextant que mon père âgé était mourant, j'ai pu prendre l'avion pour Montréal dès le surlendemain.

Cependant, une fois arrivé à Montréal, j'étais dans un état psychologique tel qu'il m'était impossible de compléter la rédaction de la mise à jour. J'ai donc transmis toute l'information à Dominique et c'est lui qui, dans moins de 24 heures, a complété la rédaction de l'Épilogue.

¹⁰⁰ Note ajoutée dans l'édition 2014 : Mon manuscrit était prêt au début janvier 1974. J'ai d'abord tenté de le donner à un haut placé de la Congrégation des Oblats de Marie Immaculée qui était en visite à Santiago

d'été en rendaient la publication impossible avant septembre.

Cet inconvénient comporte cependant un avantage important. Aujourd'hui, avec le recul que nous fournissent les derniers mois, il est possible de faire un nouveau bilan de la situation afin de vérifier dans quelle mesure la première analyse, réalisée au jour le jour au plus fort des évènements, est juste et garde encore son actualité.

et rentra à Montréal. Il a jugé l'opération trop risquée. Le 11 février 1974, l'ambassade canadienne acceptait d'utiliser son courrier diplomatique pour me permettre de transmettre mon manuscrit à Dominique Boisvert à Montréal; le lendemain, je téléphonais à l'ambassade qui m'assurait que le manuscrit était parti le jour même. Plus d'un mois plus tard, j'apprenais que Dominique n'avait rien reçu. Informée de la chose, l'ambassade m'expliquait que c'était une simple erreur et que mon manuscrit serait envoyé dans les prochains jours.

Lorsque je visionnais le documentaire « Porté disparu » de Costa-Gavras (1982), j'apprenais que l'ambassade américaine avait promis au père de Charles Horman que le cadavre de ce dernier arriverait aux États-Unis dans deux ou trois jours. Il n'arriva que plusieurs semaines plus tard, rendant une autopsie impossible.

XIV- L'ÉGLISE S'ÉLOIGNE DE LA JUNTE

De façon générale, les évènements survenus au Chili depuis février 1974 marquent une prise de distance croissante de l'Église catholique chilienne vis-à-vis la junte militaire. Certains observateurs, au Chili comme à l'étranger, ont vite interprété cet éloignement comme s'il représentait une conversion passablement profonde de l'Église chilienne, qui jusqu'alors avait toujours maintenu à l'égard de la junte une attitude de collaboration légitimante, quoique réservée.

Qu'en est-il exactement ?

Il faut d'abord préciser que cet éloignement éventuel était parfaitement prévisible¹⁰¹ et qu'il n'était que le reflet presque parfait d'un autre éloignement tout aussi prévisible : celui du Parti démocrate chrétien. En effet, suite à l'écrasement brutal de l'Unité populaire que seule une alliance stratégique entre le Parti démocrate chrétien et le Parti national avait rendu possible, ce dernier parti politique avait réussi peu à peu à s'appropriier les principaux leviers du pouvoir. Ce glissement des militaires vers l'extrême-droite s'accroissant brusquement en février 1974, les réactions du Parti démocrate chrétien ne se firent pas attendre.¹⁰²

¹⁰¹ Voir à ce sujet la section intitulée 'Conflit entre le cardinal et la junte' dans le chapitre 9 et le chapitre 12.

¹⁰² Les premiers affrontements sont apparus quand le président du Parti démocrate chrétien (PDC) a fait parvenir à la junte militaire une lettre dans laquelle il critiquait, entre autres, les « agissements qui constituent un déni

de justice et une grave violation des droits de l'homme » (NC News Service, 25 mars 1974).

La Prensa, quotidien démocrate chrétien, voulut la publier mais se fit répondre par l'amiral Merino (membre de la junte) que bien que « la liberté de presse fut complète au Chili », la junte ne pouvait pas permettre la publication d'opinions ou de déclarations « qui pourraient détériorer l'image de la junte » (NC News Service, idem). Devant pareille situation, les administrateurs de La Prensa préférèrent fermer définitivement le journal.

L'affrontement devint plus évident après la parution, le 10 mars 1974, d'un document sur les « Politiques de développement social du gouvernement », publié dans le Mercurio, porte-parole officiel de la junte. Le document critique sévèrement les marxistes et les Démocrates chrétiens en les rendant responsables de la « décadence » du Chili au cours des années antérieures. Cette décadence a été engendrée, puis alimentée par des « gouvernements partisans et sectaires, ainsi que par la prédominance de doctrines politiques d'origine étrangère qui ont fait perdre le sens de la nationalité et de ses objectifs. (...) Les deux groupes politiques majoritaires du Chili, le marxisme et la Démocratie chrétienne, étaient internationaux à des multiples égards » (Le Mercurio, 10 mars 1974).

Ces accusations, même démenties deux jours plus tard par le porte-parole du gouvernement comme « ne reflétant pas les vues de la junte », provoquent de violentes réactions chez les Démocrates chrétiens. A l'occasion de la cérémonie commémorant le sixième mois du coup d'État, l'ex-président Eduardo Frei envoie une lettre au général Pinochet dans laquelle il explique qu'il refuse de participer à une cérémonie présidée par « ceux qui attaquent mon gouvernement et mon parti » (NC News Service, 2.5 mars 1974).

Un mois plus tard, le 22 avril, la junte ferme pour six jours Radio Balmaceda, poste appartenant aux Démocrates chrétiens. La raison invoquée : « l'inclusion de commentaires et d'éditoriaux contenant une intention politique et partisane évidente dans la programmation de la station ». De fait, l'avocat et idéologue du PDC, Jaime Castillo Velasco, avait au cours de deux émissions indiqué que l'indépendance du pouvoir judiciaire était sérieusement compromise. (NC News Service, 22 avril 1974).

Par la suite, le 7 juin 1974, Radio Balmaceda est gratuitement (et obligatoirement !) dotée de deux censeurs militaires permanents.

À nouveau, le président du PDC, Patricio Aylwin, envoie une lettre au ministre de l'intérieur, le général Oscar Bonilla. Celui-ci répond que les arguments avancés par M. Aylwin sont « inacceptables, aussi bien dans la forme que sur le fond » et souligne qu'il est inutile de lui écrire à nouveau, même en employant les termes appropriés pour un parti qui « s'adresse respectueusement au gouvernement de la Nation » (Le Devoir, 18 juillet 1974).

Deux jours plus tard (18 juillet), la junte met un point final à cet échange avec le Parti démocrate chrétien en la prévenant qu'elle est « prête

L'église s'éloigne de la junte

Puis l'Église à son tour — on sait que la grande majorité des évêques sont démocrates chrétiens — prit elle aussi ses distances par rapport à la junte.

En voici les principales étapes :

- renvoi par la junte du père Raul Hasbun de son poste de directeur du canal 13 de télévision
- homélie de Pâques (13 avril) du cardinal Henriquez où celui-ci critique les comportements de la junte, sans la nommer, et où il annonce qu'il est menacé de mort
- déclaration de la Conférence épiscopale (24 avril) qui critique ouvertement la junte en soulignant la préoccupation des évêques devant les violations des droits de l'homme, le climat d'insécurité et de terreur, les congédiements arbitraires, etc.
- publication (15 mai) à la suite d'une fuite, par le journal mexicain Excelsior, d'un document secret du Comité pour la paix dans lequel on analyse et on décrit la situation générale de répression qui règne au Chili depuis le 11 septembre.

S'il faut saluer comme un fait fondamentalement positif cet éloignement de l'Église par rapport à l'une des plus brutales dictatures militaires latino-américaines du 20^{ième} siècle, il faut cependant savoir en bien saisir la portée et les limites.

Une analyse plus serrée des événements rapportés plus haut va nous permettre de saisir le sens véritable de cet éloignement.

à adopter toutes les mesures nécessaires, si rigoureuses soient-elles, pour que la dépolitisation de la vie publique soit intégralement respectée ». La junte affirme ainsi représenter « l'immense majorité des Chiliens qui, fatigués de la démagogie et des ambitions mesquines des partis, voient dans l'actuelle dépolitisation de la vie publique le climat indispensable pour travailler et progresser » {Le Devoir, 20 juillet 1974}.

A- Renvoi du père Hasbun

Vers la fin de mars 1974, le père Raul Hasbun est relevé de ses fonctions par l'amiral à la retraite Jorge Swett, désigné par la junte comme recteur de l'Université catholique à la suite du coup d'État.¹⁰³ Il est renvoyé pour avoir « refusé d'appliquer certaines instructions du recteur ». Par la suite, le père Hasbun refuse un important poste diplomatique en Espagne qui lui avait été offert par le général Pinochet¹⁰⁴, puis il refuse la direction de DIRINCO (Direction de l'industrie et du commerce) que la junte lui offrait.¹⁰⁵

Le père Hasbun fait même circuler une lettre dans laquelle il écrit : « Je me sens en présence d'un exercice arbitraire du pouvoir. (...) Je réaffirme que je ne peux pas en conscience mettre cette décision en pratique me rendant ainsi complice, bien que passivement, d'une aberration. (...) C'est une concession à des groupes avides de pouvoir (...) ».¹⁰⁶

Voilà qui semble indiquer un changement total d'attitude chez le père Hasbun.¹⁰⁷ On peut se demander si le père Hasbun ne serait pas par hasard moins fasciste que ses prises de positions antérieures l'auraient laissé entendre. On peut aussi se demander, et c'est ma réaction, si le père Hasbun ne serait pas trop peu fasciste (ou en tous cas trop peu servile dans son fascisme) pour les besoins de la junte. Car, si la junte a pris le risque de se débarrasser d'une figure aussi populaire au Chili que le père Hasbun, c'est sûrement pour le remplacer par une personne encore plus à droite et plus obéissante que celui-ci.

¹⁰³ Du moins, c'est ainsi que l'on a communiqué la nouvelle et que tous les Chiliens l'ont compris (voir p. 114). Cependant, un document secret de la Conférence épiscopale chilienne, que j'ai pu obtenir quelques jours à peine avant la remise du manuscrit à l'éditeur et dont le lecteur trouvera des extraits plus loin (pp. 202-206) révèle, hors de tout doute, que le cardinal Henríquez nomma lui-même, comme recteur de l'Université catholique du Chili, le recteur militaire désigné par la junte, « pour manifester la compréhension à laquelle il est possible d'arriver ».

¹⁰⁴ The Catholic Register, 11 mai 1974.

¹⁰⁵ Le Mercurio, 18 mai 1974.

¹⁰⁶ Noticias, 30 mars 1974.

¹⁰⁷ Voir à ce sujet le chapitre 2 et le chapitre 10.

Et cela pose à l'Église une question bien inquiétante. Car le canal 13 dépend toujours, à ce que je sache, de l'Université catholique, institution pontificale qui dépend directement du cardinal Henriquez. Et si l'on pouvait, à juste titre, se demander au nom de quel Évangile le cardinal pouvait tolérer qu'une personnalité aussi fasciste que le père Hasbun puisse diriger le canal 13 et être ainsi devenu, peu après le coup d'État, le correspondant officiel au Chili de Radio-Vatican, je me demande encore plus maintenant comment le cardinal a pu tolérer ce remplacement du père Hasbun.

Car si le renvoi de ce dernier a pu provoquer une « sérieuse brèche »¹⁰⁸ dans les relations entre l'Église et la junte, que vaut cette brèche si l'Église accepte, en pratique, que « son » canal de télévision catholique soit dirigé par une personne encore plus réactionnaire et plus soumise à la junte que ne l'était le père Hasbun.

B- Homélie de Pâques du cardinal Henriquez

Le 13 avril 1974, le cardinal Henriquez prononce, lors de la célébration eucharistique de Pâques, une homélie très émouvante dans laquelle il sort quelque peu de son ambiguïté habituelle pour adresser « aux autorités » certains reproches à peine voilés.¹⁰⁹

Il définit d'abord le chrétien comme celui qui reconnaît l'existence d'un Dieu unique, créateur et sauveur de tous les hommes et comme celui qui aime et respecte son prochain comme un frère. Puis, parlant de la loi de l'amour de Dieu et du prochain, le cardinal poursuit :

« Et maintenant, je me demande : cette loi règne-t-elle dans notre pays ? Sommes-nous vraiment des enfants de Dieu ? Nous sentons-nous frères de notre prochain ? Incarnons-nous la loi que le Christ a proclamée, et selon laquelle on ne doit pas faire aux autres ce que nous ne voulons pas que l'on fasse à nous-mêmes ? Savons-nous que nous devons aimer notre

¹⁰⁸ Noticias, 30 mars 1974

¹⁰⁹ Pour le texte intégral de l'homélie du cardinal, voir annexe 5.

prochain comme nous-mêmes ? Voilà la question que nous nous posons aujourd'hui. Mettons-nous cette loi en pratique ?

« En réalité, votre pasteur, mes fils bien-aimés, est dans le plus grand doute. Il a beaucoup d'appréhension. Il n'est pas sûr que nous soyons des enfants fidèles du Père des Cieux, que nous aimions le Christ Seigneur qui est mort et qui est ressuscité pour nous en la personne de nos frères. Nous ne sommes pas sûr.

« Pourquoi ? Nous avons assisté depuis la dernière fête de Pâques jusqu'à aujourd'hui, aux vicissitudes de notre histoire, aux douleurs de notre peuple, aux luttes de nos enfants. Nous en avons été témoin. Nous ressentons douloureusement le fait que notre peuple, que nos enfants, que ces enfants de Dieu et le peuple de Dieu ne sont pas capables de se comprendre, de se respecter, de s'aimer; et qu'au contraire, les haines fratricides s'éveillent parmi nous.

Nous avons été témoin de la lutte et nous avons vu la mort de nos frères. Nous avons vu la souffrance d'une situation sanglante dans notre patrie, et d'une guerre entre compatriotes. Nous aurions voulu l'éviter, nous avons fait tout notre possible pour l'éviter; au moins c'est ce que nous pensons. Peut-être aussi avons-nous été coupable, n'avons-nous pas fait tout ce que nous aurions dû faire. Nous avons dit que la violence n'engendre que la violence et que ce n'est pas le chemin pour construire une société plus juste et meilleure.

Nous avons dit à notre peuple, à nos autorités qu'on ne peut pas manquer aux principes du respect de l'homme, que les droits humains sont sacrés, que personne ne peut les violer. Cette vérité nous l'avons répétée sur tous les tons. On ne nous a pas écouté. Et c'est pour cela qu'aujourd'hui nous pleurons de la douleur du père qui assiste au déchirement de sa famille, à la lutte entre ses enfants, à la mort de quelques-uns d'entre eux, à l'emprisonnement et à la souffrance de beaucoup d'entre eux. »

Ce texte, tant par son ton que par son contenu, marque certainement une étape nouvelle dans les relations de l'Église et de la junte. C'est en effet la première fois que le cardinal

exprime aussi clairement en public les réserves que lui inspirent les comportements de la junte militaire. Et sans être encore très critique, ce texte n'a certainement pas plu à la junte, ni aux secteurs de la société chilienne qui appuient celle-ci sans réserve.

Cependant, une analyse plus attentive du texte nous montre que le cardinal, selon son habitude, n'a pu s'empêcher d'adoucir ses propos et d'ajouter certaines précautions diplomatiques.

Par exemple, au lieu de centrer sa critique carrément sur la dictature militaire, il préfère l'étendre à l'année qui vient de s'écouler. En effet, le cardinal précise : « Nous avons assisté depuis la dernière fête de Pâques jusqu'à aujourd'hui, aux vicissitudes de notre histoire, aux douleurs de notre peuple, aux luttes de nos enfants. » Par cette précision, il diminue l'impact de sa critique en mettant intentionnellement sur le même pied le gouvernement Allende et les militaires fascistes.

De plus, après avoir exposé les souffrances et les luttes de ses fils bien-aimés et après avoir dénoncé l'absence de respect des droits de l'homme, le cardinal ajoute :

« Votre évêque aimerait que les souffrances de son pays, de ses enfants prennent fin. Mais il ne commet pas non plus l'erreur de croire que tout ne soit que souffrance, misère et larmes dans notre pays. Il sait que la plupart d'entre nous, l'immense majorité, ne vit pas dans la crainte mais vit dans la paix ».

S'il faut en croire le cardinal, « la lutte et la mort de nos frères », « la souffrance d'une situation sanglante dans notre patrie et d'une guerre entre compatriotes », les « manquements aux principes du respect des droits de l'homme », tout cela n'a touché qu'une petite minorité puisque « l'immense majorité vit dans la paix ». Pourquoi alors avoir tant insisté sur les efforts faits pour conjurer la violence et pour faire respecter les droits de l'homme ? Et comment faut-il comprendre l'aveu du cardinal : « Cette vérité, nous l'avons répétée sur tous les tons. On ne nous a pas écouté ? »

C- Menaces de mort contre le cardinal

Dans la même homélie, le cardinal fait une révélation tout à fait

inattendue. Devant ses fidèles médusés, il annonce qu'il est menacé de mort.

« Croiriez-vous, mes fils bien-aimés, qu'en ce moment même, d'après ce qu'on me dit, votre Pasteur, votre Évêque qui vous parle est menacé de mort et qu'il doit être accompagné d'une escorte pour le protéger ? Croiriez-vous que cela soit possible chez nous ? Je me demande : quel mal ai-je fait ? Je me demande : comment est-il possible que la haine de mes frères en soit arrivée au point d'envisager une telle aberration ? Je ne peux y croire, je ne peux pas y croire. Je ne peux croire que quelqu'un prétende lever sa main contre un pauvre homme qui n'est personne mais qui porte sur ses épaules la Croix du Christ et dont la tête a reçu l'onction épiscopale. Je ne peux pas y croire. »

Cette nouvelle stupéfiante est aussitôt répandue à travers le monde. En faisant du cardinal Henriquez un candidat au martyr, on relègue dans l'ombre les compromis qu'il a pu faire avec la junte.

De toute évidence, cette menace de mort avait été communiquée au Cardinal par la junte elle-même. Celle-ci, surprise par la décision du cardinal de rendre publique la nouvelle, cherche à reprendre l'initiative en annonçant, dès le lendemain, qu'elle avait déjà « pris connaissance, depuis jeudi le 11 avril, d'un plan des extrémistes de gauche en vue d'attenter à la personne du cardinal ».¹¹⁰

Cette affirmation n'a trompé personne, particulièrement à l'étranger. Les « extrémistes de gauche », appellation qui désigne habituellement les militants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), n'ont en effet absolument rien à gagner et tout à perdre en s'en prenant au cardinal, au moment même où l'Église commence à prendre certaines distances face à la dictature militaire. Pour dissiper toute ambiguïté, Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, vivant actuellement en clandestinité, fait parvenir au cardinal une lettre dans laquelle

¹¹⁰ Le Mercurio, 15 avril 1974.

il affirme que cette menace de mort « ne fut qu'un ballon publicitaire lancé par la junte afin de diminuer l'impact de votre homélie et d'intimider la Conférence épiscopale de Punta de Tralca, ou tout au plus, la préparation des esprits à un attentat qu'eux-mêmes (la junte) étaient en train de préparer ». Il précise ensuite que « non seulement nous ne sommes pas aujourd'hui partisans du terrorisme individuel mais encore moins, ni hier ni aujourd'hui ni demain, nous n'avons eu comme objectif d'attenter à votre vie ».¹¹¹

Le complot des « extrémistes de gauche » annoncé par la junte avait tellement peu de crédibilité que dès lundi le 15 avril, le cardinal demandait « à ses risques et périls » la suspension de cette « protection » accordée par les militaires.¹¹²

Bien que cette « menace de mort », réelle ou plus vraisemblablement fictive, ait contribué à rendre encore plus fragiles les liens de l'Église avec les militaires fascistes, il faut encore une fois déplorer que le cardinal se soit laissé utiliser par la propagande de la junte en laissant planer le doute sur la provenance des menaces de mort (si elles n'ont jamais existé !), et en ne réfutant pas publiquement les interprétations des militaires à ce sujet.

¹¹¹ Pour des raisons de sécurité, on comprendra que la source de cette lettre soit gardée secrète.

¹¹² Cf. DIAL, D 163, 24 avril 1974. Un bulletin de la résistance suggérait même qu'une telle « garde personnelle » servait sans doute beaucoup mieux aux objectifs de la junte qu'à la protection du cardinal. Car en le protégeant ainsi de façon permanente, au moment même où le cardinal exprimait ses premières critiques publiques à la junte, celle-ci « séquestrait » en quelque sorte le cardinal et pouvait ainsi épier ses mouvements et « suivre de près » ses activités. Sans parler des pressions psychologiques qu'une pareille protection ne pouvait manquer d'entraîner sur la personne protégée !...

D- Déclaration des évêques

Réunis pendant cinq jours à Punta de Tralca, dans une résidence retirée protégée 24 heures sur 24 par trente soldats armés, les vingt-deux évêques chiliens et le nonce apostolique étudient (en toute « liberté » et sans « aucune influence étrangère ») la situation du pays et préparent une déclaration à l'occasion du lancement de l'Année sainte dont le thème est la réconciliation.

Cette déclaration publique de la Conférence épiscopale¹¹³, le 24 avril, revêt une très grande importance car elle est la première prise de position collective des évêques chiliens sur la situation du pays. Elle fait suite au communiqué du Comité permanent de l'épiscopat du 13 septembre 1973.

À la suite du cardinal Henriquez, dans son homélie pascale, la Conférence épiscopale exprime en des termes encore plus clairs ses « préoccupations » devant « le climat d'insécurité et de crainte », « la situation économique », « l'augmentation du chômage », « les congédiements arbitraires », « l'absence de participation dans la réorientation du système d'éducation », « le manque de protection juridique efficace », « les détentions arbitraires ou excessivement prolongées », « les interrogatoires accompagnés de pressions physiques ou morales », etc.

Je crois qu'il est important de laisser ici la parole aux évêques.

« La condition de base pour une coexistence pacifique est l'existence effective de l'état de droit de sorte que la Constitution et la Loi soient une garantie pour tous. Pour cette raison, nous sommes intéressés à ce qu'un nouveau texte constitutionnel soit élaboré rapidement. Pour cette raison aussi, nous estimons opportune la publication (parmi tant d'autres) d'une Déclaration de principes faite par le gouvernement. Son inspiration explicitement chrétienne est de grande valeur et nous estimons que, malgré certaines insuffisances dans la formulation de l'idéal chrétien pour la vie sociale et politique, elle constitue une base pour orienter l'action civique et sociale dans l'actuelle situation d'urgence. »

¹¹³ Pour le texte intégral de la déclaration, voir annexe 6.

L'église s'éloigne de la junte

Nous espérons que tous, gouvernants et gouvernés, respecteront fidèlement son esprit dans la recherche du bien commun. Mais nous sommes les premiers à désirer que les principes chrétiens soient incorporés dans la Constitution de notre Patrie, en vertu de leur libre acceptation par notre peuple et après une discussion à laquelle tous les citoyens pourront participer activement et consciemment.

« Nous rappelons, et la Déclaration de Principes dont nous venons de parler l'affirme, qu'il est permis d'être en désaccord avec ce gouvernement ou avec n'importe quel autre, mais la paix et le bien de ce pays demandent que nous collaborions avec l'autorité en tout ce qui est clairement en vue du bien commun.

« Nous ne doutons pas de l'intention droite ni de la bonne volonté de nos gouvernants. Mais, comme Pasteurs, nous voyons des obstacles objectifs à la réconciliation entre les Chiliens. De telles situations peuvent être surmontées seulement par le respect inconditionnel des droits de l'homme formulés par les Nations Unies et par le Concile Vatican II, et que la Déclaration de Principes a qualifiés, avec justesse, de « naturels, antérieurs et supérieurs à l'État ». Le respect pour la dignité de l'homme n'est pas réel sans le respect de ces droits.

« Nous préoccupe, en premier lieu, un climat d'insécurité et de crainte, dont nous croyons trouver la source dans les délations, les fausses rumeurs et dans le manque de participation et d'information.

« Nous préoccupent aussi les dimensions sociales de la situation économique actuelle, parmi lesquelles on peut signaler l'augmentation du chômage et les congédiements arbitraires ou pour des raisons idéologiques. Nous craignons que, pour accélérer le développement économique, l'économie soit restructurée de telle sorte que les salariés soient obligés à une part excessive de sacrifices sans obtenir un degré de participation souhaitable.

« Nous préoccupe le fait que le système d'éducation soit complètement restructuré et réorienté sans participation suffisante des parents et de la communauté scolaire.

« Nous préoccupe enfin, dans certains cas, le manque de protection juridique efficace pour la sécurité personnelle, manque qui se traduit par des détentions arbitraires ou excessivement prolongées et pour lesquelles ni les détenus ni leurs familles ne savent les accusations précises qui les motivent; par des interrogatoires accompagnés de pressions physiques ou morales ; par des restrictions dans les possibilités de défense juridique; par des différences de sentences selon les lieux pour des accusations identiques; par des restrictions à l'usage normal du droit d'appel.

« Nous comprenons que des circonstances particulières peuvent justifier la suspension temporaire de l'exercice de certains droits civiques. Mais il y a des droits qui touchent la dignité même de la personne humaine et ils sont absolus et inviolables. L'Église doit être la voix de tous et spécialement de ceux qui n'ont pas de voix. »¹¹⁴

À n'en pas douter, ce texte constitue la dénonciation la plus importante et la plus directe qui ait été faite ouvertement au Chili des comportements fascistes et répressifs de la junte militaire depuis le coup d'État.

On ne peut nier non plus qu'une telle déclaration, dans le contexte chilien d'alors, ait demandé un réel courage.

Mais le contexte qui a entouré la publication de cette déclaration, le vocabulaire utilisé et surtout la présentation qu'en a faite le cardinal Henriquez enlèvent une bonne partie de la force, de l'impact et du mérite de la déclaration. La présentation du cardinal va même jusqu'à contredire carrément, par certains passages, le sens même de la déclaration.

En effet, encore une fois à cette occasion, les impératifs de la

¹¹⁴ Ce texte correspond à la fin de la quatrième partie de la déclaration, qui porte sur la réconciliation entre les hommes.

diplomatie épiscopale vont l'emporter sur les exigences de la dénonciation prophétique. Par divers moyens, l'épiscopat chilien, guidé en cela par le cardinal Henriquez, va chercher à rendre publique sa dénonciation en la rendant aussi inoffensive que possible.¹¹⁵

Mais comment rendre inoffensive pareille dénonciation ?

D'abord en « noyant le poisson » ! Alors que, lorsqu'on veut donner de l'importance à une nouvelle lors d'une conférence de presse, on s'arrange pour en faire le sujet unique de la dite conférence, l'Épiscopat chilien profite de la conférence de presse du 24 avril pour présenter pas moins de six documents ! Et pas n'importe lesquels ! En plus du texte de la Déclaration, les évêques rendent publics l'homélie pascale du cardinal Henriquez, un texte sur la « Réflexion chrétienne sur la Déclaration universelle des droits de l'homme », un communiqué annonçant les noms des personnes qui font partie du Comité exécutif de l'Année sainte au Chili, le Message envoyé par le Pape Paul VI à la Conférence épiscopale de Punta de Tralca et enfin un livre de 239 pages qui reproduit les documents publiés par l'Épiscopat chilien durant les années 1970-1973.¹¹⁶

Le lancement de ce livre, lors de cette conférence de presse, n'est d'ailleurs pas une coïncidence. Il a pour but de répondre aux critiques en provenance de la droite qui reprochent aux évêques leur silence complice durant le gouvernement Allende. Et il est rendu public en même temps que les évêques osent pour la première fois adresser ouvertement certaines critiques à la

¹¹⁵ Sans doute pour obtenir, au prix de ces concessions, que la junte autorise la publication de la déclaration. Ce que le cardinal expliquera, dans sa présentation, en ces termes : « Nos gouvernants, informés du contenu de la présente déclaration, ont adopté la noble attitude de respecter totalement notre liberté, ce qui constitue la meilleure preuve du droit à la dissidence qui existe au Chili et de la permanence du droit dans notre Patrie » ! Il aura fallu retarder deux fois la publication de la déclaration à la dernière minute et deux rencontres du cardinal avec le général Pinochet pour enfin obtenir la « noble attitude... »

¹¹⁶ Pour tous les détails sur la conférence de presse, voir le Mercurio, 25 avril 1974.

junte, dans le but évident de bien montrer à tous que si la Conférence épiscopale a quelques reproches à faire à l'actuel gouvernement, elle n'a pas non plus ménagé ses critiques sous le gouvernement antérieur.

Cette stratégie de publication de la courageuse déclaration est d'ailleurs digne du meilleur éditeur. Non seulement les journalistes présents ont-ils le maximum de chance de « perdre » la déclaration au milieu de tous ces documents mais encore n'ont-ils même pas le droit de poser des questions. La stratégie réussit d'ailleurs très bien, du moins pour les journaux chiliens. Le Mercurio du 25 avril publie sous le titre « La pensée de la majorité : Déclaration des évêques », un long texte où l'on présente, en longe et en large, la conférence de presse et les divers documents présentés, en gardant bien sûr la déclaration pour la fin, sans commentaires, et renvoyée dans les pages intérieures.

La stratégie de publication n'a pas été le seul moyen utilisé pour affaiblir la portée de la déclaration. Le vocabulaire utilisé, de même que les nombreux passages favorables à la junte atténuent encore l'impact de la prise de position épiscopale, pourtant timide quand on pense à ces milliers d'hommes et de femmes, en chair et en os, qui sont encore emprisonnés ou disparus, qui n'arrivent pas à acheter le strict nécessaire pour nourrir les enfants, qui sont torturés un peu partout dans des centres de plus en plus « spécialisés » ou qui passent en justice dans des simulacres de procès...

Nulle part, par exemple, il n'est question de « tortures ». On préfère parler de « pressions (apremios) morales ou physiques. N'est-ce pas un scrupule linguistique un peu pharisaïque dans un pays où la torture se pratique régulièrement ainsi que l'ont prouvé, hors de tout doute, de nombreux témoignages recueillis par diverses sources?

Mais surtout, les « préoccupations » des évêques pour les victimes de la répression sont encadrées, avant et après, par des courbettes diplomatiques envers la junte, pourtant seule responsable de cette « répression préoccupante » ! En voici

L'église s'éloigne de la junte

quelques exemples, en commençant par la classique phrase sur les « bonnes intentions » :

« Nous ne doutons pas de l'intention droite ni de la bonne volonté de nos gouvernants » ! « Nous rappelons (...) qu'il est permis d'être en désaccord avec ce gouvernement ou avec n'importe quel autre , mais la paix et le bien de ce pays demandent que nous collaborions avec l'autorité en tout ce qui est clairement en vue du bien commun. »

Parlant de la Déclaration de Principes publiée par la junte:

« Son inspiration explicitement chrétienne est de grande valeur et nous estimons que, malgré certaines insuffisances dans la formulation de l'idéal chrétien pour la vie sociale et politique, elle constitue une base pour orienter l'action civique et sociale dans l'actuelle situation d'urgence. »

« Nous comprenons que des circonstances particulières peuvent justifier la suspension temporaire de l'exercice de certains droits civiques. »

Voilà donc notre déclaration des évêques pas mal affaiblie ! Mais elle n'est pas encore assez inoffensive pour pouvoir être publiée. Le cardinal Henriquez lui ajoute donc une présentation, de son propre cru , qui va achever d'en restreindre la portée, allant même jusqu'à la contredire.

Cette présentation, ajoutée à la dernière minute sous la seule autorité du cardinal, est assez curieusement la partie de la déclaration à laquelle les média chiliens vont accorder la plus large diffusion. Elle mérite d'être citée au complet :

PRÉSENTATION DE LA DÉCLARATION DE L'ÉPISCOPAT

1. *À l'appel universel lancé par le Saint Père à tous les chrétiens pour qu'ils célèbrent une Année sainte de grâce et de pardon ayant comme objectif spirituel de promouvoir la réconciliation entre les hommes de toute la chrétienté, nous évêques du Chili avons répondu en proclamant cette Année sainte pour notre patrie.*

2. *La présente déclaration est donc un appel lancé à tous les croyants pour qu'ils jettent les bases d'une véritable réconciliation : réconciliation avec Dieu, réconciliation avec nous-mêmes et réconciliation avec nos frères.*

3. *En abordant ce thème, nous évêques, n'avons pu nous empêcher de jeter un regard sur la situation de notre patrie et nous avons exprimé nos préoccupations et nos espoirs. Nous n'avons pas voulu que cette partie de notre réflexion fût considérée comme politique. Notre prise de position est celle de pasteurs qui, avec humilité, exposent à leurs enfants leurs préoccupations et les exhortent à travailler pour la réconciliation. Nous n'avons pas la prétention que notre jugement soit le seul véridique. Nous respectons ceux qui sont en désaccord avec nous. Avec modestie, nous exprimons nos craintes, nos angoisses et nos espoirs.*

4. *Cette déclaration a été préparée par l'épiscopat dans une liberté absolue. Elle reflète la pensée de la majorité des évêques du Chili et aucune influence étrangère n'est intervenue ni dans sa proposition ni dans son élaboration. Tout comme nous avons été libres dans sa rédaction, nous avons aussi joui d'une totale liberté pour la publier. Nos gouvernants, informés du contenu de la présente déclaration, ont adopté la noble attitude de respecter*

totallement notre liberté, ce qui constitue la meilleure preuve du droit à la dissidence qui existe au Chili et de la permanence du droit dans notre patrie.

5. Parce que nous avons dû aborder des thèmes délicats, nous voulons prévenir, surtout les étrangers, que la situation chilienne est incompréhensible si l'on ne tient pas compte de la situation chaotique et la grande exaspération remplie de passions qui existaient sous le gouvernement antérieur. De même, la situation actuelle ne peut se comprendre sans garder en tête la résistance armée qui subsiste encore maintenant de la part de quelques opposants politiques au gouvernement actuel — résistance qui nous paraît totalement inutile et immensément préjudiciable à notre patrie et aux nombreuses personnes qui deviennent ainsi les victimes des passions politiques incontrôlées. Enfin, nous voulons préciser pour ceux qui liront cette déclaration à l'étranger, que celle-ci reflète une situation qui ne concerne que nous, Chiliens, qui sommes certains que, malgré nos différences, nous saurons résoudre nos propres problèmes et qui ne voulons pas, pour aucune considération, que des personnes étrangères à notre patrie ne respectent pas notre indépendance en se mêlant indûment de nos affaires, et nous leur demandons franchement d'avoir confiance dans les Chiliens qui, comme le montre leur histoire, sauront encore cette fois construire une société libre et respectueuse des droits de tous.

6. Que Dieu nous aide à nous défaire des passions perturbatrices, afin que cette déclaration soit reçue par tous les hommes de bonne volonté comme une invitation à atteindre un idéal de justice, un équilibre et une saine compréhension dans notre vie sociale.

Santiago, 24 avril 1974

Est-il besoin de souligner que le cardinal, parlant des critiques adressées par les évêques à la junte, insiste pour que « cette partie de notre réflexion ne fût pas considérée comme politique » ?

Les étrangers jouissent, dans la pensée du cardinal, d'une affection particulière. Il les prévient tout spécialement que « la situation chilienne est incompréhensible si l'on ne tient pas compte de la situation chaotique et de la grande exaspération remplie de passions qui existaient sous le gouvernement antérieur »¹¹⁷, incompréhensible aussi « si l'on ne garde pas en tête la résistance armée qui subsiste encore maintenant de la part de quelques opposants politiques ».¹¹⁸

Mais surtout, les étrangers doivent se rappeler « que cette déclaration reflète une situation qui ne concerne que nous, Chiliens » et que « nous ne voulons pas, pour aucune considération, que des personnes étrangères à notre patrie ne respectent pas notre indépendance en se mêlant indûment de nos affaires ».¹¹⁹

Après un tel traitement, la déclaration est jugée suffisamment inoffensive pour avoir droit à la « noble attitude » de la junte « de respecter totalement notre liberté, ce qui constitue la

¹¹⁷ Cela permet une fois de plus, au moment où l'on va critiquer la junte, de bien montrer que l'on attaque également Allende. Cela permet de plus d'imputer une bonne partie des responsabilités de la situation actuelle au « gouvernement antérieur ». Cette justification du présent par le passé rappelle drôlement les campagnes actuelles de publicité faites par la junte demandant au peuple de « ne pas oublier le passé pour critiquer le présent » (Pedro Ewing, secrétaire du gouvernement, le 13 juin 1974) et rappelant, dans des pages d'annonces publicitaires, les « horreurs » du marxisme pour consoler les gens de la situation désastreuse actuelle.

¹¹⁸ Il me semble retrouver ici la confirmation épiscopale de certaines prétentions fréquemment utilisées par la junte pour justifier le maintien de « l'état de guerre interne » et la répression sous toutes ses formes. N'est-ce pas particulièrement bizarre dans le préambule d'une déclaration qui vise justement à dénoncer cette même répression ?

¹¹⁹ Le cardinal reprend ici exactement les mêmes thèmes que la junte pour détourner l'attention de la situation chilienne et pour disqualifier à l'avance toute critique venant de l'étranger. De plus, il montre, comme il l'avait fait dans son homélie du 18 septembre 1973, qu'il participe à la xénophobie nationaliste de la droite chilienne.

meilleure preuve du droit à la dissidence qui existe au Chili et de la permanence du droit dans notre patrie. ».

Mais cette affirmation du cardinal Henriquez entre en totale contradiction avec la déclaration qu'elle était supposée présenter ! En effet, dans la quatrième partie de leur déclaration, les évêques chiliens se montrent préoccupés par « le manque de protection juridique efficace pour la sécurité personnelle », par « les détentions arbitraires », par « les interrogatoires accompagnés de pressions physiques ou morales », par « les congédiements arbitraires ou pour des raisons idéologiques », etc. N'est-ce pas là une preuve éclatante de ce « droit à la dissidence qui existe au Chili et de la permanence du droit dans notre patrie » ?

Non satisfait d'être en contradiction avec la déclaration de la Conférence épiscopale, le cardinal se met ainsi, en affirmant cette grossière fausseté, en contradiction avec lui-même. En effet, onze jours plus tôt, lors de son homélie de Pâques, c'est lui-même qui affirmait : « Nous avons dit à notre peuple, à nos autorités, qu'on ne peut pas manquer aux principes du respect de l'homme, que les droits humains sont sacrés, que personne ne peut les violer. Cette vérité, nous l'avons répétée sur tous les tons. On ne nous a pas écouté ». Se peut-il que « le droit à la dissidence » et « la permanence du droit dans notre patrie » soient revenus si tôt à l'appel du cardinal ?

Enfin, et c'est le plus grave, l'affirmation du cardinal entre en totale contradiction avec la réalité elle-même. Comment un cardinal, un primate de l'Église, un témoin de Jésus-Christ peut-il oser écrire et signer une affirmation aussi hypocritement mensongère, et ce, à la face du Chili et du monde entier ? Comment peut-il prétendre à « l'entière liberté » quand tout le monde sait qu'il a fallu au moins deux rencontres du cardinal avec le général Pinochet et qu'il a fallu ajouter cette présentation mesquine et réactionnaire pour avoir droit de rendre la déclaration publique ? Et comment expliquer l'insistance des évêques chiliens sur la nécessité du « respect inconditionnel des droits de l'homme formulés par les Nations Unies et par le Concile Vatican II », si le cardinal a « la preuve de la permanence du droit » au Chili ?

Comment peut-on, après une telle présentation, accorder encore de la crédibilité au texte ainsi « présenté » ?

Et c'est ainsi que la Conférence épiscopale chilienne rendait publique, le 24 avril 1974, une « courageuse » déclaration sur la réconciliation au Chili.

E- L'affaire Excelsior

Le 15 mai 1974, le journal Excelsior de Mexico commençait la publication, sous la signature de son directeur Julio Scherer, d'un rapport confidentiel élaboré en mars par le Comité de coopération pour la paix au Chili.

Dans ses soixante-dix-huit pages et ses neuf annexes, ce rapport confidentiel dressait un premier bilan de la répression au cours des six mois écoulés depuis le coup d'État et faisait une étude détaillée d'un certain nombre de cas sur lesquels on avait recueilli des preuves irréfutables.¹²⁰

La publication de ce rapport du Comité de coopération pour la paix au Chili (ou Comité pour la paix), rendue possible grâce à une fuite, a provoqué un nouvel affrontement entre l'Église et la junte.

En effet, le Comité pour la paix¹²¹ est rattaché aux différentes Églises chiliennes : catholique, luthérienne, méthodiste, orthodoxe, pentecôtiste, et à la Communauté israélite. Ce comité, formé en octobre 1973, est présidé conjointement par Mgr Helmut Frenz, évêque luthérien, et Mgr Fernando Ariztia, évêque catholique.

La publication de ce rapport confidentiel a donc immédiatement ravivé les tensions qui existaient déjà entre l'Église et les militaires fascistes. Car il apportait des preuves irréfutables de la répression qui n'a pas cessé de régner à travers

¹²⁰ Pour le texte intégral de la première partie de ce rapport (bilan et analyse de la répression), voir annexe 7. Ce texte n'avait pas été publié au Québec jusqu'à ce jour.

¹²¹ Ce comité s'occupe de plusieurs choses : aide judiciaire aux détenus, ouvriers licenciés, assistance aux étudiants, cas de détresse, placement à l'étranger des réfugiés, recherche de nouveaux emplois, etc.

le Chili depuis le 11 septembre. Il citait les cas documentés de personnes tuées au cours d'interrogatoires, de tortures avec des acides, des cigarettes, à l'électricité, de viols, etc. De plus, le rapport faisait une analyse détaillée de l'évolution de la répression, depuis le coup d'État jusqu'au début d'avril, affirmant, entre autres, que la torture est utilisée « comme méthode habituelle de déroulement des interrogatoires », que « le mouvement de ceux qui quittent le pays ne cesse pas », que de nombreuses personnes « sont appréhendées sans raison valable et sans que soit connu leur lieu de détention », que « les procès continuent toujours à avancer très lentement », etc.¹²²

Ce texte, sans doute le plus sérieux et le plus systématique qui ait été préparé au Chili même sur la répression, ne pouvait donc manquer de connaître un grand retentissement, surtout qu'il jouissait en quelque sorte de la caution et du sérieux de l'Église, par l'intermédiaire du Comité pour la paix.

Dès le lendemain, 16 mai, la Segunda titrait en première page : « La goutte qui fait déborder le vase : Scherer (mexicain), Ariztia (évêque de Santiago) et Salas (un curé jésuite) : CALOMNIES CONTRE LE CHILI ! » C'était le début de « l'affaire Excelsior » qui allait, pendant plusieurs semaines, provoquer de très nombreuses et très sévères critiques aussi bien de l'Église, du cardinal Henriquez, de son auxiliaire, Mgr Ariztia, et du Comité pour la paix.

La réaction fut si violente que Mgr Ariztia, qui avait publié dès le 16 mai un communiqué dans lequel, sans démentir le contenu du rapport, il niait avoir transmis quelque document ou information que ce soit au journal Excelsior,¹²³ fut convoqué avec le père Salas, secrétaire du Comité, pour s'expliquer devant les journalistes avec le ministre de l'Intérieur, le général Bonilla.¹²⁴ De plus, le 29 mai, le Conseil synodal de l'Église évangélique luthérienne se dissociait officiellement du Comité et « demandait à ses membres de se retirer immédiatement

¹²² Pour le texte intégral de la première partie de ce rapport (bilan et analyse de la répression), voir annexe 7.

¹²³ DIAL, D 173, 19 juin 1974.

¹²⁴ Le Mercurio, 18 mai 1974.

dudit Comité ».¹²⁵

Il est donc important de noter que si la publication de ce rapport confidentiel a contribué, tant par son contenu que par l'importante campagne de presse qu'elle a déclenchée, à éloigner encore davantage la junte de l'Église, celle-ci n'y est toutefois pour pratiquement rien.

Car d'une part, le Comité pour la paix n'est pas à proprement parler une organisation des Églises, bien qu'il leur soit rattaché. Fondé à l'initiative principale de Mgr Ariztia, tout semble indiquer qu'il n'agit pas officiellement au nom des Églises, comme en témoigne le communiqué de l'Église évangélique luthérienne : « L'Église évangélique luthérienne n'a jamais pris officiellement part aux travaux dudit Comité. Si certains des membres de notre Église lui ont apporté leur collaboration, ils l'ont fait à titre personnel et pour des raisons clairement pastorales ».¹²⁶

D'autre part, la publication de ce rapport sur la répression est tout à fait indépendante de la volonté du Comité pour la paix, et encore plus des Églises qui le patronnent. À cette occasion, c'est en quelque sorte grâce à une fuite involontaire que l'Église catholique chilienne a pu jouer, à son corps défendant, un rôle prophétique de dénonciation de la répression ! Enfin, une fois le rapport publié, une fois la parole prophétique lâchée, même par inadvertance, le Comité (et l'Église) aurait pu choisir d'assumer consciemment son rôle prophétique et d'assumer la responsabilité de ce rapport qu'il avait bel et bien préparé, quoique pour des fins confidentielles. Au contraire, le Comité a choisi, fidèle à la tradition de l'Église chilienne depuis le coup d'État, de recourir aux subterfuges de la diplomatie et de tenter, autant que possible, de limiter les pots cassés. C'est ainsi que Mgr Ariztia affirme, dans son communiqué : « Nous n'avons eu connaissance que de fragments de la publication faite par Excelsior, et nous croyons y voir des appréciations personnelles

¹²⁵ Dès le lendemain, la grande majorité des pasteurs luthériens affirmaient, dans une déclaration publique, « ne pas pouvoir démissionner » et « déclaraient continuer à apporter leur collaboration au Comité » (DIAL, D 173, 19 juin 1974).

¹²⁶ DIAL, D 173, 19 juin 1974.

L'église s'éloigne de la junte

élaborées par M. Scherer à partir de sources que nous ignorons et qui sont attribuées au Comité de coopération pour la paix au Chili ». ¹²⁷

Une fois encore, pour pouvoir continuer son travail de bon samaritain, l'Église choisissait de ne pas affronter ouvertement la dictature fasciste et préférait se faire complice, par son silence ou sa modération diplomatique, de la poursuite de la répression et de l'écrasement du peuple, des ouvriers, des exploités.

¹²⁷ DIAL, D 173, 19 juin 1974.

XV- CONCLUSION

Beaucoup d'évènements se sont produits depuis le moment où je terminais ma première analyse. Beaucoup d'évènements qui ont semblé contredire les conclusions que j'apportais au mois de janvier dernier.¹²⁸

Et pourtant, l'Église chilienne a-t-elle changé vraiment ? Est-elle enfin du côté des pauvres et des exploités comme elle se plaît à l'affirmer sur tous les tons ?

Combien de sang, combien de tortures, combien de faim et de misère, combien de répression massive et de terreur implacable lui faudra-t-il avant qu'elle cesse de considérer les auteurs de ces atrocités comme « bien intentionnés » ? Avant qu'elle se décide, un bon jour, à cesser de soigner très apostoliquement les symptômes du mal tout en couchant avec ses causes ?

Un matin de juin, rue Santa Monica, dans le local du Comité pour la paix, un ouvrier d'âge mûr frappe à la porte et se présente à l'une des travailleuses sociales. Et sans préambule, il commence...

« J'ai lu hier, dans les journaux, concernant « l'affaire Excelsior ». Je m'en viens donner mon nom pour témoigner. C'est vrai votre document. Je suis un des nombreux torturés dont vous parlez. J'ai pensé à mon affaire, et j'ai décidé de venir. Vous pouvez utiliser mon nom publiquement. Je vais témoigner pour les autres, pour ceux qui y goûtent encore... Oui... je sais parfaitement bien ce qui peut m'arriver si je témoigne, mais je suis venu quand même. Parce qu'il faut que

¹²⁸ Voir ces conclusions dans le chapitre 12, Une communauté de pensée.

la vérité soit connue ». ¹²⁹

Cet ouvrier, qui avait été prisonnier pendant plusieurs mois et durement torturé avant d'être relâché, ne critiquait même pas l'Église ni le Comité qui n'avaient pas osé assumer publiquement la responsabilité du fameux document confidentiel. Il venait témoigner, tout simplement...

Au mépris de toute logique humaine, avec rien à gagner et tout à perdre, mais « parce qu'il faut que la vérité soit connue... »

Voilà peut-être la véritable Église...

¹²⁹ Ce fait m'a été rapporté, deux jours plus tard, par un témoin oculaire. Pour des raisons de sécurité évidentes, cette personne doit rester anonyme (Note ajoutée dans l'édition 2014 : il s'agissait de Sœur Marie-Denise Dubois, une religieuse missionnaire qui travaillait dans le Comité pour la paix. Cette femme extraordinaire est décédée le 12 mars 2013. Voir mon hommage dans *Le Devoir* le 6 mars, 2013 : http://orcsn.org/documents/md_ledevoir.pdf).

XVI- EN DERNIÈRE HEURE

Au moment d'écrire ces dernières lignes, le sort a voulu que je mette la main sur un document confidentiel de la Conférence épiscopale chilienne.

Ce document « privé »¹³⁰, dont l'authenticité a été vérifiée, a été envoyé à Noël 1973 à toutes les Conférences épiscopales à travers le monde pour contrecarrer l'action des média de la presse internationale, y compris de nombreux journaux catholiques, « qui ont tellement déformé les événements du Chili », et pour fournir aux évêques du monde entier, « des éléments de jugement sur la situation au pays et sur la hiérarchie chilienne ».

Ce long document¹³¹ permet aux évêques d'exprimer leurs opinions et leurs jugements sur la situation au Chili depuis l'avènement de l'Unité populaire jusqu'à après le coup d'État du 11 septembre.

On ne saurait ici trop insister sur le caractère confidentiel du document et sur l'identité de ses destinataires. Car dépouillés de tout souci diplomatique, pouvant s'exprimer ouvertement dans toute la simplicité des enfants de Dieu, les représentants chiliens du Christ et de son Église peuvent enfin mettre leurs cartes sur la table. Ils n'ont plus à parler entre les lignes. Ils

¹³⁰ J'ai obtenu ce document grâce à une fuite. (Note ajoutée dans l'édition 2014 : je devais maintenir secret l'auteur de cette fuite. Cependant, comme il est décédé – le 1^{er} mai 1989 –, je me permets de révéler son nom. Il s'agit du Père Cyril William Smith qui occupait alors la direction des missions en Amérique latine pour la Conférence canadienne des évêques catholiques).

¹³¹ Il comporte 59 pages, 19 sections et 168 paragraphes.

n'ont plus à nager constamment dans un océan d'insinuations prudentes et le plus souvent ambiguës. Ils n'ont plus à accorder le primat au paraître mais peuvent maintenant donner libre cours à leur être profond.

Encore une fois, une fuite aura permis à l'Église chilienne de se révéler dans toute sa vérité.

Une vérité crue...

Secrétariat général de la
Conférence épiscopale du Chili
Réf : N.15/74

PRÉSENTATION

À trois mois du pronunciamiento militaire du 11 septembre 1973 au Chili, nous envoyons cette information aux Conférences épiscopales afin qu'elles possèdent des éléments de jugement sur la situation au pays et sur la hiérarchie chilienne.

Le Comité permanent de l'Épiscopat a jugé qu'il était nécessaire de poser ce geste, étant donné que la presse internationale — y compris un très grand nombre d'organes catholiques — a tellement déformé les événements du Chili et ainsi conduit le public lecteur à de si grandes et si fausses interprétations qu'il fallait en quelque sorte offrir des éléments de jugement pondérés.

Tel est l'objectif de ces pages.

Carlos Oviedo Cavada
Évêque auxiliaire de Conception
Secrétaire général de la Conférence épiscopale du Chili
Santiago, Chili, Noël 1973

Portant un jugement sur les Forces armées...¹³²

73 - Ce qui précède fait voir, dans ces moments où la réalité chilienne est tellement déformée à l'extérieur, que les Forces armées et les Carabiniers du Chili ne sont en aucune façon ni « putschistes », ni « fascistes », mais que leur constante tradition en est une de professionnalisme et que, par conséquent, ils sont au-delà des contingences politiques du pays. Le geste qu'ils ont posé le 11 septembre fut comme la réponse à une exigence nationale et, en tant qu'institutions armées, une conséquence de l'obligation qu'ils ont de garantir l'ordre au Chili.

Donnant leur appréciation de la période de l'Unité populaire...

76 - Qu'est-ce qui prit fin au Chili le 11 septembre 1973 ? Pour plusieurs, pour les adhérents anonymes de l'Unité populaire, ce fut la fin de grands espoirs fondés sur un lien affectif avec les forces de la gauche, forces dans lesquelles, historiquement, de vastes secteurs du peuple placèrent leurs aspirations. Nous disons un lien affectif, car les réformes, les conquêtes en faveur du peuple ne s'étaient certainement pas réalisées. Les « 40 mesures » du programme électoral de l'Unité populaire, dans lesquelles étaient exprimés ces objectifs les plus immédiats en faveur des classes populaires, n'ont pas dépassé le stade de simple programme. Il n'y en a sûrement pas cinq qui sont devenues des réalisations concrètes. Plus tard, l'opposition rappelait régulièrement ces mesures pour ridiculiser le gouvernement de l'Unité populaire.

Expliquant le sens du coup d'État...

79 - Pour la grande majorité des Chiliens, le 11 septembre 1973 représenta la fin d'un cauchemar, d'un état de décomposition du pays, de l'installation de la démagogie, de l'ingérence de politiciens étrangers (qu'on se rappelle la lettre de Fidel Castro, au président Allende, le 22 juillet 1973), de la

¹³² A cause de la longueur du document, il est évidemment impossible de le reproduire ici in extenso. Les extraits qui suivent sont des extraits particulièrement significatifs du document.

violence sous toutes ses formes, de l'appauvrissement brutal de la nation et par-dessus tout, de la marxisation dans laquelle le Chili se trouvait entraîné et tout cela se terminait par un acte des Forces armées et des Carabiniers du Chili lesquels représentent une véritable réserve morale de l'âme nationale. Pour cette majorité, le 11 septembre fut une véritable libération.

Expliquant quelle interprétation de l'Évangile justifie qu'ils aident autant les gens de gauche que les gens de droite...

123 - Certes, l'Église aimerait faire beaucoup plus en faveur de tous ceux qui souffrent, en imitant le bon samaritain qui s'occupa uniquement d'aimer le blessé sur la route et qui ne partit pas à la recherche de ceux qui l'avaient maltraité. Mais ces actions de l'Église en faveur des anciens militants de l'Unité populaire se sont méritées des critiques et des réserves dans la communauté catholique elle-même. La haine, la violence, le sectarisme qui s'étaient déclenchés durant l'Unité populaire furent si profonds – 'l'âme du Chili est blessée', affirma un jour le cardinal — que ceux qui sous l'Unité populaire furent renvoyés de leurs emplois ou persécutés, ou qui eurent à souffrir sous ce régime, n'arrivent pas à comprendre que l'Église s'engage dans ces œuvres de miséricorde envers les anciens militants de l'Unité populaire. Cela a occasionné beaucoup d'incompréhensions parmi les catholiques eux-mêmes.

Justifiant la nomination de recteurs militaires dans les Universités catholiques...

144 - Dans le cas des Universités catholiques, le gouvernement a adopté une attitude distincte, en respectant leur dépendance du Saint Siège et de la Conférence épiscopale du Chili. Pour manifester la compréhension à laquelle il est possible d'arriver, le cardinal nomma comme recteur de l'Université catholique du Chili, le recteur délégué par le gouvernement.

Exprimant leur opinion sur la suppression de toute vie politique au Chili...

148- Les partis politiques de l'Unité populaire furent déclarés illégaux et furent dissous. L'activité des autres partis politiques a été suspendue.

149 - Cette dépolitisation a été reçue très favorablement. Elle est perçue comme nécessaire pour dépasser cette hypertrophie de la politisation dans laquelle se trouvait le Chili.

Donnant leur explication des désagréments de la censure...

51 - Les moyens de communication sociale sont censurés. Cette censure, dès le second mois, s'est adoucie graduellement. L'opinion publique bien sûr en a ressenti comme un vide, habituée qu'elle était à l'exacerbation politique antérieure. La censure vise à prohiber les attaques ou les critiques contre la junte militaire.

Décrivant l'accueil fait au gouvernement de la junte par le peuple chilien...

154 - Le citoyen ordinaire a accueilli le régime de la junte militaire avec gratitude, espérance et confiance. Une preuve de cela, c'est la coopération qu'elle a obtenue dans tout le Chili pour le Fonds de la reconstruction nationale : un fonds qui aide à financer le déficit de l'État. Cette coopération s'est traduite à partir de modestes dons en argent de la part des particuliers et des organisations de base, jusqu'à des sommes plus importantes fournies par des institutions et des personnes jouissant de revenus plus élevés. Plusieurs personnes ont remis à ce même fonds leurs alliances en or et leurs bijoux. La plupart des donateurs étaient de simples citoyens.

L'Église chilienne dans toute sa nudité... Est-il besoin d'ajouter quelque chose ?...

Montréal, le 4 août 1974

ANNEXES

ANNEXE 1- CEUX QUI N'ONT PAS RÉUSSI À DÉTRUIRE L'ALLEMAGNE RÉUSSISSENT À DÉTRUIRE LE CHILI

Lettre au directeur de la Segunda, publiée le 10 août 1973

M. le Directeur,

On a publié dans votre prestigieux journal une lettre signée F.I. et dont je partage en partie le contenu. Je dis « en partie », car plus loin je vais faire des propositions relativement à la sorte de châtiments qui seraient des plus drastiques, c'est-à-dire, style cubain ou de la jungle, où présentement, selon de récentes nouvelles, on coupe les bras pour en finir avec les vols.

Je vous livre quelques données sur ma personne. Je suis né à Berlin, l'ex-capitale d'Allemagne, le 18 décembre 1906. Je suis 100% Juif, du côté de ma mère et du côté de mon père. J'ai vécu en Allemagne les années du pré-nazisme et six années de cette tragédie aussi à l'intérieur du pays. Je n'ai abandonné ma patrie que trois jours avant l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, pour émigrer, après trois mois de séjour en France, au paradis chilien. Voilà pour mes antécédents. Je signale enfin que je suis citoyen chilien depuis 1948.

Quant à l'article ci-haut mentionné, je tiens à attirer votre attention sur le fait que là-bas comme ici dans ma seconde et belle patrie, les responsables de la tragédie nationale furent précisément cette sorte de Juifs que sont les MM. Jaime Faivovich W., les deux MM. Schatz, David Silbermann et bien d'autres qui m'échappent pour le moment, et dont l'origine directe et indirecte est le GHETTO POLONAIS. L'aspect odieux de la conduite de ces personnages ne provient pas d'un

« idéalisme » qui les conduirait à tous les excès mais simplement de l'« égoïsme ». Ils ne sont pas parvenus à détruire un pays comme l'Allemagne : ceci étant le privilège du fou HITLER. Mais le comportement de ces « messieurs » provoqua la haine et comme conséquence six millions de victimes.

Cependant, cette même catégorie d'hommes de ma race est parvenue à détruire le Chili et poursuit son chemin convaincue qu'elle y réussira intégralement. Moi, pour ma part, je suis optimiste et je crois qu'à court terme on va éliminer ce sinistre gouvernement avec toute cette clique de corrompus et de malfaisants. Je propose, pour cette éventualité, un châtement que méritent ces « messieurs » du Ghetto : depuis la rue Las Rejas jusqu'à l'avenue Las Condes il y a plusieurs centaines de lampadaires neufs. Je recommande qu'on pendre sur chacun de ses poteaux un de ces criminels de ma race, vivant ou mort. Ce serait là la meilleure satisfaction pour les Chiliens respectables de ma race. Nos représentants devraient, dans une déclaration publique, rendre grâce au Tout-Puissant, au nom de nous tous, pour ce juste châtement.

Je souhaite vivement qu'après cet enfer, le peuple chilien et ses leaders politiques, inspirés d'un antisémitisme qui pourrait, au bout du compte, se terminer par un massacre, ne se vengeront pas sur nous tous les bons et honorables Juifs — citoyens et étrangers — qui habitent ce beau pays.

Bien vôtre,

G.N.P.

ANNEXE 2- LES COMMUNISTES COMMENCÈRENT LE « PLAN DJAKARTA »

Éditorial du Mercurio¹³³, le 18 juillet 1973

La propagande marxiste a longtemps insisté sur le dénommé Plan Djakarta comme un exemple de perfidie anticommuniste. On dit que les forces réactionnaires d'Indonésie, alliées avec les militaires et stimulées par des agents américains, complotèrent pour liquider le Parti communiste de ce pays, causant la mort d'un demi-million de ses adeptes. La vérité historique est autre. Ce furent les communistes, incités et entraînés par Pékin, qui tentèrent, en septembre 1965, de s'approprier du pays en liquidant la haute officialité militaire, qu'ils considéraient comme leur principal ennemi. Quelques généraux échappèrent à la tuerie qui s'est produite dans la nuit du 30 septembre 1965 et, dirigeant les troupes qui continuaient de leur être fidèles, ils dominèrent la situation. Le président Sukarno, qui avait sympathisé jusqu'à ce moment-là avec les communistes, coopéra avec les militaires et l'ordre fut rétabli. Ensuite vint la réaction des anticommunistes, dans leur quasi-totalité des

¹³³ Note ajoutée dans l'édition 2014 : Dans son rapport COVERT ACTION IN CHILE 1963-1973, (<http://www.fas.org/irp/ops/policy/church-chile.htm>: consulté le 13 mai 2014) le Comité du Sénat américain explique que le Comité de 40 a accordé \$700,000 US au Mercurio le 9 septembre 1971 et un autre \$965,000 US le 11 avril 1972. En plus, il exerçait une influence substantielle sur le contenu de ce journal, allant même jusqu'à placer dans celui-ci, parfois sur une base quasi quotidienne, des éditoriaux inspirés par la CIA.

musulmans, et la mort de centaines de milliers de gens de la gauche.

Mais tout commença par l'action communiste.

Sukarno gouvernait en 1965 appuyé d'un triangle qu'il dénommait « Nasukom », et qui incluait les musulmans nationalistes (« Na »), les Forces armées (« Su ») et les communistes (« Kom »). L'équilibre était instable et les trois groupes se regardaient avec méfiance. Le Parti communiste était puissant et demandait la création de milices populaires. Les Chinois envoyaient des armes clandestinement. Quelques unités militaires étaient passées au marxisme. L'économie indonésienne était dans le marasme. Les étudiants nationalistes et musulmans réalisaient quotidiennement des manifestations dans les rues. Tout l'ensemble était maintenu en équilibre par la personne de Sukarno, libérateur du pays, dont le prestige individuel était très grand. Mais le soir du 15 septembre 1965, durant une cérémonie dans le Stade principal de Djakarta, la capitale d'Indonésie, le président fit une crise cardiaque. Plusieurs crurent, à le voir tomber, qu'il était mort. Et les communistes décidèrent de donner immédiatement le coup qu'ils étaient en train de préparer, de peur que, sans la coopération de Sukarno, leurs plans n'échouent.

Cette nuit-là on mit en marche le véritable Plan Djakarta. Des unités de la garde présidentielle, commandées par le colonel Untung, firent Sukarno prisonnier, et des groupes de l'aviation, dont le chef, le général Omar Dani, avait approuvé la formation de milices populaires, se rendirent aux maisons des généraux les plus importants pour les tuer. Le chef de l'État-Major de l'armée de terre, le général Ahmed Yani, fut exécuté et barbarement mutilé, de même que huit autres généraux. Mais le commandant en chef, le général Nasution, se sauva grâce à l'héroïsme de son assistant, qui se vêtit de l'uniforme de son chef et se rendit aux soldats rebelles, y trouvant la mort. Nasution parvint à échapper et à organiser la résistance des troupes et de la police.

Le lendemain, le coup communiste avait échoué. Nasution ne voulait pas être un dirigeant politique, et céda le pas au général

Les communistes commencèrent le « Plan Djakarta »

Suharto, qui gouverne encore le pays. Le président Sukarno continua à exercer sa fonction jusqu'à sa mort, bien que privé de la substance du pouvoir, et le chef communiste Aidit, qui avait dirigé le parti communiste le plus important de l'Asie après le Parti chinois, s'enfuit du pays.

Lorsque les atrocités que les rebelles avaient commises contre les généraux furent connues, la colère du peuple éclata et vint la répression, généralisée, spontanée et horrible, contre les communistes. Dans un pays où le progrès n'a pas encore atteint les instincts primitifs, le massacre se généralisa et plusieurs innocents y perdirent la vie.

L'Indonésie a survécu au coup, aux massacres postérieurs ainsi qu'à l'éclipse de Sukarno, et maintenant est une des principales nations du sud de l'Asie, importante à la fois pour sa population immense et pour le potentiel qu'elle représente. L'économie s'est stabilisée et l'ordre règne. Le communisme fut proscrit et les Chinois perdirent un point d'appui pour leur expansion vers le sud. L'Australie a pu respirer plus à l'aise.

Mais ce qui est arrivé dans toute l'Indonésie, et non seulement à Djakarta, comporte des leçons historiques pour la postérité. Dans une situation instable, lorsque le communisme croît et aspire à la totalité du pouvoir, il s'établit inévitablement une rivalité avec les Forces armées, qui représentent l'ordre établi et qui ont la mission de veiller sur les institutions. La formation de milices populaires est une manière d'éviter ou de remplacer le pouvoir des militaires. Tôt ou tard, cependant, le choc se produit et les chefs militaires sont les objets de l'action terroriste.

ANNEXE 3- DISCOURS TÉLÉVISÉ DU PÈRE RAUL HASBUN

Éditorial lu sur les écrans de télévision du Canal 13, le 4 septembre 1973, et reproduit dans le Mercurio le lendemain

La raison d'être d'un gouvernant réside entièrement dans le bien commun », écrivait il y a dix ans le pape Jean XXIII.

Il s'agissait d'une encyclique — *Pacem in Terris* — dans laquelle le bon Pasteur cherchait à montrer comment pouvait se réaliser à travers l'histoire l'aspiration suprême de l'homme : la paix sur la terre.

C'est ainsi qu'il consacra toute la seconde partie de son document au problème de l'autorité. L'autorité est nécessaire, dit le Pape. L'autorité vient de Dieu. De là provient sa *dignité* et la conséquente obligation de lui obéir. De là proviennent, également, ses *limites* : toute autorité doit se soumettre à la raison droite, à un ordre moral supérieur et qui reconnaît Dieu comme auteur. Le peuple, naturellement, a le droit d'élire ses gouvernants, d'établir la forme de gouvernement qu'il désire ainsi que les cadres et limites déterminant l'exercice de son autorité.

« La raison d'être d'un gouvernant réside entièrement dans le bien commun » disait le Pape. Un gouvernant doit offrir à chaque citoyen la prospérité matérielle et les biens de l'esprit. Il doit créer un ensemble de conditions sociales permettant à chacun le développement rapide et complet de sa propre perfection.

Dans cette affirmation le pape Jean ne faisait qu'appliquer au

domaine politico-social, la grande doctrine que le Christ de l'Évangile, en matière d'autorité, annonça et incarna : l'autorité est un *service*; le gouvernant un *serviteur*; le pouvoir, la royauté et l'autorité sont un moyen, non une fin; un moyen privilégié pour promouvoir le bien de tous.

« La responsabilité essentielle de tout pouvoir public, réaffirme le pape Jean, consiste à protéger les droits de la personne humaine et de rendre possible, et supportable, l'accomplissement de ses devoirs ».

« Lorsque les gouvernants, déduit toujours le pape, ne reconnaissent pas les droits de l'homme, ou les violent, ils manquent à leur devoir propre, et leurs directives perdent ainsi leur caractère de contrainte ».

C'est que « le droit de commander constitue une exigence d'ordre spirituel et émane de Dieu. Si les gouvernants, poursuit le pape, donnent une directive quelconque qui soit contraire à cet ordre spirituel, et par conséquent opposée à la volonté de Dieu, la directive ne peut dans un tel cas obliger en conscience le citoyen, l'obéissance aux hommes étant subordonnée à l'obéissance à Dieu. Plus encore, dans une telle éventualité l'autorité elle-même s'auto-détruit complètement et devient une iniquité ».

Lorsque le pape Jean écrivait ces paroles il était bien loin de prétendre inciter à la désobéissance ou à l'insubordination. Le chrétien est un fils et un architecte de la paix, il n'aime pas la violence, il ne croit pas en elle. Les pires despotes de l'Histoire régnaient lorsque le christianisme formula sa doctrine de respect et obéissance à l'autorité, « parce que toute autorité vient de Dieu ».

Ce que le pape voulait c'était rappeler qu'il n'y a pas de paix sur la terre sans une société organisée, et qu'il n'y a pas de société organisée sans autorité; et qu'il ne nous a donné l'autorité qu'exclusivement et totalement pour servir le bien commun. C'est-à-dire : le droit de chaque citoyen de réaliser son destin sur la terre comme au ciel. C'est-à-dire : la croissance personnelle et communautaire dans la possession du pain et du travail, de la culture et la santé, d'une terre et d'une

demeure, de la vérité et la beauté, de la connaissance et de la foi. C'est-à-dire : la santé et le bien-être de son peuple constituent le centre de référence, la raison d'être d'un gouvernant qui veut être fidèle à son mandat et se rendre digne de l'obéissance et de la collaboration qu'il réclame. Il est gouvernant par le peuple et pour le peuple. Il exerce l'autorité pour faire croître, pour augmenter, pour organiser, pour créer, pour unir.

À cette lumière il est facile de comprendre la *grandeur* d'un gouvernant : gouverner c'est servir; servir c'est régner. La joie d'un gouvernant : voir que son peuple croît, que son peuple va mieux, que son peuple est uni. Le drame, aussi, d'un gouvernant : voir son peuple appauvri, exaspéré, déchiré dans son corps, blessé et malade dans son âme. Surtout lorsqu'il a incarné une grande espérance. Lorsqu'il a été porteur d'une promesse, d'une certitude – presque — de prompt rédemption.

C'est un drame. Ce serait un drame personnel si le gouvernant était le seul concerné. Mais gouvernant et peuple sont liés dans une communion de destin. Que le peuple aille à sa perte et s'enfonce dans la frustration signifie, pour le gouvernant, l'échec. Ce n'est pas pour rien que « gouvernant », en grec, a la même racine que « pilote ».

Le Chili ressemble actuellement à un navire qui coule. Il est inutile de s'aveugler. Tout le monde le sait. C'est seulement lorsqu'il s'agit de pointer du doigt le coupable qu'il y a désaccord. Nous sommes sur un navire qui coule. Sans raison. Sans porter de charge excessive et sans avoir été frappé par la guerre. Pourquoi ? Pour qui ? Au nom de quelle sacrosainte idéologie, sacrifié à quel nouveau continent ou avenir éloigné ?

La question, le reproche retombe inévitablement sur une personne : le pilote. Celui qui est responsable de l'orientation du navire.

C'est une question, un reproche : non une accusation. Qui peut accuser ? Qui peut pénétrer les secrets du cœur ? Qui est capable de discerner le mystère du bien et du mal, l'impénétrable mystère de la liberté d'un homme pour faire ou ne pas faire ce qu'il doit faire; pour être ou ne pas être ce qu'il

doit être ?

Nous n'accusons pas : nous respectons. Nous respectons le mystère des profondeurs de l'âme, ce sanctuaire inviolable où seul Dieu peut pénétrer. Nous respectons aussi la souffrance personnelle. Nous imaginons que personne plus que le pilote n'est affecté par le naufrage de son navire. Parce que sa personne, son destin, lui sont liés. Parce que sa capacité ou son incapacité de bien le conduire façonne son image dans l'Histoire ! Parce que nous devons croire en la sincérité de son désir de servir son peuple, en l'honnêteté de son engagement pour le fortifier et non l'affaiblir davantage. Nous n'accusons pas : nous respectons. Nous comprenons, nous éprouvons — presque — la souffrance et le dilemme.

D'un côté, une espérance, une promesse, un programme. L'espérance des pauvres, des éternels laissés pour comptes ! La joie et l'euphorie de créer : car voici enfin la justice et la curiosité, et la gloire, et les livres, et les discours, et les conférences, et les voyages, et les entrevues, et les foules, et cette joie, cette euphorie : enfin !

De l'autre côté, la frustration et l'échec. Une nation saignée à blanc. Des évidences, des évidences; des statistiques, l'évidence statistique de tout ce qu'il n'y a pas : pain, respect, joie, espérance. L'évidence dévastatrice de tout ce qui abonde : angoisse, peur, démoralisation, haine. L'évidence photographique d'un peuple qui s'est fait méconnaissable, qui a perdu ce qu'il avait sans toutefois savoir ce qui l'attend. Ou encore qui le sait fort bien mais qui n'aime pas cela, qui le refuse.

Souffrance et dilemme : que faire ? Accélérer le pas dans la même direction ? Le pilote sait fort bien que c'est inutile. Et il ne peut faire autrement que le savoir ! Sa sensibilité de patriote et de médecin doit le rendre à l'évidence qu'un peuple entier — présent et futur — n'accepte pas de continuer à être sacrifié à une sacrosainte idéologie, imposée comme dogme irrécusable, étrangère à l'âme nationale et incompatible avec elle ; sacrifié à une idéologie violatrice de son plus authentique patrimoine humaniste et chrétien. L'expérience marxiste-léniniste,

imprégnée qu'elle est de cette obsession totalitaire, de ce messianisme rédempteur faux et mensonger, de cette logique du mensonge et de la violence qui historiquement l'a toujours caractérisée, a d'ores et déjà démontré au Chili la véracité de cette loi qu'énonçait un jour le pape Paul : chaque fois que les hommes essaient d'organiser la terre sans Dieu, ils finissent par l'organiser contre l'homme !

Souffrance et dilemme : une terre organisée contre l'homme. L'homme contre son frère, le patriote contre le compatriote... « La raison d'être d'un gouvernant réside entièrement dans le bien commun de son peuple... » Et si le gouvernant, le pilote ne peut pas rectifier la direction; s'il constate que les conditions objectives ne lui permettent pas d'accomplir sa mission propre, sa raison d'être comme gouvernant, ...que faire ?

Un dilemme pénible : ou bien poursuivre le mandat, sachant que la route mène au désastre; ou bien laisser le mandat à un autre, entrant ainsi dans l'Histoire comme frustrateur d'une espérance.

Aucun d'entre nous n'aimerait affronter ce dilemme. Tout homme a le droit et le devoir de s'aimer soi-même et de sauver sa propre image face à l'Histoire. C'est une décision ingrate, pénible, douloureuse. Pour bien la prendre, il faudrait disposer de calme, de temps, de silence intérieur, d'éloignement, de perspective. Un gouvernant ne peut jouir de tout cela alors que son navire coule. Il vit écrasé de pressions. Les uns le poussent à poursuivre, et de façon accélérée, dans le chemin déjà emprunté. Les autres, la majorité, désirent une orientation nouvelle et — s'il s'en trouve incapable — un nouveau pilote. Dans un cas comme dans l'autre, croit-il, son image s'obscurcit et risque de disparaître dans les brumes de l'Histoire.

Il n'en est probablement pas ainsi. L'Histoire se souviendra probablement, avec gratitude et affection, de l'image d'un homme qui suscita une si grande espérance, qui fut le symbole des souffrances et aspirations d'un peuple assoiffé de rédemption. D'un homme qui entreprit avec honnêteté une voie qu'il croyait porteuse de libération, et qui un jour, convaincu avec autant d'honnêteté qu'elle menait à l'abîme, comprit que,

pour son peuple, il valait la peine de différer cette voie et de remettre sa démission personnelle.

En définitive, les peuples seuls apprécient et se souviennent des hommes qui ont aimé leur peuple plus qu'eux-mêmes. Et un gouvernant est, par définition, un homme qui n'a pas d'autre raison d'être, d'autre justification pour exister, que le bien de son peuple : même au prix de sa souffrance personnelle.

Difficile et douloureux dilemme. Il y a des jours, des heures durant lesquelles se décident les destins pour des siècles. Ce sont des décisions éminemment personnelles, qui ne peuvent jamais s'arracher de quelqu'un par la force.

Énergie, *force spirituelle* : voilà ce qu'il faut maintenant libérer. Créer une atmosphère, un climat moral dans lequel nous pouvons tous voir et entendre; tous, surtout le pilote. Dans lequel il peut voir la réalité de son peuple — non pas à travers des schèmes pré-conçus et adultérés, mais plutôt avec toute l'authenticité et le drame — tellement salutaire ! — du réel. Dans lequel il peut entendre la voix de son peuple et — pourquoi pas ? — avec elle et en elle la voix de Dieu. La voix d'un peuple qui a quelque chose à lui dire, avec plus ou moins de respect, certes, mais, en tout cas, avec une sincérité angoissée. La voix d'un peuple qui, dans sa majorité, ne se sent ni interprété ni écouté, et qui ne fait que réclamer son droit d'interpeler son président, exigeant qu'il rende compte de son mandat. La voix d'un peuple qui ne mérite pas d'être immolé à des idées impraticables et impratiquées, ni dérobé de son désir et de son droit d'être davantage. La voix d'un peuple qui, au fond, ne demande que d'être pris au sérieux en tant que raison d'être de son gouvernant.

Et la voix de Dieu !... d'un Dieu interlocuteur, silencieux et discret, audible seulement à celui qui a le silence et l'humilité dans l'âme, qui ne parle que lorsqu'on lui demande de parler...

Il y a vingt siècles un disciple du Christ, Paul de Tarse, enseigna à toutes les Églises d'intercéder pour les gouvernants. À élever supplications et actions de grâces pour les rois ainsi que tous les dépositaires d'autorité, afin qu'ils puissent mener une vie tranquille et paisible. Ceci est bon, disait-il, ceci plaît à Dieu,

notre Sauveur, qui veut que tous les hommes se sauvent et arrivent à connaître la vérité.

Antique admonition, vénérable tradition liturgique, qui revêt aujourd'hui une actualité brûlante. Élevons nos supplices, d'incessantes supplices; devançons même les actions de grâces pour nos autorités et en particulier pour le président de la République. Prions et demandons; livrons un combat d'insistantes prières avec Dieu, afin qu'Il permette, par la force de notre supplication, que tous — et en particulier le président de la République — puissent connaître la vérité. Provoquons l'Esprit de Dieu, dans un élan de folle espérance, pour qu'Il se déploie — comme d'habitude — de façon surabondante ; qu'Il pénètre, comme une rosée suave, le cœur de celui qui nous gouverne, et lui indique la voie à suivre, et lui donne la force pour l'emprunter.

De toute façon, Dieu ne nous laissera pas seuls. Il est le Seigneur de l'Histoire. Il possède la sagesse, la force et l'ingéniosité suffisantes pour convertir notre nuit en aube prometteuse.

Il sera capable aussi de nous doter de gouvernants dont l'unique raison d'être consiste à servir et aimer leur peuple plus qu'eux-mêmes.

ANNEXE 4- HOMÉLIE DU CARDINAL HENRIQUEZ

Prononcée le 18 septembre 1973 dans l'Église de la Gratitude nationale, diffusée en direct au canal 13 et reproduit dans le Mercurio du lendemain

Au nom de nous tous qui croyons en Dieu, et qui pour cela respectons l'homme, je voudrais interpréter le sens que nous accordons à cette célébration liturgique.

Nous nous sommes réunis dans ce temple afin de prier pour notre patrie, renouvelant ainsi une vieille tradition ininterrompue qui, année après année, nous a rassemblés dans la prière pour le Chili, à l'occasion de l'anniversaire du premier gouvernement indépendant de la patrie.

Aujourd'hui, étant donné les pénibles circonstances que nous avons vécues, cette célébration revêtira une signification double : nous venons ici prier pour ceux qui sont tombés, et nous venons aussi et surtout, prier pour l'avenir du Chili.

Nous demandons au Père des miséricordes qu'il pardonne nos fautes ainsi que celles de nos frères tombés pour la patrie. Nous avons confiance en sa bonté infinie, et nous espérons que, par le sang rédempteur du Christ, la lumière éternelle brille sur nos soldats et nos civils qui ont immolé leur vie dans la noble, difficile et douloureuse tâche de corriger nos erreurs et de faire en sorte que la justice règne souveraine sur notre terre, pour tous les enfants d'une même patrie, nous apportant ainsi le fruit tant désiré de la paix.

Ce moment religieux ne se limite pas à implorer la miséricorde pour nous tous. Il veut aussi nous éveiller à la plus noble des

entreprises : celle de reconstruire notre patrie.

Nous sommes tous artisans de l'œuvre par excellence que constitue la patrie. La patrie terrestre qui annonce et prépare la patrie sans frontières. Cette patrie ne commence pas aujourd'hui, avec nous; cependant elle ne peut grandir et s'épanouir sans nous. C'est à cause de cela que nous l'accueillons avec respect, avec reconnaissance, comme une tâche depuis plusieurs années amorcée, comme un héritage qui à la fois nous enorgueillit et nous compromet. Notre regard vers le passé, proche ou lointain, se veut davantage inquisiteur que condamneur, davantage détecteur d'expériences que juge d'omissions; davantage celui d'un disciple qui apprend que d'un maître qui enseigne. Nous acceptons la patrie comme un héritage sacré et une tâche inachevée.

Cette tâche fait renaître en nous une immense espérance, que nous ressentons en ce moment religieux, nous tous qui d'une manière ou d'une autre, à un titre ou à un autre, renouvelons notre engagement envers les foules qui ont faim et soif de justice, et qui tâchons d'être, pour elles, les constructeurs d'un monde plus solidaire, plus juste, plus humain; les artisans de la paix véritable, celle que le cœur de l'homme recherche, la seule capable de nous procurer cette libération tant désirée.

Afin de pouvoir réaliser une si noble tâche, tous les Chiliens, nous devons créer en ce moment un climat de compréhension, de justice, de simplicité, de pardon et de fraternité, nous devons aussi dépasser nos divisions et nos luttes, oublier nos différences et nos opinions divergentes, nous devons enfin en finir avec la haine pour l'empêcher d'envenimer et de détruire l'âme de notre patrie.

Nous prions le Seigneur afin qu'il n'y ait parmi nous ni vainqueurs ni vaincus, et pour cela, pour reconstruire le Chili, nous aimerions offrir à ceux qui en ces heures difficiles ont pris sur leurs épaules la très lourde responsabilité de diriger nos destins, toute notre désintéressée collaboration.

Afin d'éclairer notre mission commune j'aimerais rappeler, avec humilité, quelques-uns des traits dominants de notre personnalité chilienne, afin d'y retrouver les traces de l'amour de Dieu pour nous, amour qui est venu enrichir notre être

national des belles caractéristiques qui constituent avec raison notre orgueil, et qui forment tout ce qu'exprime, de façon souvent impondérable mais toujours valeureuse et aimable, ce qui est typiquement chilien.

Nos véritables valeurs me paraissent comme une émanation toujours présente de l'amour de Dieu pour le Chili, et leur profanation me fait l'effet d'une profanation sacrilège.

Nous aimons la liberté. Durant les longues années de notre vie en tant que nation nous avons fait d'énormes sacrifices pour l'obtenir, la conserver, l'accroître. N'est-ce pas cela justement le reflet de la présence agissante du Christ-Libérateur ? N'est-ce pas ainsi que s'est manifestée la volonté du Père qui veut nous faire vivre notre vie, développer nos virtualités, nos valeurs, nos richesses, en vue d'exprimer dans le concert des nations les traits dignes et virils, d'un peuple petit mais noble; intelligent et dédié au travail et à la poursuite de son propre destin ?

Être fidèle à ce don de Dieu signifie faire grandir au sein des Chiliens et pour le Chili la vraie liberté; lutter pour qu'elle devienne le patrimoine de tous; empêcher que des valeurs, des coutumes ou des puissances étrangères nous fassent oublier ce qui est nôtre, nous soumettent à un joug qui nous deviendrait insupportable et qui nous priverait de tout ce qui nous appartient, de ce qui constitue notre héritage le plus précieux, de ce qui s'apparente le plus à ce que nous appelons la « chilenidad ».

Joint à notre amour de la liberté, il existe, chez nous, l'amour et le respect de la loi. Nous avons cru qu'elle constituait la meilleure sauvegarde de notre liberté et le meilleur stimulant à notre développement. Nous avons respecté la loi, et lorsqu'elle a cessé d'être juste, ou efficace, nous l'avons remplacée par une meilleure. Nous avons préféré l'ordre au désordre, l'autorité à l'anarchie, le dialogue à la force, la justice à la violence, l'amour à la haine. En toute autorité nous avons vénéré la personne et la fonction, nous soumettant à ses décisions légitimes, sans renoncer au droit — également légitime — à différer d'opinion.

Qu'elle est belle, l'âme du Chili, don de Dieu à notre peuple !

Et lorsque le Seigneur lui-même inonde notre âme d'élan de rénovation, lorsque l'esprit de Dieu souffle de façon impétueuse, exigeant qu'on évangélise les pauvres et qu'on libère les opprimés, il n'est certainement pas en train de demander que soit niée ou détruite l'âme du Chili !

Nous ne sommes toutefois pas une société parfaite. Subsiste en nous le péché, à la fois personnel et collectif. Nous sommes comme le peuple élu, comme l'humanité elle-même, une terre que Dieu considère avec amour, une famille qu'il préféra, et à laquelle il voulut appartenir, parce qu'il a vu qu'elle était petite, débile et imparfaite, et qu'elle avait besoin de lui. Et il se fit Dieu parmi nous. Et il nous accepta comme nous sommes. Et il nous respecta dans notre originalité et dans nos petites choses. Et il chemina, et continue à cheminer avec nous, soutenant nos aspirations de liberté, encourageant nos conquêtes, dénonçant nos ténèbres. Il nous respecte.

Il croit en nous. Il espère. Il a confiance.

Admirable mystère de notre foi ! La foi d'un peuple qui espère tout de son Dieu. La foi d'un Dieu qui espère tout de son peuple. C'est pourquoi en ce jour où dans nos âmes se mêlent angoisse et espérance, nous venons ici implorer le Seigneur de l'Histoire, le Christ notre Frère et notre Rédempteur, afin qu'Il illumine notre chemin, fortifie nos âmes, nous console dans nos souffrances, et nous accorde le don divin de la paix qu'il nous a promis.

Ainsi soit-il.

ANNEXE 5 - HOMÉLIE DE PÂQUES DU CARDINAL SILVA HENRIQUEZ

Prononcée le 13 avril 1974

Nous avons toujours dit que la violence n'engendre que la violence et que ce n'est pas le chemin pour construire une société plus juste et meilleure.

En cette nuit, la chrétienté toute entière et nous avec elle, nous nous sommes réunis pour prier afin d'anticiper la commémoration du Mystère de la Résurrection de Jésus-Christ. Notre foi, la tradition de nos pères et la Sainte Église nous ont transmis la joyeuse nouvelle que le Christ, après sa mort, est ressuscité. Nous, comme tant d'autres de nos frères, nous sommes venus en cette nuit célébrer ce fait mystérieux, ce fait sur lequel est basée la foi, la religion du Christ Seigneur. C'est parce que le Christ est ressuscité, mes Fils bien-aimés, que nous croyons en Lui.

Je voudrais qu'aujourd'hui, dans notre patrie, en cette année de grâce de 1974, comme nous chrétiens appelons les années qui ont suivi l'évènement transcendantal de la résurrection de Jésus-Christ, que nous nous placions face à notre foi, basée en Jésus-Christ, prêchée par l'Église, proclamée par les générations de chrétiens, de même que par nous, face à cette foi, à cette prédication de l'Évangile, à cette bonne nouvelle que le Christ nous a apportée, en vue de conformer notre vie avec cette annonce du salut que le Seigneur nous a apportée et qui se trouve corroborée, affirmée, par sa résurrection glorieuse.

Aujourd'hui, dans notre patrie, nous qui sommes chrétiens, que

devons-nous dire face au message du Seigneur et face à nos vies ? Que devons-nous faire en confrontant ces deux réalités ? Le Christ qui nous aime, le Christ qui est venu nous racheter, le Christ qui a versé sur chacun de nous l'eau sainte du baptême, sa grâce rédemptrice pour faire de nous de nouvelles créatures, pour créer un peuple nouveau, le peuple de Dieu ! Que devons-nous dire, mes fils bien-aimés ?

Face à la réalité de nos vies, sommes-nous réellement de nouvelles créatures ? Avons-nous reçu le baptême dans nos âmes de telle façon qu'il a transformé notre société, notre communauté d'hommes qui vit dans ce beau pays que Dieu nous a donné ? Est-ce une communauté de chrétiens ? C'est la question que je me pose.

Voilà le défi, comme on dit aujourd'hui, que l'histoire du salut pose à ce peuple, à notre peuple, à nous tous. Sommes nous, oui ou non des enfants de Jésus-Christ ? Sommes-nous, oui ou non des chrétiens ?

Votre pasteur, mes fils bien-aimés, a conscience de ce que cela signifie : être du Christ. Votre pasteur reconnaît sa faiblesse, sa petitesse et la distance énorme qui le sépare de l'idéal que le Christ a voulu apporter sur la terre.

Cependant, mettant sa confiance dans le Seigneur, dans sa bonté, dans sa grâce, dans l'existence qu'il lui a promise, à lui et à tout son peuple, il ose aujourd'hui s'interroger et interroger tous les chrétiens sur cette réalité. Somme-nous, oui ou non des chrétiens ? Que veut dire : être chrétien ?

Être chrétien signifie avant tout reconnaître que Dieu est l'Unique et qu'il a le droit d'exiger de nous l'expression totale de notre amour. C'est reconnaître notre Dieu comme notre Créateur, lui reconnaître le droit d'imposer ses lois sur nos vies et le reconnaître aussi comme notre juge. C'est par-dessus tout le reconnaître comme l'Amour qui s'est fait Chair, qui est venu vivre parmi nous pour nous racheter.

Ce Dieu qui est notre créateur, qui a fait toutes choses, selon ce que nous avons lu dans les livres saints, en des mots très simples, adaptés à nous les hommes, ce Dieu qui nous a donné

l'existence et qui a tous les droits sur nous, a voulu être un simple enfant, il s'est incarné, il a vécu parmi les hommes, il a été l'objet des disputes des hommes, des contrariétés et des luttes humaines. Il s'est fait l'un de nous et il a été victime des passions humaines en mourant pour nous, en nous laissant en héritage non pas l'obéissance aveugle et craintive de l'esclave, mais l'amour de l'enfant qui reconnaît son père, qui l'aime et lui obéit avec une immense tendresse.

Être chrétien signifie, mes fils bien-aimés, reconnaître notre Dieu et savoir qu'il attend notre amour en retour.

Que signifie encore : être chrétien ? Cela veut dire, mes fils bien-aimés, que nous sommes tous fils du même Père et que nous nous reconnaissons comme frères. Cela veut dire que nous devons nous respecter, car, parmi nous, personne n'est inférieur aux autres devant le Seigneur. Cela veut dire que nous devons nous respecter aussi car l'amour sait raccourcir les distances, sait aller au-delà des différences et sait pardonner les faiblesses. Deux grands amours habitent le cœur du chrétien : l'amour de son Dieu et l'amour de son frère. Telle est notre loi.

Et maintenant, je me demande : cette loi règne-t-elle dans notre pays ? Sommes-nous vraiment des enfants de Dieu ? Nous sentons-nous frères de notre prochain ? Incarnons-nous la loi que le Christ a proclamée, et selon laquelle on ne doit pas faire aux autres ce que nous ne voulons pas que l'on nous fasse à nous-mêmes ? Savons-nous que nous devons aimer notre prochain comme nous-mêmes ? Voilà la question que nous nous posons aujourd'hui. Mettons-nous cette loi en pratique ?

En réalité, votre pasteur, mes fils bien-aimés, est dans le plus grand doute. Il a beaucoup d'appréhension. Il n'est pas sûr que nous soyons des enfants fidèles du Père des Cieux, que nous aimions le Christ Seigneur qui est mort et qui est ressuscité pour nous en la personne de nos frères. Nous ne sommes pas sûr.

Pourquoi ? Nous avons assisté depuis la dernière fête de Pâques jusqu'à aujourd'hui, aux vicissitudes de notre histoire, aux douleurs de notre peuple, aux luttes de nos enfants. Nous en avons été témoin. Nous ressentons douloureusement le fait que notre peuple, que nos enfants, que ces enfants de Dieu et le

peuple de Dieu ne sont pas capables de se comprendre, de se respecter, de s'aimer; et qu'au contraire, les haines fratricides s'éveillent parmi nous.

Nous avons été témoin de la lutte et nous avons vu la mort de nos frères. Nous avons vu la souffrance d'une situation sanglante dans notre patrie, et d'une guerre entre compatriotes. Nous aurions voulu l'éviter, nous avons fait tout notre possible pour l'éviter; au moins c'est ce que nous pensons. Peut-être aussi avons-nous été coupable, n'avons-nous pas fait tout ce que nous aurions dû faire. Nous avons dit que la violence n'engendre que la violence et que ce n'est pas le chemin pour construire une société plus juste et meilleure. Nous avons dit à notre peuple, à nos autorités qu'on ne peut pas manquer aux principes du respect de l'homme, que les droits humains sont sacrés, que personne ne peut les violer. Cette vérité nous l'avons répétée sur tous les tons. On ne nous a pas écouté.

Et c'est pour cela qu'aujourd'hui nous pleurons de la douleur du père qui assiste au déchirement de sa famille, à la lutte entre ses enfants, à la mort de quelques-uns d'entre eux, à l'emprisonnement et à la souffrance de beaucoup d'entre eux.

Cependant, mes fils bien-aimés, nous avons une espérance malgré nos faiblesses, malgré nos fautes. Nous mettons notre confiance dans le Christ, dans le Seigneur, et nous lui demandons avec la ferveur angoissée d'un père affligé devant la souffrance de ses enfants, qu'il fasse renaitre la paix dans notre pays; que ses enfants se comprennent; que nous tous, sans exception, nous puissions travailler pour la grandeur de ce pays que nous aimons et qu'il nous a donné en signe de son amour inépuisable.

Nous avons confiance et nous espérons.

Croiriez-vous, mes fils bien-aimés, qu'en ce moment même, d'après ce qu'on me dit, votre Pasteur, votre Évêque qui vous parle est menacé de mort et qu'il doit être accompagné d'une escorte pour le protéger ? Croiriez-vous que cela soit possible chez nous ? Je me demande : quel mal ai-je fait ? Je me demande : comment est-il possible que la haine de mes frères en soit arrivée au point d'envisager une telle aberration ? Je ne

peux y croire, je ne peux pas y croire. Je ne peux croire que quelqu'un prétende lever sa main contre un pauvre homme qui n'est personne mais qui porte sur ses épaules la Croix du Christ et dont la tête a reçu l'onction épiscopale. Je ne peux pas y croire. Je garde l'espoir : j'aime mon peuple. J'aime mon peuple et en vérité, s'il était nécessaire de mourir pour lui, je demanderais au Seigneur de me donner les forces nécessaires pour porter sa croix jusqu'au bout. Mais je voudrais que mon peuple vive en paix, que les hommes de mon pays puissent se lever tous les matins et voir le soleil qui nous illumine, voir les montagnes, les vallées, les mers et savoir qu'ici personne ne les poursuit, qu'ils n'ont rien à craindre, que la grâce de Dieu envahit tout. Et qu'elle est à tous.

J'aurais voulu qu'il en soit ainsi, mes fils bien-aimés. Et j'ai l'espoir qu'il en sera ainsi. Votre Évêque aimerait que les souffrances de son pays, de ses enfants prennent fin. Mais il ne commet pas non plus l'erreur de croire que tout ne soit que souffrance, misère et larmes dans notre pays. Il sait que la plupart d'entre nous, l'immense majorité, ne vit pas dans la crainte, mais vit dans la paix. Mais je dois dire à tous les hommes de ce pays, qu'il y en a qui souffrent afin que leur cœur soit plus fraternel, afin qu'ils soient plus compréhensifs, afin qu'ils aident ceux qui souffrent. Nous tous qui nous sentons bien, qui nous sentons joyeux, qui aujourd'hui rendons grâce au Seigneur pour ce que nous avons reçu, nous devrions lui promettre que nous allons utiliser notre joie, notre grâce et les biens qu'il nous donne pour rendre nos frères plus heureux et précisément pour consoler celui qui souffre, pour essuyer les larmes de celui qui pleure, pour mettre l'Évangile en pratique.

Est-ce trop demander ? N'est-ce pas là, mes fils bien-aimés, ce que Dieu attend de nous ? Un seul, un seul homme est mort pour tout le peuple. Un seul a été la victime innocente qui s'est livrée pour racheter toute l'humanité. Et une seule famille, voici deux mille ans à Jérusalem, a pleuré amèrement la mort du fils bien-aimé, de l'ami, du frère, du maître. Un seul groupe humain avec sa souffrance a servi à racheter l'humanité entière et à nous donner la parcelle de bonheur qu'est la nôtre.

Bénie soit la souffrance du Christ qui est venue guérir nos

misères et nos souffrances. C'est pour cela qu'aujourd'hui, en votre compagnie et confiant en la bonté des hommes, votre pasteur vient demander au Seigneur de nous accorder la compréhension entre nous. Que nous sachions essuyer les larmes, consoler les affligés, donner la liberté aux prisonniers et libérer les hommes.

Ainsi soit-il.

Cardinal Raul Silva Henriquez Archevêque de Santiago

ANNEXE 6- DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE CHILIENNE

Le 24 avril 1974¹³⁴
Secrétariat de l'Épiscopat chilien
Ref. N. 144/1974
Casilla 13191 — Correo 21,
Santiago de Chile

LA RÉCONCILIATION AU CHILI

Chrétiens bien aimés

Il y a quelques jours, nous avons participé à ce rite très beau et très significatif de la liturgie chrétienne : dans l'obscurité de la nuit, nous avons marché en procession en suivant la lumière du Christ ressuscité. L'Église, c'est cela : un peuple qui chemine et qui, dans sa marche vers la plénitude du Royaume de Dieu, ne reconnaît pas d'autre lumière que l'Évangile de Jésus-Christ.

Nous savons que c'est à nous, les évêques unis au Saint-Père, que le Seigneur a confié cette tâche de guider son peuple le long de ce chemin. Conscients de cette responsabilité, à laquelle

¹³⁴ Cette déclaration a été rendue publique, le 24 avril, précédée d'une présentation du cardinal Henriquez qui a été analysée dans le chapitre 14- L'Église s'éloigne de la junte . (Note ajoutée dans l'édition 2014 : Pour le texte original en espagnol, y inclus la présentation, voir http://www.jesus.cl/iglesia/paso_iglesia/documentos/conf/documentos_sini.ficha.php?mod=documento_s_sini&id=152&sw_volver=yes&descripcion=).

nous ne pouvons échapper et que nous ne pouvons déléguer, nous voulons partager avec vous les espoirs et les préoccupations qui ont surgi parmi nous en réfléchissant à la lumière de l'Évangile aux défis de l'heure actuelle.

Cela nous a paru d'autant plus urgent que d'autres voix se font parfois entendre, voix qui sans détenir l'autorité donnée par le Christ cherchent à orienter le peuple de Dieu et qui réussissent seulement à introduire dans ses rangs la perturbation et le désaccord.

Nous vous invitons donc à resserrer les liens de notre communauté pour poursuivre cette marche sur les traces du Christ, ce qui constitue la vocation de l'Église.

A- L'Année sainte

Dans cette marche de l'Église, c'est devenu une coutume que chaque 25 ans, le Saint Père invite les chrétiens à célébrer une « année de l'indulgence du Seigneur ». Nous pouvons voir dans cette pratique une occasion de prendre conscience de notre condition de pèlerins et de nous remémorer certaines exigences profondes de notre foi.

Nous faisant l'écho de la voix du Saint Père, nous avons repris cet appel pour exprimer notre communion avec lui et avec les autres évêques de l'Église.

Le Pape souhaite que cette Année sainte soit pour toute l'Église une « Année de réconciliation ».

Les circonstances particulières de cette partie du peuple de Dieu formée par les croyants du Chili font que cet appel a pour nous une signification particulière. Les ressentiments mutuels et les désirs de vengeance rendent cette Année de réconciliation d'autant plus urgente pour le Chili. Célébrons-la entre chrétiens, à l'intérieur même du peuple de Dieu : ce sera le meilleur apport que nous pourrons offrir à la communauté nationale. C'est la tâche qui nous est propre : celle d'évangéliser, d'éclairer avec la lumière du Christ et de donner avec son sel, de la saveur à toutes les institutions de la vie humaine.

Cette réconciliation doit être une réconciliation avec Dieu, une

réconciliation avec nous-mêmes, une réconciliation avec tous les autres hommes.

B- La réconciliation avec Dieu

Nous allons commencer avec elle, parce que l'origine de tous les maux, personnels et sociaux, se trouve dans une relation fautive de l'homme avec Dieu. Il y a ceux qui nient son existence. Il y a ceux qui parlent de Dieu en termes si vagues que cela devient comme s'il n'existait pas. Il y a ceux qui, en cherchant à croire, ont l'esprit si confus qu'ils ne réussissent pas à se former une image de Dieu qui les oriente et les inspire. Il y a ceux qui ne veulent même pas se poser le problème. Il y a ceux qui disent croire mais qui vivent comme s'ils ne croyaient pas. Il y en a beaucoup enfin, énormément même, qui croient mais qui ont besoin d'un appui plus solide pour leur foi.

La conversion à laquelle nous convie l'Année sainte consiste à accepter pleinement Dieu comme le Seigneur de notre vie et par là-même à rejeter le règne du péché en nous-mêmes et dans le monde, avec son cortège d'injustice, d'angoisse, de frustration et de souffrance.

C'est le temps de nous séparer du péché et de chercher Dieu pour connaître son amitié, redécouvrir le Christ et nous réincorporer pleinement à la communauté chrétienne pour l'enrichir de notre foi et de notre vie. C'est cela la réconciliation avec Dieu.

C- La réconciliation avec nous-mêmes

La réconciliation avec nous-mêmes consiste à vivre en accord avec la vérité à laquelle nous croyons. C'est aussi de savoir vivre dans la vérité de l'heure d'aujourd'hui, de l'histoire, de la vie. Sans doute, nous avons chacun nos idées et nous cherchons à leur être fidèles. Mais nous devons aussi apprendre la leçon des événements et, plutôt que de rester tournés vers un passé révolu, préparer l'avenir que nous allons construire ensemble. La vie enseigne : la douleur et la défaite tout comme la victoire, enrichissent la personne qui sait les comprendre et ne se laisse pas abattre ni exalter par eux.

D- La réconciliation entre les hommes

La réconciliation signifie de se donner la main en signe de paix et d'amitié, mais la main qui se tend doit être guidée par un regard neuf sur l'homme et par une attitude qui reconnaît en lui un frère. C'est ce que nous appelons la conversion. En d'autres termes, se réconcilier signifie traiter son frère comme Dieu lui-même l'a traité, c'est-à-dire avec respect. Et pour cette raison, dans la réconciliation, on peut juger du réalisme de notre conversion à Dieu.

En effet, le Christ enseigne : « Si, en allant présenter ton offrande à l'autel, tu te rappelles que ton frère a quelque chose contre toi, dépose là ton offrande, devant l'autel, et va d'abord te réconcilier avec ton frère et alors seulement reviens la présenter » (Mt 5, 23-24).

Il existe deux attitudes fondamentales qui ne peuvent être absentes en ceux qui croient en l'Évangile; deux attitudes qui en restaurant la confiance perdue rendent possible un avenir de paix; deux attitudes qui viennent conférer toute sa stature à l'homme qui les incarne.

a) Il est nécessaire de demander pardon, attitude à laquelle ne peut se soustraire celui qui est conscient d'avoir fait du mal à son frère, non seulement à cause d'une offense positive, mais aussi à cause d'un amour qu'il n'a pas su offrir au moment où il était requis.

b) Il est nécessaire de savoir pardonner à celui qui nous a offensé. Pardonner à un ennemi, prier pour celui qui nous persécute et bénir celui qui nous maudit (cf. Lc 8, 27-28) ne sont pas de belles paroles écrites pour émouvoir ceux qui les lisent mais la seule manière possible de fonder une coexistence stable.

Nous, les chrétiens, ne devons pas seulement nous réconcilier chacun avec nos ennemis ou nos adversaires d'hier ou d'aujourd'hui. Nous devons être aussi des « artisans de paix » (cf. Mt 5,9). Par amour pour notre Patrie, nous devons contribuer à restaurer en elle un régime de coexistence dans lequel nous tous, Chiliens, pourrons vivre et nous sentir frères.

Déclaration de la conférence épiscopale chilienne

Nous voulons signaler brièvement quelles sont, à notre avis, les conditions pour atteindre ce but. Mais avant de développer ces conditions, nous croyons essentiel que chacun se demande sincèrement s'il désire réellement atteindre cet objectif. Sans cette volonté sincère et efficace, il est inutile d'accumuler déclarations et décisions.

La condition de base pour une coexistence pacifique est l'existence effective de l'état de droit de sorte que la Constitution et la Loi soient une garantie pour tous. Pour cette raison, nous sommes intéressés à ce qu'un nouveau texte constitutionnel soit élaboré rapidement. Pour cette raison aussi, nous estimons opportune la publication (parmi tant d'autres) d'une Déclaration de Principes faite par le gouvernement. Son inspiration explicitement chrétienne est de grande valeur et nous estimons que, malgré certaines insuffisances dans la formulation de l'idéal chrétien pour la vie sociale et politique, elle constitue une base pour orienter l'action civique et sociale dans l'actuelle situation d'urgence. Nous espérons que tous, gouvernants et gouvernés, respecteront fidèlement son esprit dans la recherche du bien commun. Mais nous sommes les premiers à désirer que les principes chrétiens soient incorporés dans la Constitution de notre Patrie, en vertu de leur libre acceptation par notre peuple et après une discussion à laquelle tous les citoyens pourront participer activement et consciemment.

Nous rappelons, et la Déclaration de principes dont nous venons de parler l'affirme, qu'il est permis d'être en désaccord avec ce gouvernement ou avec n'importe quel autre, mais la paix et le bien de ce pays demandent que nous collaborions avec l'autorité en tout ce qui est clairement en vue du bien commun.

Nous ne doutons pas de l'intention droite ni de la bonne volonté de nos gouvernants. Mais, comme Pasteurs, nous voyons des obstacles objectifs à la réconciliation entre les Chiliens. De telles situations peuvent être surmontées seulement par le respect inconditionnel des droits de l'homme formulés par les Nations Unies et par le Concile Vatican II, et que la Déclaration de principes a qualifiés, avec justesse, de « naturels, antérieurs et supérieurs à l'État ». Le respect pour la dignité de l'homme

n'est pas réel sans le respect de ces droits.

Nous préoccupe, en premier lieu, un climat d'insécurité et de crainte, dont nous croyons trouver la source dans les délations, les fausses rumeurs et dans le manque de participation et d'information.

Nous préoccupent aussi les dimensions sociales de la situation économique actuelle, parmi lesquelles on peut signaler l'augmentation du chômage et les congédiements arbitraires ou pour des raisons idéologiques. Nous craignons que, pour accélérer le développement économique, l'économie soit restructurée de telle sorte que les salariés soient obligés à une part excessive de sacrifices sans obtenir un degré de participation souhaitable.

Nous préoccupe le fait que le système d'éducation soit complètement restructuré et réorienté sans participation suffisante des parents et de la communauté scolaire.

Nous préoccupe enfin, dans certains cas, le manque de protection juridique efficace pour la sécurité personnelle, manque qui se traduit par des détentions arbitraires ou excessivement prolongées et pour lesquelles ni les détenus ni leurs familles ne savent les accusations précises qui le motivent; par des interrogatoires accompagnés de pressions physiques ou morales; par des restrictions dans les possibilités de défense juridique; par des différences de sentences selon les lieux pour des accusations identiques ; par des restrictions à l'usage normal du droit d'appel.

Nous comprenons que des circonstances particulières peuvent justifier la suspension temporaire de l'exercice de certains droits civiques. Mais il y a des droits qui touchent la dignité même de la personne humaine et ils sont absolus et inviolables. L'Église doit être la voix de tous et spécialement de ceux qui n'ont pas de voix.

E- Le sacrement de la réconciliation

Nous ne devons pas oublier que c'est Dieu qui nous appelle à la réconciliation; et c'est aussi Lui qui nous l'offre comme pardon dans le sacrement de la Pénitence. Pour cette raison, nous faisons nôtres les paroles de St-Paul : « Nous vous en supplions au nom du Christ : laissez-vous réconcilier avec Dieu » (2 Cor. 5, 20).

Que Dieu fasse que les riches enseignements dont le Saint Père a accompagné la promulgation du nouveau rituel et qui seront bientôt mis en vigueur pour célébrer cet important sacrement nous aident tous dès lors à reconnaître avec plus de clarté les dimensions réelles du péché dans notre vie et à convertir avec plus d'efficacité notre cœur au Seigneur.

F- Marie, signe de réconciliation

En parlant de la réconciliation, de la rencontre entre frères, nous avons déjà fait allusion à la Vierge Marie. C'est elle qui « avec son amour maternel, prend soin des frères de son Fils, qui cheminent, se débattent au milieu des dangers et des angoisses et luttent contre le péché » (Lumen Gentium 62). Pour cela, nous la reconnaissons comme l'image vivante de l'Église, puisque sous son manteau protecteur, nous avons tous un lieu où nous pouvons nous sentir chez-nous.

Nous vous invitons donc à faire culminer la célébration de l'Année sainte de la réconciliation dans notre patrie, au sanctuaire national de Maipo que nous consacrerons au printemps de la présente année. Le pèlerinage que nous entreprendrons de tous les coins de notre patrie vers ce lieu de rassemblement sera un signe visible de notre volonté de paix et de fraternité. Préparons-nous dès maintenant à cet événement en demandant à la Vierge de renforcer dans notre pays les liens de la coexistence fraternelle qui en font un pays grand et juste.

Conclusion

Nous entretenons l'espoir que nos paroles seront bien reçues, non seulement par les catholiques mais aussi par tous nos frères chrétiens et même par ceux qui ne le sont pas. Et nous demandons à Dieu qu'elles contribuent au bien du Chili, car c'est là l'unique raison qui nous a amenés à les écrire.

Nous vous saluons avec toute notre affection,
pour les Évêques du Chili

Cardinal Raul Silva Henriquez,
Archevêque de Santiago et Président de la Conférence
épiscopale du Chili

Carlos Camus Larenas,
Évêque Secrétaire de la Conférence épiscopale du Chili

ANNEXE 7- RAPPORT CONFIDENTIEL SUR LA RÉPRESSION PRÉPARÉ PAR LE COMITÉ DE COOPÉRATION POUR LA PAIX AU CHILI

*Évolution de l'action répressive du gouvernement militaire
contre les opposants politiques¹³⁵*

Près de sept mois viennent de s'écouler depuis le 11 septembre 1973. Il est maintenant possible de procéder à une analyse différente de l'action du Gouvernement Militaire concernant les opposants politiques. Jusqu'à présent, les différentes analyses¹³⁶ avaient pour objet la description des situations, leur caractérisation et les appréciations critiques qu'elles appellent à la lumière des droits de l'homme, des libertés civiques et des principes fondamentaux du droit. Dans ce document et annexes, nous nous appliquons au contraire à dégager les lignes générales du développement de l'action répressive du Gouvernement ainsi que les tendances qu'elle recèle.

Étant donné qu'un examen adéquat de tendances doit

¹³⁵ Ce texte, obtenu de source clandestine, a été traduit par l'Agence DIAL (Diffusion Information Amérique Latine, 170 boul. du Montparnasse, 75015 Paris) et diffusé par DIAL, D 171, 7 juin 1974. Il s'agit de la première partie du rapport, qui porte sur l'analyse de la répression. Le rapport comprend aussi neuf annexes (statistiques, analyses de cas, etc.) qui ne sont pas publiées ici faute d'espace.

¹³⁶ Il s'agit des analyses réalisées antérieurement par le même Comité.

comporter l'analyse de l'action gouvernementale à ses différents niveaux (en particulier les mesures concernant la politique économique, agraire, éducative et culturelle, ainsi que les actes et choix politiques concernant les organisations sociales de basse), puisqu'ils déterminent le contexte dans lequel s'inscrit l'action répressive directe contre les opposants politiques, l'information ponctuelle et continue est insuffisante.

Nous allons donc nous appliquer ici à l'étude des tendances que révèle l'action du Gouvernement Militaire sur le plan des droits de l'homme. On peut, de ce point de vue, distinguer les étapes suivantes (elles ne sont pas à prendre de façon rigide mais à titre d'indication) :

PREMIÈRE ÉTAPE : DU 11 SEPTEMBRE A FIN OCTOBRE 1973

Elle commence avec la prise du pouvoir par la Junte Militaire; elle va jusqu'aux premières formes plus systématiques d'organisation dans le traitement des prisonniers, ainsi qu'à la mise en place des Services de Renseignement et de la Justice Militaire pour Temps de Guerre.

On peut distinguer deux périodes dans cette étape :

Entre le 11 septembre et le 22 septembre (environ)

- ❖ L'action répressive est principalement le fait, au cours de cette période, des militaires des Forces Armées. Leur objectif est d'obtenir rapidement et de proclamer ce que le Gouvernement Militaire appelle « la victoire militaire ».
- ❖ Un grand nombre de personnes sont tuées, dont certaines à l'occasion ou à la suite d'actes de résistance; d'autres sont exécutées sans jugement.
- ❖ Des milliers de personnes se réfugient dans les ambassades.
- ❖ Des arrestations massives sont opérées.
- ❖ Des convocations sont faites publiquement, sommant certaines personnalités politiques ou gouvernementales de se présenter aux autorités.
- ❖ De vastes opérations de perquisition sont montées dans les quartiers, les cités populaires, les usines, les propriétés

agricoles et les administrations publiques.

- ❖ L'action répressive est menée de façon désordonnée et atteint toute personne de gauche en général. Tandis que sont spécialement recherchés les dirigeants des partis politiques de gauche, les personnalités du gouvernement déchu, les dirigeants syndicaux, les paysans, les habitants des cités ou les étudiants de gauche, ainsi que les journalistes, les artistes ou les intellectuels notoirement connus pour leurs options politiques (situation qui durera par la suite); beaucoup d'autres personnes sans relief particulier sont également arrêtées, par suite soit de dénonciations soit de « rafles ». Les étrangers suspectés d'action militante et de tendance gauchisante sont spécialement recherchés.
- ❖ Du point de vue institutionnel et légal, c'est l'époque des premières dispositions et impositions de la Junte concernant le Parlement, le Pouvoir Judiciaire, le Conseil Constitutionnel; l'État de Siège est décrété qui allait comporter l'État de Guerre, comme le stipulera le décret-loi n°5 du 22 septembre; les différents chefs de zone assument le pouvoir; les premiers avis et décrets-lois sont édictés.

Entre le 22 septembre (environ) et fin octobre

- ❖ Cette période voit continuer les perquisitions, les rafles et les arrestations, mais de façon un peu moins désordonnée et un peu plus « dirigée ». Il n'y a aucune résistance.
- ❖ De nombreuses personnes vont encore chercher refuge dans les ambassades (à la fin, le mouvement de ceux qui demandent l'asile se chiffrera à environ 9,000 personnes).
- ❖ Les personnes arrêtées et qui se trouvaient entassées dans les stades, prisons, casernes et autres lieux, commencent à passer en jugement.
- ❖ On estime qu'au cours de cette étape, quelque 45,000 à 50,000 personnes se sont vues privées de liberté (à l'exclusion de celles qui l'ont été durant moins de vingt-quatre heures. Il faut rappeler que, pour le seul Stade National, on a dénombré la présence de 7,000 à 8,000 personnes).
- ❖ Les interrogatoires sont presque toujours accompagnés de

coercition, mauvais traitements ou tortures.

- ❖ Les conditions de séjour dans les lieux de détention ou d'arrestation sont généralement très mauvaises.
- ❖ Les données statistiques et les enquêtes de journalistes étrangers montrent que c'est entre le 20 septembre et le 6 octobre que s'est vérifié le plus grand nombre de morts.
- ❖ Le Haut Comité des Nations-Unies et les Églises interviennent pour trouver une solution au cas des réfugiés étrangers. En même temps, les Églises organisent l'aide légale et matérielle en faveur des prisonniers politiques chiliens.
- ❖ Les Services de Renseignement des Forces Armées et le Service des Enquêtes interviennent dans l'action répressive de préférence à l'armée.
- ❖ Les camps d'internement commencent à fonctionner.
- ❖ La zone nord du pays, relativement moins convulsionnée, reçoit la visite d'une délégation d'autorités militaires, au cours de laquelle soixante-huit personnes au moins sont exécutées sans jugement dans cinq villes du nord (troisième semaine d'octobre).
- ❖ Pendant les interrogatoires, des tortures identiques sont appliquées en différents points du pays, consistant principalement en coups, chocs électriques, cagoule passée durant un temps prolongé, simulacre d'exécution, vexations sexuelles. De nombreuses personnes trouvent la mort au cours des interrogatoires.
- ❖ On a connaissance de nombreux cas d'exécution pour « tentative d'évasion ».

Les caractéristiques générales de cette première étape sont :

- ❖ Une répression rapide et singulièrement massive exercée contre des personnes dont on a donné plus haut les particularités, et cela dans le but de désorganiser toute organisation politique ou de base sociale adverse.
- ❖ De nombreuses personnes ont été tuées (il est impossible d'avancer un chiffre sérieux, même approximatif).
- ❖ Des détentions à l'aveuglette, sous réserve d'une clarification postérieure pour chaque cas. L'entassement des détenus.

Rapport confidentiel sur la répression

- ❖ La torture comme méthode habituelle de déroulement des interrogatoires.
- ❖ Un manque absolu de recours légal pour assurer la défense.
- ❖ Une information des Services de Renseignement insuffisamment traitée. Un travail autonome et isolé des différents Services de Renseignement.
- ❖ La mise en place de la Justice Militaire pour Temps de Guerre

DEUXIÈME ÉTAPE : DE DÉBUT NOVEMBRE À FIN DÉCEMBRE 1973

- ❖ Au cours de cette étape, plusieurs milliers de personnes sont remises en liberté. Jusqu'à la mi-décembre, on estime, sur la base de calculs faits à partir des chiffres officiels recueillis en divers points du pays et confirmés par des vérifications opérées directement ou par des informations non officielles, que le nombre de personnes privées de liberté s'élevait à environ 18,000 pour l'ensemble du pays.
- ❖ En début novembre a lieu le transfert des prisonniers du Stade National au Camp de Chacabuco. D'autres ordonnances sont également prises concernant les lieux de réclusion des prisonniers.
- ❖ L'appareil de la Justice Militaire pour Temps de Guerre s'organise et se développe : des directives générales sont transmises aux Juges d'Instruction et aux Juges des Tribunaux.
- ❖ Les audiences des Conseils de Guerre commencent à se tenir de façon plus régulière, mais toujours à un rythme très lent : sur l'ensemble des personnes privées de liberté, 20% seulement environ sont mises en procès et un nombre très restreint de procès commencés arrivent à leur terme au cours de cette étape (on estime ce nombre à guère plus d'un huitième).
- ❖ Les avocats se heurtent à des difficultés insurmontables pour mener à bien une défense appropriée : l'accès au prévenu est presque impossible; la préparation de la défense est limitée à quarante-huit heures ou même moins; il est pratiquement impossible de présenter des preuves ou de réfuter celles de l'accusation; il n'existe aucune réelle possibilité de contester la

compétence des tribunaux; le jugement une fois rendu, il est impossible de faire appel de la sentence auprès des tribunaux ordinaires supérieurs; la liberté sous condition n'existe pas; les conclusions des juges d'instruction sont presque toujours déterminantes de la sentence portée par les juges des tribunaux, et les uns comme les autres ne tiennent aucun compte des principes juridiques de base; les peines sont en moyenne très lourdes.

- ❖ On peut affirmer clairement que les Instructions Militaires sont conduites sur la base de déclarations et autres antécédents recueillis par les Services de Renseignement.
- ❖ La mise au secret des personnes arrêtées et des prévenus se prolonge durant des semaines et des mois.
- ❖ Les détentions et arrestations pratiquées pendant cette étape le sont presque exclusivement sur indication, et elles sont très souvent exécutées directement par le personnel des Services de Renseignement sans mandat d'amener ou mandat d'arrêt.
- ❖ De nombreuses requêtes en protection sont déposées. Mais leur acheminement est extrêmement lent. Les décisions favorables sont refusées.
- ❖ Les conditions générales de détention, exception faite pour quelques camps et autres lieux en nombre limité, sont très mauvaises.
- ❖ Les personnes incarcérées sont fréquemment transférées en des lieux différents pour y subir des interrogatoires au cours desquels les Services de Renseignement pratiquent des tortures intenses de façon constante et réitérée. On constate une tendance certaine à l'uniformisation dans l'emploi des types de torture à travers l'ensemble du pays.
- ❖ De nombreuses personnes sont tuées, certaines à l'occasion des tortures. On continue à faire connaître publiquement des cas d'exécution pour « tentative d'évasion ».
- ❖ Le placement à l'extérieur des réfugiés étrangers s'organise et se développe sous l'égide des Églises et du Haut Comité des Nations-Unies (finalement près de 5,000 étrangers seront ainsi placés).

Rapport confidentiel sur la répression

- ❖ De nombreuses personnes continuent de chercher refuge dans les ambassades.
- ❖ Jusqu'à la fin de cette étape (deuxième quinzaine de décembre), les arrestations et perquisitions s'intensifient, en prévision, dit-on, d'éventuels événements à l'occasion des fêtes de fin d'année.
- ❖ Des détentions massives sont opérées dans divers quartiers populaires de Santiago au cours de cette période.
- ❖ Durant cette étape un nombre important de personnes (très difficile à préciser) quitte le pays.

Les caractéristiques générales de cette deuxième étape sont :

- ❖ Une répression mieux organisée.
- ❖ Des transferts et réimplantations de détenus et d'accusés.
- ❖ La mise en liberté de la plupart de ceux qui étaient privés de liberté depuis septembre ou octobre.
- ❖ Une meilleure organisation de la Justice Militaire pour Temps de Guerre et le début d'une mise en œuvre systématique de celle-ci.
- ❖ Le contrôle des interrogatoires et des détentions par les Services de Renseignement. Une plus grande systématisation et coordination entre les divers Services.
- ❖ L'emploi constant de la torture. Un commencement d'uniformisation des techniques et modalités de la torture.
- ❖ De grandes difficultés pour assurer légalement la défense judiciaire.
- ❖ Un nombre moindre de morts.

TROISIÈME ÉTAPE : DU DÉBUT JANVIER 1974 AU 11 MARS 1974

- ❖ Le 3 janvier 1974 est édicté le décret-loi n° 228 en vertu duquel sont déclarées conformes à la loi les arrestations pratiquées depuis le 11 septembre 1973 jusqu'à cette date; et en vertu

duquel il est également disposé que dorénavant il ne pourra être procédé à l'arrestation de quiconque si ce n'est sur décret du Ministre de l'Intérieur édicté au nom de la Junte Gouvernementale.

- ❖ Plus de 300 personnes incarcérées à Chacabuco sont remises en liberté ainsi que quelques milliers d'autres à travers le pays (À la fin de cette étape on estime, sur la base d'informations communiquées par la Croix-Rouge concernant les lieux visités par elle, ainsi que sur la base d'autres vérifications et informations, que le nombre des personnes privées de liberté avoisine 10,000).
- ❖ Contrairement aux dispositions du décret-loi n° 228, les arrestations continuent sans qu'aucun décret n'en accorde la faculté, sauf cas limités. Les arrestations commencent à être pratiquées, dans la grande majorité des cas, par un personnel des Services de Renseignement qui ne révèle pas son identité, est en civil et circule dans des voitures sans immatriculation.
- ❖ En début janvier est créé et organisé le SENDET (Secrétariat Exécutif National des Détenus).
- ❖ À la même date est constitué le DINA — Departamento de Inteligencia Nacional (Service National de Renseignement — avec pour mission de coordonner les Services de Renseignement des différentes branches des Forces Armées.
- ❖ C'est l'époque où sont de nouveau appréhendées un grand nombre de personnes sans caractéristiques particulières apparentes et détenues pendant des laps de temps allant de quelques jours à (plus fréquemment) trois ou six semaines. Ces arrestations sont opérées sans que personne soit averti et sans qu'existe aucun moyen de connaître le lieu de détention. Les Églises reçoivent des centaines de communications sur de telles disparitions. De nombreuses personnes ainsi disparues sont rendues à la liberté au bout de quelques semaines et racontent comment elles ont été gardées durant tout ce temps dans des camps de torture (principalement Tejas Verdes). Elles précisent également que les interrogatoires ne semblent pas avoir eu d'objectif particulier et explicable.

Rapport confidentiel sur la répression

- ❖ Le SENDET fait officiellement savoir, au sujet des personnes appréhendées, qu'aucune information n'est communicable avant trois semaines.
- ❖ On apprend, pendant cette période, l'existence de divers lieux exclusivement destinés à la torture.
- ❖ La Justice Militaire pour Temps de Guerre fait preuve d'une meilleure organisation, encore que son travail soit très lent et reproduise, dans ses décisions et sentences, les mêmes erreurs commises lors de l'étape précédente.
- ❖ De nombreuses mises au secret sont levées, mais un nombre important d'autres personnes demeurent privées de liberté et gardées au secret.
- ❖ La levée du secret se ramène fréquemment à la seule autorisation de visite des membres proches de la famille, à l'exclusion de tout autre membre et même de l'avocat de la défense.
- ❖ Quelques mesures de mise en liberté provisoire commencent à être concédées.
- ❖ Deux pourvois en appel sont reçus par la Cour d'Appel de Santiago, mais ils n'aboutissent pas à la libération des condamnés (dans l'un des deux cas, malgré la révocation ultérieure de la sentence en Cour Suprême).
- ❖ À la fin de cette étape, un peu plus de 20% des personnes traduites en justice ont été condamnées. L'examen des sentences portées permet d'arriver à la constatation qu'il existe une marge importante d'erreurs, ainsi que des différences sensibles, selon les régions du pays, dans le choix des critères de référence retenus par les Juges d'Instruction et Conseils de Guerre.
- ❖ Le Comité pour les réfugiés est au maximum de ses activités.
- ❖ Un grand nombre de personnes quittent le pays, en particulier celles qui ont été licenciées ou qui ont connu la prison.
- ❖ Au terme de cette étape, on attend la cessation de l'État de Siège, conformément à la Constitution. Mais celui-ci est prorogé jusqu'au 11 septembre 1974.

Les caractéristiques générales de cette étape sont :

- ❖ Une progressive coordination des Services de Renseignement et leur totale prise de contrôle dans le déroulement des opérations répressives. On note des signes d'autonomie croissante de la part de l'ensemble de ces Services vis-à-vis des autorités gouvernementales et même des autorités militaires. Les agents directs de la répression ont tendance à « s'institutionnaliser ».
- ❖ Du côté du Gouvernement, des décrets-lois sont édictés et des organisations sont constituées avec pour objectif formel une meilleure régulation dans le traitement des opposants politiques.
- ❖ La Justice Militaire pour Temps de Guerre accroît son rythme de travail bien que les procès continuent toujours à avancer très lentement.
- ❖ De nombreuses personnes sont remises en liberté après un temps variable de détention, mais parallèlement d'autres sont appréhendées sans raison valable et sans que soit connu leur lieu de détention.
- ❖ La torture comme procédure systématique est appliquée dans des camps spécialisés.
- ❖ La justice ordinaire, là où elle fonctionne de façon limitée, tend vers une intervention croissante envers les prisonniers politiques.

QUATRIÈME ÉTAPE : DEPUIS LE 11 MARS 1974

Les informations recueillies sur ce qui s'est passé depuis le 11 mars ne sont pas encore suffisantes pour être significatives. On peut cependant faire les remarques suivantes :

- ❖ Le nombre des personnes privées de liberté demeure stationnaire. Il n'y a pas eu, comme lors de l'étape précédente, de libération de groupes importants de personnes à Chacabuco ou en d'autres camps et lieux de détention.
- ❖ Les juges d'instruction reçoivent des directives recommandant l'accélération de la constitution des dossiers en vue des procès qui, à premier examen, devraient aboutir au sursis, à une condamnation légère ou à une peine déjà purgée.
- ❖ Quelques procès importants sont ouverts, en particulier contre des officiers et sous-officiers des Forces Armées.
- ❖ Les arrestations sont toujours le fait du personnel des Services de Renseignement, conformément aux modalités déjà signalées dans l'étape précédente.
- ❖ De nouveau de nombreuses personnes cherchent refuge dans les ambassades.
- ❖ Le mouvement de ceux qui quittent le pays ne cesse pas.
- ❖ Les tortures continuent de la manière déjà indiquée (Au cours de cette dernière semaine, aucune information ne transpire de Tejas Verdes).
- ❖ Durant cette étape, l'ensemble des Églises chrétiennes et la Communauté israélite déposent une requête en protection au nom de 131 personnes appréhendées et dont on est sans nouvelles.

CONCLUSION

Le simple examen des lignes générales présidant à l'action répressive du Gouvernement Militaire contre les opposants politiques au cours des sept mois écoulés, permet de tirer les conclusions suivantes :

- ❖ Les opérations répressives sont principalement dirigées contre les anciens militants ou sympathisants des partis de l'Unité Populaire et du MIR, en particulier contre les anciennes personnalités du Gouvernement, les dirigeants politiques, les dirigeants syndicaux, les paysans, les habitants des cités, les étudiants et autres militants ou sympathisants notoires. On remarque, récemment, des cas de répression contre d'autres secteurs d'opposition.
- ❖ Au début, les opérations étaient surtout conduites par les militaires. Par la suite, et cela de façon croissante jusqu'à en arriver pratiquement à leur contrôle absolu, ces tâches sont assumées par les Services de Renseignement qui adaptent leurs méthodes, les perfectionnent et les coordonnent étroitement au point de se constituer progressivement en groupe autonome.
- ❖ Les opposants recherchés n'offrent aucune résistance, mises à part quelques opérations isolées et localisées au cours des premiers jours.
- ❖ L'appareil de la Justice Militaire pour Temps de Guerre s'est graduellement mis en place, mais son fonctionnement est caractérisé en permanence par sa totale déficience dans le rôle qui lui est échu et par sa grave propension à l'erreur dans la manière de rendre justice. Sa tâche semble être sérieusement dépendante de celles des Services de Renseignement.
- ❖ Le traitement des prisonniers est inhumain : les conditions de détention généralement mauvaises : les mises au secret pour des périodes de très longue durée; la torture comme méthode habituelle d'interrogatoire, de plus en plus intensive et « technique ».
- ❖ Au début de l'année, le gouvernement avait clairement manifesté son intention de mettre un terme à l'État de Siège à la date prévue pour son expiration, et ce conformément à la

Rapport confidentiel sur la répression

Constitution : le 11 mars 1974. A cet effet, le Gouvernement s'était fixé les objectifs suivants :

1. clarifier, du point de vue des Renseignements Militaires, la situation des personnes privées de liberté;
2. au terme de cette clarification, remettre en liberté la plupart des personnes arrêtées ; accélérer parallèlement les procès des personnes qui par présomption, bénéficieraient du sursis ou seraient condamnées à des peines légères;
3. faire comparaître devant la Justice Militaire les personnes que le Gouvernement avait intérêt à maintenir en détention ;
4. édicter une législation permettant de restreindre les libertés civiles ainsi que cela a été fait, même si l'Exécutif se trouvait formellement dans l'impossibilité de procéder à des attestations; développer simultanément le cadre institutionnel adapté aux circonstances présentes et aux instructions appropriées.

Nous ignorons, évidemment, pourquoi ce projet n'a pu être réalisé sur tous les points. L'une des raisons a probablement été l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Gouvernement d'atteindre tous ses objectifs dans le court laps de temps qu'il s'était imparti.

L'alternative qui est la sienne a sa rationalité : ou bien il maintient l'État de Guerre, et cela lui laisse la possibilité de continuer l'action répressive entreprise contre les opposants politiques; ou bien il substitue à l'État de Siège un autre type de législation restrictive par rapport aux garanties constitutionnelles, et en cela il est assuré d'atteindre les mêmes objectifs que ceux justifiant l'État de Siège, mais avec l'avantage qu'en le faisant cesser il bénéficie d'un cadre formel pour son action.

Nous pensons que la réalisation dudit projet est reportée au 11 septembre 1974.

Enfin, nous devons ajouter que, dans ce rapport, ont été omises les références à la pression internationale durant cette période et à l'action des divers organismes internationaux. De même, il n'a pas été fait mention des licenciements massifs; de la

dissolution et de la suspension des partis politiques; de la dissolution des diverses organisations de base; ainsi que de l'ensemble des mesures gouvernementales sur le plan économique, agraire, éducatif, culturel et social.

Nous estimons que de tels éléments se situent hors de la perspective de ce rapport, et qu'en raison des faibles données disponibles ils échappent pour l'instant à toute possibilité d'analyse.

Ce rapport est à prendre comme une contribution à l'étude du problème des droits de l'homme au Chili au cours de la période étudiée.

ANNEXE 8-RAPPORT DE MA TOURNÉE SUR LE CHILI SOUMIS AU SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER (SUICO) LE 5 NOVEMBRE 1974

Dans ce bilan je vais préciser les *objectifs* que je cherchais à atteindre durant ma tournée; ensuite je vais décrire les *activités concrètes* que j'ai effectuées dans chaque région visitée; enfin, je vais évaluer *si et dans quelle mesure les objectifs visés ont été atteints*.

A- OBJECTIFS

J'ai cherché à communiquer une expérience. Une expérience dure et qui m'a profondément bouleversé à bien des points de vue, en m'ouvrant brusquement les yeux sur des événements violents au Chili. Autrement dit, je n'ai pas voulu donner un exposé froid, objectif et académique, mais plutôt un témoignage vécu, fruit de mon séjour au Chili de juillet 1973 à juillet 1974.

Étant donné que j'ai consacré six mois à analyser sur le vif la position idéologique et pratique de l'Église-institution chilienne face au sanglant coup d'État qui renversait le 11 septembre 1973 le gouvernement populaire de Salvador Allende; étant donné, aussi, que le résultat de ma recherche vient d'être publié aux Éditions du jour, je croyais normal que je concentre mes interventions sur cet aspect là.

Cependant, j'essayais toujours de bien situer cet aspect précis, important mais limité, dans l'ensemble du problème. Je résumais cet aspect à peu près de la façon suivante :

1. Par son coup d'État, la classe dominante chilienne a écrasé le mouvement socialiste qui s'enracinait depuis au moins un demi-siècle dans des secteurs de plus en plus larges des masses exploitées du Chili;
2. Cet écrasement a pris l'allure d'un massacre : 30,000 morts, des milliers de prisonniers politiques (il en reste encore de 10,000 à 15,000) dont un pourcentage assez élevé (70% selon un rapport secret d'avocats démocrates-chrétiens travaillant pour le Comité pour la paix) ont été soumis à la torture physique et psychologique, des milliers de réfugiés chiliens aujourd'hui répartis un peu partout dans le monde, des milliers de chômeurs et d'ouvriers congédiés pour des raisons politiques, nettoyage dans les universités et collèges de tous les progressistes, censure absolue, etc.
3. Les États-Unis ont appuyé la classe dominante chilienne, d'une part en effectuant un boycottage économique et financier à l'égard du régime Allende, d'autre part en fournissant à cette même classe dominante pas moins de \$8 millions.
4. Le Canada a collaboré avec les États-Unis dans cette affaire ignoble.

Pour ce qui est de l'Église chilienne, je voulais mettre à nu toute la lâcheté et l'hypocrisie que reflète son comportement après le coup d'État. D'une part une institution qui se proclame pour les pauvres et les persécutés, d'autre part une institution qui célèbre des rencontres avec les auteurs du massacre des classes populaires, qui s'agenouille avec eux...; d'une part une institution qui se déclare neutre et vierge sur le plan politique, d'autre part une institution qui, par la voix officielle du président de la Conférence épiscopale chilienne et dans le plus fort du massacre des corps et des esprits, affirme publiquement toute l'espérance qu'elle ressent « en ce moment religieux » et offre sa désintéressée et entière collaboration « à ceux qui, en ces heures difficiles, ont pris sur leurs épaules la très lourde responsabilité de diriger nos destins ».

Objectifs à court terme...

En dénonçant clairement et publiquement l'Église chilienne, mon objectif se voulait double. À court terme, je cherchais à clarifier, au niveau proprement analytique, la situation politique actuelle qui prévaut au Chili. Le mot 'démasquer' serait peut-être plus juste que 'clarifier'. L'ennemi qu'il nous faut redouter le plus n'est pas nécessairement le plus fort et le plus gros, c'est celui qu'on n'a pas encore reconnu, c'est-à-dire, identifié comme ennemi. Les gens qui en ce moment même poursuivent une lutte héroïque et clandestine au Chili savent fort bien que ce ne sont pas de simples faits ou évènements, si tragiques et pénibles soient-ils, qui vont mobiliser les travailleurs et les paysans. C'est l'*interprétation* qu'on donne à ces faits et évènements. Dans un sens très réel, ils savent que, dans une mesure importante, c'est à cause d'une erreur analytique, une erreur d'interprétation, que le peuple s'est fait écraser. On croyait l'armée du côté du peuple : on paie maintenant cette croyance.

Savoir où se situe en vérité et en fait l'Église-institution chrétienne – pour ou contre les travailleurs et paysans – c'est important. C'est important pour les Chiliens qui luttent sur le terrain, c'est important pour les chrétiens progressistes latino-américains comme pour l'ensemble des révolutionnaires latino-américains qui sont en train de se redéfinir, c'est important aussi pour nous Québécois qui nous intéressons au sort des Chiliens et qui avons des décisions stratégiques importantes à prendre pour leur venir en aide. Est-ce logique d'envoyer de notre argent au Comité pour la paix, un comité d'aide aux persécutés qui n'auraient jamais pu exister sans l'appui substantiel accordé à la junte militaire par l'Église ? Est-ce logique d'aider un comité qui dépend d'une Église qui prétend que l'important c'est de soigner les blessures tout en appuyant celui qui les inflige (voir le long document envoyé par le Comité permanent de l'Épiscopat chilien à toutes les Conférences épiscopales du monde à Noël 1973) ?

Objectifs à long terme...

En dénonçant l'appui substantiel accordé par l'Église chilienne, pourtant réputée progressiste, à une des plus sanglantes et capitalistes dictatures latino-américaines du 20^{ième} siècle, je visais un autre objectif, pas explicite mais omniprésent dans toutes mes interventions : *nous renvoyer à notre propre réalité québécoise*. La tragédie chilienne, sous cet aspect précis comme sous bien d'autres, nous oblige à jeter un regard neuf sur les mutations que vit présentement le Québec. Elle nous invite à jeter un regard plus analytique sur l'Église d'ici, son rôle dans l'histoire du Québec, son influence sur nos structures et mentalités – même syndicales –, son emprise éventuelle sur du 'monde ordinaire' advenant une nouvelle Crise d'octobre et une nouvelle intervention militaire, cette fois inévitablement beaucoup plus radicale et décisive.

Plus précisément, je visais à rejoindre, mais de façon différente, trois catégories (je durcis un peu les catégories pour des fins analytiques) de Québécois : 1) les progressistes et révolutionnaires qui ont complètement rejeté le christianisme; 2) les progressistes qui sont toujours chrétiens, soit simplement de culture et non-pratiquants ou soit explicite et pratiquants; 3) les politisés chrétiens, c'est-à-dire ceux qui veulent dépouiller le message évangélique de sa très lourde et traditionnelle enveloppe capitaliste.

Les progressistes et révolutionnaires qui rejettent le christianisme;

Pour beaucoup de ces Québécois, l'Église c'est une chose qu'ils ont réglée depuis bien longtemps : ils s'en foutent éperdument. Tout ce qui s'appelle curé, religieuses et sacristie provoque chez eux hostilité et mépris, ou encore ironie et sarcasme. Aussi ne ressentent-ils aucun désir ou besoin d'approfondir leur attitude de rejet, de l'asseoir sur une analyse plus systématique et rigoureuse. L'Église n'est pas seulement une question peu ou pas intéressante; ce n'est tout simplement plus une question...

Pour ceux-là, l'expérience chilienne peut servir d'avertissement. Un révolutionnaire qui se veut sérieux et

surtout réaliste et efficace doit éviter d'identifier trop rapidement sa propre réalité psychologique individuelle à la réalité sociale globale. Le faire, c'est se couper en quelque sorte de la réalité. C'est se vouer à ne pas être capable de bien comprendre la réalité objective. C'est aussi se vouer à ne pas être capable d'élaborer une stratégie politique véritablement scientifique et révolutionnaire.

De fait, au Chili comme en Amérique latine en général, l'Église catholique est très présente un peu partout; elle constitue une force socioéconomique déterminante. C'est ce qui faisait dire à Fidel Castro que le jour où cette Église se brancherait carrément et sans ambigüité du côté des masses exploitées, la révolution serait inévitable.

Sans doute l'Église catholique québécoise a beaucoup moins d'emprise sur la majorité des Québécois qu'il y a dix ou quinze ans. Cependant, son influence sur nous demeure importante, et à des niveaux souvent insoupçonnés et inconscients.

Beaucoup de Québécois ont rejeté l'Église catholique mais sans trop savoir pourquoi. Ou plutôt, ils savent pourquoi mais d'un savoir qui est encore très implicite, inarticulé et émotionnel, et très peu calme et serein. Leur rejet est catégorique et violent et ne souffre apparemment d'aucune ambigüité. Mais souvent ils sont tellement 'poignés' dans leur for intérieur qu'ils ont du mal à en parler. Leurs farces sur l'Église et les curés en disent parfois plus long sur leur véritable état d'âme que leurs affirmations claires et à l'emporte-pièce. Au point qu'on peut même se demander si la chose qu'ils croient avoir complètement rejetée ne continue pas de les dominer et agacer intérieurement.

Je parierais que la grande majorité des travailleurs québécois, même ceux qui ont rejeté l'Église extérieure, continuent à réagir, *surtout dans les moments de crise*, selon les valeurs catholiques qui meublent toujours leur monde intérieur.

L'esclave est esclave à cause de sa condition économique et sociale, mais il le demeure surtout parce qu'il accepte l'attitude d'esclave que lui inculquent sa société et son maître. Si les interprétations de la réalité qui rendent possibles la domination

de la majorité par une petite minorité ne sont pas amenées à la surface, c'est-à-dire exprimées, discutées, et identifiées, elles risquent de nous jouer de mauvais tours. Elles risquent de casser des grèves et des luttes au moment même où celles-ci deviennent critiques et possiblement décisives. Si l'ouvrier croit que c'est lui et non la classe dominante qui est à l'origine de la lutte de classes dans laquelle sa situation objective le plonge, il va aboutir au confessionnal et non pas à la prise en main de sa vie économique.

Certes, la conscience révolutionnaire ne sort pas 'toute crachée' des livres, des journaux et des conférences. Elle provient d'un engagement concret, d'un style de vie, d'une décision. Mais celui qui le premier a fait cette affirmation a passé une bonne partie de sa vie à fouiller dans les bibliothèques, à écrire, à faire des conférences. Car la conscience non seulement provient des luttes concrètes : elle les féconde et les oriente.

C'est pourquoi ceux qui, comme la junte militaire chilienne, écrasent des mouvements populaires ne se limitent pas à la torture, l'emprisonnement et l'assassinat des corps. Ils torturent et emprisonnent aussi les esprits, les consciences. Et ils doivent le faire parce qu'ils savent parfaitement bien que ce ne sont pas des corps qui menacent leurs privilèges et leur confort, mais les consciences et les interprétations qui animent ces corps. Étant donné que dans une société c'est la même main qui amène le travailleur à construire les chemins de fer et qui forme l'esprit des philosophes, écraser une révolution populaire voudra toujours dire contrôler les communications de masse, contrôler le système d'éducation et en particulier les cours d'histoire, contrôler la production culturelle et artistique, contrôler enfin tout ce qui risque de fouetter et d'éveiller les consciences endormies.

Les progressistes chrétiens

Un grand nombre de Québécois progressistes sont ce que l'on appelle souvent des chrétiens culturels. C'est-à-dire, leurs contacts avec l'Église se limitent aux grands moments de la vie : baptême, mariage, et funérailles.

Rapport de ma tournée sur le Chili

Un nombre assez grand continue de pratiquer leur religion dans le sens courant du terme, même si ces dernières années la pratique religieuse au Québec, surtout dans la région de Montréal, a connu une baisse assez considérable.

Durant ma tournée j'avais à l'esprit ces gens-là et je voulais, sans les brusquer inutilement, leur faire prendre conscience d'une seule chose : le chrétien québécois, même progressiste, identifie christianisme et capitalisme, et cette identification n'est pas consciente. Le christianisme pour lui ou elle signifie le capitalisme et ce dernier signifie la démocratie et la liberté. Et le socialisme et le communisme pour lui ou elle signifient la dictature et le totalitarisme.

Ces identifications ou associations sont d'autant plus redoutables et difficiles à combattre qu'inconscientes et inavouées. Les chrétiens, prêtres ou laïcs, qui en sont victimes travaillent souvent très fort et sont dévoués; plusieurs collaborent avec certains mouvements populaires et se croient à l'avant-garde de tout ce qu'il y a de plus révolutionnaire. Ils ne trouvent pas que le capitalisme est parfait, loin de là. Même, ils le critiquent régulièrement. Cependant, en dernière analyse – cela se voit surtout dans les moments de conflits et dans le caractère réformiste de leurs idéaux politiques – ils optent invariablement pour le statu quo, un statu quo foncièrement capitaliste.

Au niveau du conscient, on ne dira pas qu'on opte pour le capitalisme, ce terme étant actuellement entaché d'impureté et ce même dans les pays capitalistes comme le Canada et les États-Unis. On dira tout simplement qu'on opte pour le Christ et son Église, pour la vérité objective, pour le bien commun et le respect de toutes les idéologies.

Le président de la Conférence épiscopale chilienne, le Cardinal Raul Silva Henriquez, comme d'ailleurs la majorité des évêques chiliens et le Parti démocrate chrétien chilien, en sont, par leur attitude, des exemples. Leur option, dans la crise qu'a vécu le Chili le 11 septembre 1973, a été une option strictement neutre sur le plan politique. Ils ont opté pour le Christ et la patrie, pour le bien commun, pour le plus grand bien du Chili.

En appuyant substantiellement la dictature militaire carrément capitaliste – mais qui se croit et se dit elle aussi neutre sur le plan politique – ils n'étaient que parfaitement logiques avec leurs valeurs 'chrétiennes'. Parce qu'ils associent inconsciemment christianisme et capitalisme, il fallait tuer le socialisme naissant pour sauver le Christ et la liberté menacés. D'où le caractère foncièrement et explicitement chrétien de la junte militaire. Elle se dit publiquement chrétienne mais ne s'affirme pas ouvertement capitaliste.

L'expérience chilienne, si riche à ce point de vue comme à bien d'autres pour les Québécois, nous demeure pourtant inaccessible tant et aussi longtemps qu'on ne réussit pas à comprendre que là-bas, c'est peut-être ici; tant et aussi longtemps qu'on n'applique pas cette si dure leçon à des faits et évènements québécois. Faire passer une association de l'inconscient au conscient, ce n'est pas un processus purement intellectuel. Cela exige beaucoup plus qu'une ou des conférences sur le sujet. Cela exige une *expérience*.

On peut reconnaître et identifier le village valeuriel et conceptuel dans lequel on vit depuis toujours seulement dans la mesure où on sort momentanément de ce village pour en visiter un qui soit foncièrement *autre*.

Politisés chrétiens...

Le groupe auquel je sentais que j'avais à la fois le moins et le plus à dire, ce sont les politisés chrétiens. Le moins, parce que ce sont précisément ces chrétiens-là qui font, pour l'Église du Québec, ce que j'ai tenté de faire pour l'Église chilienne à un moment particulièrement critique de son histoire. Autrement dit, ils tentent de dégager le message évangélique de son très lourd héritage capitaliste. Le plus, parce que, pour cette même raison, ils sont très accueillants à l'analyse que j'ai faite de l'Église-institution au Chili et veulent l'utiliser pour approfondir et stimuler leur propre réflexion et engagement.

Voilà, en gros, les objectifs que je poursuivais durant ma tournée. Si ce sont surtout les objectifs à court terme qui constituent la substance de mes interventions, les objectifs à

Rapport de ma tournée sur le Chili

long terme me hantaient sans cesse l'esprit. Car ce chant révolutionnaire québécois que je vois poindre ici et là, ce mouvement révolutionnaire québécois que j'ai pu toucher du doigt dans plusieurs régions mais qui est encore très embryonnaire, tout cela risque un jour de se transformer en larmes, en prisons, en silence... À moins que l'on sache lire et interpréter les événements au fur et à mesure qu'ils arrivent; à moins que l'on apprenne à déceler dans les petits événements les grands; à déceler dans les petites paroles les grandes; et à déceler dans les petites tendances les grandes.

B- ACTIVITÉS

Commentaires préliminaires :

Afin de réaliser un bilan personnel plus complet de mes activités depuis deux mois, j'inclus, dans cette description, les activités que j'ai effectuées de mon propre chef ou en collaboration avec les Éditions du jour. Les activités organisées par SUCO seront indiquées d'un astérisque.

Étant donné que je n'ai pas pris de notes durant ma tournée, cette description sera forcément approximative. Les bureaux régionaux SUCO concernés seront certes en mesure de me compléter et me corriger s'il a lieu.

Activités .¹³⁷

*3 septembre, Radio Canada, Montréal, entrevue de sept minutes avec Bernard de Rome, 7 :15 pm, « Activités 24 ».

4 septembre, Montréal-Matin, entrevue de 14h00 à 16h30 avec François Piazza.

*5 septembre, Lancement de mon livre *Chili : le coup divin*; environ 45 personnes, conférence de presse et entrevue à la radio (j'oublie le poste). Article dans Montréal-Matin par François Piazza : *L'ordre à tout prix règne*.

¹³⁷ Les articles publiés sur mon livre et ma tournée n'apparaissent pas dans le rapport soumis à SUCO.

6 septembre, article dans Le Devoir par Clément Trudel : *Chili : le coup divin.*

9 septembre, Radio CKVL Montréal, entrevue suivie de ligne ouverte, 13h00 à 15h00, « Affaires publiques » avec Marc Trahan. Article dans La Presse par Paul Longpré : *Un an après la chute d'Allende des réfugiés se souviennent.*

*10 septembre, Trois-Rivières pour la journée. Midi : dîner-causerie au Cégep avec environ 20 personnes, dont le directeur général, qui est prêtre; des gens du milieu pastoral; des professeurs. Après-midi : deux entrevues à la radio locale (20 minutes) et une entrevue avec Le Nouvelliste. Fin de l'après-midi : rencontre de deux heures avec des membres du Comité Québec-Chili.

11 septembre, CBC Télévision, Ottawa, « This Day » entrevue de 20 minutes avec Evelyn Gigantes.

12 septembre, Canal 10, TV, Montréal, « Au jour le jour », entrevue et ligne ouverte de 13h00 à 15h00 avec Roger Delorme.

15 septembre, Windsor, Ontario. Rencontre du Comité de solidarité Chili de 19h30 à 21h30, 10 personnes. Revue de mon livre par François Piazza dans Montréal-Matin : *La maladie du fascisme au Chili.*

17 septembre, Windsor Daily Star, Entrevue avec l'éditorialiste Keith Rolland de 11 :30 à 15h00.

18 septembre, Article dans Le Courrier de Saint-Hyacinthe : *L'auteur du 'Coup divin' viendra à Saint-Hyacinthe pour présenter son ouvrage.*

20-21 septembre, Toronto. Rencontre du Comité de solidarité Chili; 10 personnes. Traduction de l'anglais au français d'une longue déclaration sur la politique du Canada face au Chili et devant être signée par plusieurs organismes canadiens.

22 septembre, Toronto. Rencontre, de 10h00 à 13h00, de 10 personnes du Latin American Working Group (LAWG).

24 septembre, Saint-Hyacinthe, conférence à 40 étudiants au Cégep de 12h30 à 13h30. Après-midi : entrevue de 20 minutes

Rapport de ma tournée sur le Chili

à la radio locale; longue entrevue avec le journal Le Courrier de Saint-Hyacinthe. De 19h30 à 21h00 rencontre avec 20 personnes du Mouvement des travailleurs chrétiens.

25 septembre, Revue de mon livre par Jean-Claude d'Auteuil dans Le Courrier de Saint-Hyacinthe : *Une solidarité maskoutaine à l'égard du peuple chilien*.

28 septembre, Article dans le Windsor Daily Star, Ontario, par Keith Rolland : *Book Criticizes Role of Church in Chile*.

29 septembre, Revue de mon livre par Alain Dassylva dans Progrès-Dimanche : *L'Église chilienne face au coup d'état*.

2 octobre, Rencontre, de 14h00 à 16h00, avec le Père Paul-Émile Charland, o.m.i, de la revue Dossiers «Vie ouvrière».

3 octobre, Radio CKJL Joliette. De 8h00 à 8h15 « Petit déjeuner ». Après-midi : une émission de radio de 30 minutes.

*4 octobre, Rouyn-Noranda. 15h30 : entrevue de 15 minutes en direct à Radio-Nord. 17h45 entrevue de 15 minutes à la télévision, CKRN. 19h30 à 21h30 : rencontre de 60 personnes dans la Maison coopérative.

8 et 9 octobre, Moncton, Nouveau Brunswick. Trois entrevues à Radio-Canada. Rencontre de trois groupes d'étudiants (145). Deux conférences publiques dans l'amphithéâtre de l'Université de Moncton : une à midi (30 personnes), et l'autre le soir (20 personnes). Article paru dans « L'Évangéline » le 11 octobre : « Conférence à l'Université de Moncton sur le coup d'état au Chili : L'Église chilienne a-t-elle trahi le président Allende ? ».

9 octobre, Revue de mon livre dans Soleil Saint-Laurent. Article par Jean-Yves Théberge dans Le Canada Français : *L'Église et Pinochet dorment dans le même lit*.

*10 et 11 octobre, Chicoutimi. Le 10, à midi, entrevue de 10 minutes en direct à la TV de Chicoutimi; 18h00, souper solidarité Chili (environ 200 personnes) suivi de ma conférence et d'un film sur le Chili. Le 11 : entrevue de 10h30 à 11h30 avec le journaliste Jean Dubuc. Après-midi : entrevue de 15 minutes en direct à la radio de Jonquières.

11 octobre, Article dans Le Quotidien (Chicoutimi) par Jean Dubuc : *Succès de la soirée de solidarité Québec-Chili*. Article dans L'Évangéline au Nouveau-Brunswick : *L'Église chilienne a-t-elle trahi le président Allende?*

11 octobre, Rencontre, de 22h00 à 23h30, avec 20 personnes de la communauté de base dans laquelle participe Jean-Pierre Proulx.

12 octobre, Mémoire à M. McEachen et M. Andras (deux membres du cabinet Trudeau) publié dans Le Devoir et signé par les Églises et un grand nombre de syndicats, d'ONG, etc. Il s'agit de la déclaration que j'avais traduite de l'anglais au français à Toronto les 20 et 21 septembre. Brève description de mon livre par A. C. dans le Droit (Ottawa) : *Le Chili, revu et corrigé*.

13 octobre, Article par Pierre Julien dans Québec-Presse : *L'Église chilienne a d'autres chats à fouetter*.

*15 octobre, Québec. Radio-Canada TV « Le Joint »; entrevue enregistrée et diffusée le soir même; 15h00 à 16h00 : entrevue avec François Demers du Soleil.

*16 octobre, Rimouski. Rencontre d'une journaliste de 13h00 à 15h00. Rencontre de 20 personnes de 20h00 à 22h00 dans le local du Parti québécois.

*22 octobre, Sherbrooke. Conférence, de 20h00 à 22h00, à 35 personnes de la Faculté de théologie de l'Université de Sherbrooke.

*23 octobre, Trois-Rivières. Erreur d'organisation : j'ai manqué une entrevue à la TV l'avant-midi. J'ai rencontré deux prêtres de 20h00 à minuit.

24 octobre, Québec. Entrevue d'une heure avec Télé 4 « Québec Insolite », qui sera diffusée le 14 novembre de 23h00 à minuit. Entrevue de 10 minutes à Lévis.

30 octobre, Université de Montréal. J'ai assisté à un souper solidarité Chili organisé par la communauté chrétienne de l'université : 40 personnes.

Rapport de ma tournée sur le Chili

Novembre, Recension de mon livre par Dominique Boisvert dans Dossiers « Vie ouvrière », no. 89, p. 573-576 : *Chili : le coup divin*. L'éditorial du même numéro, *Le conflit du Pavillon St. Dominique*, fait aussi référence à mon livre.

9 novembre, Recension de mon livre dans Le Soleil (Québec) par François Demers : *Souriez Chiliens, Dieu vous aime!*

16 novembre, Dans La Presse mon livre apparaît dans la liste des bestsellers de la semaine.

27 décembre, Recension de mon livre dans Le Jour par Louis O'Neill : *L'Église au Chili*.

C- ÉVALUATION

Je tenterai maintenant d'évaluer mes activités, de voir si et dans quelle mesure elles m'ont permis d'atteindre mes objectifs.

Pour évaluer, je dispose de deux sortes de critères : ceux d'ordre quantitatifs et ceux d'ordre qualitatifs. D'une part, je peux calculer le nombre de personnes rejointes soit directement par mes conférences, soit indirectement à la radio et la télévision, ainsi que dans les journaux. Aussi je peux compter le nombre de livres vendus. D'autre part, et c'est sans doute le plus important mais aussi le plus difficile, je peux tenter de mesurer le qualitatif. Ici, je n'ai pas un terrain tellement clair et précis sur lequel je peux fonder mes affirmations; je dois me fier surtout à mes impressions, aux réactions des gens telles que je les perçois, à ce qu'on me dit; je dois me demander si mon message a été clairement perçu, si la communication qui s'établit est faible, bonne ou excellente, si je brusque les gens, etc.

QUANTITATIF

Conférences ou échanges :

J'ai rencontré environ 900 personnes d'une dizaine de régions différentes. En général, je crois qu'il s'agissait de leaders et de multiplicateurs, mais les gens des bureaux régionaux sont plus en mesure de porter un tel jugement que moi. Une lacune sérieuse : les deux régions les moins rejointes sont précisément

celles qui constituent le nerf de la vie québécoise : Montréal et Québec.

Communications de masse :

J'ai passé huit fois à la télévision, dans six régions différentes et pour un total de 252 minutes.

J'ai passé douze fois à la radio, dans sept régions différentes et pour un total de 287 minutes.

J'ai obtenu dix entrevues avec les journaux, chaque entrevue durant en moyenne 90 minutes.

Livres vendus :

Sur les 5,000 livres imprimés, 3,968 ont été distribués et 1,032 sont en dépôt aux Messageries du Jour. Des livres distribués, 900 ont été envoyés en France et environ 600 aux bureaux régionaux de SUCO. J'estime que les bureaux en ont vendu de 250 à 300. Madame Manssens, des Messageries du Jour, estime qu'environ 2,500 ont été vendus jusqu'à maintenant mais cet estimé est très approximatif.

QUALITATIF

Mon sentiment prédominant, durant et après ma tournée, c'est de n'avoir réussi à communiquer qu'une petite partie de ce que je ressens en mon for intérieur. Il s'agit probablement tout simplement du choc culturel normal, mais n'empêche que cela épuise son homme !

Cela étant dit, j'estime que ma tournée, dans l'ensemble, a été fructueuse.

Je suis satisfait de la plupart des entrevues que j'ai eues à la radio et la télévision. J'étais craintif et littéralement figé pour l'émission « Actualités 24 » -- c'était ma toute première expérience – mais après cela, je me sentais à l'aise. La plupart des animateurs étaient sympathiques à ma cause mais je dirais que seulement dix pourcent préparaient convenablement leur entrevue, et ce même s'ils avaient mon livre en main une ou deux semaines à l'avance. À l'occasion, j'ai eu affaire à un anticlérical qui ne s'intéressait guère à la justice sociale, ni au Chili ni au Québec, mais qui trouvait mon livre intéressant tout

simplement parce que cela lui permettait de rabaisser l'Église. Je pense encore à cet autre animateur qui me demanda, après que j'eus clairement référé trois ou quatre fois à ma conjointe: « Êtes-vous laïc ? » Et un peu plus loin, après que j'eus étalé toutes les accusations plutôt raides que je faisais à l'Église chilienne dans mon livre : « M. Bastien, prenez-vous position dans votre livre ? »

Plusieurs articles sont apparus dans les journaux soit sur mon livre, soit sur mon témoignage sur le Chili. En général, les journalistes ont accueilli très favorablement mon message, possiblement parce qu'il cadre bien avec leurs opinions personnelles sur l'Église, possiblement parce qu'il porte sur une question apparemment exotique. De toute façon, le fait que personne jusqu'à maintenant ne m'ait attaqué ouvertement et carrément n'a certainement pas contribué à créer un débat.

Quant aux conférences et échanges, j'ai l'impression que tout s'est passé relativement bien. Le plus grand succès a probablement été le souper-bénéfice à Chicoutimi : deux cents personnes, une atmosphère excellente, une communication remarquable.

À Moncton, les deux conférences que j'ai données dans un amphithéâtre ont été un échec au point de vue du nombre : 30 à 40 personnes à la première, 20 à la deuxième. Dans la première conférence, j'ai donné un témoignage. Mais l'auditoire, qui était composé surtout de professeurs (même l'archevêque était présent) aurait voulu, semble-t-il, un exposé plus académique. On m'a suggéré de citer davantage mon livre, ce que j'ai fait par la suite et avec passablement de succès. La deuxième conférence a été excellente : une prise de conscience profondément politique.

Toujours à Moncton, j'ai rencontré deux classes d'étudiants en sociologie (130 par classe). La première rencontre était bonne, la deuxième excellente. Mais le cadre d'un cours, je le sentais, enlevait du dynamisme à la communication. J'ai aussi rencontré un groupe de sciences religieuses (15) qui m'est apparu assez endormi, même si le professeur m'a assuré que les étudiants avaient beaucoup apprécié mon exposé.

À Saint-Hyacinthe, deux rencontres de groupe. Une le midi avec des cégépiens, une le soir avec des travailleurs et quelques prêtres. La rencontre du midi ne m'a pas semblé très bonne. Par ailleurs, celle du soir a été positive. C'est Léandre Dion qui a fait le lien entre l'Église du Chili et celle du Québec, et il l'a fait avec beaucoup de simplicité et de pertinence. Un travailleur ne comprenait pas pourquoi je parlais tant de l'Église. Pour lui cette question était déjà réglée depuis longtemps, l'Église étant toujours du côté des riches. Il voulait entendre parler de la résistance mais ne comprenait pas, selon moi, l'importance capitale d'une analyse rigoureuse de l'Église pour la résistance dans son travail de conscientisation.

À Rouyn-Noranda, une seule rencontre, le soir, à la Maison coopérative. Une trentaine de personnes avaient été invités; une soixantaine vinrent. Quelques prêtres, quelques religieuses, plusieurs professeurs, syndiqués et animateurs sociaux. Ma conjointe Wynanne était là aussi et elle a surtout parlé de l'ambassade canadienne qu'elle connaît mieux que moi. Il a été beaucoup question d'Église mais on a parlé passablement de la situation générale. Nous étions en territoire connu : l'atmosphère était très sympathique.

À Rimouski, la grève de Québec-Téléphone, et surtout des événements de dernière minute, ont nui quelque peu à notre soirée. L'abbé Pierre Fortin, qui venait de faire une homélie en faveur des grévistes et qui, par la suite, s'était fait taire par le curé de la paroisse, y était avec sa classe d'étudiants. Il a été très peu question du Chili. C'est probablement normal, vu la tension locale qui existait. On a surtout tenté de démasquer l'attitude de l'Église locale dans toute cette affaire.

À Trois-Rivières, ma première visite a été un succès; ma deuxième un échec. Lors de la première visite, j'ai rencontré deux groupes. Le premier, lors d'un dîner-causerie, en présence du directeur général du Cégep, qui est prêtre, d'autres gens des cadres administratifs, des professeurs, et des gens de Pastorale. Plusieurs personnes penchaient vers le centre et non vers la gauche mais l'échange n'a pas trop brusqué, tout en permettant quelques prises de conscience assez fortes. La présence de quelques Latino-américains a beaucoup aidé. Le deuxième groupe, ce fut quelques membres du Comité Québec-Chili de

Rapport de ma tournée sur le Chili

Trois-Rivières. Malgré leur fatigue évidente – ils étaient en plein milieu d'une semaine sur le Chili – ils m'ont semblé très intéressés et très engagés. L'un d'eux me confia par la suite en privé que la rencontre l'avait profondément affecté et qu'il sentait un feu en dedans de lui.

Ma deuxième visite a été moins heureuse. À cause d'une erreur organisationnelle, j'ai manqué une entrevue à la télévision prévue pour l'après-midi. Mon dîner-causerie qui devait avoir lieu à l'université dans le Centre de Pastorale avait été annulé deux jours précédents. Le soir j'ai rencontré, avec Jean-Claude Landry et son ami, deux jeunes prêtres dans un presbytère. Dès que j'ai mis le pied dans le presbytère, j'ai senti un froid, une méfiance et un scepticisme. J'ai senti qu'ils me rencontraient par charité et que le sort de milliers de travailleurs chiliens, écrasés, assassinés, torturés et affamés les inquiétaient beaucoup moins que la pureté obligatoirement pure d'une Église qui n'est jamais là lorsqu'il s'agit d'une écœuranterie commise par certains hommes d'Église mais qui est omniprésente lorsqu'il s'agit d'affirmer sa sainteté. On fend les cheveux en quatre, on cherche l'éternel et insaisissable autre côté de la médaille, on se défend : comme si c'était eux qui étaient pris dans la misère jusqu'au cou, et non les Chiliens exploités !

J'insiste sur ce point, car je crois qu'il représente une attitude qui est passablement enracinée chez le clergé québécois en général ! Je pense à ce prêtre qui, vers la fin de ma conférence à Chicoutimi, me fit remarquer : « Ne pourriez-vous pas faire quelques commentaires positifs sur l'Église au Chili ? » Je pense aussi à cet autre prêtre à Chicoutimi, très sympathique et apparemment assez progressiste, mais qui n'a pas pu se convaincre d'assister au souper-solidarité-Chili. Il sentait la soupe chaude ! Il se sentait profondément menacé ! Il ne pouvait pas faire face à la réalité...

À Sherbrooke, ma conférence a été quelque peu dérangée par des difficultés de transport. Environ 35 personnes étaient présentes : étudiants en théologie, quelques prêtres et, je crois, quelques travailleurs. J'ai senti qu'un étudiant m'avait très bien compris lorsqu'il commenta : « Au fond, je prends votre livre comme un avertissement pour le Québec. À la manifestation

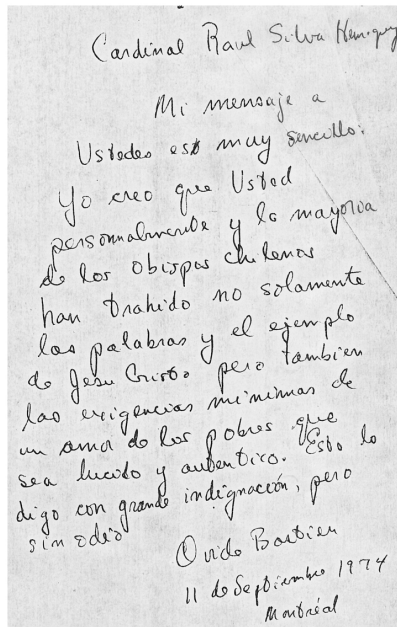
contre le Bill 22, on nous photographiait... » Malgré cette intervention des plus concrètes, le cadre, il fallait s'y attendre, était plus intellectuel, l'engagement plus cérébral. Pourtant je sens que certains individus dans le groupe, surtout les organisateurs, sont vraiment embarqués dans la problématique. Une autre réaction individuelle mérite peut-être d'être mentionnée : celle d'un curé de paroisse, ex-missionnaire au Chili. Même s'il a encore des amis au Chili qui penchent plutôt vers la droite et le centre, il en est venu à comprendre qu'entre des versions contradictoires des mêmes faits, il faut choisir celle qui provient de la base. Il comprend cela parce qu'il a lui-même le courage de mettre des noms propres et parfois malpropres sur certaines injustices dont souffrent les Québécois les plus pauvres, parce qu'il a lui-même le courage de se mouiller avec eux dans la lutte. Il comprend les mots parce qu'il vit la réalité; un grand nombre ne comprend pas la réalité parce qu'ils vivent de mots...

À court terme, mon objectif était de bien clarifier la position politique de l'Église-institution chilienne et, par là, de contribuer à la lutte idéologique menée par la résistance chilienne et d'éclairer nos actions de solidarité à son égard. À long terme, mon objectif était de nous renvoyer à notre propre réalité québécoise.

Ai-je atteint ces deux objectifs ? Je crois que oui. Cependant, autant l'aspect quantitatif est là et parle de lui-même, autant l'aspect qualitatif, de loin le plus important, ne permet pas de réponse claire et nette. Tout ce que je peux dire c'est que j'ai rejoint les trois catégories de gens que je voulais rejoindre – ils étaient habituellement dans le même auditoire mais on pouvait les reconnaître à leurs questions et commentaires – et je sens que j'ai pu leur communiquer l'essentiel de mon message.

ANNEXE 9 – MON MESSAGE PRIVÉ AU CARDINAL HENRIQUEZ

Je publiais « *Chili : le coup divin* » à Montréal le 11 septembre 1974, jour de l'anniversaire du coup d'état. Suite au lancement de livre, qui incluait une conférence de presse, j'ai immédiatement fait parvenir, par courrier, une copie de mon livre au Cardinal Raul Silva Henriquez. À l'endos de la page de couverture, je lui ai écrit le message suivant :



Cardinal Raul Silva Henriquez

Mi mensaje a
Ustedes es muy sencillo:
Yo creo que Usted
personalmente y la mayoría
de los obispos chilenos
han traído no solamente
las palabras y el ejemplo
de Jesu Cristo pero tambien
las exigencias minimas de
un ama de los pobres que
sea lucido y autentico. Esto lo
digo con grande indignación, pero
sin odio

Ovidio Barbieri
11 de Septiembre 1974
Montréal

Note au cardinal en français :

Cardinal Raul Silva Henriquez,

Mon message à vous est très simple. Je crois que vous personnellement et la majorité des évêques chiliens ont trahi non seulement les paroles et l'exemple de Jésus-Christ mais aussi les exigences minimales d'un amour des pauvres qui soit lucide et authentique. Ceci, je le dis avec une grande indignation mais sans haine.

Ovide Bastien

Le 11 septembre 1974

Je tiens à souligner que le Cardinal Henriquez s'est graduellement distancé de la junte militaire en posant des gestes fort courageux et efficaces pour venir à la défense des sans voix et des persécutés au Chili. Aujourd'hui il est reconnu comme un héros national. Il a reçu deux prix pour les droits de la personne : celui des Nations unies le 11 décembre 1978 et celui de Bruno-Kreisky le 19 octobre 1979.

